

*On fait passer tous les messages, la sensibilité à l'éducation aux droits de l'Homme, en matière de santé, d'environnement, à travers la culture, par l'art, le chant, le tableau. Oui, la culture est une porte d'entrée, quel que soit le message et sa virulence. Quand tu fais passer le message par le théâtre, par la poésie, par le tableau, tu instaures une sérénité entre celui qui expose et celui qui regarde. Tu crées une discussion. Celui qui regarde et qui n'est pas d'accord il le dit, mais il le dit avec respect, il respecte l'homme à travers son produit. Il y a une relation. Quelle que soit leur vision, ils savent que tu as mis du temps pour créer ce produit, il y a un espace de paix, de sérénité, même si les idées de l'un et de l'autre sont les plus éloignées. Sur le Sida par exemple autant le message à travers des conférences ça ne passe pas, autant à travers l'art les gens adhèrent mieux, ils viennent, ils écoutent des messages qui pourraient paraître virulents. »*

Le CISP soutient également toutes les manifestations culturelles qui portent le message des droits de l'Homme, des droits des femmes et des enfants à travers les troupes de théâtre itinérantes, les actions libres dans les espaces publics. Il soutient notamment des ateliers sur les droits culturels et artistiques à Constantine et Oran animés par un algérien musicien, **Malik Chaoui**, qui travaille pour le compte de l'organisation Art watch Africa qui dépend du réseau africain Arterial Network, un réseau peu actif en Algérie. Il a ainsi participé à des conférences sur l'économie créative au Maroc. Participant à la LPSJE, il a été bénéficiaire du programme « un Monde selon les femmes » et est titulaire du certificat des droits de l'Homme. Il a depuis participé à plusieurs événements, conférences et animations d'ateliers. Il est intervenu sur « l'art et l'engagement » et dans l'Université d'automne sur les droits des femmes, notamment. Il évoque son association avec le CISP et ses effets :

*« J'animais un atelier à Alger lorsque ma route a croisé celle d'Eveline Chevalier : Il était pour moi intéressant d'étendre à Constantine le travail mené à Alger. Elle a adhéré tout de suite à ma proposition et avec Leila nous avons organisé les mêmes ateliers à Constantine. Cela s'est très bien passé. Puis nous avons discuté d'une prochaine étape, comme celle d'aller du côté de la Kabylie, ou d'Oran ou dans le grand sud.*

*Nous avons pu organiser en Kabylie et à Oran trois ateliers de concert avec l'Université d'Automne. Le bilan a été fait en Janvier 2015 : l'idée actuellement est d'aller du côté de Tamanrasset.*

*Nous accueillons tout acteur culturel : artistes, animateurs impliqués dans le domaine de la culture, pas forcément des professionnels. L'objectif est de consolider les choses avec des outils de plaidoyer. Les bénéficiaires doivent être armés aux droits de l'Homme. Les critères appliqués dans la sélection sont la motivation bien sûr, des profils diversifiés, de l'intelligence émotionnelle, une responsabilité sociale, de l'apprentissage coopératif...C'est à mon avis une sélection équitable !*

*Je constate l'intérêt des participants, en effet, les acteurs culturels ne connaissent pas leur potentiel jusqu'à ce qu'ils le traitent. Leur implication est juste extraordinaire émotionnellement et intellectuellement !*

*Les bénéficiaires disent avoir apprécié ces ateliers culturels. Ils disent avoir beaucoup appris. Par exemple un chercheur en français a transformé son enseignement à l'Université de Constantine en mettant en place un atelier interactif et on voit qu'il a adopté le contenu des DDH ; on sent l'appropriation du message par les bénéficiaires.*

*C'est une approche Droits de l'homme avant tout. Après chaque formation j'ai créé un facebook pour échanger des choses, d'autres veulent faire d'autres ateliers ailleurs, eux mêmes. Ils postulent et publient des articles sur le sujet, ils y voient plus clair sur la scène culturelle et artistique y compris avec les réseaux sociaux.*

*Les plus grosses difficultés sont du côté des autorités locales, des difficultés avec l'hébergement, des difficultés avec les autorisations. On a annulé par exemple une fête prévue à l'issue d'un atelier à Bejaïa. On l'a juste faite à l'hôtel ! »*

Il dresse le bilan des actions qui se sont développées à partir des ateliers de Constantine et d'Oran :

À partir de l'atelier de Constantine, un Conteur et écrivain, une journaliste, un designer photographe, un grapheur, deux jeunes réalisateurs, une enseignante de français à l'université de Guelma, une femme peintre, deux militants de Biskra, un entrepreneur dans la communication, intègrent dans leurs activités les concepts de droits de l'Homme, l'un dans son enseignement, l'une dans son association féminine, un autre dans ses documentaires, le grapheur dans ses actions libres dans l'espace public. Dans la maison de production qu'ils ont montée, les jeunes réalisateurs ont intégré pour leur premier film la problématique des droits de handicapés en recrutant pour se faire des personnes en situation de handicap. Une autre enseignante a intégré la problématique des droits de l'Homme dans des workshops et ateliers de son Université, la femme peintre dans la peinture sur la scène culturelle constantinoise, les militants de Biskra dans des publications en ligne. Quant à l'entrepreneure dans son entreprise de communication, elle a intégré le droit à la culture dans des événements culturels et artistiques de proximité à Sétif, c'est-à-dire dans des projections de films-débats, des concerts, des conférences et des visites de musées.

À partir de l'atelier d'Oran, un militant a rassemblé à Mascara les acteurs culturels de sa région qui organisent des activités régulières, un autre à Mostaganem a intensifié son implication dans le domaine culturel à travers ses participations à nombre d'événements et ses publications régulières concernant les violations des libertés de création. Un jeune acteur associatif à Oran découvre la pertinence de la culture dans l'approche des droits de l'Homme et travaille régulièrement avec l'UE sur la question à travers le programme « Houna Shabab » pour les jeunes acteurs culturels.

Deux participants ont soutenu activement le collectif « Infidjart » et ont créé le collectif « Garage ». De nombreux artistes ayant pris conscience dans cet atelier des violations qu'ils ont vécues orientent maintenant leurs créations sur ce thème.

Si le CISP soutient ces actions culturelles il les intègre également dans la plupart des actions qui ont lieu dans les locaux dont il peut disposer et organise des productions artistiques diverses à cette fin pour clore ses journées ou cycles de formations.

En ce sens l'action du CISP avec ses multiples partenaires participe au renforcement de la culture algérienne et à son ancrage dans la société civile, tout en permettant à celle-ci d'accéder à cette modernité que signifie la mise en œuvre des droits humains. Et, en donnant les moyens aux citoyens de s'approprier une culture commune, elle contribue aussi à la construction d'une identité commune :

Si l'on peut évoquer une société particulière, observe C. Castoriadis, « il faut bien parler de son identité, laquelle suppose une représentation de soi comme quelque chose. Les membres de la société en question se sentent ainsi participer d'une communauté spécifique. La société, ou le social historique forme un niveau d'être, spécifié chaque fois par ses significations imaginaires. Cette représentation de soi va de pair avec une valorisation de ses significations propres : à cette représentation est indissolublement lié un se vouloir comme société et comme cette société là, et un s'aimer comme société et comme cette société là.<sup>114</sup> »

Si la génération actuelle des algériens ne connaît pas son passé en raison des multiples ruptures qu'a connu son histoire, ce travail d'appropriation des œuvres culturelles actuelles et passées, tout comme l'apprentissage de l'histoire au cours des formations au certificat des droits de l'Homme permettent de construire cette identité en tant que projet et de transmettre ce patrimoine aux générations futures.

---

<sup>114</sup> C. Castoriadis, *op. cit.*

## Deuxième partie : Résultats, un pari tenu au-delà des espérances

### Chapitre 1. Le développement du peuple et d'une avant-garde engagée

#### 1. La formation d'une élite et d'une avant-garde

Avant de décrire et d'apprécier ces résultats il est utile de rappeler quelques éléments d'information relatifs à la situation de ceux qui s'engagent en Algérie en tant que bénéficiaires des actions du CISP. Il s'agit de personnes jeunes et formées : L'ancienne société de la colonisation déshéritée et exclue de la scolarité est aujourd'hui majoritairement instruite. On observe à partir de 1996 une croissance rapide et régulière des effectifs en graduation et post graduation. Parallèlement on observe dans les années 1992, 1993, 1994 une croissance significative du pourcentage des filles dans les trois cycles de formation confondus : 48,3 % en 1992, 48,4 % en 1993, 48,7 % en 1994. En 2000 le taux des femmes inscrites à l'Université dépasse pour la première fois celui des hommes. Après cette date, le taux des femmes dépasse continuellement les 50 % du total des étudiants<sup>115</sup>. Dans une enquête de 2002, 87,6 % des sondés pensaient qu'une fille devait suivre des études supérieures. En 2010 le ratio femmes/hommes est de 102 dans le secondaire et 146 dans le supérieur<sup>116</sup>.

Cette jeunesse formée est maintenant largement représentée en Algérie. En raison de son importance – 38,65 % du pays pour les 15/34 ans, selon le recensement de 2012 –, tandis que les moins de 15 ans représentent près de 30 % de l'ensemble de la population, les plus de 64 ans n'en représentant que 5 %. Elle est au cœur de tous les enjeux d'avenir de la société. Bien formée, elle représente un atout considérable dans la région, un réservoir de population qualifiée important et elle est aussi mieux informée. Cependant du fait même de son ampleur, les enjeux de son intégration sont énormes. D'autant plus qu'à partir de 1996, avec la crise politique et économique un décalage croissant s'établit entre la sphère éducative et la sphère productive. Les jeunes algériens connaissent un taux de chômage parmi les plus élevés du monde<sup>117</sup>.

Comme dans la plupart des pays de la planète, les femmes se forment de façon privilégiée dans les disciplines qui concernent le social au sens large, le médical, le thérapeutique, l'éducation, la justice ou travaillent à leur compte. Rien de surprenant dans ces conditions que les femmes se trouvent constituer le fer de lance de la diffusion de la démarche du CISP, non seulement parce qu'elles sont largement majoritaires dans les formations à la thérapie contextuelle et à la « Clinique de Concertation », mais aussi en raison de leur présence dans les associations partenaires, ou en tant que bénéficiaires des formations générales ou des formations relatives au genre. Ce que montre aussi leur résilience et leur combativité à travers les associations féministes soutenues par le CISP.

Les femmes algériennes qui s'engagent dans la promotion des droits des femmes, dans la lutte contre la violence faite à celles-ci savent qu'il y a fort à faire, comme le montrent les contenus des formations. Une étude réalisée pour le compte de l'UE montre en particulier que

---

<sup>115</sup> Fateh Bekioua, Mehdi Riffaf, *Éducation et croissance en Algérie : Une analyse en termes de causalité à l'aide des modèles VAR*, INSP, Alger, 2006.

<sup>116</sup> *L'Algérie aujourd'hui*, op.cit.

<sup>117</sup> *ibidem*

59 % des femmes algériennes trouvent « normales » les violences exercées sur elles par leur mari.

Les réformes engagées par le gouvernement peu après les émeutes sanglantes d'octobre 1988, où l'armée avait tué plus de 500 personnes, avaient abouti à l'adoption d'une nouvelle constitution qui a bouleversé le paysage politique : reconnaissance des droits de l'Homme, égalité en droits et en devoirs des citoyens et des citoyennes, droit d'existence des « associations à caractère politique » du multipartisme politique, du syndicalisme pluriel et de l'ouverture de la presse aux capitaux privés.

Néanmoins, comme le relèvent deux études effectuées sur le mouvement associatif, l'une sous l'égide du CISP<sup>118</sup> l'autre à la demande de l'Union Européenne<sup>119</sup>, qui portait sur plus d'une centaine d'associations, la période de la décennie noire qui a suivi a relativement peu affecté l'essor du mouvement associatif, de nombreuses associations ayant été créées durant ces dix années, en particulier des associations féministes. L'étude évaluative menée sous l'égide de l'Union Européenne souligne la vitalité du mouvement associatif, notant que si les ONG intervenant en Algérie y remplissent bien leur mission, quelques associations qui n'ont pas bénéficié d'un soutien des ONG parviennent au même résultat que celles qui ont bénéficié de ce soutien...

Par ailleurs elle souligne la faiblesse de la présence des ONG internationales en Algérie, à la différence de leur présence importante en Tunisie et au Maroc, et une faiblesse plus importante encore s'agissant de la promotion des droits de l'Homme. Elle note à ce propos que le CISP occupe une place très importante à ce sujet (plus de 30% du budget alloué à la promotion des droits de l'Homme), une proportion d'ailleurs probablement sous estimée compte tenu du soutien apporté par les associations partenaires du CISP, formées par ce dernier, à de multiples associations à travers leurs formations formelles ou informelles. À ces éléments elle ajoute deux atouts du contexte algérien : l'importance de sa jeunesse et « le caractère à la fois consensuel et informel de la société algérienne. Celui-ci permet d'accepter toutes les différentes formes organisationnelles de la société civile non organisée. Il permet aussi aux associations de trouver des fonds privés qui leur permettent de mener leurs actions. »

Elle montre aussi cependant, que la société algérienne se connaît très peu, les études en sociologie et en anthropologie y étant des plus rares. Cette méconnaissance est d'ailleurs soulignée à maintes reprises par nos interlocuteurs, tout comme est soulignée l'ignorance par les algériens de leur histoire et la difficulté pour les jeunes formés à l'Université de passer à l'écrit.

Nos interlocuteurs évoquent également la cassure générationnelle qui s'est produite quant à la transmission du militantisme politique et syndical qui a forgé ceux qui ont lutté pour l'indépendance de leur pays et la génération actuelle à la suite des années noires et de la régression culturelle au sens large qui a accompagné cette cassure. « L'absence de représentation de la guerre civile des années 1990 par les médias et les intellectuels, ainsi que l'absence de débat sur la nation algérienne, ont empêché la construction d'un récit cohérent et la formation d'une mémoire collective<sup>120</sup> ». Se répète ici la longue cassure qui s'est produite dans la transmission historique pendant la période coloniale.

À ces cassures s'ajoutent celles qui sont liées à la langue, aux différentes langues du pays qui séparent les groupes sociaux entre eux. Selon Mohamed Benrabah<sup>121</sup>, l'arabisation de l'Algérie est passée par l'imposition de la langue arabe écrite qui, dans sa version moderne, est une langue internationale, en ignorant les langues parlées locales. La langue dont il est question dans l'arabisation n'est pas la langue algérienne, celle du peuple, celle qui a permis de conserver durant cent trente ans la conscience de son identité algérienne. Par ailleurs différents domaines échappent à l'arabisation. Dans l'enseignement on a placé en premier lieu les matières les moins valorisées comme les sciences humaines et la philosophie en ne touchant

---

<sup>118</sup> Djamel Benramdane, *Les associations algériennes, des acteurs émergents en quête de reconnaissance*, CISP, UE, Juin 2015

<sup>119</sup> Maurizio Floridi, Stefano Verdecchia, *Évaluation de l'appui à la société civile en Algérie par l'Union Européenne*, Juillet 2015.

<sup>120</sup> Mehdi Lazar, Sidi-Mohammed Nehad *op. cit.*, p. 234.

<sup>121</sup> Mohamed Benrabah, « La langue perdue », in *Les violences en Algérie*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 62-88.

qu'en dernier ressort aux sciences exactes, à la médecine et au droit. D'une façon plus large encore, « si l'exigence d'arabisation s'est imposée à l'enseignement et aux degrés inférieurs de l'administration, l'économie et les secteurs de pointe y ont échappé presque totalement. Si cette politique témoigne d'une certaine reconnaissance de la langue française en tant que langue étrangère, comme référence positive ou négative, le dénigrement du français, à visée purement politique, s'accompagnait de la valorisation sociale de ceux pour qui il constituait le fondement de leur pouvoir. »

Si, comme le rappelle J. Patočka cité plus haut, la démocratie grecque, expression de la liberté politique est née simultanément avec la philosophie et l'histoire, inscrire l'action politique et le changement dans l'histoire exige de connaître celle-ci. Elle exige également la formation de l'esprit critique qu'enseigne la philosophie. Or, comme l'écrit Abdou Filali-Ansary, « les politiques éducatives adoptées dans les pays musulmans après les indépendances ont favorisé l'accès aux traditions savantes autrefois réservé à des élites, tout en fermant l'accès aux outils critiques et aux approches théoriques modernes qui ont été développées dans les langues européennes. Ainsi ces politiques éducatives ont-elles en fait engendré et disséminé de nouvelles formes d'ignorance. Le corpus traditionnel, son monde symbolique sont certes devenus accessibles au grand nombre, mais les méthodes et les conceptions qui permettent de les interpréter d'une manière acceptable pour l'esprit moderne et, notamment, à les situer historiquement sont absentes<sup>122</sup> ».

Le CISP à travers le soutien qu'il apporte à la société civile aborde l'ensemble de ces questions comme celle de la transmission historique, celle du langage et des langues maternelles. Elle contribue ainsi au développement du peuple et au renforcement d'une élite ou avant-garde engagée, d'intellectuels organiques, au sens de A. Gramsci. La culture est un puissant et indispensable moteur de la promotion des droits de l'Homme et d'émancipation tant individuelle que collective. L'information, la formation de l'esprit critique et de l'esprit d'analyse, la pratique du débat, de l'écriture et de la lecture en sont, avec toutes les formes d'expression artistique, les moyens. En ce sens les formateurs au certificat des droits de l'Homme insistent auprès des participants sur l'importance de la lecture et de l'écriture et intègrent dans leurs formations, comme on l'a vu des modules relatifs au rôle de l'imaginaire artistique dans le changement social, au droit de l'information, aux droits culturels. Le CISP œuvre ainsi au développement de la culture au sens large à travers toutes ses formations et avec l'ensemble de ses partenaires. Ceux-ci développent de multiples initiatives à cette fin. Comme l'affirme un de nos interlocuteurs, promoteur d'un café littéraire en partenariat avec la LADDH qui existe depuis sept ans et fonctionne sans moyens :

*« On a besoin d'une élite, on n'en a pas, c'est un drame total. Nous concourons à la formation de l'esprit critique des citoyens. Il y a des conférences thématiques, des conférences scientifiques, des auteurs invités pour présenter leur livre. [...] Nous avons une stratégie : nous privilégions le travail de proximité en allant à la rencontre des citoyens que nous voulons toucher, on interpelle des étudiants, des enseignants dans les campus, dans les résidences universitaires. On fait un travail sur le terrain, ce n'est pas fréquent parce que c'est très fatigant. On leur dit : vous devez venir dans la salle, être présents, participer, écouter, intervenir. Nous travaillons avec des universitaires, avec des associations, nous essayons de toucher les associations de quartier qui ne sont peut-être pas habituées à des débats d'idées. On n'oriente ni l'auteur, ni le débat, ni le public. Le public est libre d'intervenir. Il y a un intérêt du public. Il est fréquent que la salle soit pleine. Il y a des gens qui posent des questions sur le dogme, le public n'est pas choqué. Dernièrement un jeune au cours d'un débat a dit : « Je me sens désorienté, je suis pour le blasphème, je ne suis pas arabe, ni musulman, je ne suis pas libre dans mon pays. » Le public l'a applaudi. [...]*

*Nous avons le désir de toucher un large public, ce n'est pas encore réalisé ; on touche l'élite, mais on a besoin d'une élite dans notre société. Il y a aussi des citoyens qui viennent de l'arrière pays, des artistes, l'université n'est pas dominante. Il*

---

<sup>122</sup> Abdou Filali-Ansary, *op. cit.*

*y a des citoyens qui n'ont rien à voir avec la lecture qui viennent écouter. Là nous avons d'autres idées : faire connaître la poésie universelle et les grands poètes classiques algériens. On les déclina en différentes langues, on le prépare dans des quartiers et sur l'esplanade de la Maison de la culture. »*

Le travail de proximité comme préalable étant effectué, la confiance acquise, le public fidélisé et la liberté de parole expérimentée par les participants, le responsable de ce café littéraire a le projet, actuellement, d'organiser avec la LADDH des colloques sur l'école, la laïcité, la famille, le salafisme, l'université algérienne, l'enseignement de l'histoire ainsi que sur des thèmes sociétaux liés à l'actualité. *« Il s'agit de casser tous les tabous, et de les discuter publiquement avec la participation libre des citoyens. Ce sont les débats de fond que la société doit mener pour organiser son avenir. »*

La LADDH en partenariat avec le CISP soutient ou encourage les cafés littéraires ou ce type d'initiative quand elle n'y participe pas directement. Par exemple un jeune homme qui est actuellement en formation pour l'obtention du certificat des droits de l'Homme a pour sujet de mémoire et comme projet déjà engagé la création d'un *think tank*, un laboratoire qui réunit des spécialistes et des chercheurs en différents domaines des sciences humaines comme la linguistique, l'anthropologie, la sociologie, sur des sujets qui intéressent la société. Les débats sont suivis d'une synthèse, de l'invitation de la presse, avec l'intention de publier une revue : *« On y intègre les techniques de débat qu'on a apprises. On a beaucoup de consultants. Le but est d'accéder à un débat, de ne pas se limiter à des conférences. On essaye de responsabiliser les étudiants à une autre forme de raisonnement politique et social. »*

La formation des élites de demain commence dès le plus jeune âge. C'est le rôle notamment de la philosophie pour enfants qui fait appel à des formateurs venus de l'Université de Paix de Namur et d'ailleurs. Ils forment des animateurs qui à leur tour formeront d'autres animateurs, comme à Si Mustapha dans le cadre de L'AFAK, une association qui travaille en faveur des enfants et des adolescents. Cette matière a été intégrée comme matière à part entière dans l'emploi du temps des enfants. Elle a été enseignée d'abord dans trois écoles pour des enfants de 6 à 12 ans et couplée avec des jeux destinés à l'apprentissage de la gestion positive des conflits dispensé par des formateurs de cette même Université. Ces activités sont également ouvertes aux enfants adhérents de l'AFAK. Des activités théâtrales sont aussi proposées aux adolescents, encadrées par les mêmes animateurs dans le cadre des collèges et pour les adhérents. Ici le développement de l'esprit critique et la manière de se comporter avec les autres sont intégrés dans le même programme :

*« Je connais bien le système éducatif algérien. Il n'y a que des matières infligées aux enfants. Il n'y a pas d'activité sur le plan critique, sur le plan de l'analyse. On n'y apprend rien sur le plan pratique. La philosophie pour les enfants c'est l'outil le plus formidable pour développer cet esprit critique et d'analyse. Par exemple on a travaillé avec les adolescents sur leur environnement. Il y a des quartiers sales, les enfants ont décidé de ne pas laisser ces quartiers sales, ils ont enlevé régulièrement tous les débris. »*

*– Pour moi les activités avec les enfants, c'est le travail de terrain, les conférences entre les enfants, l'apprentissage de l'écoute, la diminution de la violence, la prise de parole des enfants. Ils ont découvert qu'ils étaient de futurs citoyens dans leur quartier, avec les autres enfants.*

*– La communication entre les enfants a changé, en général ils disent beaucoup de gros mots et sont mal polis. Par la suite leur langage a changé et ils étaient plus respectueux entre eux. Ils n'attendaient que cette matière là avec impatience qui avait lieu deux fois par semaine. Ça leur a donné envie d'apprendre, ils travaillaient mieux dans les autres matières. Sauf une exception ou deux, ils sont tous passés en sixième. »*  
(focus group avec l'ex secrétaire générale de l'AFAK, des animateurs et une enseignante)

## 2. La réception et l'utilité des différentes formations

### A. La réception des formations à la thérapie contextuelle

L'Algérie est le premier pays du continent africain à bénéficier des formations à la thérapie contextuelle et le premier pays non européen des formations à la « Clinique de Concertation », celles-ci ayant vu le jour en 1996. Ces formations sont dispensées par les pionniers de l'une et de l'autre démarche. Aussi ses bénéficiaires ont-ils été impressionnés par leur venue dans ce pays, comme ils l'ont été plus encore par la qualité des contenus de la formation et de leurs formateurs :

*« Notre premier module c'était, je reste encore sur le choc, un choc positif ! Par elle, notre formatrice, parce que c'est une pointure dans la thérapie contextuelle, parce qu'on avait déjà travaillé un des livres qu'elle a écrits. Je ne m'attendais pas à l'avoir, elle ! Sur le fond c'était extraordinaire, c'était très profond, c'était très bénéfique, ce n'était pour moi que du positif [...] Je l'utilise tout le temps, y compris dans ma vie personnelle. »*

*« On a eu d'emblée un premier module avec Magda Herman. Vous imaginez ! On avait reçu des textes, des photocopiés d'elle avant, je l'avais lue et on l'a eue tout de suite ! Une grande dame. Elle était d'une modestie ! D'une humilité ! Je vais vous dire une chose : je crois que j'ai plus appris des intervenants que du contenu. Ils sont tellement grands dans leur pratique, dans leur façon de faire ; ils sont tellement humbles. J'ai beaucoup appris de leur personne. J'ai plus appris de leur façon d'être de leur être humain, que de leur expérience. On a même fait des supervisions avec **Catherine Ducommun-Nagy**, des supervisions de deux jours. C'était magnifique ! »*

*« Sur le plan professionnel, je me sens très à l'aise, libérée de quelque chose. Pendant des années mon inspiration c'était la psychanalyse. Je me suis rendu compte que ça me mettait dans des conditions, dans un canal qui ne correspondaient pas du tout à ma personne. La contextuelle m'a libérée de ça et m'a permis d'être plus humaine avec les personnes que je reçois, plus moi-même, aussi plus naturelle ; je vais à la rencontre des personnes d'une façon très simple, spontanée. Et ça m'apporte énormément. J'ai des échos par des collègues qui les reçoivent aussi et des retours des familles elles-mêmes. Je me sens moi-même, plus humaine. Je suis plus attentive. »*

La plupart de nos interlocuteurs ont ainsi fait spontanément des commentaires sur l'humanité et la modestie des formateurs à la thérapie contextuelle et aux formations qui en émanent, comme la formation à la « Clinique de Concertation ». Ceci favorise les identifications à ces derniers et la reproduction de leur manière d'être : les personnes rencontrées ont fait ces commentaires concernant aussi bien les formateurs ou partenaires algériens formés par le CISP que les formateurs étrangers. Concernant ces derniers, la prévention qui peut exister face à des étrangers susceptibles d'exercer une ingérence dans les affaires de leur pays s'efface. Plusieurs militants associatifs et plusieurs personnes formées par le CISP ont directement fait allusion à cette identification, comme on l'a vu dans ces extraits ci-dessus et d'autres plus haut, évoquant leur manière d'être comme exemple à suivre. Cette identification est d'ailleurs un constat plus présent dans l'accueil fait aux formations dans ce pays que dans les lieux où nous avons précédemment effectué une évaluation. On notera que ces manières d'être ont pour effet, entre autres, de faire gagner du temps quant aux résultats escomptés en raison de la rapidité avec laquelle peuvent s'établir des liens de confiance.

Au-delà de la confiance, s'établissent au fil du temps des relations fiables qui favorisent l'autonomisation. Des liens d'amitié s'établissent entre l'équipe du CISP, ses formateurs, les bénéficiaires et les partenaires de ses actions, tout comme peuvent s'établir des amitiés entre les

jeunes formés qui favoriseront la construction de réseaux associatifs. Des liens que l'on pourra d'ailleurs interroger. Or, ces liens sont indissociables de l'efficacité des actions du CISP et de leur ancrage dans la société algérienne. Sans vouloir pousser trop loin les choses, on pourrait dire qu'ils font ensemble société.

La manière d'être se diffuse « de proche en proche » à partir des formations à la thérapie contextuelle et des autres formations. Elle est diffusée par les partenaires dont certains ont été formés à celles-ci et qui copilotent avec le CISP les projets qu'ils mettent en œuvre ensemble. Elle se diffuse également à partir des formations à la gestion positive des conflits que suivent de nombreux bénéficiaires, en particulier tous ceux qui suivent les formations destinées aux certificats en matière de droits humains délivrées sous l'égide de la LADDH. Elle se diffuse également à travers l'organisation des formations qui permet et prévoit des rencontres entre les formateurs intervenant sur des thèmes et des projets différents. Ce qui vaut ici pour les manières d'être et une culture commune vaut aussi pour le métissage des contenus. De nombreux bénéficiaires suivent différentes formations, encouragés en cela par le CISP. Il en est de même de plusieurs membres des structures partenaires.

C'est pourquoi la plupart de nos interlocuteurs ont évoqué spontanément cette manière d'être qu'ils diffuseront à leur tour.

### *Proximité culturelle*

Comme le laisse deviner un extrait précédent, une des raisons de l'enthousiasme avec lequel cette formation a été accueillie par ceux qui s'y sont impliqués est liée au fait que cette démarche thérapeutique, comme l'expriment nos interlocuteurs, est en prise directe avec la culture relationnelle algérienne et ses valeurs. Le passage notamment entre sphère relationnelle professionnelle et sphère privée, familiale, y est beaucoup plus naturel ou facile que dans le contexte européen où ces deux sphères sont plus cloisonnées. Les valeurs qui fondent la thérapie contextuelle comme le donner-recevoir-prendre, la loyauté, l'honneur, la proximité, qui conjugue « l'existentiel » et le « fonctionnel », qui insiste sur le rôle de l'accueil et de l'hospitalité, qui donne toute sa place à l'affectif et à l'émotion, sont plus présentes et prégnantes parce que plus autorisées que dans la culture européenne et occidentale :

*« En thérapie familiale il y avait « le quadrille des portraits ». Il y avait plusieurs façons de travailler avec les familles : dans la thérapie familiale, la contextuelle ou celle des frontières, etc. J'étais attirée par cette thérapie tout simplement parce qu'elle va de soi avec notre culture. On la vit si on veut sans pouvoir concevoir ça. Un exemple : à un mariage mon père me demande ce que je fais : « Explique-moi ». Je ne lui ai pas expliqué, je lui ai dit : C'est le donner recevoir. On est dedans ! En plus ça convient à ma personne, à mon histoire familiale. C'est ce qui fait que je me suis beaucoup impliquée dans cette formation. »*

*« J'ai changé sur le plan professionnel et personnel. J'essaye d'utiliser cette formation partout dans le quotidien, j'essaye de comprendre les gens. Qu'est-ce qu'on a donné qu'est-ce qu'on a reçu ? Est-ce que ce que j'ai fait est juste ou injuste ? »*

*Nous verrons plus loin que la question du départ du CISP qui relève du souci essentiel et permanent de cette ONG de passer la relève et de voir les algériens auprès au sens matériel, mais au sens moral. J'essaye d'utiliser ça dans ma famille, là où je suis. Est-ce que ce que j'ai fait est juste, pas juste ? J'ai même inculqué ça à mes proches en termes de fonctionnement. On essaye de voir les retentissements par rapport aux autres, ce qu'il a donné, ce qu'il a reçu. J'essaye de fonctionner comme ça par rapport à l'administration, par rapport à mes confrères, avec le personnel para médical. J'essaye de m'intéresser à tout le monde. Un agent de sécurité, une femme de ménage ont leur place dans cet organisme, on doit la considérer, la remercier, je n'y prêtai pas attention, je le faisais sans prêter attention, maintenant j'y prête attention. Parce qu'on fait des choses sans leur donner de nom. La thérapie contextuelle est venue mettre des mots sur des choses qu'on faisait avant. »*

La proximité de l'approche contextuelle avec la culture algérienne rend compte de la facilité avec laquelle son adoption par la psychiatrie algérienne pourrait s'opérer et ses résultats se manifester. On illustrera ce fait au niveau d'abord des professionnels qui en ont suivi la formation quant à ses effets dans la sphère familiale.

On note que trois professionnelles parmi les personnes rencontrées qui l'ont suivie, racontent que dans leurs choix existentiels elles ont privilégié d'abord le choix d'une profession. – Bien souvent les jeunes femmes se trouvent dans la situation de devoir choisir entre vie familiale et vie professionnelle, considérées comme difficilement compatibles – Toutes trois racontent que cette formation leur a permis de sortir de conflits avec les générations antérieures, de se marier et de fonder une famille (Ce sans avoir eu besoin elles-mêmes d'effectuer une thérapie familiale, le travail en atelier ayant suffi).

*« J'ai beaucoup travaillé ma relation avec mes parents ce qui m'a permis de me marier ; je me suis mariée assez tardivement [...]. J'ai pris du recul et fait en sorte que chacun soit dans sa place. Repérer sa place et voir comment on peut la gérer, vivre ça c'est déjà énorme. Même après. Après une année de mariage j'ai vécu beaucoup de tensions, ce n'était pas facile pour mes parents ; grâce à la contextuelle, j'ai pu gérer et je sais gérer ma vie de couple et ma vie de famille. La loyauté, la déloyauté, ce n'est pas facile, on peut être piégé et vivre des choses incroyables et qui ne sont pas du tout justes vis-à-vis de soi, vis-à-vis de son mari, vis-à-vis de ses parents. C'est grâce à la contextuelle que je peux gérer ma vie de couple et ma vie de famille, et ça c'est magnifique. C'est magique : plus je suis heureuse dans ma vie de couple, plus je peux donner à mes parents et plus je suis heureuse avec mes parents et plus je me tourne rapidement vers mon mari et je suis heureuse dans ma vie de couple. »*

L'une d'entre elles a invité son mari à suivre plusieurs modules de formation qu'elle co-anime avec le CISP et celui-ci est devenu président de l'association dont elle était auparavant présidente.

Ainsi la thérapie familiale contextuelle se présente comme un puissant outil d'émancipation féminine dans le contexte algérien. Par ailleurs les femmes étant fort présentes dans la sphère du médico-psycho-social, la diffusion de cette démarche passe largement par celles-ci, ce qui renforce l'enjeu de sa diffusion. Notons enfin que si la reproduction du modèle de fonctionnement familial et des rôles féminins et masculins passe largement par la mère cet enjeu est plus important encore.

## **B. Les formations au Travail Thérapeutique de Réseau et à la « Clinique de Concertation »**

Voici l'appréciation que porte **la directrice de la Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'Enfance**, partenaire des premiers jours du CISP, qui vient de quitter ce poste :

*« Après le séisme on a été fragilisé nous aussi, on travaillait sous des tentes. Pendant les répliques du séisme, il y avait les enfants qui criaient, plus le terrorisme, on pouvait nous aussi en être victimes. On était dans le risque et l'insécurité, il fallait un contenant. On contrôlait même un atelier vestimentaire pour savoir quels vêtements porter pour ne pas attirer l'attention des terroristes. À ce moment là on a été convaincu de l'utilité de travailler avec le CISP en partenariat. Si je n'avais pas rencontré le CISP je n'aurais pas évolué comme ça. J'ai énormément évolué dans ma pratique, avec les professionnels, avec les familles.*

*– Pouvoir identifier les professionnels concernés, qui peuvent aider la famille, travailler à trois avec la femme dans ma voiture pour l'accompagner à un rendez-vous. Quand on a commencé on me prenait pour l'assistante sociale parce que je me*

déplaçais beaucoup. Puis ils ont vu les résultats : les familles qui revenaient, qui réfèrent d'autres familles chez moi ou chez le Docteur Slimani.

Au niveau de la formation j'ai été agréablement surprise, surtout pour les familles. On expliquait aux familles qu'on était en formation, on parlait du procès-verbal de la réunion qui avait lieu, de ce que c'était eux qui le validaient en dernier avec les modifications qu'ils pouvaient demander. Pour eux c'était déjà une reconnaissance de leur statut. Ils ne subissaient pas, ils étaient participants. Ils disaient : vous êtes plus nombreux et donc vous pourrez mieux nous aider et j'ai un rôle à jouer. Après la première clinique, la famille faisait déjà des démarches, elles revenaient tout le temps nous dire comment on les avait aidées. Une femme, je me souviens, est sortie très fière parce qu'on avait parlé autrement de son mari malade.

On n'a jamais eu de problèmes du côté de l'administration. Les policiers qui étaient présents ont appris à nous connaître. Ils avaient confiance et ils ne venaient même plus. Au départ il y a eu des incidents, je les sentais comme des intimidateurs. Je les ai rappelés à l'ordre dans mon bureau en leur disant : « Nous sommes des personnes respectables qui travaillons dans une institution respectable, il y en a assez de votre comportement ». Ils se sont excusés et ils ont fini par nous amener leurs propres enfants parce qu'on leur a expliqué ce qu'on faisait et qu'on les a invités à participer. »

La présidente d'une association :

« Les formations au Travail Thérapeutique de Réseau ont eu pour effet de me faire changer mon vocabulaire, de m'apprendre à accepter les avis des autres, de m'apprendre la manière de travailler en concertation avec des professionnels de différents horizons. Mon esprit d'analyse a beaucoup grandi, j'ai plus de maturité psychologique, et je m'exprime mieux. J'ai appris à répondre aux demandes immédiates, à hiérarchiser les informations, à mieux connaître le travail des professionnels travaillant dans des domaines différents. J'ai appris à bien observer et à savoir écouter activement. »

**Malika N**, psychologue clinicienne a été formée à la thérapie contextuelle, à la « Clinique de Concertation » et à la gestion des détresses multiples puis à la formation au relais, elle est membre de la Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'Enfance et intervient au CLS, Centre de loisirs scientifiques qui propose de multiples prestations tant scientifiques que sportives et culturelles. Elle est aussi professionnelle relais de la « Clinique de Concertation » :

« Ces formations ont été très utiles dans mon travail en Algérie. Il y a des modules qui te marquent. On est vraiment impressionné par cette balance entre le donner et le recevoir, c'est ce qu'on voit, ce qu'on palpe avec les usagers. Ça sort tout seul quand on ne rend pas justice. J'ai beaucoup aimé aussi les formations avec Damien sur les fléaux sociaux, sur la drogue sur la question des adolescents. Il était très bien et ça a été un grand apport. Toutes ces valeurs que porte le CISP manquaient dans notre formation et surtout dans le contexte où on était, face aux familles. Ça nous rassurait que ça existe et ça a beaucoup augmenté mes capacités. »

Voici ce que constate **Damien Bael** qui intervient depuis 1998 en Algérie dans plusieurs types de formation :

« Je constate d'une formation à l'autre que les gens accrochent de plus en plus. Ils arrivent avec des situations à présenter et des situations où la famille va mieux. Les professionnels trouvent ça intéressant. On prend du temps sur les traductions ; il y a de plus en plus d'investissement. Ils ont le souci de s'approprier les éléments. Il y a un

*vrai moment consacré à l'application et à l'appropriation. Ils ne sont pas dans la situation de savoir sur du rien. »*

Une psychologue formée à la « Clinique de Concertation » :

*« C'est un dispositif qui m'a aidée dans mes relations avec ma famille, avec mon mari qui, par exemple quand je partais suivre les formations, gardait notre petit garçon. J'ai appris la valeur de tisser de bons liens avec ma famille, avec les collègues.*

*J'en parle beaucoup à mes collègues et je fais de la sensibilisation. On le fait toujours à deux. J'ai commencé à le faire à la Maison des jeunes puis auprès des professionnels de la Ligue de prévention qui n'en avaient jamais entendu parler. On en a fait aussi à l'hôpital. Quand les usagers viennent voir mes collègues, ils voient la différence, ils sont impressionnés et me remercient. Ils me font tout le temps des demandes en aparté sur leurs familles, sur leurs amis. Je constate que tout le monde me respecte. Je vais essayer maintenant de faire des tables rondes avec des jeunes. J'avais aussi déjà l'idée de faire des groupes de familles. J'ai assisté une fois à des groupes de familles avec Catherine sur « les accrocheurs d'ailleurs » dans un lycée autogéré ; je vais m'y mettre aussi.*

*Je suis fière de mes usagers, quand je vois tout ce respect, toute cette considération cette continuité dans le lien. Je continue, je suis très fatiguée, mais heureuse. C'est un bonheur. »*

Une formatrice française, Catherine Kaplan, à la fin d'un quatrième module de la formation à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau organise pour la première fois une « clinique de concertation » pour une famille à Blida. La séance est filmée, avec l'accord de tous les présents, dans le but d'être utilisée comme outil de travail pour les personnes formées. Sont présents une trentaine de personnes : huit membres de la famille, trois professionnels directement concernés, deux « intrus », une clinicienne de concertation et ceux qui sont en cours de formation, principalement les professionnels des « cellules de proximité » et d'une APC. La séance, très longue, a duré deux-heures et demi, l'ensemble des participants souhaitant la poursuivre encore. La formatrice évoque son appréhension et particulièrement sa difficulté à utiliser le code des différentes couleurs du « sociogénogramme » et comment le père de l'enfant en difficulté viendra l'aider en indiquant sur le dessin les flèches (qui indiquent les liens existants) qu'il faut y inscrire. Elle vérifie ainsi devant les personnes formées un des principes de la « Clinique de Concertation » : comment la faillibilité de l'animateur des séances favorise la participation active de la famille, comme celle des professionnels présents. Elle avait abordé les jours précédents les difficultés auxquels se heurtaient les participants aux formations dans l'application des outils de la « Clinique de Concertation » :

*« M'ayant vu mal à l'aise dans l'usage des couleurs du « sociogénogramme » et comme je leur avais dit que c'était ma première « clinique de concertation », ils ont été très à l'aise pour me parler de l'ensemble de leurs propres difficultés. Cela a été très utile et ils ont été super soutenant. »* Avaient été abordées en particulier la question : comment un psychologue qui pratique la psychothérapie d'inspiration psychanalytique – qui concernait les professionnels de la SARP – peut se saisir de la « Clinique de Concertation », ainsi que la question du rapport entre l'investissement en temps et en personnes qu'exige la démarche et la nature des profits qu'on peut en tirer.

Le travail de formation est repris avec le groupe et deux des trois professionnelles directement concernées. La formatrice note que l'effet « accélérateur d'apprentissage » grâce à la figure particulière du Travail Thérapeutique de Réseau que représente la « Clinique de Concertation » se fait nettement sentir. Pour la quasi-totalité des participants, il s'agit là de la toute première « Clinique de Concertation » et la démonstration semble édifiante. Les questions de la veille portant tant sur la capacité de la famille à comprendre ce qui se passe, que sur sa possible contribution semblent balayées d'un trait. En témoignent les commentaires suivants :

*« Hier nous avons des préjugés sur cette famille, convaincus, nous professionnels, de ses fragilités...Quelle leçon ! »*

*« Nous professionnels, ignorons trop souvent la force des familles que nous accompagnons. »*

*« C'est comme si le papa avait suivi la formation !! »*

*« Il a imposé le rythme et aidé à ralentir... »*

*« La famille a voulu nous montrer ce qui lui faisait honneur... »*

*« Quelles capacités, quelles compétences au sein de cette famille unie et solidaire ! »*

*« Même les autres enfants ont soutenu leurs parents et reconnaissent leur courage... »*

*« Hier j'avais peur, aujourd'hui j'ai vraiment envie de me servir du « Sociogénogramme » et d'inviter une famille »*

*« À aucun moment la famille n'a dit du mal des professionnels, pourtant ils auraient pu, en particulier à propos des médecins à la naissance de Mehdi... »*

*« La « Clinique de Concertation » nous calme et nous donne de la sérénité...on comprend maintenant tout des apports théoriques des différents modules... »*

*Cependant deux participants se demandent :*

*« N'a t on pas fait un arrêt trop brutal ? La famille semblait vouloir continuer et rester avec nous ? »*

*« On aurait pu les garder un peu plus...qu'ils mangent avec nous ? »*

Ils relèvent aussi le mot de la fin posé par le papa de Mehdi qui leur souhaite qu'il y ait « toujours beaucoup de flèches » sur leurs dessins...

La formatrice ajoute :

*« Ça a été une expérience magnifique, j'ai été super bien aidée par la famille avec ses cinq gamins ; ils sont tout de suite entrés dans la démarche. Le papa a fait des efforts pour me parler en français. À un moment je me suis levée pour accompagner la petite fille aux toilettes, ça a eu de l'effet sur la famille parce que j'avais remarqué qu'elle en avait besoin. La famille nous a beaucoup remerciés. Elle était très contente, émue du travail accompli pendant deux-heures et demi avec tout ce monde. J'ai appris depuis que Medhi allait bien. »*

**Pascale Querouil** formatrice de la « Clinique de Concertation » a participé à deux jours de sensibilisation à cette dernière à Akbou dans les locaux de l'ECA. Elle observe :

*« Ils étaient une bonne trentaine ils ne savaient pas ce qui les attendait et n'avaient jamais entendu parler de la « Clinique de Concertation ». Ils venaient de toute la région de la wilaya ; pas mal de professeurs, des instituteurs, des psychologues, des psychologues scolaires, même un vétérinaire. Parmi eux il y avait deux jeunes très handicapés, portés par les copains, qui ont dit qu'ils s'en étaient sortis grâce à l'action de l'ECA et qui ont raconté avoir créé une association pour des handicapés, pour rendre ce qu'ils avaient reçu de l'ECA. Il y avait un jeune d'une association de jeunes qui font du théâtre pour parler du Sida, une jeune qui a créé une association pour les autistes. Des gens avec un enthousiasme incroyable. Ils attendaient beaucoup de nous.*

*On est parti des questions qu'ils se posaient et on a fait des petits groupes – ce qui n'était pas facile vu l'exiguïté des locaux – et on a utilisé le « sociogénogramme ». J'ai été frappée par un professeur qui prenait tout le temps la parole et qui ne supportait pas l'idée qu'un professeur puisse avoir une position de thérapeute. Il s'en était pris à une psychologue de façon agressive. Marie-Claire ne s'est pas démontée. Il est reparti avec la psychologue et ils avaient l'air d'être copains comme cochons ! Je pense qu'il a compris qu'il se passait quelque chose. Il y avait aussi un directeur d'école qui faisait de la « Clinique de Concertation » sans le savoir auprès de parents très revendicatifs qu'il invitait à venir parler avec lui dans son bureau et qui calmait les choses. À la fin ils nous ont dit : Revenez, revenez, revenez, deux jours ça ne nous suffit pas ! »*

### *Éros et quête de sens*

Les propos relevés plus haut relatifs au bonheur de travailler dans cette perspective et à l'énergie qu'il apporte n'est pas isolé. Plusieurs de nos interlocuteurs l'ont spontanément évoqué, qu'il s'agisse du plaisir de suivre les formations proposées ou de l'art de travailler ainsi. Les résultats obtenus, la nature des liens tissés conjointement avec les usagers, avec les professionnels et dans la famille, provoquent l'enthousiasme<sup>123</sup>, constituent une puissante motivation pour continuer, aller plus loin, approfondir et suivre d'autres formations. Ceci s'observe aussi bien pour les autres formations suivies, leur efficacité relevée sur le terrain accroissant cette motivation.

Cette énergie s'accroît du sens qu'il donne au travail. Motivation et énergie correspondent aux valeurs que portent leurs institutions leurs métiers, leurs associations et qu'ils peuvent mettre en œuvre avec succès. Les professionnels lors des formations disent pouvoir enfin, grâce à ce qu'ils ont appris tant au niveau des outils utilisables que des concepts, réconcilier leurs aspirations professionnelles et les valeurs qui les sous-tendent avec leur pratique effective. Se rétablit la cohérence entre l'action possible et les valeurs qui soutiennent les missions : l'égalité des chances par exemple à l'école, ou pour le travail des femmes, ou l'aide aux familles en difficulté. Le sens ainsi retrouvé permet de dépasser la division dans le dialogue de soi à soi que représentait la vision négative de ces enfants violents ou de ces parents démissionnaires qui ne viennent jamais aux rendez-vous. Il correspond à ce que les professionnels « attendaient », « recherchaient », « ressentaient ». La cohérence établie entre ce à quoi on aspire et ce qu'on fait, correspond à cette *quête de sens* de ce qu'on fait, qu'Aristote liait à *Éros*. Elle rétablit le dialogue de soi à soi dans les termes de la *philia*, c'est-à-dire la possibilité de considérer l'autre en soi comme un ami. C'est aussi le plaisir de l'action libre qui atteint son objectif et sort du sentiment d'impuissance et d'échec. Et puisque les rapports à soi, aux autres et au politique sont liés, cet *Éros* représente aussi, pour les philosophes du XVIIIème siècle, le fait de participer au « bonheur public » et à la chose publique : « Le bonheur public, c'est-à-dire la certitude de pouvoir changer quelque chose grâce à l'action en commun – au sens où l'action en commun s'effectue aussi par le moyen de la parole. Le fait de participer à la vie publique donne accès à une dimension de l'expérience humaine qui sinon demeurerait inconnue et cette expérience est en quelque sorte inséparable du bonheur complet », observe H. Arendt<sup>124</sup>, qui ajoute que donner du sens et de l'intelligibilité est l'essence même du politique.

Ce plaisir au travail est donc lié à la possibilité d'agir et d'agir librement. Il représente à ce titre une satisfaction personnelle : « Le contentement de soi est une joie née de ce que l'homme se considère lui-même et sa puissance d'agir, [...] une joie qu'accompagne l'idée d'une chose que nous croyons avoir faite par un libre décret de l'âme », écrit Spinoza. Ce sont aussi des moments partagés d'accroissement du désir, de l'énergie vitale et de la liberté, et par là de l'agir en commun. Comme l'écrit Alain Caillé<sup>125</sup>, « le seul don effectif est celui de l'énergie vitale, du désir et de la liberté ». Les énergies libérées c'est d'abord un pouvoir, c'est-à-dire la capacité d'agir en commun, et, avec celui-ci, la capacité à juger, à penser, à créer...

Ce pouvoir émerge de la dynamique du donner, recevoir, rendre, impulsée par l'éthique relationnelle et ses principes régulateurs qui organisent et guident la tenue des réunions qui permettent aux uns et aux autres d'accéder à leur « pouvoir » – c'est-à-dire à leur *potentia* (pouvoir d'agir), non à la *potestas* (pouvoir sur autrui).

Enfin ils correspondent à ces valeurs fondamentales et universelles, de *nature ontologique*, que sont le donner-recevoir, comme les qualifie I. Boszorményi-Nagy.

Sens du travail retrouvé, plaisir au travail, sont des effets tout aussi constants que les changements de regard des uns sur les autres : des professionnels sur les familles et des familles sur les professionnels, des professionnels entre eux, des militants entre eux. Comme l'exprime une psychologue formée à la « Clinique de Concertation » et qui en anime elle-même :

<sup>123</sup> « Le promoteur de toutes les entreprises, petites ou grandes, de presque toutes les œuvres humaines, c'est l'enthousiasme », a écrit Nietzsche

<sup>124</sup> Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, Paris, Seuil, 1995, p. 112. Montesquieu, par exemple, dans *L'esprit des lois*, parle de « félicité des peuples ».

<sup>125</sup> Alain Caillé, « Vers une théorie de l'action et du sujet », *Revue du MAUSS*, n° 32, 2008, p. 69-77.

« Je prends conscience que je peux faire quelque chose pour que ça change dans mon pays, ça donne un sens à ma vie », dit un jeune qui suit la formation au certificat aux droits de l'Homme. « Je me réveille », dit aussi une participante.

De façon plus générale et malgré les multiples obstacles que rencontrent professionnels et militants, malgré la fatigue et les risques qu'ils prennent, se dégage chez beaucoup d'entre eux une indéniable jubilation dont une des caractéristiques est qu'elle est contagieuse.

Nous rendons compte ici d'une évaluation externe<sup>126</sup> qui a été effectuée sur les cycles de formation à la « gestion des détresses multiples et sévères » et à la « Clinique de Concertation », un projet du CISP de 2006 intitulé « Citoyenneté et reconstruction du dialogue » :

Ce projet a concerné près de 200 bénéficiaires. Parmi ceux-ci figuraient des médecins, des psychologues des conseillers juridiques, des travailleurs sociaux, des conseillers de l'orientation, des enseignants des animateurs de jeunes et des étudiants.

Les participants disent avoir été surpris par l'originalité de la démarche d'enseignement basée sur la souplesse, la simplicité et la nouveauté.

Quant au contenu des formations ils ont été surpris :

- par la richesse du contenu,
- par la souplesse et l'ouverture dans la pratique,
- par le principe d'ouverture de cette formation à de nombreuses professions,
- par la conduite de l'animation et par la modestie des formateurs,
- Ils ont été également surpris par les incidences de la formation : ces formations ont créé des liens de confiance entre les professionnels formés.

- elles ont eu des effets au niveau personnel, au niveau de leurs relations familiales et de leurs relations professionnelles. Ils ont aussi été étonnés par la justesse des interventions auprès des élèves en difficulté. Ils ont enfin évoqué leur étonnement devant le fait de pouvoir aborder des questions liées à l'intimité des personnes et de pouvoir les dévoiler face à un public de nombreux professionnels.

Les principes essentiels qu'ils ont retenus quant à leur utilité concernent le fait de se focaliser sur les ressources et non sur les symptômes, la capacité à être attentif, les liens entre les professionnels pour passer le relais et travailler ensemble, la souplesse relationnelle, la manière de poser les questions aux usagers et la manière de les recevoir.

Quant aux incidences que les professionnels ont pu relever chez les usagers, elles concernent en premier leur satisfaction et le fait qu'ils leurs adressent des proches, puis le fait qu'ils réagissent positivement, remercient les professionnels pour leur aide, mobilisent leurs ressources et reconnaissent l'efficacité de cette nouvelle approche.

Les professionnels interrogés également sur les réactions de leurs collègues de travail indiquent que ces derniers observent des changements dans leur pratique et le leur font remarquer :

Revient en premier lieu le changement au niveau des attitudes du professionnel avec ses collègues, le fait qu'il paraît avoir plus confiance en lui, ils remarquent pendant les séances de relais qu'il a appris des choses formidables, qu'il a amélioré la qualité du travail entrepris avec les usagers, qu'il veut davantage travailler avec les autres en particulier en coordination, que les collègues essaient eux-mêmes d'améliorer leur façon de faire avec les usagers et qu'ils partagent avec lui plus facilement leurs difficultés.

À la question concernant le rôle de la formation dans la place qu'occupe le participant dans le réseau la majorité de ceux qui ont répondu ont donné une réponse positive : pour l'un le changement est important parce qu'ils sont maintenant plus connus et reçoivent de plus en plus de demandes. D'autre évoquent le sentiment d'avoir acquis une plus grande compétence, d'être plus confiants dans l'accomplissement de leur tâche, d'aller plus facilement vers les autres, de trouver les solutions adéquates pour pouvoir aider, d'avoir changé de place au sein de leur institution, de partager des responsabilités, de ne plus se sentir seuls, de se sentir maintenant faire partie d'un réseau, d'être plus souvent sollicités maintenant par les membres du réseau.

---

<sup>126</sup> Hassiba Laidli, *op. cit.*

Les participants dans l'ensemble ont autant apprécié les formations proprement dites que les réunions de suivi, celles-ci étant considérées comme complémentaires de celles-là.

Dans sa conclusion H. Laidli souligne les facteurs qui ont contribué à l'ajustement des objectifs à leur réalisation : le choix des formateurs en fonction de la richesse de leur expérience et compétences, la cohérence du programme, l'efficacité des pratiques et leur adaptation au contexte socioculturel, la mobilisation et le sérieux des organisateurs, la connaissance du terrain et de la population suite à des actions précédemment menées par le CISP auprès des professionnels des différentes régions de Kabylie et d'Alger, la volonté des responsables institutionnels d'améliorer les pratiques professionnelles au sein de leurs structures, la motivation des professionnels de l'aide, du soin et de l'éducation à enrichir leurs connaissances et à ajuster leurs pratiques thérapeutiques, les populations en détresses qui ont justifié et permis la réflexion autour de ce type de projet.

### La parole des familles

Il s'agit d'une famille suivie par une thérapeute pour soigner un de leurs enfants, en coordination avec d'autres partenaires et qui a bénéficié de deux réunions de « clinique de concertation ».

La maman : *« Le compte-rendu des réunions nous a permis de nous remémorer toutes les étapes faites. La « clinique de concertation » a permis à Madhi d'oublier un peu tout ce qu'il avait enduré. Ça lui a fait du bien de voir tout ce monde autour de lui.*

Le papa : *On aurait dit que c'était une grande famille.*

M-C : *Vous avez le dessin avec les flèches ?*

*Non*

M-C : *On va demander à Mira de vous le donner ainsi que la vidéo comme souvenir.*

M-C : *Est-ce que quelque chose dans ces réunions vous a étonné ?*

La maman : *C'est le fait que tout le monde était réuni, ils nous ont valorisés, nous ont donné de l'importance. Ils nous ont beaucoup valorisés et nous ont donné une chance de parler de notre histoire.*

*On a pu se décharger un peu de tout ce poids qu'on portait seuls sur nos épaules en rencontrant tout ce monde. On avait beaucoup de soucis avec notre fils Madhi. Maintenant il va bien. L'équipe de l'ADS nous a aidés pour tout. On a développé une relation personnelle avec les personnels de l'ADS. Ils nous ont même aidés financièrement de leur poche. On a même un contact téléphonique régulier avec la thérapeute. Nous leur sommes très reconnaissants.*

*J'aime beaucoup Fatima et l'assistante sociale, elles nous apportent une aide concrète, elles donnent des conseils et ça m'allège beaucoup.*

Le papa : *Nous avons été impressionnés de voir tout ce qu'ils ont fait pour aider notre fils. On avait fait en vain le tour de tous les hôpitaux de la région.*

*Nous en avons parlé à la famille, on a raconté que des gens de Belgique et de France étaient venus nous aider. Un groupe comme ça, c'est comme une deuxième famille !*

*Nous sommes très contents d'entendre que les professionnels sont très fiers de nous. »*

Une psychologue clinicienne formée à la « Clinique de Concertation » dès 1998, membre de la Ligue de prévention, professionnelle relais de la CDC raconte le suivi d'une famille :

*« Je fais souvent des concertations cliniques, les médecins sont étonnés. Quand je parle thérapie de réseau, « Clinique de Concertation » ils aiment bien parce qu'ils sont eux-mêmes déconcertés par des situations. Je me suis proposée en 2008 de faire une « clinique de concertation » lors d'un module de formation avec Jean-Marie. J'étais déconcertée par une situation et me disais que seule une « clinique de concertation » pourrait l'aider. C'était une jeune fille anorexique, étudiante en droit,*

*âgée de 22 ans. Elle ne pouvait même pas marcher, elle était devenue un bébé. Sa maman a dû la porter jusqu'à la « clinique de concertation ». On en a fait trois, la seconde six mois après la première, une troisième un an après. La grand-mère est venue me voir à la polyclinique, elle m'a dit : « On a vu une vingtaine de médecins, on lui a même fait un scanner, vous êtes notre dernier espoir ». La jeune fille a beaucoup souffert parce qu'elle avait été exclue du mariage de sa tante. Ses parents étaient divorcés, elle était élevée par ses grands parents avec ses tantes. Ils lui ont interdit de venir à la fête et ils l'ont enfermée dans le noir. C'est à partir de là qu'elle a commencé à refuser de se nourrir. Pendant la première clinique c'était comme si nous avions fait la fête avec elle. Ça a été miraculeux, magique ! Il s'est passé beaucoup de belles choses avec elle, avec les membres de la famille. Le grand-père était là, sa mère, la famille. Une vraie autre fête ! Chaque professionnel était prêt à l'aider. À la fin chacun lui a proposé de l'aider, deux professeurs de droit pour ses études, le pédopsychiatre, un mufti de la wilaya, tous les professionnels indirectement concernés par la situation avec lesquels on était en lien. Elle s'est remise à manger, elle a retiré son voile. On a revu son père à la deuxième clinique. Il nous a annoncé que sa fille avait été classée première à son examen de droit. Il a dit aussi qu'il voulait reprendre avec sa famille. Elle n'était pas là à la troisième, mais le pédopsychiatre avait trouvé le moyen de venir. Maintenant elle m'appelle, elle travaille à la jeunesse et au sport, elle prépare le CAPA. Quand il y a une rechute elle m'appelle – elle a perdu ses grands-parents. Chaque fois qu'elle m'appelle elle me demande des nouvelles du groupe, des nouvelles de Jean-Marie. »*

Une psychologue formée à la thérapie contextuelle et au Travail Thérapeutique de Réseau illustre les effets de leur mise en pratique :

*« J'ai suivi une famille, une maman avec son petit garçon de huit ans. Avant elle était rejetée par tout le monde et par sa famille. J'ai accompagné la famille avec la présidente d'une association, « Village d'enfants », pour aller rencontrer notre Daïra, sur un autre territoire que Tizi Ouzou. On a accompagné la maman avec son petit garçon. Après j'en ai profité pour aller voir avec eux le directeur d'un centre de jeunes. Quand ils ont vu comment on les a accueillis, les promesses qu'ils ont faites ! Il a fait des cadeaux à l'enfant. L'enfant de huit ans a dit : « Tu vois Maman c'est différent. Avant on nous tournait toujours le dos et tu vois, aujourd'hui c'est tout le monde qui nous ouvre les bras. » Il a dit ça comme ça avec ses mots à lui, au retour. Il faut voir comment le chef de la Daïra nous a accueillis, et il faut voir comment ils étaient accueillis par les agents en bas de l'échelle, pas même un regard ! Ce jour là le chef de la Daïra nous a accueillis, il a fait des cadeaux à l'enfant, a promis beaucoup de choses. Elle a maintenant un travail en attendant un logement. C'était une maman qui avant était rejetée par tout le monde, par sa famille.*

*J'ai vraiment beaucoup appris, c'est un autre monde. »*

« Perturbée » actuellement parce que la Ligue de Prévention s'est vue refuser son autorisation et bloquer ses fonds, elle évoque néanmoins le fait qu'elle va continuer à faire des « cliniques de concertation » et parle de ses relations avec les directeurs des écoles dans lesquelles elle intervient :

*« Le problème aujourd'hui c'est que chacun est parti de son côté. Mais à partir d'une situation, le réseau va se reconstituer ; il y a toujours cette force convocatrice des familles. Je fais souvent des concertations cliniques. Les directeurs aiment bien, ils sont étonnés. Quand je leur parle de Travail Thérapeutique de Réseau et de « Clinique de Concertation », ils disent : C'est ça qui nous manque », parce qu'ils sont eux-mêmes déconcertés par certaines situations. La dernière fois que je suis allée voir un directeur avec la maman, je lui ai parlé de mon travail et il m'a demandé s'il pouvait m'envoyer des jeunes du primaire et du collège. Je me déplace tout le temps et les directeurs me demandent. Je prends parfois des collègues avec moi. Le directeur m'a dit qu'il ne*

*fallait plus que je pointe au travail parce qu'il a beaucoup de retours sur ce qu'on fait. Et il y a aussi la revue Regards sur la Kabylie qui parle de ce travail. »*

Voici les propos tenus par un psychiatre qui travaille au CHU de Tizi-Ouzou, et qui a bénéficié de plusieurs formations, à la thérapie contextuelle, au Travail Thérapeutique de Réseau, à la « Clinique de Concertation », à la gestion positive des conflits et à la philosophie pour enfants :

*« J'ai bénéficié de beaucoup de formations ; j'ai commencé en 2001-2002 en thérapie contextuelle puis avec le Travail Thérapeutique de Réseau. Je me posais la question parce qu'il n'y a pas eu de suite et je me demandais comment prendre le relais. Pour garder le lien et élargir j'ai suivi la formation à la « Clinique de Concertation ». C'était des formations extraordinaires. Surtout ces notions qui sont au cœur des formations, ça sautait aux yeux, initier les gens à la diffusion de ces valeurs universelles ! C'est extraordinaire et contraignant. C'est très élaboré comme pratique et pour la généraliser ce n'est pas facile. La thérapie contextuelle on peut la pratiquer avec toutes les variantes : c'est la relation. Mettre en pratique la « Clinique de Concertation » c'est difficile ; le Travail Thérapeutique de Réseau c'est plus facile.*

– Quels sont les effets sur votre pratique du côté des malades et du côté des professionnels ?

*– Je travaille aux urgences. Avant je valorisais l'orientation. Maintenant je n'hésite pas à accompagner le malade, je fais de la clinique du relais. Je donne mon numéro de portable aux malades de façon systématique. Il y a un engagement fort avec le malade, ce n'est pas un passage. Il y a un lien de confiance qui se crée. Ils manifestent beaucoup de reconnaissance : « Vous êtes unique ! » J'en suis gêné. Pour les professionnels, ça dépend. Il y en a qui me disent : « Ce n'est pas à toi d'accompagner les gens. » Mes collègues ont remarqué que ma manière de travailler était complètement différente de celle des autres. Il y a un espace de confiance qui s'est très vite installé. J'ai amené des collègues à suivre des formations. Dans des situations de crise je n'hésite pas à faire venir la famille à l'hôpital. On a des situations très difficiles. Quand les collègues sont en difficulté, ils n'hésitent pas à venir me voir. Nous travaillons en collaboration, on reçoit des familles ensemble ou nous faisons du relais. Bien sûr des collègues font comme moi. Nous recevons des gens en individuel ou avec la famille.*

*Une patiente que j'ai suivie à ma consultation a bénéficié d'un diagnostic de psychose. Elle était séparée depuis trois ans de son mari. Grâce à un travail de soutien de la famille, de ses parents, de sa belle-fille, on a pu sauver le foyer, bien sûr en tenant compte de leur choix. Le changement que produisent ces formations est extraordinaire tant dans le milieu professionnel que dans ma petite famille et ma grande famille.*

– Qu'est-ce qui a pour vous été le plus utile dans ces formations ?

*– Ce qui m'a été le plus utile c'est d'avoir le sens du lien avec le malade et avec les professionnels. Dans la formation classique, c'est l'alcôve, la recherche de la cause, le souci de la formule. On fonctionne toujours dans le jugement, partout. Chez soi c'est pareil. »*

Lorsque ce psychiatre nous dit : *La thérapie contextuelle on peut la pratiquer avec toutes les variantes*, il laisse entendre qu'il pratique la thérapie contextuelle sous différentes formes, indiquant au passage que se produit au cours des formations « un apprentissage vicariant ». Il s'agit là d'un phénomène d'appropriation auquel se réfère Jean-Marie Lemaire<sup>127</sup> et qu'Albert Bandura<sup>128</sup> décrit ainsi : « Le modelage ou apprentissage vicariant est un effet de l'observation, mais se distingue radicalement d'un simple mimétisme. On entend par modelage

---

<sup>127</sup> In *De proche en proche*, op. cit.

<sup>128</sup> Albert Bandura, *L'apprentissage social*, Madraga, 1986, cité par Philippe Carré

tout un travail d'observation active par lequel, en extrayant les règles sous-jacentes aux styles de comportement observé, les gens construisent par eux-mêmes des modalités comportementales proches de celles qu'a manifestées le modèle et les dépassent en générant de nouvelles compétences et de nouveaux comportements, bien au-delà de ceux qui ont été observés. De plus, tout en favorisant l'apparition de nouveaux comportements, le modelage agit sur la motivation en ouvrant l'horizon de l'observateur vers de nouveaux bénéfices anticipés, en générant des affects, en agissant sur des systèmes de valeurs. Il n'est pas jusqu'aux comportements créatifs qui ne soient influencés. »

Ce modelage montre l'importance des comportements des formateurs dans l'appropriation des contenus des formations, mais surtout dans l'appropriation de l'éthique qu'elles veulent transmettre. C'est ce que les extraits d'entretiens cités montrent déjà. C'est aussi cette appropriation des comportements qui en générant des affects, de la motivation et en agissant sur les valeurs, permettent d'espérer que les personnes qui ont bénéficié de ces formations développent leur créativité et des initiatives. C'est ce que montreront les jeunes militants dans diverses associations qui ont bénéficié de formations différentes.

Mais, pour en revenir à notre précédent interlocuteur, celui-ci montre que sa créativité s'arrête à la pratique de la thérapie contextuelle et il évoquera les différents obstacles qui empêchent la création d'un véritable réseau et d'un véritable groupe de travail, « *bien que le travail thérapeutique de réseau et la « Clinique de Concertation » permettent de gagner du temps* » : Il y a l'absence d'espace de réunion, malheureusement un obstacle bien souvent mentionné, la difficulté à mettre en pratique la « Clinique de Concertation », « très vaste et très élargie », la difficulté à concrétiser les choses et la nécessité de travailler à asseoir la légitimité de cette entreprise, ceux qui ont été refroidis par l'absence de retour des formations par une attestation, les problèmes de la Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'Enfance qui, depuis l'application de la loi de 2012 sur les associations, ne peut plus travailler alors qu'elle jouait un rôle important de pilote.

Un focus groupe réunissant une dizaine de professionnels travaillant dans le Grand Sud à Ouargla, Hassi Messaoud, et à EL Oued – dont plusieurs psychologues travaillant en hôpital, ou à l'école, un professeur d'université en psychologie, un orthophoniste, un psychomotricien, des éducateurs et une directrice de crèche – s'est tenu vers la fin du cinquième module de formation. C'est à partir de plusieurs réseaux qu'ils ont eu connaissance de cette formation et ont décidé de la suivre.

Parmi les différents aspects qu'ils ont retenus de la formation figure en premier lieu la nécessité de faire un travail sur soi : « *Ce qui m'a le plus marqué lors de ces cinq sessions, c'est que le travail que j'ai fait était sur moi-même. La première étape du travail sur soi-même est la plus importante car c'est ce qui nous permet d'être disponibles à 100 % pour nos patients* », dit le psychomotricien. Le deuxième changement concerne les rapports avec les autres : « *C'est une réponse au niveau personnel et au niveau professionnel. J'ai pu ouvrir des chaînes de communication autour de moi et les choses se passent très bien* », dit un psychologue. Le troisième changement concerne l'ouverture du cadre habituel de la pratique : « *La « Clinique de Concertation » est venue, avec pour principe de se débarrasser de certaines contraintes des thérapies classiques afin de favoriser le but thérapeutique, amoindrir l'injustice sur les patients et les familles, quelle que soit la situation, son lieu ou son rôle dans la communauté. Avant mon travail était terminé en sortant du bureau. Aujourd'hui je peux aider mes patients n'importe où et n'importe quand, à condition d'être prêt psychologiquement à faire ce travail à ce moment là* », dit l'un, « *J'ai compris que rien ne m'empêchait d'accompagner d'autres patients chez des professionnels* », dit un autre participant. Est aussi soulignée la nouveauté de la technique que propose la « Clinique de Concertation » : « *À l'hôpital d'Ouargla il y a des universitaires qui capitalisent beaucoup d'expériences. La « Clinique de Concertation » apporte une nouvelle technique aux connaissances déjà présentes.* »

Ils évoquent comment ils travaillent maintenant et donnent des exemples de situations qu'ils ont pu prendre en charge dans ce nouveau cadre : « *La première fois que j'ai amené un enfant au généraliste de l'école il m'a clairement demandé : « Tu t'occupes de ton travail ou du mien ? » J'ai alors compris que c'était à moi de m'adapter et de mieux communiquer. Depuis, nos relations sont très bonnes. Nous sommes cinq à travailler dans la santé scolaire*

*dans mon établissement et maintenant nous nous entraisons beaucoup. Nous avons une bonne relation dynamique. On a eu le cas d'un enfant qui avait un retard mental. Il s'est avéré qu'il avait un problème de surdité moyen. La maman, l'entourage de l'enfant, les médecins et le directeur de l'école ont coopéré. On a aussi organisé une collecte pour lui acheter une prothèse auditive. Le résultat est très bon, vu qu'il passe son bac cette année. » Est aussi évoqué un autre cas en école primaire : « Dans notre école une fillette en deuxième année de primaire a été victime d'une tentative de kidnapping par un homme qui l'a menacée avec un couteau. Depuis, elle pleurait tout le temps, avait peur de tout, était tout le temps, attachée à sa mère et ne voulait plus quitter sa mère pour aller à l'école. J'ai contacté sa maîtresse, le directeur de l'école et l'épicier chez qui elle allait faire ses courses avec sa mère. On se rencontre la semaine prochaine pour voir comment faire. »*

Un psychologue, membre du réseau Wassila, la réunion de plusieurs associations algériennes dont l'objectif est de participer à une meilleure prise en charge et d'orientation des enfants et des femmes victimes de violence, a été alerté sur le cas d'une femme. Il raconte qu'elle venait régulièrement lui demander de l'argent. « *Je lui ai finalement conseillé d'aller voir telle administration, puis telle autre et de revenir me voir en cas de problème. Elle est revenue six mois plus tard pour me remercier de lui avoir fait prendre conscience de ses capacités. Maintenant elle va bien et son fils aussi. »*

Sortir du cadre pour se situer dans la perspective d'un travail communautaire peut aller assez loin et n'avoir pas de limite, comme le raconte l'éducatrice qui travaille dans une crèche. « *Un homme dont on ne connaissait pas l'identité est décédé à Hassi Messaoud. On a créé un réseau et on a découvert son identité. On s'est cotisé et on l'a emmené dans sa région d'origine pour l'enterrer. »*

Plusieurs d'entre eux évoqueront enfin les conditions de la formation : « *Jean-Marie Lemaire nous a traités comme des égaux. Ça a été un plaisir de participer à ses formations. Il a mis en relief les compétences de chacun. C'est très positif d'être avec des personnes de cultures, de milieux et de façons de travailler différentes. »*

### **C. Les formations sur l'engagement et la gestion des associations**

Leur accueil et leurs effets sont du même ordre que ceux qu'on relève pour les formations à la thérapie contextuelle ou à la « Clinique de Concertation », même si ces dernières vont plus loin dans les changements opérés, et sans doute plus rapidement dans la mesure où le travail de réseau est inséparable de la clinique :

*« La formation sur l'engagement en avril était très intéressante, Avant on avait un programme d'activité pour le mois de mai dont la première activité était l'engagement des jeunes dans l'activité culturelle. C'était magnifique. On a reproduit ça.*

*Je continue à avoir des feed-backs sur ce qui s'est passé lors de cette formation (il y a six mois) aussi bien de gens d'Oran, de Sidi bel Abbès. Quelqu'un m'a carrément dit : Ça a changé ma vie, je suis plus structuré, ça a renforcé mes engagements de militant aussi bien que mes engagements intimes, personnels avec ma famille. Ça a eu des effets entre nous, dans notre manière de travailler. On accueille chacun, chaque opinion, chaque idée. On est beaucoup plus ouverts.*

*J'ai aussi suivi la formation à la communication associative. On travaille en petits groupes à partir de jeux. Dès la première séance on a imaginé la création de notre association parce que le club n'a pas d'autonomie, ne peut avoir de compte bancaire et n'a pas le droit de tisser des liens de partenariat. On a travaillé sur les missions, les valeurs et les objectifs de la communication pour les associations. On reprend le concept et on l'améliore pour pouvoir le transmettre. On a travaillé la question de la charte et des graphiques. On croyait qu'on savait ce que c'était que chacun des graphiques, mais là c'est autre chose. On ne savait pas qu'il fallait distinguer chaque public cible, comment communiquer avec chacun, la communication*

*en interne, la communication avec l'extérieur. La formatrice nous a fait jouer tout ça », nous dit le président du club « Le Banquet de Platon ».*

*« J'ai participé à une formation avec Vinciane sur l'engagement. Il y avait trop de pression sur moi, j'étais dans un engagement dévorant. La formation m'a appris à poser des limites. Je dois déléguer, je ne peux plus monter des projets, seule. En revenant à la Ligue de Prévention j'ai parlé à mes collègues de toutes mes limites. J'ai appris à lâcher prise. J'ai alors fait le deuil de ne plus être mère Téréza. Il faut lâcher ton pouvoir pour faire venir le poisson. À l'assemblée générale d'après j'ai appelé à une deuxième assemblée générale de la Ligue pour en changer les statuts : Le président ne doit pas avoir plus de pouvoirs que ça, sinon il n'a plus de vie privée. » (Louisa, ancienne présidente de la Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'Enfance)*

*« Quand je suis arrivé à cette formation, je vais être sincère, je voulais prouver que le modèle associatif était un échec.*

*– Oui, Moi aussi je pensais ça ; c'est une démarche personnelle, il faut créer, pas suivre un modèle, mais créer le concept de l'association. Mais celui qui a créé son modèle, tout le monde le suit, et ça crée des problèmes de leadership, des problèmes de gestion, des conflits de pouvoir et on est plus intéressés par l'association que par l'objet de cette association. Ils vont créer des problèmes avec les gens de l'extérieur. C'est pour ça que je voulais prouver que le modèle associatif était un échec. J'ai changé de cap au tout début, on est dans la salle, je me suis dit tiens ! Et j'ai compris que j'étais là où je devais être.*

*– Sur le contenu, c'était ma vision des choses, mais je ne croyais pas qu'il était possible de faire des choses sur la vision que j'avais.*

*J'essaye de transmettre chaque fois ce que j'ai appris au club : ce qui concerne la communication, comment faire pour transmettre les choses, pas les dire directement, dans la manière de les transmettre.*

*– Ça va transformer ma vie personnelle beaucoup plus que dans le travail dans l'association j'ai compris ce que j'avais comme modèle associatif en tête, mais vu autrement. Dans ma vie personnelle je suis en train de faire un travail sur moi pour mieux me connaître, me connaître à 100 % et cette formation sur l'engagement, le leadership, tout cela on peut l'avoir dans une seule personne, et ce sont les idéologies personnelles un niveau du leadership. Ça va m'influencer personnellement et me permettre de mieux me structurer.*

*Et là-dessus cette formation m'aide beaucoup. La personnalité du formateur était plus formatrice que la formation.*

*– Ma première motivation pour créer ce club, c'est qu'il n'y avait rien à faire, des cafés le théâtre de temps en temps. Absolument rien à faire. Pas de place publique, pas de cinéma. Pas d'endroit où discuter et se regrouper. C'est de cela dont on a besoin. On a besoin de loisirs. Une fois le loisir créé, comme il n'y a rien à faire, les gens vont venir et, du coup, on va pouvoir faire passer les messages. Aller vers ceux-là qui sont en détresse oui, mais aller voir comment vivent les gens, être plus en proximité des populations cibles.*

*– Ils nous ont demandé de faire un compte rendu et de faire passer le message contrairement aux autres formations avec d'autres associations ; et ils veulent que nous donnions cette formation aux autres ; c'est ça que j'ai apprécié. Qu'ils nous suivent, c'est ça qui est important. On a toujours besoin d'être contrôlé. J'apprécie ce contrôle.*

*– Moi j'ai trouvé ça impressionnant. Ça m'a fait plaisir, aussi.*

*– Ce que j'apprécie par rapport à d'autres organismes de formation c'est la variété. C'est récent qu'on travaille avec le CISP, depuis 2014, c'est chaque fois des gens différents. Pour le projet en cascade, quand on va à une autre ONG il n'y a que*

*cette ONG. J'ai beaucoup apprécié ça », disent des jeunes militants associatifs en cours de formation.*

*« On a parlé de la question du leadership avec Ahmad. Chacun a parlé de sa vision du sujet. J'ai appris que dans certaines situations il faut être leader, sans être dictateur, qu'il faut diriger. Un camarade présent, président d'une association disait : « Nous on n'a pas de leader ». Pourtant il a bien vu qu'il avait une position de leader, c'est lui par exemple qui prenait la parole en premier. J'ai vu que c'était important et je l'ai appliqué au Conseil Consultatif du CCJ. Je me suis dit, je vais me proposer. On a voté et j'ai été élu », nous dit le président de ce Conseil Consultatif.*

*« Ce qui m'a d'abord plu, c'est le fait que le CISP aide des associations et les responsabilise, surtout les associations qui n'ont pas beaucoup d'expérience. Il y a plusieurs associations que je connais qui ont été formées par le CISP, ensuite c'est l'écriture de projets. Il y a plein d'associations qui ne savent pas écrire de projets et c'est le CISP qui les aide et les soutient pour l'écriture », observe la directrice du Centre d'Écoute d'Akbou.*

La plupart de nos interlocuteurs, encouragés par des formations qui leur apportent d'abord une confiance en eux-mêmes et en leurs intuitions, qui renforcent les valeurs qui les ont incités à s'engager, qui suscitent et encouragent leur créativité, ont envie d'étendre leur action. Telle cette ancienne enseignante, bénévole dans l'association EL AÏAT qui nous dit après trois jours de formation à la gestion de projet et qui par ailleurs ne connaît du CISP que ces trois jours de formation :

*« Les enfants sont encore petits. Il faut qu'ils apprennent leurs droits. Il faut qu'en premier lieu l'enfant apprenne ça. Je voudrais arriver à leur faire comprendre et à les faire rire, pour plus tard. On a des enfants exploités, on n'a pas que des enfants heureux, par exemple des enfants à qui les parents demandent d'aller mendier, de frapper aux portes, en plein hiver ou en plein soleil. Ça demande du travail de proximité. Il y a une collègue qui a présenté le travail de la solidarité dans la formation. J'ai dit qu'elle devrait être travaillée en collaboration avec la famille et l'école. Il faudrait un psychologue, un sociologue pour travailler avec les familles, les convaincre. Il faut un travail entre la famille et l'école pour le leur transmettre. On doit toucher la famille quand on voit qu'il y a trop de violence. Il y a des jeunes qui sont en difficulté, des mères qui sont venues me demander de l'aide au café littéraire. J'y réfléchis. J'y ai pensé et en ai parlé avec Mr B... Qu'il y ait du travail de proximité avec l'école ; on en a déjà parlé avec la directrice. C'est un projet. Je vais m'y atteler. Il faut être à même de trouver des idées nouvelles, d'autres projets. Ça m'a donné envie de faire, de réfléchir. Je pense aussi maintenant aux activités culturelles, y faire participer nos jeunes. J'aimerais aussi avoir une formation sur la violence. Avant c'était la Mosquée qui formait ; tout le monde élevait les enfants, les oncles, les tantes, les voisins, les grands-parents. Maintenant la famille a éclaté, il n'y a que la famille nucléaire. »*

#### **D. Les formations à la gestion positive des conflits**

*« Ça m'a calmé sur ce qui se passe autour de moi et me donne à réfléchir. Ce n'est pas toujours l'autre qui a tort.*

*– J'ai appris à communiquer, je suis nerveuse.*

*– Toute une journée sur le conflit c'était bien. Des questions comme comment arrêter la violence c'est transcendant. Le conflit c'est la pâte de la vie commune, il faut le rendre praticable, que chacun ne perde pas. Beaucoup de gens n'arrivaient pas à*

*cerner ce qu'est la violence et la confondaient avec le conflit. Cette journée m'a marqué. »*

(Focus group de personnes qui suivent la formation au certificat des droits de l'Homme).

*« L'utilité pour moi du travail du CISP c'est de m'avoir permis d'approfondir la culture de ma propre militance. J'ai apprécié les formations et les techniques apprises, j'ai appris aussi l'écriture des projets. Je me sens un peu plus professionnel et un peu plus organisé. Je sens que j'ai acquis un vrai back-ground de militant.*

*Le plus intéressant pour moi ça a été d'être sur le terrain, d'apprendre à conjuguer le savoir être et le savoir faire. C'est aussi la rencontre avec toutes ces personnes à travers le pays. Il m'importe finalement de connaître et de rencontrer l'autre. Je sens que mon savoir faire a fait augmenter ma patience ! J'ai aussi appris à relativiser. »* (Le formateur et coordinateur du volet « Graine de citoyen et citoyenneté », formateur des avocats et formateur du certificat des droits de l'Homme.

*« Parmi les apports du CISP il y a la proximité et l'extrême accessibilité (de ses formations) et l'assurance que cela donne.*

*- Il y a aussi l'attention aux particularités locales.*

*- la flexibilité par rapport aux procédures.*

*- le fait de contextualiser les choses, les procédures, ce qui a pour effet un renforcement des partenaires.*

*- une rigueur flexible qui s'adapte aux réalités locales.*

*J'ai aussi apprécié le travail de co-construction de la LADDH avec le CISP, la concertation et l'implication à tous les niveaux : réflexion, écriture, construction, gestion. Cela a été une démarche à égalité »,* explique le vice Président de la LADDH

La directrice depuis 4 ans du Centre d'Écoute et d'Information pour Jeunes de Sidi Ali, dans la ville d'Akbou raconte :

*« Je travaillais à l'Étoile Culturelle d'Akbou en tant qu'animatrice pour enfants, ensuite je suis devenue responsable de ce centre. Je travaillais auparavant dans plusieurs associations avec des enfants, j'animais des ateliers de communication non violente pour les enfants et de Gestion Positive des Conflits dans des écoles primaires ainsi que dans les associations.*

*C'est avec le CISP que je me suis intéressée à cette thématique. J'étais à l'époque animatrice à l'association AFAK de Boumerdès. Je crois avoir commencé ma formation avec le CISP en 2005 ou en 2006 ; l'AFAK et le CISP étaient partenaires sur la Gestion Positive des Conflits.*

*J'ai fait diverses formations avec le CISP, elles m'ont toutes plu. La communication non violente, la philosophie pour enfants et les enjeux de la coopération.*

*Ce qu'il y a de bien, c'est qu'à chaque fois qu'ils organisent une formation, ils reviennent derrière avec une suite ou une continuité, ils ne font pas un truc puis le lâchent, je trouve qu'il y a une vraie cohérence dans ce que le CISP propose. Comme les formations sont nombreuses, les sujets le sont aussi, ils ont formé pas mal de formateurs, d'ailleurs j'étais moi-même formatrice en communication non-violente.*

*Avec les autres formateurs relais, nous avons créé une association aux Issers (wilaya de Boumerdès) de formateurs à la communication non-violente, ça montre bien que ce que fait le CISP est bien. L'association n'est plus très active parce que les membres sont tous pris dans d'autres activités, mais nous sommes toujours en contact.*

*J'ai aussi assisté à des formations pour l'animation des CCJ et j'ai participé à l'écriture du manuel du jeune citoyen.*

*Le CISP est une ONG qui est en Algérie depuis longtemps, elle soutient beaucoup d'associations, il y a même des associations qui ont grandi avec le CISP, ils sont sérieux avec leurs partenaires de longue date, ce qui démontre une grande*

*confiance. Pour moi, c'est l'essentiel dans une relation de partenariat sur le long terme. Grâce au CISP, j'ai connu beaucoup d'associations, j'ai pu former des gens un peu partout : à Béchar, Taghit, Beni Abbes, Djanet, Annaba... Je ne me suis vraiment pas mal déplacée grâce au CISP et c'est une expérience inestimable.*

*Ce que j'ai d'abord appris et que j'utilise toujours, c'est la communication non-violente. C'est quelque chose que j'utilise d'abord sur le plan personnel avec ma famille et ça m'a vraiment permis d'améliorer mes relations avec toutes les personnes qui m'entourent.*

*Je peux te dire que j'ai fait un sacré nombre de formations, avec et sans le CISP et pourtant, c'est celle qui m'a le plus marquée. Même avec mon groupe, il est vrai que je n'avais pas beaucoup d'expérience quand j'ai commencé avec eux, je n'ai jamais été responsable d'une équipe auparavant, mais maintenant, je gère cinq animateurs alors que ce n'est pas le genre de choses qui est facile pour moi, mais cette formation m'a beaucoup aidée, ce qui me permet à mon tour de les aider. Je le constate sur eux, la manière dont ils se comportaient avec moi et celle d'aujourd'hui sont très différentes, on y est allé par étapes. Ce sont des gens qui n'ont jamais travaillé pour une association auparavant, je dirais même que c'était leur première expérience de travail tout court, et avec les formations qu'eux-mêmes ont reçu avec le CISP, ils ont beaucoup évolué, que ce soit dans leur façon de se comporter au travail, avec les enfants, la manière dont ils voient aujourd'hui la société... J'avoue qu'au départ, quand ils ont commencé à travailler ici, ils avaient une vision très... je ne sais pas... par rapport à la religion, par rapport aux femmes..., mais j'ai réussi à leur expliquer qu'ici, dans le milieu associatif, on est tous égaux, on travaille tous ensemble et je sais que c'est à 90 % grâce à cette formation, on ne discrimine personne, que ce soit sur son sexe ou sur sa religion parce que l'humain reste l'humain, quelles que soient ses convictions, c'est le principe que l'on a et que je pense avoir réussi à leur transmettre grâce à la communication non-violente. J'essaye de les écouter, de leur donner la parole, je ne décide pas à leur place, on prend des décisions ensemble, et ça, c'est principalement grâce aux formations que j'ai faites avec le CISP.*

*Nous, dans le Centre d'écoute, les droits humains sont notre principe de base et notre objectif. Nous travaillons avec tout le monde, le pauvre, le riche, le malade, celui qui a sa santé. Pour nous, tous les enfants sont égaux, nous ne discriminons personne. D'ailleurs, avec les activités que nous faisons, les enfants constatent qu'ils sont tous égaux, ils ont les mêmes droits, même s'ils ne sont pas de la même couleur, même s'ils ne parlent pas tous la même langue, nous les traitons tous de la même manière et surtout, notre porte est ouverte à tous, on accepte tout le monde. Ce sont des choses qu'on a vues aussi en formation et que nous appliquons chez nous dans le Centre d'écoute. Même avec les parents, nous les écoutons tous, nous les aidons tous de la même manière ; même s'il y en a certains qui sont déjà venus nous fâcher, mais nous gérons les situations, on sait qu'on travaille dans un quartier populaire et difficile, mais, avec les techniques d'écoute que nous avons apprises en formation, nous arrivons à établir la communication. Quand ils voient que nous les écoutons, que nous prenons en compte ce qu'ils disent et que nous les valorisons, ils se sentent mieux et sont à l'aise pour mieux communiquer...*

*Les parents viennent régulièrement, ils viennent prendre des nouvelles des activités de leurs enfants, ils prennent aussi de nos nouvelles. Les mamans s'impliquent lorsqu'il s'agit d'organiser une petite fête pour la chorale ou pour les excursions. Beaucoup de parents participent à nos événements, les sorties, les conférences. »*

Selma Khelif, coordinatrice d'activités du CISP , écrit dans son témoignage publié dans une revue de cette université :

« Et oui, tous les participants ont considéré ce module de formation comme un moment de « repos », de « soin », un moment pour revenir sur eux-mêmes, se détendre, réfléchir sur soi sans la pression de tous les jours... Une enseignante a rapporté que son époux souhaitait que ce style

de formation se renouvelle régulièrement, car son époux a changé ! Il rentre à la maison souriant, discute avec les enfants [...] et ne s'est pas mis en colère durant toute la semaine de formation. [...]

Les professionnels de l'éducation soulignent avant tout et essentiellement cet apport personnel de la formation qui fait qu'ils vont à la rencontre de l'autre (famille, élèves, collègues) de manière sereine, et... cela se voit ! En effet, une enseignante d'éducation sportive trouvait de la facilité à proposer des jeux de coopération durant ses cours. Un enseignant de mathématiques trouvait utile de commencer son cours par « la météo » [consistant à exprimer ses émotions de manière imagée], activité qui a surpris les élèves car l'enseignant partageait aussi ses émotions. Selon l'enseignant, les élèves sont plus calmes et le cours se déroule plus facilement, plus rapidement et plus efficacement. Un autre adjoint de l'éducation explique qu'il est plus souriant dans la cour de récréation et que les élèves ont du coup moins peur d'aller lui demander de l'aide pour gérer leurs conflits. Il a appris à ouvrir le dialogue avec les élèves au lieu de crier et de punir. Il est reconnu par le directeur d'établissement comme étant une ressource dans la gestion des conflits entre collègues et entre élèves. Une conseillère d'orientation incite les élèves à parler en « JE » et à écouter celui qui parle. [...] Une convention avec la direction de la jeunesse et des sports permet de former différents groupes de professionnels de maisons de jeunes de la région de Tizi Ouzou, par des formateurs relais algériens :

« Aujourd'hui, les adolescents concernés par l'atelier sont reconnus, tout comme les trois enseignants, en tant que ressources par les autres professionnels et par les autres élèves. En effet, avoir choisi, au hasard, deux adolescents par classe, a donné ce beau résultat de la présence d'au moins une ressource par classe. Un enseignant en difficulté avec ses élèves est soutenu par cette petite graine de médiateur. Et, cela est une réussite ! Et ces jeunes issus des ateliers de non-violence me demandent : « Poursuit-on ces ateliers quand on sera au lycée ? » Nous n'avons pas la possibilité, par rapport au nombre de formateurs relais, d'initier et d'accompagner aussi des professionnels de lycées. [...] Alors on réfléchit avec leurs enseignants afin de leur permettre de préparer et de co-animer les séances de la dernière année de collège, en renforçant leurs connaissances et leurs outils. Pourquoi ? Tout simplement, pour qu'ils soient des ressources aussi au lycée, accompagnés et reconnus par les conseillers d'orientation scolaire initiés, car chacun est en charge de 2 collèges et d'un lycée. À suivre !

N'oublions pas qu'en formant un groupe de jeunes adultes d'une association de Bab el Oued, ils en parlent autour d'eux. Aussi, d'autres associations de jeunes adultes sont en demande, pour eux-mêmes, afin de mieux gérer leurs relations, et pour les enfants dont ils ont la charge durant les vacances scolaires... et voilà qu'une association de Djanet, dans le Sud va frapper à toutes les portes pour trouver un sponsor, de quoi nous payer deux billets d'avion pour accompagner de grands adolescents à passer le Bac afin de travailler sur la question de la confiance et de l'estime de soi. Ce lien a permis de faire émerger la demande des professionnels de l'éducation de cette région du sud algérien, qui attendent d'être formés à leur tour.

Une dernière nouvelle, les collègues relais qui ont dû quitter le groupe se sont constitués en association « El Yamama » (la colombe) dont l'un des objectifs est la diffusion d'outils de non-violence et de gestion positive des conflits. Cette association vient à notre rencontre, en juillet prochain, afin de voir ensemble les possibilités de se soutenir mutuellement, en regardant dans la même direction, celle de la non-violence. Une question de chiffre ? Je peux dire que plus de 1000 adultes ont été sensibilisés directement à la gestion positive des conflits, mais cela n'aurait pas beaucoup de sens et serait même réducteur de ce travail de partage et de sensibilisation qui se fait tous les jours, par les relais, par les initiés, par les enfants... »

## **E. Les formations relatives au genre, à la discrimination et aux violences faites aux femmes, l'Université d'automne.**

Au terme des formations données lors de l'Université d'automne, il a été demandé aux participants de spécifier ce qu'ils en ont retenu. Ils ont apprécié la participation de tous et le fait que la formation enrichisse le débat, la mixité, la possibilité de mettre des mots sur les pensées, l'acquisition de nouvelles connaissances, en particulier de connaissances scientifiques, l'ouverture des possibilités de prévention des problèmes liés à la discrimination. Ils observent qu'ils ont changé de vision quant aux rapports entre hommes et femmes.

D'autres, qui ont suivi les formations données dans le cadre du « Monde selon les femmes » évoquent également ce changement de vision.

*« J'ai appris beaucoup de choses sur la question du genre. Avant je n'aurais pas su répondre à des questions sur ce thème. Il y a des choses que je ne voyais même pas. Maintenant au niveau de l'université où j'enseigne, ou à l'extérieur, je relève et j'appuie sur l'injustice de telle situation. »*

Une jeune femme, institutrice en école primaire et qui a monté une association à Timimoun d'artisanat, dédiée au développement économique local des femmes et qui a assisté à l'Université d'automne montre, comme d'autres, que ces formations ont aussi pour effet de les obliger à porter un regard critique sur leur manière de penser et de se conduire en tant que femmes :

*« Les contenus étaient très intéressants, il y avait beaucoup de conférences qui abordaient des thèmes qui convergeaient vers le féminisme. J'ai beaucoup apprécié les ateliers parce qu'il y avait beaucoup de communication, plus de matières à discuter et surtout plus d'occasions de s'exprimer. J'ai beaucoup apprécié la présence masculine aussi ; je ne m'y attendais pas. Ça m'a apporté plein d'éléments de réflexion sur comment en tant que femme je peux défendre mes intérêts, défendre mes droits et les faire valoir, sur comment aligner ma vie sociale et ma vie politique. Tout cela est lié. Globalement j'ai beaucoup aimé la formation. Ça m'a fait réfléchir ne serait-ce que sur le regard que je posais sur moi. Je me demande : c'est quoi le féminisme ? C'est quoi le mode d'emploi ? Quelle attitude adopter ? [...]*

*L'intervention de Ghalia m'a beaucoup intéressée. Déjà le féminisme musulman, le féminisme islamique et islamiste, déjà ce sont trois notions différentes. Je côtoie dans le Sud des toutes jeunes femmes qui ont un discours foncièrement féministe. Ce sont des pionnières, ce sont les premières parties de leur village pour aller à l'Université. L'Université, loin de chez elles, leur ouvre l'esprit. Ce sont des jeunes féministes musulmanes qui ne rejettent pas leur foi, qui relisent les textes pour remettre en question la supériorité des hommes sur les femmes. Elles n'ont pas tout le bagage pour le faire, mais la réflexion est là. On n'a pas en Algérie d'intelligentia qui réfléchit, qui écrit, produit là-dessus. [...]. La question de l'Islam est celle qui a le plus interpellé les intervenants et les participants. Mais il y avait un manque de dialogue entre les anciennes féministes et les nouvelles, entre les différents courants du féminisme, entre les générations. Je ne voudrais surtout pas d'un mouvement homogène, mais qu'au moins il y ait une communication possible entre les différents mouvements. Pour moi il y a toujours un souci par rapport au féminisme algérien parce que ce qui est très mis en avant, c'est un féminisme très laïc, très assumé et très revendiqué. Qu'on puisse aborder le féminisme sous un angle divergeant m'a beaucoup intéressée parce que ça correspond plus à la société dans laquelle on est. C'est surtout ça. [...] Je me suis beaucoup inspirée de ce que j'ai appris par exemple dans la manière de présenter les ateliers, ça m'a aidée à construire dans ma tête de futurs projets à initier à Timimoun. Par exemple une initiation aux droits de l'Homme pour les enfants, des tables rondes, des projections de films avec débats pour les femmes. Leur parler de cette université peut les intéresser. »*

Une journaliste également présente à l'Université d'automne tient des propos proches de ceux de notre précédente interlocutrice :

*« Déjà je n'avais aucune connaissance sur le mouvement féministe algérien, vraiment aucune du mouvement jeune, je précise. Je ne savais même pas si le féminisme des années 90 existait toujours. Pour moi la première chose importante c'est de pouvoir qualifier les faits d'une façon précise, de recevoir un enseignement de personnes qui militent vraiment. Ça m'a permis de mieux structurer ma pensée et peut-être de rediriger certaines choses à mon niveau : j'avais une vision trop superficielle. Un exemple : l'intervention de Ghalia, sociologue sur les féminismes musulmans. Justement je cherchais quelles formes de féminisme en Algérie pourraient ouvrir le champ à d'autres féminismes ou à d'autres types de combat. Et j'ai vraiment trouvé des réponses à ma question. Non pas que je dise que c'est la meilleure manière, mais pour moi, étant donné qu'elle a évoqué un socle très important dans notre société qui a été mis de côté par un certain féminisme, de voir qu'il y avait des jeunes de la nouvelle génération qui n'excluaient pas ce type de féminisme et qui au contraire l'incluaient, j'ai trouvé ça très positif. Je n'avais pas conscience déjà du fait qu'il y en avait, ni conscience de l'importance qu'elles pourraient avoir et de l'impact que ça pouvait avoir sur les combats en Algérie. C'est très important.*

*J'ai trouvé les étudiants que j'ai rencontrés très conscients au niveau politique en général, au niveau social, etc. C'est un bon point de départ : sans conscience on ne peut rien faire. Ils venaient de différentes régions d'Algérie, ils étaient très réceptifs, et les discussions étaient sans tabou. J'ai été agréablement surprise.*

*Ça m'apporte aussi sur le plan professionnel. Un exemple précis : j'écrivais un article sur l'histoire de l'art, sur une peinture orientaliste avec un sujet féminin. J'aurais fait une déconstruction, je me serais arrêtée au niveau du courant artistique orientaliste, à la distinction entre femme européenne et femme mauresque, sur le mythe de la mauresque vue par les occidentaux. Je me suis plongée dans des livres ; j'ai cité Fatima Mernissi qui évoque la puissance virile des musulmans qui couvre les femmes et la puissance occidentale qui consiste à les découvrir. Mais il y a une couche sous-jacente, sociale, inhérente à la condition des femmes dans nos sociétés, pas dans le sens de la décolonisation, la première chose à enlever, mais plus ancestrale que la couche occidentale qui s'est rajoutée, folklorisée. »*

Il est intéressant de connaître en contrepoint de ces deux appréciations le point de vue que tentait de faire passer la formatrice Ghalia. Celle-ci constate la difficulté à faire entendre un point de vue sociologique, c'est-à-dire un point de vue réflexif, distancié, non normatif sur les situations vécues. Elle est intervenue sur la question du genre en différents lieux et écrit dans le compte-rendu sur ses interventions :

*« Contrairement à la formation à Annaba, où j'ai décidé de sans cesse recadrer le discours dans le cadre de la citoyenneté et des droits, je n'ai pas pu faire l'économie d'une remise au point sur le lien entre référentiel religieux et citoyen à Sidi Bel-Abbès. J'ai ainsi rappelé que les principes religieux d'égalité entre les êtres humains étaient parfaitement compatibles avec la citoyenneté et que si l'on se référait à l'expérience de la vie du prophète Mohammed, on ne trouverait pas un exemple de « masculinité hégémonique », dans le sens où ses rapports avec les femmes étaient pacifiés et inclusives dans le champ religieux. Ainsi, on ne pouvait justifier sur cette base les inégalités que l'on « naturalise » pourtant à l'aide du discours religieux. Ce faisant, j'ai eu recours à des arguments développés par des féministes islamiques, ce qui n'était pas mon propos, mais j'ai bien compris que mon discours resterait inaudible et considéré comme « exogène » si je n'employais pas les mêmes références et n'avais pas recours à l'imaginaire religieux pour argumenter en faveur de l'égalité entre les sexes. J'ai donc eu recours à une autre stratégie que lors de la formation d'Annaba où je me suis toujours placée en dehors du cadre religieux, et il me semble qu'ainsi mon discours a pu être entendu. »*

Nous ferons ici une remarque importante quant aux conséquences de la réalité sur laquelle il nous renseigne. Un sondage Mouwatin, effectué en 2012 auprès de 2158 personnes, montre que 69 % des algériens sondés estiment que l'Algérie doit devenir un pays laïc. Si on y ajoute la diminution des croyances religieuses évoquée au début de ce rapport ceci vérifie l'importance du phénomène de malentendu partagé. Il s'applique à la répression contre les non-jeûneurs, aux obligations religieuses en général et à la pression sociale en matière de port du voile. Les algériens n'ont pas oublié le grand moment de la fondation de la République de leur pays, ni la guerre d'indépendance qui lui a donné lieu. Et apparemment les médias ne se sont pas autorisés à diffuser les résultats de ce sondage.

Une militante des droits humains qui suit une formation à la gestion d'une association dit prendre conscience d'attitudes caractéristiques de la transmission des stéréotypes :

*« Les droits de l'Homme concernent les enfants, les femmes. J'ai des amies qui travaillent dans les administrations, on leur fait des misères. Moi personnellement j'ai appris des techniques, comment on règle les conflits. Par exemple à la formation « Un monde selon les femmes », c'est le féminisme, mais pas d'une manière violente. Au lieu d'aller dans la violence, c'est la communication, comment essayer de se mettre à sa place, parler, essayer de parler avec l'autre. Moi, avant, je ne savais pas que la masculinité c'était les mamans qui aidaient à la développer. On fait des gestes avec les enfants quand ils sont tout-petits dont on ne se rend pas compte. Maintenant j'essaye de faire attention avec mes nièces, mon entourage, mes proches, mes amies. J'ai une amie, elle est sauvée maintenant. C'est ce que j'ai appris dans « le Monde selon les femmes. »*

Très proches sont les appréciations de la secrétaire de la petite association « Un pas » qui suit la même formation :

*« Ça apporte beaucoup sur les deux plans, professionnel et personnel. On comprend, on apprend comment agir avec les autres, comment communiquer. Comment avoir des plans d'action, ça donne des idées qu'on n'avait pas en tête. J'ai été étonnée de voir que les outils étaient aussi importants. Je ne m'attendais pas à apprendre comment transmettre par rapport à la façon traditionnelle dont je le faisais. J'ai compris qu'on pouvait transmettre avec des jeux, en faisant parler les autres, en allant vers eux. Avoir deux jours complets sur le mot engagement c'est déjà beaucoup. Quand tu informes les gens sur ce que ça veut dire, ce qu'il faudra dire, comment le dire, comme il est complexe et riche à la fois, ça va motiver quelque part la personne avant de la mettre en action.*

*Sur le plan personnel, pour le travail avec les femmes, ça nous a appris à nous connaître nous-mêmes, à voir tous les stéréotypes qu'on a nous-mêmes concernant les femmes, comment changer. On apprend aussi comment répondre aux femmes – moi je suis militante – qui nous disent : « on est différentes, comment peut-on être égaux ? »*

Il faut noter que la position des coordinateurs de projets du CISP, lorsqu'il s'agit de femmes, n'est pas de tout repos non seulement parce que ce sont des femmes, mais aussi parce qu'algériennes elles travaillent pour une ONG étrangère, et enfin parce qu'elles sont des militantes des droits humains. Delà les difficultés rencontrées :

*« À Bab el Oued, on a pu me reprocher de rechercher à outiller les jeunes gens à se rebeller. L'association partenaire, SOS Culture Bab el Oued, après un certain nombre de rencontres, avec les jeunes, sur la communication non violente, la gestion des conflits, la responsabilité. [...] Lorsque des jeunes ont manifesté leur volonté de « gérer » une association de manière autonome entre jeunes, les responsables de l'association partenaires, plus âgés, n'ont pas apprécié.*

*Aux Eucalyptus, depuis les dernières élections communales, des professionnels de l'APC ont colporté des ragots contre les jeunes gens du Conseil Consultatif qui auraient critiqués le gouvernement, les institutions, et qu'ils seraient sous la botte d'étrangers (le CISP) qui veulent faire du mal au pays !!*

*Des jeunes en ont été très perturbés. Ils ont eu peur. Nous en avons parlé ensemble.*

*Mes premières relations aux Eucalyptus avec les bénéficiaires ont été difficiles, mais cela a été un défi pour moi. La difficulté consistait dans la différence que je proposais par ma tenue vestimentaire (non voilée), par ce que je proposais (réunion mixtes, femmes et hommes, s'entendre parler...). Lors de la première réunion des associations de la commune, quand des hommes ont terminé de parler, ils se sont levés prêts à partir pour « laisser les femmes parler à leur tour ». Bien entendu, le défi a été relevé simplement par ma présence incessante, par ma disponibilité, mon écoute et par mon insistance à apprendre à vivre ensemble. Au fur et à mesure, à force de me voir dans les rues, dans les espaces publics, allant saluer et discuter avec les hommes autant qu'avec les femmes, certaines difficultés se sont évaporées. »*

À l'occasion d'un Focus groupe avec des élèves de l'École du Jeune Citoyen, après l'atelier « Femmes et Mobilité », animé par Ghalia Djeloull, en décembre 2015 à Akbou, le groupe d'adolescents qui compte huit garçons et une fille donne son opinion sur ce que chacun a retenu de l'atelier :

*« – Mokrane : Personnellement, ce qui m'a le plus marqué, c'est le fait de prendre conscience des inégalités. On a remis en question le concept d'égalité qui nous concerne tous, ici, dans notre région. J'ai bien aimé la formatrice, sa façon de parler, sa façon de mener l'atelier.*

*– Ouardia : Le sujet m'a plu parce que c'est quelque chose que l'on vit au quotidien. Par contre, elle ne nous a pas proposé de solution pour stopper les discriminations ou les violences. Quand tu parles, tu deviens le bourreau et si tu te tais, tu ne te bats pas pour tes droits.*

*– Samy : Moi j'ai bien aimé cet atelier. Ben, le fait que ce soit participatif, on a donné notre avis, on a pu débattre. Le fond m'a aussi plu, on a parlé de choses dont on était témoins tous les jours, sans s'en rendre vraiment compte.*

*– Lounes : Ce qui m'a le plus plu c'est qu'on a parlé d'un sujet oublié. On ne parle pas d'égalité entre nous. Peut-être parce qu'on s'est habitué à vivre et à voir des inégalités. En tous cas, ça m'a fait réfléchir à mon comportement en tant que citoyen.*

*– Younes : Ce qui m'a plu aussi, c'est le travail de groupe. On s'est réuni en petits groupes une quinzaine de minutes, on a pu échanger nos avis entre jeunes et confronter nos idées.*

*C'était intéressant et on n'a pas l'habitude de faire ce genre d'ateliers. C'est comme une thérapie, tout le monde a donné son avis sur une chose qui nous concerne tous.*

*– Mokrane : Pour revenir au sujet, selon les expériences que j'ai eues, j'ai assisté à de nombreuses conférences et c'est toujours les mêmes paroles qui reviennent à chaque fois, il faut réclamer ses droits, mais le problème qui se pose, c'est que je n'ai jamais vu toutes les théories dont on parle mises en pratique. On ne passe pas à l'action.*

*– Faiza : À ton avis, qui devrait passer à l'action ?*

*– Mokrane : Nous ! Les membres de l'association, les jeunes, toi... les algériens quoi. À chaque fois on parle, on dit il faut faire ci, il faut qu'on soit comme ça, mais au final, il n'y a pas d'application des paroles.*

*– Faiza : Et quand ?*

– (Rires) Ben... à partir de maintenant ! Moi j'aime mon pays et je voudrais m'y sentir bien, je veux qu'il se développe de manière positive. Donc moi personnellement, je veux appliquer ce que j'ai appris dans toutes ces formations. Je ne veux pas rester là à faire des théories sans pratique.

– Younes : Comment tu veux appliquer si ton voisin s'en fiche ? Pour moi ça ne sert à rien si ce n'est pas tout le monde qui se sent concerné. »

## F. Les formations aux droits de l'Homme et au certificat des droits de l'Homme

Une évaluation avec les participants aux formations au certificat a été menée vers la fin de celle-ci. Parmi les appréciations ont été ici regroupés les thèmes suivants :

- La qualité des intervenants est à souligner, la plupart d'entre eux ont apporté un socle de connaissances et d'informations pertinent et riche.
- Une bonne dynamique et une cohésion du groupe ont permis une ambiance de travail agréable.
- Le processus de sélection a été une étape importante afin de déterminer la motivation de chacune et chacun. Il a permis de cerner les besoins du groupe et de créer en même temps un groupe riche et divers, mais aussi de créer un noyau dur.
- L'encadrement des participants et la méthode participative ont permis l'adhésion et l'engagement dans le programme plus facilement. Les participants sont partie prenante du programme et pas uniquement des bénéficiaires.
- Les thématiques traitées étaient diverses et d'actualité, ce qui a ajouté à leur pertinence.
- La diversité des interventions a permis l'éveil ou le renforcement de l'esprit critique chez les participants.
- L'apport en information est incontestablement bénéfique et riche.
- Pour la plupart des participants traiter de thématiques en lien direct avec l'Algérie représentait une première. Ces cours n'ont pas fait l'objet d'enseignement lors de leur cursus universitaire.

Certains bénéficiaires des formations évoquent leur découverte des différentes disciplines de sciences humaines, leur utilité pour comprendre leur société :

– « Nous sommes, nous algériens, des têtes vides. La formation m'a ouvert les yeux sur l'intérêt de l'économie, de la sociologie, de l'histoire. La manière de présenter, d'expliquer m'a beaucoup attirée. Jusque là tout ça ne m'intéressait pas.

– Parfaitement, comme pour nous tous, dans le primaire et le secondaire. En histoire si j'ai retenu 10 % de ce qu'on nous a enseigné c'est beaucoup !

– C'est difficile à enseigner et à assimiler; mais ici c'est tout le contraire », nous disent des jeunes actuellement en formation pour le certificat.

**Dalila B.** est juriste, interprète judiciaire, coordinatrice de l'Ordre National des Interprètes et Traducteurs Officiels, et militante des droits de l'Homme. Elle est fréquemment invitée à donner des conférences, en ville surtout, mais elle « préfère toujours aller dans les campagnes où les femmes ont moins d'opportunités pour parler aux femmes. » Elle intervient à la radio et à la télévision chaque semaine, et a été sollicitée à maintes reprises pour joindre des partis politiques. Elle est aussi impliquée dans le Forum des femmes méditerranéennes :

« Le CISP est une institution que j'estime énormément. Nous avons le plaisir d'y connaître des personnes formidables. Ses valeurs ce sont les droits de l'Homme en général, les droits des femmes et les droits des enfants. Ça nous a appris à développer

*les potentiels que nous avons. Ça nous a aussi donné la force de pouvoir assumer et à agir en conséquence. Ça, c'est très important. C'est aussi la valeur du partage : on partage tout, les échanges de projets, d'idées, les expériences des autres, ça aussi c'est très important. Et tout simplement la valeur du respect de l'être humain en tant que tel ; ça c'est primordial pour moi. S'il y avait le respect comme valeur sociale entre les êtres, il n'y aurait pas tant de problèmes, tant de guerres. Cette formation m'a aidée à améliorer mes compétences, à promouvoir mon esprit de résistance, et surtout m'a donné des outils. Toutes ces conventions internationales je les ai apprises avec eux, la Convention contre les discriminations à l'égard des femmes, la Convention internationale pour les droits de la personne, pour les droits des enfants. Je ne savais rien. En Algérie on apprend le code civil, le code pénal, le code de la famille. Ces outils on les a appris avec le CISP et on a appris à les utiliser et à les invoquer, parce qu'on a appris que ces conventions internationales, quand elles sont signées par les États ont la suprématie sur les droits des États, ce qu'ignore la plupart des juristes, déjà.*

*Quand on est au tribunal et qu'un magistrat évoque un article de son code, on intervient en transmettant ce qu'on a appris. Vous lui dites : « Mais telle convention internationale dit que... ».*

*Dans les procès pour soutenir les migrants j'essaye aussi, ça ne marche pas toujours. Du moins je constate que le magistrat est hésitant, il réfléchit à ce qu'il va faire, il va consulter.*

*J'ai appris que dans mon milieu ce n'est pas facile. C'est une prise de risque énorme. Déjà le fait que vous suiviez une formation sur les droits humains chapeauté par une organisation étrangère, on vous dit que c'est la main étrangère. Je réponds que non, je ne suis pas manipulée, j'ai mes propres principes et mes idées, mais je veux acquérir les outils qui vont me permettre de me perfectionner.*

*On a fondé avec le CDDH, l'Observatoire national pour un procès équitable. On va assister aux audiences pour constater des infractions aux codes, après on fait un rapport qu'on transmet aux autorités concernées, au Ministère de la Justice. On a fait la formation l'an passé, le colloque national en juin, on va commencer la pratique, l'observation d'ici peu. On se concerta, on est une douzaine, on va y aller sans prévenir. On a fait appel à des anciens procureurs, à des avocats. On a fait une présélection avec le CDDH, on a pris des gens qui travaillent dans le droit et qui se sont impliqués dans ces droits là et qui ont du courage.*

*J'ai aussi suivi la formation sur le leadership qui m'a beaucoup intéressée : comment apprendre aux femmes à être des leaders, des « meneuses », comment s'impliquer dans l'espace public, dans la vie politique. Les femmes sont confinées dans la cuisine ou bien dans l'enseignement et la santé. Il y a d'autres domaines à investir. Tous ces acquis m'ont aidée. Le CISP m'a donné de l'assurance, des connaissances, de la confiance en moi et du courage. »*

**Voici aussi le point de vue de plusieurs étudiants, militants de Conseils Consultatifs des Jeunes :**

*« J'ai suivi plusieurs formations au CISP, j'ai commencé en 2013 avec le certificat aux droits de l'Homme. J'ai beaucoup appris, ça m'a ouvert les yeux et j'ai compris que c'était faisable. J'avais la vision que chaque étudiant peut avoir, une vision pas très large. J'avais des préjugés, les droits de l'Homme c'était pour moi une chose qui ne représentait pas mon pays, ni ma famille, ni mon quartier. Je pensais que c'était leurs droits. J'ai acquis une vision plus large, j'ai compris que c'était des choses dans lesquelles on pouvait militer, et qu'il était nécessaire de faire passer le message. »*

*« Je connais le milieu associatif pour l'avoir fréquenté. Ce qui me plaît le plus dans le CCJ c'est bien la possibilité, que je n'ai pas trouvée ailleurs qu'ont des jeunes*

*comme moi de prendre des décisions. C'est nous, les jeunes qui choisissons les projets et les activités à mettre en place, c'est nous aussi qui nous organisons pour les réaliser pour l'intérêt collectif. Nos activités ne se limitent pas aux réalisations habituelles que j'ai connues dans l'associatif. Elles touchent à quelque chose de plus important, à l'éducation au sens large des jeunes générations en sensibilisant aux droits des enfants, aux droits humains, au dialogue. [...] C'est une manière d'apprendre la responsabilité qui me plaît beaucoup et qui donne de la considération aux jeunes. Cette manière de faire me donne la réelle impression d'être acteur actif dans la société. En plus j'apprends avec le groupe et avec les autres la solidarité et cela me donne confiance en l'avenir.<sup>129</sup>»*

*« Au CCJ j'ai rencontré des jeunes comme moi, filles et garçons avec lesquels j'apprends que c'est important de partager ses opinions, qu'il est important de communiquer pour se connaître. On discute et on travaille ensemble dans l'intérêt collectif, dans le respect de chacun. C'est ça qui me touche le plus. Nous savons nous respecter et dialoguer entre filles et garçons, sachant que nos remarques et nos idées sont complémentaires. La mixité est importante pour apprendre aussi à collaborer dans le respect de chacun, à ne plus avoir peur les uns des autres. Mon frère est venu voir le fonctionnement du CCJ et connaître ses membres. En rentrant à la maison, il a dit que tous dans le groupe me respectent beaucoup. C'est important pour moi, pour ma famille. J'apprends dans le respect et la dignité, et je participe à l'évolution de la commune. »*

Une jeune femme nous raconte ce qu'elle a retiré de la formation qu'elle a suivie dans le cadre du programme : « Pour soutenir une démarche participative des jeunes dans leurs réalisations, dans l'apprentissage des outils de sensibilisation » :

*« On a appris comment organiser une prise de vue, comment manier une caméra.*

*À la prochaine session on apprendra à faire le montage des plans que chacun aura réalisé. Celle d'après on analysera ce qu'on a fait. La formation a duré une semaine. Deux jours sur les droits de l'Homme, qui en faisaient la théorie ; il y avait un formateur pour les droits de l'Homme, le reste de la semaine c'était les apprentissages en matière de vidéo. [...]*

*L'objectif c'est de sortir des trois formations avec des mini-documentaires qui serviront, qui seront des objets de sensibilisation. Ça, ça m'avait beaucoup attirée parce que j'aime beaucoup toucher les gens, mais pas par des discours du genre : « il faut faire ci, il faut faire ça », mais indirectement, de façon plus subtile, par l'art, la vidéo. Le concept m'avait beaucoup attirée. [...]*

*Je veux faire quelque chose sur les disparus. Il y a eu la guerre civile, et il y a eu beaucoup de cas de disparus forcés. Du jour au lendemain les gens disparaissaient. Déjà les gens ne savaient pas pourquoi ils étaient enlevés. Beaucoup l'ont été par les autorités, par les militaires, les gendarmes. Vingt ans après, il y a toujours des gens qui n'ont toujours pas de nouvelles des disparus. Il y a 8000 disparus en Algérie, la plus grande partie à Alger. Cette association « SOS disparus » milite pour le droit de savoir. Qu'est-ce qu'il leur est arrivé, pourquoi, où ? Les familles veulent savoir. Quand les autorités en parlent ce sont des dossiers : on a 8000 disparus. Sauf que quand on parle aux familles on se rend compte du gouffre dans lequel ils sont, du fait de l'absence du disparu. [...]*

*Un cas : Une femme a perdu son enfant un lundi, elle avait fait un couscous, avait demandé à son fils de ramener du petit lait, il n'est jamais revenu. Il avait près de 25 ans. Depuis vingt ans, tous les lundis elle fait du couscous. Et elle dit : « Si mon fils*

---

<sup>129</sup> Cet extrait d'entretien, tout comme le suivant est issu du manuel de constitution des CCJ.

revient ce sera un lundi. » C'est déchirant et incroyable. Voilà, je voulais faire un petit documentaire sur ça, on est deux sur ce sujet. Je voulais quelque chose de différent. Pas sur qui a été enlevé, par qui, faire un interrogatoire. Il y a beaucoup de cas différents : Pour les uns c'est un fils, pour d'autres des maris, parfois tous les enfants. Montrer quelque chose d'humain et l'absence de cette personne dans la vie. Montrer que cette personne n'est pas un dossier, mais un être humain, qui avait une place dans cette famille, qui aimait des choses, qui n'aimait pas d'autres choses. Tout le travail était de sélectionner des cas différents qui soient intéressants et accrocheurs.

On a commencé le travail. On a fait une prise de contact. Comment ils vivent, aller chez eux.

– M.-C. : Il serait aussi intéressant que vous soyez accompagnés pas forcément de psy, mais de gens qui aident à aller doucement dans la vie privée des gens.

– Oui. J'ai un cas : une amie m'a raconté qu'elle avait été dans une famille, qu'elle avait posé ces questions ; la dame l'a rappelée et lui a dit que ces questions ça avait ravivé plein de choses, ça lui avait donné de l'espoir, que ça n'avait pas permis d'avoir des résultats et elle était encore plus désespérée. Du coup nous étions complètement désarmées. [...].

C'était très bien organisé. Il y avait la théorie, puis la pratique. La théorie permettait d'avoir une vue globale, puis une vue précise. Ce qui était bien c'est qu'on avait trois formateurs pour une dizaine de personnes, ça permettait d'avoir un suivi au quotidien. À chaque fois qu'on avait une question on pouvait en discuter.

Même pour l'enrichissement personnel, c'était très intéressant d'avoir des personnes venant d'associations différentes, ayant des centres d'intérêt différents. Ça permettait d'avoir des échanges.

Je ne m'attendais pas à me trouver intéressée à d'autres sujets qui ne m'auraient pas intéressée forcément, à ce qu'il y ait d'autres personnes qui militent pour d'autres causes avec passion. Ça ouvre l'esprit.

Pour moi, sur mon sujet, on m'a écoutée, posé beaucoup de questions. Le fait de partager des choses comme ça permet d'avoir une autre vision sur les choses, de discuter, de lancer un débat. L'idée qu'il y a une autre vision possible, ça c'est génial.

Le fait que ce soit des gens venant de régions différentes ça, c'était bien aussi ; il y avait des gens d'Oran, d'ailleurs. Je ne sais pas vraiment, mais l'accumulation d'expériences comme ça, même si on n'en a pas conscience, ça pousse les gens à être créatifs. Rien que le fait d'être avec des personnes actives dans la société, elles t'envoient des mini idées, elles te racontent leur combat, ça te pousse à te questionner, à te surpasser. [...]

– Et l'histoire du calendrier ?

– Avec la LADDH pour le calendrier 2015 on a décidé, parce qu'il y avait eu en 2014 une vague de migrants subsahariens qui s'étaient installés un peu partout en Algérie – je crois que c'est 150 000 personnes. On voulait que le calendrier qu'on faisait représente ça. Et puis on voulait que les droits de l'Homme soient présents au quotidien chez les gens, qu'ils soient à la vue et à la portée de tout le monde. On a essayé d'imaginer quelque chose qui soit agréable à voir et qui mette les droits de l'Homme à la vue et à la portée de tout le monde. Pour chaque mois on avait sélectionné une photo et une déclaration en français et en arabe. Je voulais qu'il y ait plusieurs photographes, mais on était très pressé. Ça n'a pas été possible. Au lieu de 500 exemplaires on en a eu 5000, parce que ça a beaucoup plu.

J'ai fait l'an dernier quatre formations au CIRA, une ONG financée par l'Ambassade de France. Aider des jeunes à créer des revues. On a fait un journal sur les migrants, un autre « La relève », les jeunes algériens, j'ai été ahurie de voir à quel point la jeune génération est active. Une fille de 23 ans en Fac de médecine, partie aux USA, revenue avec un concept de l'entrepreneuriat social, comment aider et faire des choses sociales et en même temps gagner de l'argent, etc., pour pousser à travailler dans l'associatif. C'est excellent de voir cette génération là. C'est une grande force ! On voit qu'on peut faire les choses autrement, il y a tellement de choses à faire !

*C'est inculquer aux gens cette notion de responsabilité, qu'il faut qu'ils s'engagent dans la société, peu importe leur spécialité, surtout la sensibilisation. Pousser les gens à penser par eux-mêmes. Ce serait le quotidien. Le plus important à transmettre c'est de montrer aux gens que faire ce genre de choses ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel. C'est un travail de tous les jours, chacun à sa mesure et ça créera une mosaïque de changements. Ce qu'on dit aux jeunes c'est : « Vous ne pourrez jamais le faire, c'est impensable. » Or petit à petit on peut se bâtir. Mettre ce genre de choses à la disposition des gens.*

*M-C : Si tu avais un projet, ce serait quoi ?*

*Les droits de la femme, les droits de l'Homme, la liberté religieuse et de culte. Des thèmes dont a absolument besoin. »*

Les formations au certificat des droits de l'Homme incluent régulièrement des soirées débat en fin de journée. Une jeune avocate qui travaille bénévolement pour le CISP en tant que coordinatrice de la tenue du certificat évoque l'intérêt de ces soirées :

*« Depuis huit mois que je travaille pour le CISP je suis toujours très enthousiasmée de travailler avec eux. Ce travail pour moi a été très gratifiant parce que j'ai rencontré beaucoup de jeunes très motivés, très intéressants, des intervenants, des journalistes, des activistes qui ont participé qui étaient invités aux soirées qui ont lieu au cours des sessions – il y en a cinq par session – très intéressantes. Il y a eu par exemple une soirée à Mostaganem. Le sujet c'était la liberté de conscience. Avait été invité un guide spirituel Soufi représentant d'un courant pacifiste, bien connu à Mostaganem qui milite pour le vivre ensemble, pour la mixité, etc. Il n'a pas pu venir et a envoyé quelqu'un, un professeur d'histoire du droit et de la religion à l'Université d'Alger qui a fait une intervention magnifique.*

*Il y a eu aussi un film, « Islam et voix de la femme » et une intervenante qui a donné un cours sur le statut de la femme dans la société algérienne. On a organisé avec elle un débat autour d'une exposition « voilement et dévoilement de la femme » dans les différentes civilisations. Un intervenant est venu parler de l'intersexualité, de la transsexualité, des homosexuels et des bisexuels. Le débat a porté sur leurs positions, sur leurs problèmes dans la vie quotidienne en Algérie. Il s'y est passé des choses fortes sur le plan émotionnel. Généralement ces soirées sont très utiles. Les gens sont plus détendus, ils participent beaucoup plus que pendant les cours et se sentent plus libres de s'exprimer. Je pense qu'il faut renforcer ces soirées là parce que ces formations sont très formelles et très académiques. Cette soirée là, l'intervenante a parlé de ses propres expériences en tant qu'homosexuelle, en tant que militante et on a vu un film, « Une prière pour Bobby ». C'est un film américain, un classique des années 1970 qui traite du suicide d'un homosexuel rejeté par sa famille. Les gens pleuraient après le film. Le débat s'est très bien passé. Après j'ai vu la page de commentaires sur la page face-book de cette formation : on a créé cette page pour mieux communiquer les informations aux participants et pour leur permettre d'échanger entre eux. Une personne avait écrit : « Est-ce qu'on est militant si on ne milite pas dans les GPT ? J'ai été étonnée du caractère direct de cette question posée en public. Je l'ai trouvée un peu choquante d'abord, puis je l'ai beaucoup appréciée parce que j'ai compris que des gens se battent avec eux-mêmes, contre eux-mêmes, qu'ils ont envie de parler de ces frustrations là, de les partager, de demander de l'aide à nous, aux intervenants, aux compagnons de classe. Ces débats font vraiment réfléchir sur la question de l'engagement pour les droits de l'Homme. C'était un débat très important pour ce certificat.*

*Moi j'essaye de mettre à leur disposition tous les outils qu'il leur faut pour qu'ils puissent apprendre, débattre, échanger entre eux. Et si ça fonctionne bien, et je pense que c'est le cas, alors je suis contente. »*

Voici l'appréciation de Mme Leila Tadj, formatrice, retraitée des Nations Unies en Algérie, assistante du Coordonateur résident et Conseillère spéciale. Elle est spécialisée en planification/programmation & coordination des programmes de développement dont le Genre. Elle connaît le CISP depuis une quinzaine d'années. Elle est intervenue en Réponse d'urgence à Bab el Oued suite aux inondations de 2001 et à Boumerdès suite au séisme de 2003. Elle est récemment intervenue sur les Droits sociaux, économiques et culturels et les dynamiques socio-économiques, dans le cadre du Certificat des droits de l'Homme :

*« Les conférences ont été particulièrement appréciées. Je suis satisfaite car dans les affaires de droit, de principes et de valeurs, si on arrive à retenir l'attention d'une personne on est déjà gagnant.e. » !*

*Le but a été atteint pour plusieurs bénéficiaires, la preuve en est du débat qui a suivi et réussi à convaincre que le vote était un devoir et un droit et que pour jouer le jeu des Droits Humains, le vote blanc était plus approprié que le boycott des élections par exemple.*

*Pour moi, le plus utile a été de sortir des sentiers battus en faisant en sorte que le message que je souhaitais leur transmettre soit passé.*

– À quel moment avez-vous senti que les bénéficiaires s'approprièrent votre message ?

*- Les questions posées étaient un indicateur fort pour le constater.*

*- La redéfinition du rôle du militant dans le positionnement par rapport aux Droits humains et sa responsabilité par rapport à sa vie et à la société.*

*- Un tiers des bénéficiaires sont revenus vers moi lorsqu'ils /elles n'arrivaient pas à formuler certains de leurs questionnements.*

*- Deux tiers des bénéficiaires pensaient détenir la vérité absolue et se sont retrouvés bousculés dans leurs propos.*

*Les bénéficiaires ont compris qu'il n'y a pas qu'une seule vérité, qu'ils soient d'accord avec l'intervention ou pas.*

– Avez-vous eu des retours des formations ?

*– Oui j'en ai eu de la part de deux bénéficiaires : Un jeune de Bejaïa et un autre d'Oran qui sont souvent en contact avec moi. D'autres bénéficiaires n'osant pas prendre contact avec moi passent par le jeune de Bejaïa pour poser leurs questions.*

– Les actions du CISP sont elles efficaces ?

*– Oui parce qu'elles ont le mérite d'exister, ce qui permet de créer des moments d'échanges et de rencontres autour de différentes thématiques d'intérêt avéré. ».*

**Charles Kabeya** responsable pédagogique du certificat des droits de l'Homme évoque son point de vue sur ces droits, sa propre philosophie ainsi que les limites qu'il voit dans ce travail, ses inquiétudes :

*« Ma philosophie des droits de l'Homme est la plus banale qui soit ; c'est celle que tout le monde partage, ce sont les droits qu'on accorde ou pas à telle ou telle personne, mais qui sont acquis dès le départ parce que simplement nous sommes des humains. Ils ont toujours existé, dans toutes les sociétés, avant les révolutions qui les ont formulés. Par rapport à la question de l'occidentalisation du monde, on peut dire qu'il n'y a pas de société où la justice ne soit au cœur de ses activités. C'est une aspiration humaine avec une forme occidentale. La régionalisation des droits de l'Homme existe avec la Charte africaine des droits et des peuples, la Convention des états américains, la Convention européenne des droits de l'Homme. Il ne s'agit pas d'une occidentalisation plate, mais les États occidentaux s'arrangent avec les droits de l'Homme pour imposer leur puissance. Pour autant les militants des droits de l'Homme ne doivent pas être contre les États, quoiqu'ils fassent. Il ne s'agit pas du droit de l'homme sans intelligence parce que porté par le discours de l'État. C'est là que l'on voit que les droits de l'Homme ne sont pas que politiques : ils exigent l'engagement de chacun à œuvrer pour le droit de l'autre. [...] Il faut former la conscience des jeunes, des gens, la conscience de se construire soi-même par*

*l'engagement patient, par la lecture, les former aussi à l'esprit critique. C'est aussi la conscience qu'il faut un État, il n'y a pas de société sans État, sinon c'est la Palestine. Il ne s'agit pas de tirer à boulet rouge sur l'État. [...]*

*Ces jeunes sont courageux et tenaces. Il faut un certain courage dans ce pays, indépendamment de la question du certificat pour vouloir se former aux droits de l'Homme. Ce qui m'a le plus intéressé c'est de constater la curiosité et l'intérêt des participants, leur soif d'apprendre. C'est aussi la confiance et l'assurance qu'ils ont acquises, leur implication dans les écrits. Je vois que les bénéficiaires s'approprient le message quand au moment des restitutions par exemple ils disent : « Tu m'as ouvert les yeux là. » C'est aussi leur envie de poursuivre. Ils en sentent le besoin et ils l'expriment. Parmi les retours des formations il y a, par exemple, un jeune qui, après le certificat, a organisé « l'Université populaire citoyenne » dans le Sud où il a organisé quelque chose pour aider les chômeurs. Un autre veut s'engager auprès des imams pour discuter des droits de l'Homme avec eux.*

*Depuis quatre, cinq ans je revois les mêmes, – un certain nombre d'entre eux – avec les mêmes interrogations fondamentales ; ils sont en recherche permanente, ils cherchent vraiment. Mais le courage et la ténacité ne suffisent pas, il faut des raisons stratégiques. C'est en s'enracinant auprès des populations vulnérables que l'État peut les entendre, qu'il deviendra un interlocuteur. Sinon, revendiquer aboutira au simple remplacement des personnes au niveau de l'État ; une question de places. Je constate que le dispositif que nous avons mis en place a permis aux participants de ne pas se situer uniquement contre et de ne pas tout attendre de l'État, que les droits de l'Homme c'est un travail de la société civile.*

*Ce message commence à passer ; je les vois comprendre peu à peu. Les militants de la LADDH le disent maintenant ; ce n'était pas le cas avant, mais ça ne passe pas si facilement que ça. [...]*

*Oui ce certificat a une légitimité. Pour les professionnels du droit : non seulement c'est unique en Afrique du nord, mais l'approche est très différente de ce qui se fait à l'Université. Les étudiants nous disent qu'ils n'ont jamais vu tout cela jusqu'ici. Ça répond à des besoins des jeunes dans la société algérienne. C'est légitime par rapport à la situation, par rapport à la recherche de solutions, c'est légitime aussi par rapport à la méthodologie. Nous sommes sollicités d'ailleurs pour faire ce certificat en Tunisie. [...]*

*Il manque deux choses aux formations : quand elles durent cinq jours pleins, une coupure avec une demi-journée de repos ferait du bien. L'autre critique que je fais c'est qu'il y a dans la société algérienne des gens professionnellement très engagés. Ils devraient pouvoir venir témoigner : par exemple un médecin qui dirait : Voilà comment je pratique les droits de l'Homme dans l'hôpital où je travaille. Les droits de l'Homme ne sont pas une étiquette, mais une éthique. Par exemple un des participants est devenu gendarme. Il y des gens qu'on croit a priori opposés aux droits de l'Homme. De même un juge ; et Eveline m'a présenté un jeune médecin intéressé par ce que nous faisons.*

*La bonne formation c'est celle qui débouche sur l'auto-formation. Quand on se forme, se forme encore et encore, on n'arrive pas à agir. Il en résulte que les leaders sont déconnectés de la réalité sociale s'ils ne sont pas enracinés dans des communautés ; c'est ce qui arrive, on l'a vu.*

*Je pense aussi qu'il ne faut pas en rester à la tradition des droits de l'Homme en ne voyant que son aspect politique et qu'il faudrait développer l'aspect social, faire naître des associations dans ce domaine. Il faut aussi mettre en œuvre une professionnalisation des participants. »*

## Chapitre 2. Exemples d'interventions sur trois territoires particuliers

Les deux premiers exemples qui suivent et qui concernent deux quartiers particulièrement sensibles d'Alger, l'un à Bab el Oued, l'autre aux Eucalyptus, illustrent bien la démarche du CISP : l'intervention en association avec des partenaires reconnus, la multiplication et la simultanéité des portes d'entrée, comme l'activité culturelle, les formations, et le soutien aux professionnels, le va et vient entre les portes d'entrée, le travail de proximité et les formations, des formateurs ayant bénéficié de plusieurs formations, l'association de la théorie et de la pratique, les médiations du jeu ou des ateliers culturels dans les méthodes pédagogiques, l'information régulière des responsables institutionnels. Il s'agit néanmoins d'une intervention inscrite dans une durée assez limitée. Bien qu'ayant réussi à laisser des actions pérennes ou des traces de celles-ci, cette intervention, par cette limite, a fortement limité la dynamique de sa diffusion.

Le troisième exemple diffère considérablement des deux premiers. Il concerne l'association l'Étoile Culturelle d'Akbou. Les deux premiers s'inscrivent dans une temporalité limitée, liée à la durée des programmes ayant reçu un financement. Le troisième s'inscrit dans un partenariat commencé avec DDH2 et qui n'a jamais été interrompu jusqu'à ce jour, l'ECA copilotant avec le CISP les programmes de celui-ci. Dans son développement et l'ampleur de ses activités actuelles on peut considérer cette association comme l'aboutissement de ce que pourraient devenir les deux premiers lieux considérés dans des conditions identiques de partenariat, sans pour autant sous-estimer les qualités de l'équipe de l'ECA et le charisme de son président.

### 1. L'intervention à Bab el Oued<sup>130</sup>

Le projet s'intitule « Soutien et mise en réseau des acteurs institutionnels et de la société civile pour la promotion des droits de l'enfant et la réhabilitation des enfants victimes de terrorisme. » Il s'agit d'un projet pilote mené du 1<sup>er</sup> décembre 2008 au 31 mai 2011 dans un quartier dont plus de la moitié de la population est âgée de moins de 25 ans. Le projet est effectué en association avec deux partenaires, l'association Amine et l'association SOS culture Bab el Oued.

On note que l'intervention fait suite à des demandes qui ont été formulées par les organisations de la société civile, les institutions et les professionnels de l'aide et du soin. « Cette demande s'explique par le travail de sensibilisation effectué par le CISP auprès des associations, des ministères concernés (Éducation, Solidarité nationale, Jeunesse et Sports, Santé) et par la visibilité des actions menées sur d'autres territoires », note Malika Hamidchi. Le travail effectué par le CISP pour informer régulièrement les responsables semble petit à petit amener ces derniers à plus d'implication, notamment dans la délivrance des autorisations d'absence et de convocations pour les professionnels afin qu'ils participent aux différentes formations et parfois même dans la mise à disposition des espaces pour les activités.

Cependant cette volonté de tisser des liens est soumise à un constant renouvellement car il arrive souvent que les responsables (directeurs d'école ou d'établissements de proximité de la santé) qui encouragent et soutiennent les actions menées sur le territoire viennent à changer de poste. Il est alors nécessaire de reconstruire la confiance pour gagner l'appui et l'engagement des nouveaux responsables. Il en est de même pour les professionnels qui vivent une instabilité socio économique telle qu'elle mine leur volonté d'engagement. Confrontés à la

---

<sup>130</sup> Celle-ci se base surtout sur une évaluation externe effectuée à la demande du CISP : Malika Hamidchi : Évaluation d'une action réalisée dans la localité de Bab el Oued, mai, 2011, 13 pages. Elle est complétée par des extraits d'entretiens auprès de plusieurs formateurs.

question de la pérennité de leurs postes, à la crise du logement et à des ressources insuffisantes, ils ont des difficultés à nouer des liens et à transmettre des compétences dans la durée.

L'action proposée vise le soutien des différentes activités qui ont pour objectifs généraux la promotion et la protection des enfants ayant été impliqués ou encore impliqués dans la situation de guerre civile, et plus particulièrement celle du terrorisme que connaît l'Algérie. La stratégie générale s'inscrit sur deux niveaux : d'une part soutenir la bonne mise en œuvre de la prise en charge des enfants affectés par le terrorisme, et d'autre part, accompagner l'articulation entre la société civile et les institutions afin de permettre la mise en place de stratégies concertées et la réalisation de politiques plus adéquates.

L'action se situe en différents lieux : d'abord dans *le collège Zine El Abidine*.

La direction du collège appuie depuis trois ans le programme de Gestion positive des conflits. Un espace a été mis à disposition par l'institution qui permet à trois enseignants qui suivent une formation de formateurs relais à la gestion positive des conflits depuis début 2011, d'animer en faveur de 13 adolescents des cours d'initiation à la non violence. Ceci se fait sur le temps libre des acteurs et de manière régulière.

Il ressort de l'évaluation que l'action a permis un renforcement des capacités individuelles des professionnels, une meilleure aptitude à gérer les conflits qui surviennent entre les professionnels, entre les professionnels et leurs responsables, entre les professionnels et leurs familles respectives, entre les professionnels et les élèves.

Des professionnels formés sont à présents reconnus par leurs pairs comme ressources pour les aider en matière de gestion positive des conflits. Ils sont même interpellés par des collègues d'autres établissements de la région pour qu'ils les soutiennent dans la mise en pratique des outils acquis, ou bien pour qu'ils les accompagnent dans la résolution de conflits à l'école.

Les familles sont satisfaites de l'activité et des effets positifs qu'ils constatent sur leurs enfants. Certains parents ont même demandé à une conseillère d'orientation scolaire et professionnelle qui a initié un atelier de non violence de faire la même chose pour leurs enfants.

Des enseignants en difficulté dans d'autres établissements font appel aux animateurs afin de les aider et d'organiser des séances d'animation.

Au moment de l'enquête M. Hamidchi évalue à 150 personnes environ le nombre de formés issus de l'Éducation nationale à la gestion positive des conflits, sachant que chacun touche au minimum 100 enfants par année scolaire.

#### *Le Centre d'Orientation Scolaire et Professionnelle de Bab el Oued (COSPE)*

Son directeur est l'un des responsables sensibilisé et sollicité par le CISP. Il a soutenu les actions du CISP depuis le départ, croyant fortement à l'intérêt du travail de réseau et de la gestion positive des conflits. Il a mis à disposition une salle pour les formations du Travail Thérapeutique de Réseau et de Gestion positive des conflits. Cette disponibilité ne se limite pas aux professionnels dépendant du secteur de l'éducation, mais aussi à ceux de la santé, de la solidarité et du mouvement associatif concernés par l'intérêt de l'enfant. Il a confié que dans le cadre de son tout nouveau rôle d'inspecteur de l'éducation, il a intégré quelques savoirs faire, quelques concepts acquis grâce aux formations à la gestion positive des conflits dans la formation de futurs pédagogues. Ayant lui-même expérimenté les bénéfices de ces formations, il soutient leur multiplication.

L'évaluation montre que le Travail Thérapeutique de Réseau a permis aux conseillers d'orientation de renforcer leur capacité d'action en s'ouvrant davantage sur l'extérieur, en travaillent en réseau, en enrichissant leur carnet d'adresses, ce qui a amélioré la prise en charge des enfants des établissements et de leurs familles.

Une psychologue, personne relais depuis 2009 dans le cadre du Travail Thérapeutique de Réseau et coordinatrice des psychologues au sein de l'établissement de proximité de la santé publique (EPSP) a appris des formations à sortir de son cadre professionnel sécurisant pour aller à la rencontre des familles et des professionnels, pour solliciter leur aide et ainsi créer des réseaux sur lesquels s'appuyer et pouvoir orienter les familles en difficulté. Son statut de coordinatrice lui a permis d'organiser une initiation à la gestion positive des conflits pour des psychologues de santé scolaire et des groupes de parole pour la préparation des élèves à

l'examen du baccalauréat. Elle note que la « Clinique de Concertation » est un concept qui débute à Bab El Oued, les personnes intéressées en étant à la phase de construction et d'adaptation individuelle.

M. Hamidchi évalue à 500 le nombre de professionnels qui ont fréquenté l'espace de travail où ont lieu des réunions de suivi et de soutien du réseau, de façon plus ou moins régulière au gré de leurs besoins : lors de difficultés rencontrées par la situation d'un enfant, pour prendre soin d'eux, remplir leur carnet d'adresse ou lors de difficultés rencontrées avec leur tutelle.

*L'association « Vision jeunes » à Bologhine*

Partenaire associé du CISP, l'association « Vision jeunes », rencontrée par l'intermédiaire de l'association Amine, existe depuis plus d'un an au moment de l'évaluation. Elle est composée d'étudiants qui organisent des activités de soutien aux enfants du quartier de Bologhine. Trente cinq membres de cette association ont été formés à la gestion positive des conflits et animent des séances régulières avec les enfants. Cinq d'entre eux suivent une formation de formateurs relais depuis décembre 2010. L'association a organisé des séances pour 300 enfants environ, âgés de six à quatorze ans. Ce programme a renforcé les capacités individuelles des membres. Par ailleurs ceux-ci sont débordés par les demandes des enfants, certains d'entre eux revenant pour assister aux mêmes cours. Comme la plupart de ceux qui suivent ces formations, ces étudiants disent que leur comportement dans la vie de tous les jours a changé, qu'il s'agisse de leurs relations avec leurs proches, avec les collègues, à l'université et bien sûr avec les enfants qui fréquentent l'association.

La directrice de l'établissement mitoyen du théâtre municipal où se trouve le siège de l'association, fait appel à celle-ci et lui envoie des élèves, un rapport de confiance s'étant établi entre ces deux entités.

*L'association SOS Culture Bab el Oued*

Partenaire du CISP, cette association œuvre depuis plusieurs années dans le quartier de Bab el Oued pour la promotion de la culture comme moyen de lutte contre l'extrémisme religieux. Dans le cadre du projet, 20 membres de l'association ont suivi des séances d'initiation et de formation à la gestion positive des conflits. Outre l'apport de cette formation dans leurs relations personnelles, les bénéficiaires ont souligné sa dimension mutualisable : les activités de loisir et de soutien scolaire sont autant de possibilités de mettre en pratique et de sensibiliser les enfants qui fréquentent l'association, mais également ceux qui leur sont extérieurs :

*« Je travaille dans une crèche et je mets en pratique les outils de la GPC ; ce qui étonne les enfants, c'est qu'il n'y a ni gagnant ni perdant, la compétition étant source de conflits. Notre groupe s'est solidifié ; nous avons pu transmettre à d'autres associations et à d'autres groupes ce que nous avons appris, lors de la caravane que nous avons organisée dans différentes wilayate du pays. C'est devenu une deuxième peau. »*

Différents séminaires ont été organisés sous la forme de rencontres, de réflexion et de débats autour du thème « Comment vivre ensemble ? », et sur des thématiques plus spécifiques telles que l'engagement. Les jeunes de SOS Culture ont repris cela à leur compte, multipliant les rencontres-débats en y associant de jeunes gens, de grands adolescents pour promouvoir la citoyenneté. C'est ainsi qu'ils ont organisé le 1<sup>er</sup> novembre, journée de commémoration du déclenchement de la guerre de l'indépendance, une journée sur le thème « L'engagement du jeune algérien aujourd'hui et demain ». M. Hamidchi souligne ici que les référents de l'association se sont mobilisés et ont créé du lien avec les responsables d'une Maison de jeunes et avec ceux d'une association de scouts afin de trouver un espace qui permette que ces rencontres s'installent dans la durée sans coût financier.

Cette remarque est d'autant plus importante que bien des associations ont du mal à trouver des espaces où se rencontrer de façon régulière et que le fait de ne pas avoir de siège repérable, faute de local, freine considérablement leurs activités tout comme leur visibilité.

#### *L'association Amine à Bab el Oued*

L'association Amine, en partenariat avec le CISP, œuvre principalement au sein du CHU de Bab el Oued dans le service de pédiatrie, et mène des actions auprès des enfants malades. Le projet lui a permis d'organiser des journées thématiques, des groupes de parole et la mise en place d'un espace « école à l'hôpital ». Elle a su également tisser des liens avec les institutions (ministères de la Santé, de la Jeunesse et de l'Éducation) et avec les organisations de la société civile (« Vision jeunes », SOS Culture Bab el Oued).

Les journées thématiques ont eu pour effet de stimuler et d'encourager les médecins. Elles leur ont permis de prendre conscience de leurs aptitudes et de mener des réflexions de haut niveau. Cela a eu des répercussions sur l'établissement et auprès des professionnels. Elles ont aussi été des occasions de soutenir et de plaider en faveur des droits des enfants et surtout en faveur du travail d'équipe pluridisciplinaire et de réseau.

L'espace groupe de parole, « groupe Balint », mis en place depuis six ans, regroupe 14 professionnels de la localité d'Alger. Malgré toutes les difficultés que rencontrent les professionnels des institutions publiques pour bénéficier de formations ou de groupes de parole, ces groupes permettent aux soignants de déposer leurs angoisses, de réfléchir à leur profession, de ne pas se sous-estimer afin d'avancer et de mieux prendre en charge les enfants et leurs familles. Un des effets de cette action est le fait que les familles sont mieux reçues et écoutées.

L'espace « école à l'hôpital » touche directement les enfants malades et leurs familles. Il met au travail des enseignants, des soignants, des éducateurs spécialisés de la jeunesse et les associations. Ces professionnels suivent les formations en gestion positive des conflits et au Travail Thérapeutique de Réseau. Des difficultés sont apparues du côté des enseignants détachés sans aucune préparation ou formation spécifique ; et lorsqu'il est apparu que le Ministère détachait régulièrement des personnes différentes cela nécessitait, d'une part d'organiser des ateliers de soutien et des groupes de parole et, d'autre part, de renouveler chaque année cette organisation.

L'évaluation se conclut sur un double constat : les objectifs poursuivis ont été atteints et le mot « engagement » a été entendu tout au long des entretiens, les entraves à celui-ci ayant été vécues par les différents acteurs comme une frustration.

Voici ce que nous disent quatre ans après la fin de ce projet pilote plusieurs de ses acteurs, d'abord le Professeur Laraba, chef de service en pédiatrie au CHU de Bab el Oued :

*« J'ai créé une association qui s'occupe de l'humanisation des soins avec une vision du soin ambitieuse : que le soin soit plus proche, plus humain, quand la technique fait de l'homme une chose, l'éloigne ; mettre l'accent sur l'homme. La formation, la pratique, tout concourt à éloigner le soin de l'homme. La question c'était comment introduire à travers des activités des nouveaux acteurs à l'hôpital, des animateurs, des éducateurs qui permettent de réduire la rupture que représente l'hospitalisation chez l'enfant. On a donc lancé « L'école à l'hôpital », créé des espaces. On a repeint, mis de la couleur, introduit de nouvelles activités, organisé des réunions avec tous ceux qui entourent l'enfant : les infirmières, les éducateurs, les assistantes sociales, les médecins, les psychologues pour parler des problèmes. C'est une conception du soin : mettre au centre l'enfant, pas la maladie. D'où la création d'espaces pour les enfants et pour les mères qui sont là et qui souffrent, des groupes de parole.*

*On a créé des espaces de parole pour les professionnels qui sont plus ou moins des groupes Balint qui ont marché plus ou moins bien et qui sont toujours en cours, qui réunissent tous les spécialistes qui entourent l'enfant. Il y a un espace pour les psychologues qui marche.*

*Nous organisons des sorties pour les enfants avec le personnel soignant et les parents, au moins huit sorties par an, quatre excursions et quatre sorties pédagogiques,*

*mais il n'est pas évident ici que les maris laissent sortir leurs femmes pour accompagner les enfants. Nous organisons des soirées, nous faisons des repas, 12-13 repas par semaine. Ce sont les mamans qui les préparent, des gens nous amènent des moyens. Nous avons une cuisine en bas. Le soir nous avons les repas où viennent les mamans, les enfants, les soignants et d'autres enfants ; cela se fait sur la base de la bonne volonté.*

*On a eu un échec, celui de « L'école à l'hôpital ». L'organisation de l'école est une catastrophe. Au Ministère ils n'ont jamais été convaincus de l'intérêt de « L'école à l'hôpital ». Ils ont parachuté des personnes qui n'avaient pas de poste et qui n'étaient pas formés. Ici, les enfants changent tout le temps, certains sont très malades et vont mourir, ils ne sont pas préparés à ça. On a dû les former sur la psychologie de l'enfant, sur la psychologie de l'enfant malade, créer un espace d'analyse des pratiques parce qu'ils étaient paumés. Maintenant on forme des éducateurs, on en a eu de la Santé, de la Jeunesse mais ils ne sont pas formés à ça. Mais j'y crois.*

*On a organisé des formations et des lieux d'expression pour les soignants : on a eu une formation avec Nadia, qui a beaucoup apporté dans les échanges. Ça a énormément contribué à l'évolution de ma pratique. Je suis plus calme, il y a un travail qu'on fait sur soi, des remises en question qui ne sont pas toujours faciles dans mes rapports avec moi, avec les autres. On vous apprend à voir l'autre comme un grand professeur ; il s'agit de voir les autres comme des hommes qui cherchent à avancer.*

*Il y a des choses qui ont continué, notre réflexion collective a beaucoup évolué. On a avancé sur la problématique de l'humanisation des soins, c'est plus compliqué que la lutte contre la douleur. Nous recevons des étudiants résidents, des internes. À un moment ou un autre ils entendent et, au fond, les gens ne demandent que ça. »*

Voici ce qu'en dit Laurent Dumoulin, formateur belge :

*« Je suis intervenu dans le groupe Balint pendant plusieurs années. Puis l'idée est venue de travailler à former les gens à la technique du Balint, mais quand j'y allais, c'était limité à trois jours, il aurait fallu en faire plus, une demi-journée par mois, amplifier et que les algériens le reprennent. J'y suis allé pendant un an tous les deux mois pour les former. C'était Handicap International qui finançait. Handicap a revu sa politique en se recentrant sur le handicap et ça s'est écroulé. Eveline a repris, mais c'était compliqué ; en particulier obtenir l'aval de mon chef de service en Belgique n'était pas évident. À cette époque Eveline a changé de poste, elle travaillait sur l'Afrique, au niveau de la coordination des projets, l'équipe du CISP à Alger a été réduite pour pouvoir se recentrer sur d'autres pays.*

*J'avais inclus les familles dans la formation. Quelqu'un exposait la situation d'un enfant, mais la question de sa famille n'apparaissait pas, alors qu'ils travaillaient avec les familles, comme si ça allait de soi et je ne suis pas parvenu à inclure la famille dans mon schéma. Mais petit à petit la maman était là en permanence et sa représentation de l'hôpital n'était plus du tout la même.*

*Ceux qui se sont approprié la démarche des groupes Balint l'ont fait individuellement. Pour amener des médecins d'autres services de l'hôpital, le Dr Laraba négociait, il était très prudent. La question du pouvoir chez les médecins est très forte en Algérie, c'est plus fort en Algérie qu'en Belgique. Les professeurs sont hyper formés, ils ont été formés en France. Il y avait des morts dans le service d'oncologie infantile, et les médecins sont venus. Ils disaient après les séances que c'était la première fois qu'ils avaient cette occasion et que cela leur faisait du bien. On a semé quelque chose. Tout le travail autour des émotions par exemple. Ce n'est pas de la théorie qu'on plaque et c'est dans un lien que les choses se font. »*

Et aussi Florence Buseyne, formatrice :

*« À Bab el Oued je suis intervenue pour des formations de trois à quatre jours par an pendant cinq ans, pas plus, parce que le but c'était qu'ils forment d'autres éducateurs de rue. Je travaillais en partenariat avec l'association Amine. La porte d'entrée c'était comment monter des projets générateurs de sens dans la rue. En fonction de ce que les gens ont à y mettre, on le travaille ensemble et ça a des répercussions sur le quartier. On travaillait dans un site protégé ; c'était simple et facile parce que je travaillais avec une équipe de cinq personnes accueillantes et qui en redemandaient toujours. Ils suivaient d'autres formations, à la « Clinique de Concertation », des modules avec Jean-Marie Lemaire et École et Famille, des psychodrames, avec Laurent qui leur apprenait la prise de parole. J'utilisais ce qu'ils amenaient et voyais comment le transmettre dans l'équipe ; on avait un budget pour le matériel. Puis j'allais à la Maison de quartier. Le va et vient constant entre les deux lieux, c'est ça qui était intéressant. On utilisait les jeux de coopération et on construisait des projets en fonction de ce qui arrivait dans les ateliers. C'est hyper important d'avoir un minimum de choses qu'ils rapportent. Par exemple un sachet en plastic ou une bouteille vide. Comment à partir de ça en faire un outil pédagogique, ce qu'on peut en faire en art comme lien. On a fait des ateliers avec les bouteilles, le sachet en plastic, un atelier autour de la musique, un autre autour de la mode. Pour moi ça s'est bien passé, ils étaient à l'heure. Il était important pour moi qu'ils prennent soin d'eux : beaucoup travaillent de façon bénévole. Il est important de prendre du temps pour les écouter, écouter leurs soucis, écouter leur utopie. Et c'était bien aussi qu'ils se retrouvent entre eux, qu'ils s'amusent et qu'ils se défoulent. »*

La coordinatrice du projet au CISP :

*« Des ados du CEM Zine El Abidine après trois années de participation aux ateliers de prévention et de gestion des conflits, prennent la parole pour dire qu'ils faisaient partie des élèves « intenables », « grossiers »... et qu'ils sont devenus, fiers d'eux-mêmes, soutenant pour les autres élèves et même pour les enseignants et qu'ils veulent poursuivre leurs attentions constructives au Lycée.*

*Je reçois des nouvelles régulièrement. Notamment de trois enseignants, des professionnels de Bab el Oued.*

*Le Ministère de l'Éducation souhaite s'emparer de l'expérience menée jusque là. J'ai mis en lien le CISP avec ce ministère afin de profiter de cette opportunité et l'inscrire enfin au plan national et durable. La principale retombée est bien le travail sur la violence à Bab el Oued et le fait que ces activités et sa méthodologie intéressent le Ministère de l'éducation aujourd'hui. »*

Mme Karima H. est Chef de bureau au sein de la Direction de l'Éducation nationale de la Wilaya d'Alger et chargée de la pédagogie et de l'évaluation de cette dernière. Elle a été le lien entre l'Académie de l'éducation et le CISP sur le projet de Gestion Positive des Conflits, vers 2006. Elle a eu pour mission de désigner des enseignants, des conseillers pédagogiques, des psychologues scolaires, etc. qui suivraient la formation à la GPC et au Travail Thérapeutique de Réseau. À cette occasion elle a elle-même suivi la formation à la Gestion positive des conflits

Elle observe que, malgré l'efficacité et l'intérêt des outils proposés, il y a eu beaucoup de défections de la part des enseignants, ceux-ci ne voulant prendre sur leur temps personnel pour suivre ces formations, les jeunes professionnels de l'éducation travaillant dans des conditions difficiles et ne « faisant pas ces métiers par choix ou par passion, mais juste pour s'assurer d'un salaire à la fin du mois. »

Voici comment elle évalue les résultats de cette intervention :

*« C'est l'équipe du CISP qui a demandé à travailler sur la zone de Bab el Oued. L'équipe a étudié l'opération, elle avait planifié son action dans cette zone, car*

*il est vrai que c'est un quartier populaire qui avait connu beaucoup de violences dans les années 1990.*

*Le projet était bien réfléchi et argumenté ; je dois d'ailleurs dire que j'ai beaucoup aimé travailler avec le CISP parce qu'ils sont professionnels. Nous n'avons jamais eu aucun souci avec eux, c'était un plaisir de collaborer ensemble. [...]*

*Là où il y avait des gens sérieux, on a constaté les résultats : Déjà dans la conduite des élèves, qui étaient beaucoup plus calmes et posés, mais aussi au niveau des notes où on a constaté une amélioration, particulièrement au collège Okba et au Lycée Emir Abdel Kader.*

*Pour ma part, je pense que nous avons fait des erreurs au niveau de l'identification des professionnels de l'Éducation. Peut-être qu'on aurait d'abord dû sonder l'intérêt des personnes avant de les désigner et de les convoquer. En dehors de ça, l'expérience a été formidable, que ce soit pour les professionnels ou les élèves.*

*On ne savait pas que ce type d'activités existait en Algérie et nous avons appris beaucoup de choses qui ont servi à beaucoup d'élèves. »*

Voici pour finir ce que dit l'ancien directeur du collège Zine El Abidine, maintenant proche de la retraite, de ces formations et de leurs effets :

*« Je dois vous confier que lorsque j'ai été affecté à cet établissement, je doutais de mes capacités à le prendre en charge convenablement, surtout cet établissement là, un établissement difficile, dans un quartier difficile. Il n'y avait aucune discipline et une ambiance !... Tout le monde vivait dans une violence inouïe, personne ne pouvait faire son travail convenablement, et il y avait une certaine instabilité au niveau de l'encadrement, ce qu'on peut comprendre. J'ai eu peur, j'avais des craintes de ne pas avoir les forces physiques et mentales pour y arriver. Je suis allé voir les responsables pour leur dire que je ne pouvais pas. Ils ont insisté pour me demander de rester.*

*Ce que j'ai vécu avec le CISP, cette expérience, franchement m'ont aidé. Je ne savais pas que j'avais ces capacités là, ces ressources pour affronter ça. Leur approche, leur façon de parler aux gens ça m'a aidé, j'ai réussi et j'en suis satisfait.*

*On a appris en premier lieu à identifier les difficultés et à les exposer. Puis on a su s'y prendre avec les adultes et avec les enfants. Par exemple quand un enfant faisait une bêtise, on ne cherchait pas nécessairement à le sanctionner ; on essayait de comprendre pourquoi et on demandait de l'aide, par exemple à la psychologue scolaire. On parlait de la famille, on accompagnait la famille avec la psychologue pour un rendez-vous. On sortait du collège.*

*Ce qu'on fait avec les enfants doit pouvoir être motivant pour pouvoir continuer l'expérience. Quand vous participez avec le CISP, que vous arrivez à ouvrir d'autres horizons, c'est motivant. Au départ on était bien cloîtré, on connaissait le collègue de l'administration, le collègue enseignant.*

*Personnellement je peux dire que j'ai connu beaucoup de situations difficiles où ça a marché. Par exemple une famille où la maman était absente, elle était retournée vivre dans sa famille et avait laissé ses trois enfants à son mari. L'enfant de dix douze ans s'occupait de ses deux petites sœurs. Il attendait la petite à la sortie de l'école, ils s'attendaient mutuellement. Il avait des difficultés, j'en ai parlé avec lui et j'ai compris. On a organisé les choses de façon à ce qu'ils puissent rentrer dans l'établissement après s'être attendus à la sortie, j'ai demandé que la mère vienne à l'école pour en parler avec elle. On a eu des échos sur le fait que la mère était revenue au foyer, les enfants allaient bien, ils sont stables, ils travaillent bien. On a réussi à les accompagner. Avant on ne cherchait pas à comprendre et à trouver des solutions. Pas plus tard qu'il y a deux jours – cinq ans plus tard – la maman est venue me saluer avec sa fille et m'a demandé de la transférer dans un autre établissement. Quand des anciens collègues ou des anciens élèves viennent vous saluer, ou bien quand des collègues vous demandent de ne pas partir de l'établissement ça fait chaud au cœur.*

*On a réussi à travailler avec l'ensemble de l'établissement, on discutait, on était à l'écoute des collègues, on a travaillé à la stabilisation de l'établissement, on trouvait des solutions aux difficultés.*

*Je cite volontiers un exemple : au départ il y avait beaucoup de dégradations matérielles dans l'établissement. Quand on voit le parcours qu'on a fait, on était arrivé à zéro dégradation ! C'est très important.*

*Avec le CISP vous allez connaître la solidarité, vous allez connaître une intégrité morale, vous allez aussi identifier une autre ressource qui vous aidera à mieux faire votre enseignement, à mieux faire de la pédagogie. Vous savez, quand vous avez « fréquenté » le CISP, que vous avez travaillé en atelier, vous avez acquis quelque chose de nouveau, vous avez une autre approche, une autre vision. Vous avez une expérience unique que vous ne pouvez pas trouver ailleurs. Vous faites un travail qui vous apporte un plus.*

*On parle de violence, on critique tout le temps les parents. Ont-ils les moyens de parler, d'agir ? Le travail avec le CISP remet aussi en question notre manière de travailler. On a bien vu qu'on avait des insuffisances. On vous forme comme pédagogue, comme psychologue.*

*J'ai assisté quelquefois au travail des enseignants et j'ai eu aussi pas mal d'échos : ils ont changé leur manière de conduire la classe, le rapport entre les enseignants et les élèves était bien meilleur. Ces enfants travaillaient mieux avec ces enseignants qu'avec ceux qui n'ont pas suivi les formations, ils étaient plus à l'aise avec eux, ils étaient concentrés, respectueux, à l'écoute des enseignants. Ceux qui ont participé à ces formations ont gardé des contacts avec leurs anciens élèves. »*

## 2. L'intervention aux Eucalyptus<sup>131</sup>

L'action du CISP dans ce quartier du sud est dans la wilaya d'Alger concerne « le renforcement du dialogue démocratique et de la participation citoyenne des jeunes femmes dans la gestion des politiques de développement local ». Ce projet fait partie d'un projet global qui porte sur deux communes, Oran et les Eucalyptus. Ce projet, d'une durée de cinq mois entre septembre 2012 et mars 2013 a été financé par l'ONU femmes.

La commune des Eucalyptus qui a connu un développement démographique très rapide dispose d'équipements collectifs très insuffisants au regard des besoins de la population. Les établissements scolaires enregistrent une moyenne de 50 élèves par classe et les équipements en santé, sport, culture loisirs... sont tout aussi insuffisants.

Le CISP avait auparavant établi des liens avec le PAPC dès 2009 en formant les professionnels de l'APC dans le développement du travail de réseau, puis en menant des actions de sensibilisation et d'initiation des jeunes à la participation au développement local.

Les émeutes de la jeunesse de janvier 2011 avaient touché le quartier des Eucalyptus, comme elles avaient touché celui de Bab el Oued. Le siège de la mairie des Eucalyptus avait été incendié. Cette commune avait subi le diktat des terroristes du GIA et aujourd'hui elle connaît un climat marqué par la misère, l'exclusion sociale et l'absence de toute perspective pour une population juvénile constituant plus de 60 % des résidents.

L'objectif de développement du projet global est le renforcement de l'interface entre les acteurs non étatiques et les acteurs étatiques locaux en Algérie, dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement durable, en augmentant la transparence de la gouvernance locale.

L'objectif spécifique est la qualité de la participation citoyenne, des femmes en particulier dans la wilaya d'Alger, dans l'amélioration de la politique de décentralisation,

---

<sup>131</sup> L'évaluation de cette action repose essentiellement sur l'évaluation effectuée par Bouchra Fridi Kessai dont nous reprenons ici l'analyse : Le renforcement du dialogue démocratique et de la participation citoyenne des jeunes femmes dans la gestion des jeunes femmes dans la gestion des politiques de développement local, mars 2013, 45 pages. S'y ajoutent à titre complémentaire quelques extraits d'entretiens.

laquelle est soutenue grâce à une meilleure définition, un monitoring et par la mise en œuvre de projets de développement local.

Bénéficiant du soutien du président de l'APC, l'action du CISP est réalisée en partenariat avec deux associations : l'association locale El Manar implantée dans la commune dont le mandat concerne l'insertion socio économique des femmes, travaille en lien direct avec l'APC, et avec d'autres associations féminines de quartier. Elle a une fonction de relais entre la société civile locale et les autorités locales et constitue un soutien fiable quant à l'accompagnement du Conseil Communal des jeunes. L'Association Nationale pour les échanges entre Jeunes (ANEJ), est chargée de l'orientation et de l'accompagnement vers l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ce projet elle a la tâche d'informer et de sensibiliser les jeunes et les associations, essentiellement féminines de la région sur les dispositifs existant en matière socio professionnelle.

L'axe du projet pour lequel le CISP et ses partenaires ont obtenu le soutien de l'ONU Femmes concerne prioritairement pour l'année 2012 des actions d'analyse de terrains et des formations qui vont porter et accompagner la démarche de création du Conseil Communal des Jeunes à être un relais constructif entre les autorités locales, les associations et les citoyens.

L'étude concernant l'analyse de terrain demandée par le CISP n'a pas atteint le but de permettre à l'équipe de projet d'avoir une meilleure connaissance du territoire de la commune. Et la coordinatrice a jugé les échéances trop courtes pour demander la révision de l'étude, aussi ce sont les formations qui ont fait l'objet de l'évaluation effectuée par Bouchra Fridi Kessai.

*En ce qui concerne la formation et l'accompagnement : renforcement des compétences en montage et gestion de projets de développement local.*

Suivie par 18 membres associatifs (12 femmes, 2 hommes) dont une élue de L'APC, elle a été perçue comme très réussie. Selon les personnes rencontrées, elle a permis de structurer les idées, appris à écrire un projet, a appris la méthode de budgétisation, la formatrice ayant été perçue comme un exemple à suivre par sa patience et sa persévérance. Certains disent appliquer la méthode de budgétisation dans leur vie privée.

La formation à la Gestion Positive des Conflits a pu être traitée dans tous ses éléments, l'accompagnement en individuel, c'est-à-dire par association, ayant permis d'en approfondir la compréhension.

#### *Le Conseil Communal des Jeunes.*

Trois formations leur ont été proposées, l'une concernant les « outils de communication constructive et de gestion positive des conflits », la seconde sur l'écriture d'une charte/règlement intérieur pour des groupements/associations relativement à la nouvelle loi des associations, la troisième portant sur l'initiation à la construction d'un projet de développement local.

Les participants déclarent que c'est la formation à la gestion positive des conflits qui a confirmé leur engagement dans ce projet. Elle leur a appris à mieux se conduire les uns avec les autres et notamment à mener une réunion jusqu'au bout en s'écouter, en respectant leurs divergences et à aller de l'avant.

Le groupe des jeunes déclare que c'est pour eux leur première expérience de mobilisation dans un cadre associatif pour la majorité d'entre eux. Ils disent avoir été marqués par ce qu'ils ont découvert dans les sessions de sensibilisation à la citoyenneté, que ce sont ces formations là qui ont été le moteur de leur projet de créer un Conseil Consultatif de Jeunes. Ils ont découvert quels étaient leurs droits et leurs devoirs. Ils ont découvert qu'ils pouvaient exercer leur droit de participation à la gestion de leur commune et promouvoir une citoyenneté active en se rassemblant au sein d'une association, en s'organisant.

L'idée de créer un conseil consultatif s'est renforcée progressivement. Les jeunes affirment que leur engagement a été complètement déterminé et renforcé par les formations qu'ils ont reçues et par l'appui qu'ils ont eu de la part de la coordinatrice du projet du CISP. Cependant ils estiment avoir besoin d'autres formations encore. Ils avancent quelques thématiques comme l'animation, le leadership, comment intervenir auprès des jeunes en difficulté... Ils souhaitent inviter les membres du Conseil consultatif communal aux formations

afin de créer des liens de collaboration entre les deux entités. Ils ne se sentent pas prêts à être dispensés de l'appui de la coordinatrice.

Le seul bémol émis à propos de la participation des jeunes concerne la présence des jeunes filles qui ne représentent que le tiers des participants.

*L'expérience pilote d'accompagnement des jeunes stagiaires à l'insertion économique.*

180 stagiaires ont participé aux séances de sensibilisation-information, et 46 stagiaires aux séances de sensibilisation-accompagnement.

Un des enseignants souligne : « Avant la formation, le seul objectif qu'avaient les stagiaires c'était d'obtenir un diplôme et de chercher ensuite une place dans un atelier. Maintenant ils pensent à la réalisation d'un microprojet. Plus que d'apprendre un métier, ils sont intéressés maintenant à développer leurs connaissances pour élaborer un projet bien construit. Ils s'intéressent aux coûts des équipements, de la matière première, au temps nécessaire pour réaliser un produit ». D'autres professionnels ajoutent : « Maintenant qu'ils savent comment s'adresser à ces dispositifs, ils ont plus de motivation pour poursuivre leur formation. Ils disent qu'ils ont un but maintenant. Certaines stagiaires venaient juste pour ne pas rester à la maison, là elles sont devenues attentives parce qu'elles ont un but ». Le directeur quant à lui affirme que « cette première expérience est un succès car elle a créé la confiance en l'avenir chez le jeune. Il sait maintenant ce qu'il doit faire dès la fin de sa formation ; il est préparé pour un long parcours. »

À ces résultats s'en ajoutent d'autres qui n'étaient pas prévus et qui concernent les effets de la formation sur les enseignants : la formation valorise les formations aux métiers et motive les enseignants. Selon le formateur, les méthodes pédagogiques utilisées : visualisation par power point, la disposition des stagiaires en cercle, les exercices en petits groupes ont interpellé les enseignants quant à la qualité de l'attention des élèves et le calme pendant les séances. Les contenus introduits par les sensibilisations, les méthodes pédagogiques ont introduit des remises en question par les enseignants et par le directeur de leur pratique.

La réussite de cette formation s'est conclue par la signature d'une convention entre le CISP et le CFPA pour sceller leur partenariat et l'inscrire dans la durée

*Cinq associations de jeunes femmes sont renforcées quant à leur capacité de gestion de petits projets de développement local, en collaboration avec les autorités locales.*

L'enthousiasme avec lequel ces femmes se sont exprimées au cours du groupe de discussion, la teneur de leur propos ne laisse aucune place au doute. Elles ont pu renforcer leurs capacités. Leur énergie semble décuplée parce qu'elles se sentent renforcées et également soutenues dans leur quête du savoir et de la formalisation de leurs actions. Elles restent réalistes, elles ont conscience du parcours qui leur reste à faire pour acquérir une notoriété et une capacité d'action reconnue par les bénéficiaires, les autres associations, les autorités locales et, au-delà, du territoire de leur commune.

Pour finir, l'évaluation note deux points forts du projet : d'une part le choix du territoire des Eucalyptus. « Les services communaux ont conjugué leurs efforts à ceux des citoyens, des membres des comités de quartier des lycéens et des collégiens pour rétablir et maintenir l'ordre au sein de ses quartiers. Lors du second mandat du maire, celui-ci a procédé à la création de comités consultatifs multiples. D'autre part la flexibilité et la souplesse dans sa programmation que s'est autorisée la coordination du projet dès la formulation de celui-ci dans la demande de financement afin de favoriser la participation de tous les acteurs à sa mise en œuvre, ce qui a permis de modifier la mise en œuvre de certaines activités et d'en ajouter de nouvelles pour mieux répondre aux besoins et demandes des participants.

Enfin il est noté qu'un travail considérable a été effectué lors de ce projet et qu'il est dommage qu'il n'ait pas été consigné.

Deux ans après la fin de ce projet voici ce qu'en dit la coordinatrice CISP du projet :

*« La formation à la « Clinique de Concertation » a été un temps extrêmement important. Des professionnels qui y ont été formés m'appellent encore pour exprimer des changements dans leurs pratiques, regrettant de ne pas être mis au travail par le CISP (pour soutenir leur reconnaissance par la tutelle) [...] »*

*Des jeunes des Eucalyptus continuent d'animer des ateliers « écologie et citoyenneté », d'autres écrivent des projets associatifs, d'autres encore poursuivent leurs participation active dans le développement de la commune, et encore d'autres s'organisent en association.*

*J'ai vu du changement auprès des jeunes, auprès des éducateurs et auprès des femmes dans les associations, des changements par exemple dans leur vie conjugale (la prise en compte de leur parole, de leur propositions d'organisation financière, des changements dans la cohabitation hommes et femmes, des changements au niveau des sorties aussi (des filles ont pu s'éloigner de chez elles pour quelques jours), des progrès dans les réflexions et dans les vies de familles. [...]*

*Une présidente d'association pour la formation des femmes démunies, Nadja, a appris à parler, sans crainte à des responsables étatiques (Maire, Directeur du Centre de formation, Chambre de l'artisanat...), avec un langage qui lui donne confiance et qui impose qu'on l'écoute plus. Elle a formalisé l'existence de son association après des années de clandestinité par crainte vis-à-vis des autorités locales. En plus elle a écrit et mis en place un projet (une subvention en cascade) et s'est retrouvée connue et reconnue par la population de la commune. Elle a à un moment fait une erreur de calculs du budget pour l'organisation d'une activité. Elle a eu peur d'en parler à son époux. Elle a fini par lui en parler pour qu'il l'aide, en lui promettant de fermer l'association. Son époux l'a surprise en lui demandant de ne surtout pas cesser ses activités, et en lui disant que l'erreur est humaine ! Nadja avait peur de son époux et elle est passée à une relation de dialogue conjugal !! [...]*

*J'ai vu que nous avons souvent des retours sur la vie personnelle des participants, j'ai remarqué un changement dans la manière de se comporter au quotidien, à l'écoute des bénéficiaires/cibles d'associations, capables d'ouvrir le dialogue avec des structures et/ou des personnes qui ont des idées opposées, permettre la réunion de filles et de garçons dans un même espace sans crainte. [...]*

*J'ai entendu un changement dans le langage employé, surtout dans la commune des Eucalyptus, concernant les jeunes et les associations de femmes. Leur langage donnait à entendre leurs compétences et savoir faire. Ils ont osé aller à la rencontre des responsables étatiques et imposer leur présence par le langage de la loi. J'ai remarqué plus de mixité dans les groupes. [...]*

*Oui il y a eu des résultats inattendus ! L'impact de l'écriture d'un projet sur la vie familiale (Nadja plus haut, et les jeunes soutenus par leurs familles pour participer au projet et aux voyages). Il y a eu la demande grandissante en soutien à l'écriture de projets. Le besoin exprimé vers une officialisation d'associations clandestines. Des demandes clairement exprimés à mieux comprendre ce que dit la loi sur différents sujets. [...]*

*Des parents sont venus me remercier pour le changement de leur enfant (des parents inquiets face aux sorties de leurs enfants n'étaient rassurés que quand les jeunes rejoignaient le Conseil Consultatif, quelle que soit l'heure, le jour et d'autres parents ont laissé leur fille partir à Oran !)*

*Je ressentais de l'enthousiaste au démarrage et je revoyais mes ambitions selon les réalités au fur et à mesure. Je me sentais à ma place, dans le confort même, face aux difficultés. »*

### **3. Le territoire d'Akbou : démultiplication des synergies et *philia***

La similitude des actions de L'ECA en ses différents domaines d'intervention et de celles du CISP qui travaillent en un étroit partenariat invite à en souligner les traits :

À partir de l'établissement de son partenariat avec le CISP, l'ECA oriente l'ensemble de ses activités sous l'égide des droits humains et de manière directe, qu'il s'agisse des droits humains en général ou plus spécifiquement des droits des jeunes, des droits des enfants, et des droits des femmes. Pour ce faire elle a recours à l'ensemble des outils qu'elle a acquis avec le CISP. Elle les transmet aussi en collaboration avec celui-ci, qu'il s'agisse des formations à la

gestion positive des conflits, à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, à la philosophie pour enfants, à la gestion des associations et à l'engagement, aux formations à la citoyenneté et aux droits humains. Elle participe également aux formations relatives au genre et à l'Université d'automne.

Le développement des associations est un des objectifs poursuivis par l'ECA, conjointement avec le CISP. Nombre de ses membres et adhérents étant devenus formateurs à leur tour, ceux-ci participent à la formation de leurs cadres associatifs pour leur permettre de s'asseoir dans la durée. Ces cadres sont souvent sollicités par les associations à titre de consultants pour accompagner des militants, depuis la création de leur association jusqu'à leur projet de développement. L'association poursuit également un travail d'accompagnement des professionnels de trois secteurs de l'éducation, de la santé et de la solidarité sur le travail de soutien de l'enfant victime de maltraitance et forme dans ce but les professionnels au Travail Thérapeutique de Réseau.

Œuvrant à la construction de l'avenir de l'Algérie, elle joue un rôle particulièrement important dans les écoles et auprès des jeunes en leur donnant accès à cette démarche globalisante, qu'il s'agisse de l'École du Jeune Citoyen (ou école de la deuxième chance), du Centre d'Écoute et d'Information des Jeunes à Sidi Ali, un quartier difficile, ou de la création du premier Conseil Communal des Jeunes. Celui-ci, conçu pour être un modèle du genre, essaime dans d'autres villes, certains d'entre eux fonctionnant déjà, d'autres étant en construction avec l'aide de l'ECA. À l'occasion de ces actions l'ECA initie des formations des jeunes à la citoyenneté et des formations d'adultes relais sur ce thème ainsi qu'aux techniques d'animation, en partenariat avec le CISP. Elle forme et soutient, avec l'association Tudhert, la première association de parents d'élèves agréée comme telle qui organise des conférences en direction des parents sur des sujets comme la réussite scolaire ou la violence à l'école. Le grand succès rencontré auprès des familles par ces interventions inspirera d'autres parents d'élèves à s'organiser sur ce modèle.

L'ECA travaille également avec quatorze associations féminines en Algérie et a construit un plaidoyer en faveur des droits de la femme. À ce titre, elle a été partie prenante du mouvement qui a permis des amendements pour 17 articles du code de la famille. Elle s'investit également dans un mouvement culturel qui revendique l'identité berbère, à travers ses festivals notamment.

Parallèlement, à l'avant-garde de la construction de la Fondation Anna Lindh, un réseau des réseaux comptant plus de 4000 associations, l'ECA est le chef de file des 160 associations algériennes que compte ce réseau. À ce titre elle a réussi rallier ces dernières à la cause commune, le vivre ensemble et le soutien aux populations défavorisées. En partenariat avec le CISP, elle monte en particulier un consortium d'associations sur une dizaine de wilayate pour la promotion des droits de l'enfant à travers la diffusion de l'exposition interactive « apprendre à exercer les libertés » et 43 séances de vulgarisation de l'exposition. Plus généralement ce réseau lui permet aujourd'hui d'élargir ses activités aux quatre coins du pays en travaillant avec des partenaires présents dans quarante-huit wilayate ; il lui permet aussi de renforcer sa capacité de plaidoyer pour les différentes causes défendues en commun.

On peut retenir trois traits majeurs caractéristiques de l'action de l'ECA : d'une part une stratégie continue visant à conjuguer et mobiliser les synergies, associations et partenaires, pour mieux ancrer les activités destinées à la promotion des droits de l'Homme sur le territoire et les faire essaimer. D'autre part, sur le fond, ses compétences acquises pour constamment associer savoirs faire, savoirs être et savoir vivre, en conjuguant l'art et la culture avec l'éducation à la citoyenneté, la pratique de l'éthique relationnelle, les divertissements et la fête. Par ailleurs un axe majeur de ses projets consiste à renforcer l'interface entre les acteurs étatiques et non étatiques autour de la situation des femmes et des jeunes, en insistant sur l'importance de la participation active des citoyens dans la gestion de la Cité. L'élection du président de l'ECA à l'APC d'Akbou illustre l'importance attribuée à cette interface.

Ces traits expliquent son rayonnement et la rapidité de son développement. Son rayonnement et ses compétences sont telles, par exemple, que la Direction de la Jeunesse et des

Sports renonçait, il y a peu, à organiser le forum annuel de ses associations partenaires si l'ECA n'y participait pas.

L'action de l'ECA, on peut ainsi le constater, a les mêmes caractéristiques que l'action du CISP, dans la manière de conjuguer les synergies, de multiplier les portes d'entrées et les formations, tout comme dans les modes de diffusion de sa pratique.

Ici nous rendrons compte du point de vue d'acteurs et de bénéficiaires des actions conjointes de l'ECA et du CISP en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

### *1. Graine de citoyen, l'École du Jeune citoyen ; le Centre d'Écoute de Sidi Ali*

Nous présentons ici plusieurs témoignages de jeunes, de parents et d'intervenants, d'enseignants et de responsables concernés par le programme « Graine de citoyen » et les CCJ.

*« Il y a des choses entreprises sur le terrain. L'appropriation se fait d'une manière inégale, mais je remarque un changement dans les mentalités. Il y a beaucoup de conservatisme dans le secteur éducatif et le mouvement associatif a pu leur donner un autre aperçu. Je vois que des jeunes apprennent à ne plus juger et à être plus tolérants, c'est ce qui m'importe. Ma priorité et ma fierté est la mise en place des CCJ, car certains jeunes sont devenus des cadres associatifs ou des formateurs. J'apprécie aussi le fait que des gens se soient investis dans le monde politique. Enfin je suis fier de participer à l'élaboration d'outils. C'est accepter la différence de l'autre et ainsi la paix civile sera respectée. Je ne suis jamais satisfait mais je reconnais que du chemin a été parcouru », dit un des responsables de l'Étoile Culturelle d'Akbou*

Damien Bael, qui est intervenu dans le cadre de la création de Centres Communaux des Jeunes et qui à cette occasion a également formé les éducateurs qui les encadrent observe :

*« Depuis trois ans j'ai participé à la création des CCJ. C'est chouette. On fait une formation de trois jours avec les jeunes, les éducateurs, les élus. On a travaillé au début sur les représentations de chacun, sur comment on met les choses en projet et sur la réalité du projet. J'ai suivi les mêmes groupes de jeunes à Alger et à Akbou de la première année à la troisième. J'ai pu voir les projets se mettre en pratique. Les filles sont fort présentes et leurs projets sont plus intéressants que ceux des garçons. Ces jeunes sont des jeunes motivés avec des idées de jeunes, plein d'idées, une belle jeunesse. Ils se sentaient vraiment des représentants. On discutait sur des thèmes comme : c'est quoi un homme, c'est quoi une femme ? Les filles voulaient prendre une place ; elles disaient : j'ai le droit à la parole et je peux m'impliquer dans la ville. Ils s'assumaient pleinement comme décisionnels potentiels. Entre eux je les entendais dire : lui il deviendra un acteur politique, ils étaient d'accord entre eux là-dessus. »*

Voici ce que dit l'animateur et coordinateur du groupe CCJ d'Akbou, vice président de l'Étoile Culturelle d'Akbou.

*« Le CCJ existait déjà en 2012, mais il était peu encadré et livré à lui-même. Les jeunes sont venus me solliciter directement car ils se sentaient seuls. Nous avons démarré par une assemblée générale en juin 2012. Nous avons un calendrier hebdomadaire et des actions à mettre en place. Il y avait 11 jeunes issus des clubs écologiques de l'ECA, entre 14 et 18 ans. Après les élections, un nouveau groupe s'est formé avec des jeunes gens n'ayant rien à voir avec l'ECA. Nous avons travaillé avec des écoles et avons associé des enseignants qui nous ont facilité les choses. Ce deuxième CCJ représentait vraiment la commune d'Akbou. Il y a eu des élections dignes de grandes élections. Ils ont constitué une banque de données et un vrai programme pour confectionner un programme d'action.*

*Le CISP est intervenu à l'occasion d'une réunion nationale en Juin 2012 par le biais de l'association « Jeunesse plus » et par le biais du CCJ des Eucalyptus. Nous avons obtenu une subvention en cascade pour financer les activités.*

*On a eu une très bonne circulation de l'information, on a bénéficié de l'aide nécessaire et de l'appui des autorités locales, la population a adhéré à notre action, les parents des jeunes ont bien compris et étaient confiants. La réunion des parents et les responsables des écoles ont été de vraies ressources pour vérifier l'assiduité de ces jeunes. Il est arrivé cependant que je ne puisse répondre aux aspirations des enfants à cause de problèmes d'argent et malgré des fiches techniques bien faites. Un espace vert n'a pas pu voir le jour et ainsi que des WC publics, faute d'espace et de poubelles sélectives.*

*Concernant les jeunes, je suis satisfait de constater qu'ils savent maintenant comment fonctionne une APC. Ils ont appris à formuler une demande de manière recevable, ils m'ont étonné car ils ont été capables de prendre mon relais dans les demandes. Ils ont appris à être acteurs : cela rejoint une vraie attitude de citoyenneté des jeunes gens.*

*Ce qui a été particulièrement intéressant pour moi, c'est l'esprit d'équipe qui s'est créé entre les adultes et les jeunes ; il y avait même une certaine complicité. Nous avons passé ensemble dix jours dans une école et nous avons tout fait seuls, tout pris en charge.*

*Les jeunes se sont approprié notre message, on l'a vu au moment du Ramadan : ils ont mené une campagne de solidarité envers les familles démunies d'Akbou ; ils faisaient le carême et n'ont baissé à aucun moment les bras et j'ai senti leur engagement pour créer du lien social. Nous avons fait un bilan avec le maire et des paniers ont été distribués dans certains quartiers. Les paniers étaient organisés et remplis par les jeunes eux-mêmes et dix superettes ont joué le jeu.*

*Nous avons un retour pour chaque activité. Nous faisons des fiches projets et des fiches bilans et nous avons organisé trois commissions : une sociale, une scientifique, une culturelle.*

*Je constate que l'esprit de solidarité s'est développé et que les jeunes se sont rapproché des vieux à travers différentes activités : des projections en soirée, un reportage sur le rituel, les paniers, la tournée des opérateurs et, concernant le parc zoologique, ils ont travaillé la question : comment le moderniser.*

*Je pense maintenant à l'étape suivante : la décentralisation est nécessaire et il faudrait des annexes dans les quatre coins du pays ! Il faudrait davantage faciliter les contacts et créer une page sur Face-book ainsi qu'une revue de presse.*

*Il y a une forte demande dans le pays : à Alger, Kuba, Sétif, Batna. Les jeunes d'Akbou veulent bien faire ce relais et ils sont déjà allés à Oran, à Annaba, à Alger et à Boumerdès. »*

La croissance des associations, en particulier l'ECA, se manifeste notamment par le développement des débats publics et par la nature des sujets abordés. Sont maintenant proposés des débats sur des sujets considérés jusqu'il y a peu comme des tabous, tels ceux de la laïcité, de la sexualité, des religions. Le responsable du Conseil Consultatif des Jeunes qui, entre autres, anime le CCJ créé à Skikda, évoque cette ouverture :

*« On commence maintenant à parler de sujets tabous. Il y a six filles dans notre conseil. Il y a une bonne atmosphère entre nous et nous sommes un peu amis. On parle de sexualité, de genre, des droits de la femme et beaucoup de religion. C'est un espace de liberté. Dans le groupe il y a un malgache catholique. Avec lui on a organisé une rencontre entre croyants des catholiques et de l'Islam. Ça a été extraordinaire, trop bien ! Impensable avant ! On a appris là qu'il fallait parler, on a appris des choses qu'on ignorait. Ils ont une vision autre que celle que la société a sur eux. Moi-même j'avais des préjugés. Ces rencontres c'est faisable, j'y crois. Les droits de l'Homme ce n'est pas une colonisation, c'est exigé par toutes les religions. Les gens étaient*

*angoissés à l'idée d'aller à ce débat ; ils sont ressortis heureux, avec une certaine tolérance. Il y a eu pas mal de numéros de téléphone échangés. Avec ces malgaches on s'est dit qu'on se comprenait, c'était trop bien ! J'essaye de faire qu'on ose parler de religion au niveau de la commune et de la wilaya. Je pense à un débat au niveau de l'Université : organiser une conférence avec l'archevêché, un conférencier catholique un autre de l'Islam. Ce serait une première, un rêve ! Je veux le faire. »*

Voici ce que font valoir les participants à un focus groupe de l'École du Jeune Citoyen d'Akbou ou école de la deuxième chance, groupe qui a réuni une douzaine de personnes, parmi lesquelles des jeunes, des enseignants, des animateurs et des parents auxquels s'est joint le vice-président de l'ECA, chargé de la formation.

Une mère raconte que sa fille qui a abandonné l'école au moment du passage au collège et n'avait aucune confiance en elle a retrouvé le goût et la motivation pour les études, soutenue par les psychologues de l'école.

Une jeune femme qui a arrêté ses études en primaire raconte être restée à la maison pendant 16 ans. Cherchant du travail elle a été poussée à reprendre ses études. Elle a suivi tout le parcours, réussi son baccalauréat à la cinquième tentative, puis a continué ses études à l'Université où elle a obtenu un Master 2 en français et en sciences du langage au terme duquel elle a trouvé du travail dans l'association. Elle conclut. *« Ici, je me sens chez moi et c'est la moindre des choses que de m'investir ici après tout le soutien que j'ai reçu de la part de l'association. Je fais de la remise à niveau et je suis animatrice pour les classes de terminale. »*

Une enseignante dans le cadre de l'alphabétisation à la Maison d'arrêt, adhérente à l'association l'ECA et ex-élève de l'EJC à la suite de son exclusion de l'école, a repris des études à l'EJC, puis a poursuivi des études à l'Université. Une fois diplômée, elle a commencé par donner des cours d'alphabétisation au niveau de l'Office National qui était conventionné avec l'association ECA. Puis, ayant adhéré à l'ECA, elle fait de l'alphabétisation au niveau de l'école primaire, a participé à la caravane de sensibilisation à l'occasion de la journée mondiale pour l'alphabétisation auprès des écoles, puis commence à travailler à la Maison d'arrêt en tant qu'enseignante dans le cadre de l'ECA où elle fait de l'alphabétisation, enseigne le français et les mathématiques à des hommes adultes et à des mineurs.

Une autre enseignante, d'abord lycéenne au lycée technique, dans la filière Génie Civil, a révisé pour le baccalauréat à la Maison de Jeunes en 2007, partenaire de l'ECA, et, en parallèle, a suivi des cours d'informatique à l'ECA. Une fois le baccalauréat obtenu, elle a suivi à l'Université des études en Génie des procédés. Une fois diplômée, elle est revenue à Akbou et a recherché du travail auprès de l'ECA, en tant qu'enseignante de mathématiques ou de physique/chimie. À la suite de quoi elle a été recrutée comme enseignante.

Un jeune collégien exclu en deuxième année de collège, ne trouvant pas de travail en raison de l'insuffisance de son niveau de formation, le niveau de quatrième année étant requis, et malgré « un bon piston » s'est renseigné sur l'école par correspondance où il lui a été suggéré de se renseigner auprès de l'ECA. Il a alors accepté d'étudier à l'EJC avec les autres élèves. Ayant réussi sa deuxième, puis sa troisième année de collège il est actuellement en 4<sup>ème</sup> année et *« espère vraiment pouvoir travailler avec ce niveau maintenant. »*

Un enseignant de l'ECA compare son travail à l'ECA avec celui d'enseignant dans le public :

*« Je suis aussi enseignant dans le secteur public, donc je peux faire une comparaison. L'EJC est un projet phare pour cette association, c'est une bouée de sauvetage pour des dizaines de jeunes. En comparaison avec le secteur public, c'est une école qui dispense des séances de 45 minutes à des groupes restreints, ce qui change complètement ma façon de travailler. Le cadre de vie aussi est meilleur, vous avez le bloc pédagogique qui est bon, le matériel mis à notre disposition, la cafétéria. [...] il y a plusieurs matières qui ne sont pas dispensées à l'école publique telle que la santé, les cycles de conférences sur la drogue, le Sida, le droit, des excursions, des visites pédagogiques dans des pépinières, ça les pousse à réfléchir, à prendre position, à avoir des valeurs, à faire des recherches et tout, donc ça nous pousse à travailler ;*

*donc c'est un cadre de vie très convivial et je m'y trouve très bien. C'est avec plaisir que l'on vient travailler. Déjà par rapport au secteur public où les classes sont surchargées, on est moins épuisé et on donne des cours de meilleure qualité. Et puis les jeunes s'intéressent beaucoup plus aux cours vu que c'est un peu une bouée de sauvetage pour eux. Ce projet nous tient à cœur, ça nous permet de sauver des jeunes et ça nous fait un grand plaisir de voir des jeunes progresser comme ça dans leur vie et construire leurs projets, parce que quand on est en dehors d'un tel circuit, les jeunes sont un peu déboussolés, alors qu'ici ils sont bien pris en charge et ils arrivent à voir leur avenir qui est bien tracé. Je dis aux jeunes que même s'ils n'ont pas obtenu le Bac ou le brevet, ils sont bien structurés, bien formés. [...] Si vous voulez, la rue n'éduque pas alors que l'EJC forme les jeunes, ça en fait des citoyens civilisés, qui respectent les droits des autres, qui ne s'approchent pas des fléaux sociaux, ce sont des jeunes qui sont quand même bien pris en charge et qui ne sont pas dans la rue, ils sont bien informés, bien éveillés, contrairement aux jeunes qui n'intègrent pas l'association, qui sont déboussolés ; et c'est carrément la déroute pour eux. En plus du rôle de la seconde chance scolaire, il y a la formation, l'information, le dialogue... un tas de choses qui permettent aux jeunes de se projeter dans l'avenir, de voir la vie en rose en quelque sorte. »*

Une animatrice à l'ECA, responsable de la remise à niveau et en même temps enseignante en Sciences de la Nature et de la Vie, évoque la progression de ses élèves, sa récompense, et dit son plaisir de voir que presque tous les jeunes cette année sont passés au niveau supérieur. Une autre enseignante tiendra des propos similaires, en ajoutant qu'elle a rencontré là « plein de gens formidables et y a trouvé en quelque sorte, une nouvelle famille. » Une troisième enseignante dira également avoir trouvé à l'EJC des amis, des collègues et un très bon cadre de travail et elle dira également qu'elle a trouvé à l'EJC « comme une deuxième famille ». Une enseignante ajoutera l'importance que revêt à ses yeux la dimension citoyenne des apprentissages donnés aux jeunes :

*« Ici, la citoyenneté est une valeur transmise aux jeunes. Ça commence par la communication entre eux, par l'apprentissage des droits et des devoirs de chacun. On travaille avec toutes les catégories de la société, pour moi c'est important. À mon niveau je me sens libre de travailler parce que j'ai trouvé tout ce que je souhaite ici : un travail de réseau, un travail de groupe, une bonne communication. Personne ne se sent lésé. »*

Une mère très inquiète quant à l'avenir de sa fille dira que depuis qu'elle est à l'EJC, *« celle-ci est bien, elle a changé, elle n'est plus complexée de parler (sa fille bégaye), elle est plus ouverte, elle discute, elle a des amis ; même à la maison elle est mieux, elle est de meilleure humeur. »*

Plusieurs parents évoqueront la confiance qu'ils ont dans la structure et l'écoute des enseignants, tant d'eux-mêmes que de leur enfant et qu'ils laissent leurs filles suivre les activités à l'extérieur « les yeux fermés ». Une enseignante évoquera le changement d'un jeune qui refusait de travailler et dont le comportement tant à l'école qu'à la maison posait « beaucoup de difficultés ». Il va maintenant bien, a beaucoup changé et vient de passer dans le quatrième niveau, *« parce qu'il a trouvé ici l'encadrement qu'il lui fallait et des responsables qui s'inquiètent pour lui. »*

Est évoqué le travail qui a été mené auprès de l'Éducation nationale en vue d'obtenir des conventions avec les centres de formation professionnelle dans le but de négocier des places gratuites pour les élèves qui sont orientés vers le monde professionnel, particulièrement les jeunes qui n'ont pas eu la chance d'obtenir leur baccalauréat. Ayant obtenu des conventions avec ces centres, ils leur ont proposé des cours d'alphabétisation et y ont aussi créé des sections

qui leur sont propres. L'Éducation Nationale les a habilités en tant que partenaires à délivrer des certificats d'alphabétisation.

L'EJC a fait tâche d'huile. C'est généralement par la porte d'entrée des activités culturelles de l'ECA que leurs bénéficiaires en viennent à s'intéresser aux activités de l'EJC. Ainsi l'association ECA a soutenu la création d'une EJC à Bordj Bou Arreridj et une autre à Bouira, dans une localité rurale.

Plusieurs personnes évoqueront en quoi l'existence de l'EJC a modifié leur représentation de ce qu'est une association, comme l'illustre cette enseignante :

*« Vous savez, on sort de cette école, changé. Quand je suis arrivée ici, je ne savais même pas ce qu'était le mouvement associatif, puis j'ai vu les activités et, dès le départ, j'ai changé de vision sur le mouvement associatif, je me suis retrouvée impliquée dans des activités, ça a renforcé ma volonté, je suis devenue une force de proposition, je me suis retrouvée dans un milieu où je me reconnaissais. J'ai trouvé ma vraie personnalité. D'un autre côté, quand j'ai voulu travailler, je n'avais aucun encadrement, j'étais un peu perdue, puis, d'un seul coup, j'ai trouvé mon chemin. »*

Une enseignante parlera des prolongements de son investissement dans son travail et, au-delà, de ses effets dans son entourage familial :

*« Même mes enfants sont adhérents ici, j'ai une fille qui fait partie du Club audiovisuel et je suis en confiance totale. J'oriente beaucoup de personnes ici pour travailler ou pour la remise à niveau, pour les terminales, pour les activités des clubs, pour l'alphabétisation. Ce que j'ai vu, ce que j'ai vécu ici ne s'arrête pas à mes connaissances intellectuelles. J'essaye d'orienter les gens, je fais circuler le mot, j'oriente des gens du Centre de Formation Professionnelle aussi, sans oublier tout ce qui est conférences et formations, j'essaye d'inviter des personnes qui suivent les cours d'alphabétisation de l'Office National pour élargir leurs connaissances sur tous les sujets, pour assister, parler, discuter, confronter les idées et ça leur fait très plaisir. C'est un changement pour moi aussi, on rencontre des gens formidables. Vous savez, quand je parle des activités à de nouvelles personnes, elles n'en reviennent pas que ça puisse exister et moi je dis oui, il y a l'alphabétisation, l'EJC, l'association ECA qui fait beaucoup d'activités. Je passe souvent de classe en classe à l'internat pour expliquer les activités et encourager les femmes à venir à l'ECA. Pour ce qui est des cours, on m'a toujours encouragée à inviter les personnes à s'inscrire, même en cours d'année, pas besoin d'attendre la rentrée ou septembre, on inscrit les personnes qui le désirent tout au long de l'année, même en juin, on les accepte pour qu'elles s'habituent et on les inscrit officiellement en septembre. Donc on essaye de les encourager, de rencontrer les gens ici, parfois elles reconnaissent beaucoup de monde, des voisins, des connaissances. [...] Ça les encourage beaucoup et ça les rassure surtout. »*

Le vice-président de l'ECA tiendra à évoquer d'autres cas de réussite : comme celle de Nora qui s'est découvert en venant à l'ECA un don pour la poésie et qui participe maintenant à presque tous les festivals de poésie amazighe au niveau de la région, et a même remporté des prix. Le cas aussi d'Hamida, qui, après restée chez elle pendant 40 ans, a suivi des cours de macramé à l'ECA et qui, maintenant, se déplace seule à Bejaia et à Alger et enseigne le macramé dans une autre association de la région. Il y a aussi le cas de Madame T., une dame d'un certain âge, qui a suivi les cours d'alphabétisation, puis des cours d'informatique. Elle est poétesse et maintenant, elle écrit sa poésie elle-même sur son micro-portable, elle s'est aussi découvert des talents de comédienne. Elle joue dans un programme sur la chaîne nationale berbère et a joué dans un film récemment, qui retrace la vie de Lalla Fatma N'Soumer, personnage clé dans l'histoire de la région. Il raconte aussi l'histoire de Sofiane :

*« Il habitait un village, il n'a jamais été à l'école. Lorsque ses parents ont déménagé sur Akbou, il fréquentait la Maison de jeunes ici, juste en face, histoire de sortir un peu et d'avoir une activité. Il a fini par suivre les cours d'alphabétisation chez nous, je crois qu'il a été parmi les premiers bénéficiaires des cours d'alphabétisation, il s'est ensuite inscrit à l'école par correspondance, il a suivi les cours de remise à niveau, maintenant il est en terminale à l'EJC et en même temps président d'une association d'insertion de personnes atteintes d'un handicap. C'est lui-même qui écrit les projets de l'association, il a un site, un face-book, un e-mail, etc. Ils sont d'ailleurs maintenant sur un projet avec Handicap International sur l'aménagement des espaces publics au profit des personnes atteintes d'handicap, voilà, ce sont juste quelques personnages clé, mais il y en a beaucoup d'autres. »*

Il s'adressera aux enseignants pour les remercier de leur investissement et dira aux jeunes, présents à la réunion de ne pas se décourager, parce qu'à l'EJC ils reçoivent toutes leurs chances de réussite et toute l'aide dont ils peuvent avoir besoin et ne peuvent donc que réussir.

Pour finir il mentionnera les difficultés auxquelles, malgré leurs succès, ils se heurtent : la semi illégalité de leur présence dans la Maison de Jeunes, compte tenu des mises en demeure de quitter les lieux qu'elle leur adresse, les restrictions en termes d'horaires et de salles quant à l'occupation des lieux, la faiblesse des moyens financiers pour rémunérer les enseignants, le refus catégorique de la Maison de Jeunes de leur ouvrir plus largement ses portes malgré leur besoin d'espace, pour cette raison que le concept de l'EJC vient de France (au départ la création de l'EJC un projet en partenariat avec la Cimade).

Il évoquera néanmoins leur intention de pousser plus loin les capacités des animateurs et animatrices sur le plan de l'animation et de la pédagogie.

Concernant l'activité du Centre d'Écoute et d'Information des Jeunes de Sidi Ali, nous rapporterons ce qu'en disent trois mères interrogées ensemble : elles considèrent toutes les trois qu'elles se sentent en confiance avec le personnel du Centre : *« Ce sont comme nos filles ou nos sœurs »*. De même elles disent que les enfants ont de très bonnes relations avec les personnels : *« Les enfants les adorent »*. Elles relèvent le caractère sécurisé et bien surveillé du lieu et ne s'inquiètent pas de leurs départs en excursion. Elles apprécient les activités proposées aux enfants, dessin, chant, théâtre, informatique : *« Le club nature par exemple leur apprend à respecter l'environnement et à faire de la sensibilisation autour d'eux, c'est très positif. »* Elles apprécient également les formations qu'ils reçoivent en matière de gestion des conflits. Elles constatent que leurs enfants ont beaucoup changé. Ils sont plus curieux, plus cultivés, ou moins timides, ou moins hyperactifs, plus ouverts, ils s'entendent mieux entre eux, se respectent, s'entraident. Ils ont aussi de bonnes notes à l'école, ils sont polis et tout va bien pour eux. Elles relèvent également que *« les enfants qui fréquentent le Centre forment une grande famille, font attention les uns aux autres, les plus grands accompagnent les plus jeunes. »* Elles notent que si les pères viennent moins souvent qu'elles au Centre, ils sont contents de voir que leurs enfants font des activités intéressantes et intellectuelles. Elles seraient heureuses de voir leurs enfants s'investir davantage dans le Centre, parce qu'ayant bénéficié des activités cela leur ferait plaisir qu'ils cherchent à en faire bénéficier d'autres enfants. En fin de rencontre elles disent espérer vivement que les activités du Centre continuent tant elles font du bien à leurs enfants

### **3. L'Étoile Culturelle d'Akbou ou l'exemple de « la formation d'une famille » : la *philia***

Son président est responsable au niveau des projets impulsés par le CISP. Il est également chef de file de la Fondation euro-méditerranéenne, dialogue entre les cultures.

L'action de cette association depuis 1994-5 n'a jamais cessé de progresser en termes d'actions, de réseau et de transmission. Voici ce qu'en dit son président :

*« C'est une MJC qui a pris de l'ampleur. Cela fait huit ans que j'en suis le président. L'ancrage est à la fois dans la région d'Akbou, puis sur le plan national.*

*Nous avons créé un comité d'associations, un réseau algérien de plusieurs associations. Cela nous a permis de nous répandre sur le territoire national. Nous n'avons pas les outils, mais nous avons un ancrage national.*

*Pendant une période très critique, dans les années 90 à 2002, la période du terrorisme, l'ECA commençait à s'imposer sur le plan national. Nous avons bénéficié de familles d'accueil bénévoles en France, la première ville fut Toulouse où nous avons créé « l'association école citoyenne » très à l'écoute (Mme Salima Deramchir). Elle a été disponible pour des accompagnements dans les périodes difficiles, car nous avons connu des périodes de danger dans les années 90. Nous avions la peur au ventre et la tension était extrême. Nous étions des cibles et les intellectuels étaient chassés. [...]*

*Puis nous avons monté en 2002-2003, la première école de la deuxième chance avec la Cimade. Nous avons aussi développé le mouvement scout, des mouvements sportifs, un mouvement culturel pour une revendication berbère identitaire.*

*Nous avons participé à la formation des cadres associatifs pour faire durer les associations. Nous voulions instaurer du dialogue entre les institutions, comme pour l'Enfance et la jeunesse.*

*Nous travaillons avec le CISP depuis 2004, depuis le DDH 1 avec Eveline. En 2003, nous avons fait connaissance avec Eveline à Boumerdès et avons pris en charge les victimes du séisme. Nous nous sommes rapprochés en 2006 avec DDH1, c'est elle qui nous a « dénichés » ; elle est venue vers nous ! Nous avons continué avec DDH2 et nous sommes associés depuis sur tous les projets du CISP.*

*Nous rencontrons alors différentes difficultés : d'abord des problèmes dans l'institution. Puis j'ai appris à écrire et à faire des bilans, des rapports, des projets au travers du CISP. Charlotte au départ m'a bien aidé. Cela a été une véritable école pour moi.*

*Les besoins particuliers ? : Un exercice, une pratique, un défi de se confronter à une grosse ONG internationale où on pouvait voir une grosse compétence en interne. Les besoins sur le terrain : au départ, une envie de travailler, une volonté extrême. Nous voulions voir comment nous, les partenaires, avons des capacités ; comment nous intervenions avec des jeunes. Nous étions beaucoup dans l'activisme !*

*Ce que j'ai particulièrement apprécié dans leur démarche c'est leur structuration financière et organisationnelle et le fait qu'une action avait toujours des contours clairs. De notre côté nous n'avions pas la lisibilité de nos actions dans leur contexte. Ce qui nous a plu c'est leur recherche-action, leurs enquêtes et leurs plaidoyers, les compétences individuelles et collectives qu'ils apportent. On utilise au quotidien leur méthodologie de projet, leur analyse. Ils nous ont aidés sur le plan de la gestion, elle est aujourd'hui bien meilleure ! Ils nous ont permis de prendre du recul par rapport à nos activités, ce qui nous a permis d'engranger de nouvelles idées comme les CCJ, dès 2012, une idée qui est partie localement et qui suscite maintenant un intérêt national.*

*Quant à ce que ça a permis et développé : Nous nous sommes centrés sur la Jeunesse et l'Enfance, nous avons constaté des avancées sur le terrain. Plein de choses ont bougé particulièrement à Akbou et à Bejaïa. Nous constatons un impact sur les mentalités, sur les jeunes, sur les enfants. Il y a des suites sur les actions menées dans 12 écoles. Nous avons beaucoup travaillé sur l'échec scolaire, cela permis de faire bouger les enseignants sur les sujets de décrochage et de médiation scolaire. Par exemple nous avons élaboré des outils de lutte contre la déperdition scolaire : cela a donné lieu à une recherche action sur l'échec scolaire avec la Fondation de France en 2011. Nous avons participé à cinq projets de développement de DDH4 : des SPOTS, la*

*Pépinière des jeunes citoyens, la mise en réseau PCPA, l'organisation de trois festivals de poésie, de théâtre et aussi l'organisation de la fête de la citoyenneté.*

*Dans ce partenariat, on travaille ensemble, mais avec des mandats différents ; on a une vision nationale maintenant. Nous sommes chef de file de 140 associations (dans le cadre de la fondation Anna Lindht) et le chef de file des associations contre le sida et les drogues dans les ligues et les fédérations.*

*Nous avons des liens avec les différents ministères, famille, social et jeunesse. Le réseau est dense.*

*Au niveau des résultats on voit que tous ces jeunes touchés ont pris des responsabilités et se sont vite mis au parfum grâce à l'école des citoyens. Nous avons fait un sondage et avons identifié des futurs leaders associatifs sur douze universités. Nos jeunes tiennent la monopolisation des jeunes de l'Université et ont pris des responsabilités. Ils se montrent disponibles pour aider d'autres jeunes à structurer leur action. On a mis en place un plan Marshall de formation et cela permet de toucher des centaines de jeunes.*

*L'apport important c'est bien ce retour de ces jeunes touchés dans le fait d'être accompagnés dans leur engagement ! C'est l'exemple de l'association Tudhert qui a reçu un accompagnement de six années et qui est devenue une association nationale reconnue sur la scène internationale et qui travaille dans l'aide et la culture.*

*Entre le CISP et l'ECA il y a une amitié qui s'est installée. Nous formons une famille ! Nous avons développé une relation très amicale basée sur le respect et nous avons été considérés comme partenaire à part entière. Il y a beaucoup de respect et de confiance entre nous, si bien qu'on travaille avec le CISP les yeux fermés ! Ce lien peut durer autant que les hommes et les femmes dureront ! Ma relation avec l'organisation a été fondée sur des bases solides, car nos intérêts communs étaient solides.*

*On a acquis la manière de faire et notre place a grandi grâce au CISP, mais nous n'arrivons pas encore à évaluer et à capitaliser les choses que nous faisons. »*

Un point dans l'entretien du président de l'ECA demande qu'on s'y arrête, celui de la métaphore de la famille pour qualifier les relations que l'ECA entretient avec le CISP, en raison de sa récurrence dans les propos : Ils émanent aussi bien des familles suivies en « Clinique de Concertation », que des partenaires et des bénéficiaires accueillis dans les formations, que des enseignants, des jeunes et des familles impliqués dans les projets. Et la métaphore est généralement associée à des relations qualifiées comme amicales comme le montrent les extraits d'entretiens ci-dessus cités des enseignants ou des mères citées ou d'autres auparavant.

L'insistance de la métaphore amicale et familiale pour qualifier l'accueil et la nature des relations nous a amenée à rechercher ce qu'en dit la littérature savante, pour nous apercevoir que l'amitié, comme la gentillesse, sont peu à l'honneur aujourd'hui, sinon relégués dans la sphère privée et qu'il faut aller voir du côté des philosophes anciens et de ceux qui en ont perpétué la tradition ce qu'ils ont à nous en apprendre.

On peut en retenir ici deux points : On trouve le premier dans « Les Politiques » d'Aristote. Celui-ci en différents passages de son ouvrage emploie le terme d'amitié, la *philia* pour qualifier aussi bien les relations au sein de la famille, que les relations entre citoyens et le dialogue de soi avec soi-même. Le second a trait au contenu donné à l'amitié.

L'affection réciproque entre parents et enfants, entre frères et sœurs représente le modèle de la *philia* ; elle repose sur une sorte d'identité entre les membres qui la composent, chacun étant pour l'autre un *alter ego*. Les relations entre citoyens sont l'œuvre de l'amitié quand celle-ci est à l'origine du choix réfléchi de vivre ensemble. Dans le dialogue de soi à soi, les rapports qu'on entretient avec soi-même sont du même ordre que les rapports qu'on entretient avec les autres. De ce rapport amical à soi-même est issu un critère fondamental de conduite : ne pas se mettre en contradiction avec soi-même.

Le second point concerne les valeurs présentes dans le contenu de l'amitié. Elle renvoie d'abord à la justice. Elle renvoie aussi au don, à la capacité de donner et de recevoir, à la loyauté, à la confiance, à la bonne foi, à l'éthique des relations qui est, selon Aristote, au centre

des apprentissages, au respect, au soin d'autrui, à la reconnaissance de soi et d'autrui, au sentiment d'égalité au-delà des différences de statut ou des hiérarchies.

On ne peut qu'être frappé par l'homologie des valeurs qui définissent le contenu de l'amitié chez les anciens et celles que mobilise le CISP dans sa démarche. Elles définissent terme à terme le contenu de l'éthique relationnelle. D'autre part compte tenu de la similitude de contenu de ces trois sphères de l'existence, cette éthique rend compte des possibilités de passage de la sphère familiale à la sphère interprofessionnelle, de la sphère privée à la sphère publique, politique. Pour Spinoza, l'éthique non seulement inclut la démocratie, comme on l'a évoqué plus haut, mais c'est aussi le cadre où peut s'épanouir la maximisation des désirs et possibilités de chacun pour le profit de tous.

De même pour Cicéron le respect et le soin de l'autre constituent une facette de l'esprit de justice qu'implique l'*humanitas* qui s'exprime dans le rapport amical à l'autre. Des familles ou des professionnels évoqueront le caractère « humain » du dispositif de la « Clinique de Concertation » : il permet de passer selon leurs termes « d'une réponse en termes autoritaires ou de sanction à une réponse humaine. »

L'extraordinaire conjugaison des synergies qu'a su construire au fil des ans l'Étoile Culturelle d'Akbou, le rayonnement de cette association au nom si approprié par rapport à ce qu'elle représente et, on se permettra de l'écrire à la beauté de son action, nous amènent à constater dans les effets de son action la présence des trois niveaux de la *philia* aristotélicienne, puisqu'elle diffuse dans une même démarche son contenu éthique, identique à celui de l'éthique relationnelle, aussi bien au sein des relations familiales que dans les relations entre les enfants les jeunes et les adultes, entre les jeunes, leurs éducateurs et leurs enseignants, entre les différentes professions, entre les élus locaux et ces derniers, les jeunes et plus largement la population. Le but que visent toutes les actions et leurs synergies participent de la construction de cette cité démocratique idéale.

En cela le travail qu'accomplit l'ECA se présente comme un double de l'action du CISP.

La notion d'amitié a des résonnances affectives et subjectives qui nous invitent à aborder aussi la question de la subjectivité. Les évaluations antérieures à celle-ci, comme cette dernière, nous conduisent à proposer quelques remarques sur la question des effets au niveau de la subjectivité et de la construction du sujet que produisent les différentes actions proposées et mises en œuvre par les partenaires et bénéficiaires du CISP.

Marcel Mauss<sup>132</sup> souligne « combien est récent le mot philosophique le “moi”, combien [sont] récents la “catégorie du moi”, le “culte du moi” (son aberrance), et récent le respect du moi – en particulier, de celui des autres (sa normale) ». Un détour par l'anthropologie nous paraît utile pour situer, par comparaison, la question de la subjectivité et de l'apport de la démarche du CISP à ce niveau de réalité.

On peut constater aujourd'hui un intérêt manifeste dans les sciences de l'homme pour les notions de « sujet », notamment le sujet de droit, de « subjectivité », de « subjectivation » et « d'intersubjectivité ». Ainsi des auteurs de différents horizons, psychiatres, psychanalystes, anthropologues et sociologues, se penchent sur la question de la subjectivation et sur son processus de construction. Une certaine convergence de ces analyses aboutit à cette idée qu'il n'y a de sujet que par l'Autre, que pour qu'existe un je, il faut non seulement un tu, mais aussi un nous. Cet intérêt est lié à une inquiétude contemporaine quant à la place des autres dans le rapport à soi. J. Lacan<sup>133</sup> avait déjà tenté de sauver l'idée que « le désir est d'abord le désir de l'Autre en un temps qui assiste à son effondrement. L'actuel sentiment d'un affaissement général de l'autorité, des valeurs communes en est l'un des symptômes les plus criants. Loin de nous libérer, la chute de l'autre nous prive d'un appui pour s'élever vers notre désir, c'est-à-dire vers notre être ». On peut donc rapporter cet « effondrement » ou ce reflux au processus historique d'individuation accéléré, couplé avec l'injonction à l'autonomie déjà évoquée qui fait de chacun l'auto-entrepreneur de lui-même.

---

<sup>132</sup> M. Mauss, *op. cit.*, p. 335.

<sup>133</sup> cité dans *Philosophie Magazine*, 52, sept. 2011

L'anthropologie nous enseigne, à l'inverse, qu'autrui occupe une place centrale dans la notion de « personne », notion composée de nombreux « participants ». Pour Lucien Lévy-Bruhl<sup>134</sup>, la conception de la personne propre aux sociétés dites « primitives » est caractérisée essentiellement par une « loi de participation » : l'individu n'est pas considéré comme un sujet radicalement distinct des choses et des êtres qui l'entourent ; il est lié à son groupe social et à son environnement naturel par un certain nombre d'appartenances perçues comme des doubles de lui-même. Maurice Léenhardt<sup>135</sup> insiste sur la dimension relationnelle de cette participation, tant sociale que symbolique. Le personnage – notion qui lui paraît, comme à la plupart des anthropologues, plus appropriée que celle de personne – est constitué par l'ensemble de ses « participations vécues » avec l'environnement social et mythique. La personne canaque n'est, selon lui, qu'un « centre vide » ; elle est dissoute dans un cercle de relations duelles, complémentaires, évoquées par plusieurs noms et qui donnent l'image d'un soi continuellement engagé en autrui et signifié par lui. Meyer Fortes<sup>136</sup> montre que la conception de la personne chez les Tallensi ne peut être détachée de sa mise en acte sociale. Elle est en fait inséparable du statut de personne qui est approché par degrés successifs (sevrage, naissance d'un cadet, mariage, etc.) et par des actions rituelles (initiation) et n'est pleinement atteint qu'à partir du moment où l'individu rejoint la communauté des ancêtres. M. Mauss<sup>137</sup> montre que chez les Indiens Pueblos, outre que l'individu est conçu comme constitué par un certain nombre de personnes, le rôle de tous ces personnages est réellement de figurer, chacun pour sa partie, la totalité préfigurée du clan. Ces vies des individus, motrices des clans et des sociétés superposées aux clans, assurent non seulement la vie des choses et des dieux, mais aussi la « propriété » des choses. Elles assurent la vie des hommes, ici et dans l'au-delà, mais encore la renaissance des individus, seuls héritiers des porteurs de leurs prénoms...

Ces différentes références concordantes ont pour but de montrer, de façon très cursive, que l'identité de la personne dans les sociétés fondées sur le don-contre-don comme « phénomène total » est définie dans une perspective éminemment « contextuelle », et cela dans un sens très large, puisque « total ». L'identité est composée de multiples appartenances horizontales et intergénérationnelles socialement institutionnalisées qui attribuent rôles et statuts ; elle lie chacun au monde commun des hommes, qu'il s'agisse de leurs rapports à leur environnement naturel ou aux choses qu'ils produisent, de leurs rapports au temps ou à l'espace, et les relie chacun à l'ensemble du système de significations de leur société<sup>138</sup>.

Geffray souligne à propos des Yanomami : « La joie de vivre dans le *chapouno*<sup>139</sup>, la subjectivité rayonnante de nombreuses populations amérindiennes ont frappé l'esprit de générations d'observateurs européens ». Cette subjectivité rayonnante est liée à ces multiples appartenances, à une vie sociale intense, ouverte sur un large espace public.

À l'inverse, l'individu occidental se définit aujourd'hui par sa liberté au regard de l'ensemble de ces attaches multiples croisées. Cette libération qualifie bien, écrit Jean-Claude Michéa<sup>140</sup>, l'illusion moderniste : l'accès à une société qui se serait enfin affranchie des limites que chaque culture particulière impose, par définition, à ses membres, devrait exiger de chaque individu et de chaque peuple qu'ils renoncent définitivement à toutes les formes d'appartenance antérieure (de la tribu à la nation, en passant par le village et le quartier). Formes d'appartenances ou identités, statuts professionnels, statut salarial, services publics – que l'idéologie moderniste conduit inévitablement à percevoir comme autant d'obstacles « archaïques » et « réactionnaires » à l'unification promise du genre humain sous l'enseigne du marché mondialisé. Ceci a pour effet, et comme condition, comme le souligne G. Balandier<sup>141</sup>

---

<sup>134</sup> L. Lévy-Bruhl, *L'âme primitive*, Paris, PUF, 1963.

<sup>135</sup> M. Léenhardt, *Do Kamo*, Paris, Gallimard, 1985.

<sup>136</sup> M. Fortes, *The web of kinship among the Tallensi*, London, Oxford University Press, 1949.

<sup>137</sup> M. Mauss, *op. cit.*

<sup>138</sup> Le don-contre-don s'applique également au rapport à l'environnement. Les analyses alternatives en économie actuellement n'interdisent pas de penser qu'elles puissent s'orienter dans une telle voie.

<sup>139</sup> « Habitat collectif yanomami, vaste auvent circulaire, tronconique, où trente à soixante personnes se distribuent en foyers familiaux autour de la place centrale. » (C. Geffray, *op. cit.*)

<sup>140</sup> J. C. Michéa, *op. cit.*

<sup>141</sup> G. Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 2004, p. 9.

« l'incertitude généralisée qui est continuellement présente dans la succession des ruptures que la sur-modernité engendre, tout comme celle du doute généralisé ».

Au regard de ces processus parallèles de subjectivation et d'individuation du droit, de la morale, du politique, évoqué en début de ce travail l'éthique relationnelle introduit *un principe d'objectivité* accessible, concret, immédiatement compréhensible et appropriable, le donner-recevoir dans la réciprocité, c'est-à-dire un principe situé en extériorité par rapport aux individus, non pas imposé d'en haut, mais qui les relie subjectivement comme *alter ego* et les pose d'emblée comme acteurs les uns avec les autres.

Dans cette perspective, une logique de développement de « proche en proche » qui caractérise le développement des différentes activités du CISP conduite par l'ouverture, garantie par le pluralisme permettraient, dans son principe, d'accéder à cette totalité que décrit Mauss à propos des sociétés du don.

Autrement dit, le travail de groupe, l'éthique qui le guide, l'expérimentation de l'équilibre du donner, recevoir, rendre et du principe de justice auquel chacun se soumet, la libération de la pensée, des émotions, du jugement qui l'accompagne, le plaisir qu'engendre la participation à la construction du « bonheur public », les relations amicales qui se substituent à la distance, à la méfiance ou à la peur, sortent la subjectivité de sa monade « égologique », libre, mais auto-aliénée, autosuffisante, mais toujours menacée par un rapport à soi insuffisant et dévalorisé, hantée par la quête de sa véritable identité. Cela sort aussi chacun des formes de conduites relevant de la « rationalité subjective » de nature défensive, selon Christophe Dejours<sup>142</sup> « qui peuvent résulter de la disjonction, ou du conflit qui existe entre l'organisation sociale et le fonctionnement psychique. Moyens de désaliénation, cela permet à chacun de relier ce qui a été séparé dans sa psyché et dans son rapport à autrui, en se réappropriant le sens de son action. » En lui permettant d'appartenir à une multiplicité de mondes communs, cela lui ouvre la faculté de concevoir la possible continuité qui peut exister entre rapport à soi, rapport à autrui et rapport au politique, et de contribuer à l'édification de ces mondes communs. En ce sens, il peut œuvrer à dépasser le principe de division coextensif à la démocratie telle que les pays occidentaux la connaissent, en reliant ensemble les significations et les valeurs de la société.

Ces effets de la mise en œuvre de l'éthique relationnelle dans le travail des groupes sont inséparables d'un enrichissement et d'un élargissement de la subjectivité dans ses différentes composantes, au sens où de multiples « participants » y trouvent une place selon un rapport de soi à soi confiant et amical, constitutive de l'intersubjectivité de nature démocratique. C'est ce lien entre élargissement de la subjectivité et mise en œuvre de l'éthique relationnelle qui autorise, en redonnant sa place au désir de chacun, la mobilisation des participants en ce qu'elle réaccorde le fonctionnement psychique de chacun et le fonctionnement du groupe.

C'est cet enrichissement de la subjectivité que relève E. Jaffelin<sup>143</sup> à propos des effets de la gentillesse : « Le gentilhomme se *densifie* par l'oubli de soi qui le porte vers autrui. Les subjectivités se densifient, s'enrichissent, se co-construisent à travers le don et le contre-don. Pleinement lui-même, le gentilhomme rend possible la morale comme une relation intersubjective et non comme le triomphe de la norme objective. » Parallèlement, les divers ancrages territoriaux, parentaux, familiaux, scolaires, amicaux, de voisinage se renforcent, s'accroissent et se diversifient. On a déjà vu que ce qu'apprennent ceux qui suivent les formations, les ateliers et autres groupes de travail proposés par le CISP disent souvent appliquer dans d'autres sphères que leur sphère professionnelle ce qu'ils y ont appris : dans leur vie familiale, avec leurs amis, leurs voisins... tout comme des familles suivies peuvent les appliquer à d'autres sphères qu'à la sphère intrafamiliale.

Dans ce contexte, la question de l'identité de soi évoquée par Supiot, qui hante nos contemporains et sur laquelle débouche le processus de déliaison historique décrit au début de ce travail n'a plus besoin d'être posée. La déprise de l'auto-aliénation qui consiste à enfermer l'individu dans l'exercice d'une domination sur le rapport à soi, qui prend, entre autres, la

---

<sup>142</sup> C. Dejours, *Travail, usure mentale*, Paris, Bayard, 2000, p. 207.

<sup>143</sup> E. Jaffelin, *op. cit.*, p. 100.

forme d'une psychologisation, passe, comme on le voit, par la mise en circulation généralisée du donner-recevoir. Celle-ci allège le poids de cette contrainte en lui permettant de se partager, tout en levant les inhibitions qui entravent l'exercice de la responsabilité individuelle et collective. Par ailleurs, en reconnaissant la valeur et les apports de chacun au sein d'une dynamique intersubjective, la mise en œuvre de l'éthique relationnelle lui permet de conquérir une identité en tant qu'accomplissement de soi avec autrui.

### Chapitre 3. Développement, essaimage, réseaux

Dans ce chapitre nous abordons trois caractéristiques de l'activité du CISP dans le temps, la continuité et l'enracinement local de ses actions conjuguées qui ont permis son développement en termes de contenu et d'extension territoriale pour l'ensemble des domaines d'activité, puis nous aborderons le développement et les modalités de l'essaimage des actions du point de vue des acteurs responsables ou des bénéficiaires à des titres divers de celles-ci

#### 1. Continuité, développement et extension territoriale de l'action

##### A. Continuité

Eveline Chevalier rejoint le CISP en 2001 lors de l'implantation de cette ONG en Algérie pour en être la chef de mission après avoir travaillé pour MSF Belgique en Algérie depuis 1997, parce que l'orientation générale du CISP, le développement des peuples, correspondait mieux, selon elle, à la situation de ce pays.

Dès les débuts de l'intervention du CISP, la vision d'ensemble de l'action et l'orientation de ses principales activités sont déjà en place : le soutien des familles et des enfants en difficulté et traumatisés par la « décennie noire », la formation des professionnels destinée à les aider à mieux prendre en charge ces familles, le soutien à la société civile par des formations destinées à l'apprentissage de la gestion des associations, et la promotion des droits de l'Homme à partir du soutien aux activités de la LADDH en direction notamment des enfants et des femmes, et de la formation de ses militants. La conjugaison des actions sur un même territoire est également déjà programmée, tout comme le soutien au travail en réseau, et la formation des formateurs est déjà envisagée sinon en place. Ces différentes activités seront régulièrement poursuivies jusqu'à aujourd'hui.

Trois de ses principaux et plus gros partenaires l'AFAK, la LPSJE (Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'enfance) et la LADDH sont déjà associés à son action, rejoints bientôt par l'Étoile Culturelle d'Akbou. Ils demeureront jusqu'à maintenant ses associés permanents en copilotant avec le CISP les différentes activités de celui-ci.

Depuis, l'activité du CISP ne cessera de se développer en renforçant les structures déjà soutenues et en touchant des groupes et des territoires de plus en plus étendus, tout en élargissant et spécialisant la palette de ses formations et de ses actions en fonction des demandes et des besoins exprimés.

La continuité des actions est également assurée par la fidélité des expatriés qui en assurent les formations. Il s'agit là d'un des aspects qui font la force du dispositif d'intervention du CISP. Certains d'entre eux ont été présents en Algérie avant même l'implantation du CISP dans ce pays et travaillaient aux côtés d'Eveline Chevalier dans le cadre de MSF de Belgique. Ils ont pu ainsi créer des liens forts avec les principaux partenaires de longue date du CISP en raison des circonstances dramatiques de leur intervention. Leurs premières interventions datent en effet de 1998 :

*« Je suis intervenu avec Jean-Marie et Eveline pour présenter la thérapie contextuelle dans le cadre de MSF Belgique avant l'implantation du CISP. La « Clinique de Concertation » était en gestation. C'était le couvre-feu à l'époque. Les*

*algériens étaient très contents de nous voir arriver et ils ont vu l'intérêt direct de notre formation et de notre présence pour recevoir les familles en grande détresse. Cela faisait dix ans que tout était fermé en Algérie, les professionnels étaient très intéressés d'apprendre et curieux. On peut faire beaucoup de choses dans un cadre très démuné. On avait hyper chaud ou hyper froid. Ces conditions créent de la convivialité, de la proximité. On ne pouvait pas jouer faux. On se disait : on n'y va pas pour faire un aller-retour. On donnait des formations de trois quatre jours et nous sommes revenus là quatre fois. Ça crée des relations plus importantes avec les gens, c'était plaisant de les retrouver et très porteur. La méthodologie était elle aussi porteuse. Entre nos formations un groupe de travail fonctionnait, ils se voyaient entre eux, faisaient des écrits et quand on venait ils nous faisaient un retour de ce qu'ils avaient fait dans l'entre-temps. »*

D'autres expatriés se sont joints à eux qui interviennent toujours régulièrement en Algérie depuis le tremblement de terre de Boumerdès :

*« On était là lorsque le tremblement de terre a eu lieu. Eveline a redemandé des financements à la Fondation de France et à l'Union Européenne pour voir comment installer dans les centres de sinistrés des centres de proximité à partir des portes-cabines. On a installé des grands portes-cabines, on y a fait des formations pour les éducateurs et pour les psychologues. On utilisait ces centres aussi pour y organiser des activités pour les enfants, des maisons de jeunes avec bar, eau, thé et tapis par terre avec l'aide des APC. On a fait des briefings, des supervisions des professionnels présents sur le territoire qui n'en pouvaient plus. Ils étaient partis du jour au lendemain sans être jamais sortis de leur bureau. Eveline a continué à m'inviter pour donner des formations aux éducateurs qui travaillaient dans les camps de sinistrés », raconte Damien Bael.*

Florence Buseyne, également présente sur les lieux, intervenait inlassablement sur les sept centres de sinistrés différents dispersés sur le territoire concerné par le séisme en effectuant des centaines de kilomètres par jour.

De telles conditions de travail créent des attachements, installent la confiance, facilitent l'adaptation des interventions au contexte algérien, le questionnement sur leur pertinence et les ajustements nécessaires.

Certains expatriés des débuts qui ont arrêté d'intervenir lorsque des projets ont été clôturés ne songent qu'à revenir.

La continuité des actions et le renforcement depuis plus de dix ans des bénéficiaires du CISP est une des conditions de possibilité pour les algériens de prendre en main leur action, comme y contribuent la formation de réseaux multiples à travers le territoire des structures nouvellement soutenues et formées par le CISP, et la transmission des savoir-faire et des savoir-être par les formateurs algériens formés par celui-ci.

## **B. Développement**

Lors du démarrage du programme de DDH1, le CISP travaille avec trois partenaires principaux. Avec DDH2, qui prolonge le précédent programme, il en compte trois de plus, la wilaya de Boumerdès et l'Étoile Culturelle d'Akhou, la Ligue communale d'activités de plein air et d'échanges entre jeunes de Djanet. Le passage de DDH2 à DDH4 constitue un tournant important dans le développement du CISP en raison surtout du développement du nombre de ses partenaires et de l'importance de leur rayonnement. La multiplicité des partenaires permet la mutualisation des compétences et des expériences, la démultiplication de la transmission de celle-ci et des actions.

Lors de la mise en œuvre de ce programme, le CISP s'associe avec une bonne quarantaine de partenaires dont le CIDDEF depuis 2010 pour les droits de l'Homme en général, « Abu Nawas », des directions ministérielles ou des institutions publiques (Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, de la Solidarité, de la Santé, plus récemment le Ministère de la Ville, APC, wilayate, daïras) et d'autres partenaires associés à des projets plus spécifiques et à des micro-projets, avec parfois des financements en cascade, ces projets portant sur les droits de l'enfant, la prévention de la délinquance juvénile, l'élaboration de plaidoyers, la non discrimination des femmes, la participation des jeunes au développement local. Une nouvelle

étape dans le développement d'un réseau partenarial est franchie en juin 2012, lorsque l'association l'Étoile Culturelle d'Akbou devient le chef de file d'un des plus grands réseaux d'associations algériennes. Ce réseau algérien de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures compte plus d'une centaine d'associations de divers horizons et profils différents. Le CISP et l'ECA ont saisi cette opportunité pour élargir à une dizaine de wilayate, à partir du montage d'un consortium d'associations pour la promotion des droits de l'enfant, la diffusion de l'exposition interactive « Apprendre à exercer les libertés ». Ils ont également animé plus de 43 séances de vulgarisation de l'exposition touchant ainsi plus de 7900 enfants, dont 3600 filles. À la même époque le CISP devient membre de l'association et du réseau Nada, dont l'objectif est d'amener les institutions et les associations travaillant dans le domaine de l'enfance, à intégrer la question des droits de l'enfant dans leur stratégie de développement et ce, par la formation, le plaidoyer, la sensibilisation et la mobilisation. L'association Nada copilotera le projet du CISP « pépinière de jeunes citoyens » aux côtés des associations partenaires CIDDEF, LADDH, projet auquel participera également l'association Tudhert. À l'occasion des événements qu'organise ou soutient le CISP celui-ci s'associe avec de multiples partenaires, comme par exemple l'ONG internationale soufie Alawiya AISA ou l'association Cheikh El Alaoui pour l'éducation et la culture soufie, ou encore l'ONG Amnesty International, « Jousour », l'APW de Bejaïa

Une illustration de ce développement est l'accroissement du nombre des associations dont les membres (généralement deux par association) suivent les formations diverses du CISP. Celles-ci sont, pour beaucoup d'entre elles, des associations partenaires dont les membres ont suivi par la suite ces formations.

Au cours du projet DEM-A-R, ces associations sont les suivantes : Le Banquet de Platon, Graine de paix, Futur pour le développement, Ciné +, la LADDH, Jeunesse +, Assurif, Bel Horizon, Tudhert, Agir, Bariq 21, El Hayet (association pour la protection de l'enfance), le Petit lecteur, FARD, MsF, l'association Femmes rurales, l'association féminine Génération oranaise, l'association El Ikram, le collectif de Constantine Feministing, le collectif Barakat, l'ECA, Amnesty International, le Rassemblement-Actions- Jeunesse (RAJ), le Café littéraire, l'association Un pas, Ikloulaf, Amosnaw (Le sage scientifique), Promotion et loisir des jeunes, Project'heurt, SOS Disparus, Tadukli, Tanalit, Thawriert Nag, la Voix d'Apulée, AFAK, El Amel, Flambeau vert, Info Com, Ecole et Familles, Etoile culturelle de Bouhamza, association culturelle FELDEN, Association culturelle Thafath, l'association Drôles-madaires, l'association culturelle Méd-Action, l'association caritative Sidra, l'association Le Défi pour enfants inadaptés mentaux, l'association de la lutte contre la toxicomanie (ALT), l'association « Rayon de Soleil » destinée aux enfants autistes, l'association pour les diabétiques de la Daïra de Tazmalt, l'association TEJ pour les enfants malades et handicapés, une association de lutte contre les myopathies, l'association Tedj à El Oued dans le sud, l'Association pour l'aide psychologique, la recherche et le perfectionnement (SARP), l'association KHADRA (pour la protection de l'environnement), association Djazairouna des familles victimes du terrorisme, le collectif des haragas disparus en mer, Abunawas, l'Association Nationale des femmes en Communication, l'association El Manar, l'ANEJ, plusieurs associations d'étudiants comme l'AAI, le réseau Arci.

Cette liste, non exhaustive<sup>144</sup>, illustre l'étendue des domaines d'intervention des associations concernées par les actions et les formations du CISP. Elle illustre surtout la croissance exponentielle, à partir de DDH4, des actions menées, proposées ou soutenues par le CISP, la justesse et la pertinence de sa vision et de sa stratégie globale, le bien-fondé du pari sur lequel repose son action. Les chiffres concernant les personnes directement touchées par les actions du CISP au fil des programmes qui figurent dans l'annexe II de ce rapport donnent plus précisément la mesure de cette croissance exponentielle.

Quant au contenu, concernant la promotion des droits de l'Homme, lors de la dernière année du programme de DDH1, le CISP ajoute aux diverses actions de sensibilisation aux droits de l'Homme, la création d'un certificat des droits de l'Homme dont l'organisation, le

---

<sup>144</sup> Nous n'avons pas pu disposer des archives permettant d'en dresser une liste complète.

suivi et l'obtention du diplôme sont pilotés par l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon, les formations étant assurées par des universitaires algériens et parfois par des expatriés. 120 jeunes, d'un niveau d'études supérieures, sont sélectionnés dans le cadre de ce certificat, en fonction de leur engagement dans la société civile. Parallèlement, dix personnes sont formées à prendre le relais des formations aux droits de l'Homme, choisies pour leurs compétences d'enseignants et leur engagement dans la défense des droits de l'Homme. En même temps la sensibilisation aux droits de l'Homme s'étend aux jeunes universitaires à travers leur participation aux conférences, débats dans les universités des quatre zones considérées : Alger, Oran, Kabylie, Constantine. 2400 jeunes universitaires les ont suivies. La percée dans les milieux universitaires permet au CISP et à la LADDH d'avoir une portée beaucoup plus large que prévue, notamment à Oran et à Bejaïa.

Une vingtaine d'avocats, constitués en réseau, sont formés par un partenaire italien, l'UFTDU, notamment pour assurer la défense des défenseurs des droits de l'Homme. Très récemment a été créé l'Observatoire national pour un procès équitable dont les membres ont été formés par la LADDH avec le soutien du CISP ; il doit commencer incessamment ses premiers suivis de procès.

La promotion des droits de l'Homme en direction de l'enfance et des adolescents se poursuit à travers plusieurs projets, notamment le projet de création d'une « pépinière de jeunes citoyens » dans les écoles, en particulier avec la création de six Conseils Communaux des Jeunes, outre celui de Bab el Oued, à Akbou, Chelatta, Batna, Biskra, Skikda, Guelma, qui fonctionnent et se renouvellent d'une année sur l'autre ou commencent et plusieurs autres à l'état de projets comme à El Hadjeb. La constitution des CCJ est soutenue par un programme de formation aux techniques participatives pour soutenir les encadrants des jeunes et des adolescents. Y ont participé trente trois encadrants venus des régions concernées.

L'existence de ces CCJ suscite de multiples demandes et une synergie se crée avec d'autres territoires. Souhaitant confirmer l'effet de « contagion positive » de ces CCJ, le CISP a réuni les jeunes de ces différents CCJ et a organisé une mission destinée à sensibiliser des associations de l'Est algérien, intéressées par cette expérience, sur la constitution de CCJ comme outil de participation citoyenne des jeunes dans le dialogue social.

La formation à la gestion positive des conflits lors de DDH2 est assurée par les animateurs formés pour être formateurs. Suite au succès de ces formations, l'équipe de formateurs a été sollicitée pour mettre en place ce type de démarche en Tunisie et au Maroc. Sur les trois régions concernées, Tizi Ouzou, Bejaïa, Akbou et Boumerdès, 167 personnes relais ont été formées durant la troisième année du programme. On peut considérer que plus ou moins 835 personnes ont été touchées indirectement par ces formations compte tenu de leur impact dans les familles ou au niveau des collèges.

Lors de DDH1 le nombre des consultations psychologiques s'élève à environ 2000 et les consultations juridiques à près de 2500, tandis que durant la troisième année du programme DDH2 les juristes accueillent 120 nouveaux cas par mois.

À côté des actions qui visent à renforcer, étendre, spécifier ramifier et compléter les diverses actions entreprises depuis DDH1 des projets plus spécifiques sont mis en route.

Le projet « Enfance et Jeunesse » d'une durée de 30 mois se termine en mai 2011. Il consiste à soutenir et mettre en réseau des acteurs institutionnels et de la société civile pour la promotion des droits de l'enfant et la réhabilitation des enfants victimes du terrorisme à Bab el Oued<sup>145</sup>. Plus de 450 professionnels ont été formés au Travail Thérapeutique de Réseau tandis que 40 d'entre eux ont été formés pour être en mesure d'animer des rencontres de coordination associant professionnels et citoyens. L'atelier de soutien scolaire a été fréquenté par environ 3200 enfants et jeunes adolescents. Plus de 150 adultes ont été formés à la pratique de la non violence qui travaillent auprès d'enfants et d'adolescents dans des structures publiques (collèges, maison de jeunes) et associations (associations de parents d'élèves, et associations partenaires du projet). Le CISP estime à 25 000 le nombre des jeunes qui ont été initiés à la communication non violente et à la gestion positive des conflits. Sachant que les professionnels de l'Éducation nationale qui ont été formés à la gestion positive des conflits et aux techniques

---

<sup>145</sup> Voir plus bas l'évaluation externe menée sur cette action.

de la communication non violente les mettent en pratique dans leur classe, on peut estimer que 3600 enfants y ont été initiés.

Un second projet concernant la jeunesse vise à améliorer les connaissances des acteurs associatifs et institutionnels sur la situation des enfants en conflit avec la justice afin d'améliorer la prise en charge de ces enfants. Deux résultats sont attendus : une meilleure connaissance et une meilleure compréhension du fonctionnement de la justice des mineurs, afin de rendre la protection des droits des enfants en conflit avec la loi, d'autre part une mise en réseau des professionnels et des militants associatifs impliqués dans le domaine de la justice des mineurs qui permette la mise en place d'alternatives à la prise en charge des enfants en conflit avec la loi.

Le programme spécifique « Un monde selon les femmes » qui vise l'égalité et la non discrimination envers les femmes en Algérie, la garantie du respect de leurs droits, plus particulièrement leurs libertés individuelles, voit le jour en 2013. Ce projet part du constat selon lequel si une génération de femmes a mené une bataille pour les droits des femmes dans les années 1970, le mouvement féministe peine à l'heure actuelle à mobiliser la jeune génération. La relève est à construire.

Outre les formations proposées, le CISP offre des formations destinées à une vingtaine de formateurs capables de former des adultes et des jeunes gens autour des stéréotypes préjugés et discriminations et de fonctionner en réseau. Il soutient la construction d'un plaidoyer permettant de faire valoir les droits des femmes et leurs droits aux libertés individuelles en prévenant les conduites discriminatoires et de violence à leur égard. Ce programme se déploie dans plusieurs villes : Alger, Constantine, Mostaganem, la Kabylie et Djanet.

Un outil d'animation « les carnets du genre » destiné aux animateurs et aux enseignants, traduit en arabe et contextualisé au regard de la situation algérienne doit être proposé au Ministère de l'Éducation nationale en tant qu'outil potentiel des programmes d'éducation civique, depuis peu obligatoire dans les écoles. Le CISP et ses partenaires ont déjà réussi en effet à introduire dans les écoles des outils pédagogiques, tel le manuel *Graine de citoyen et l'Effeuilleur* qui reprennent les jeux de coopération et de gestion positive des conflits à destination des enfants et des adolescents. Ces outils sont devenus partie intégrante de certaines pratiques pédagogiques d'enseignants concernés par ces outils et les formations qui les accompagnent.

La construction du plaidoyer sera construite à partir de la capitalisation de plusieurs actions : d'une part des conférences débats auprès de plus de 1000 jeunes universitaires. Qu'il s'agisse de l'école ou des universités peu de choses existent qui permettent de déconstruire les préjugés et d'apprendre les principes de base du respect du civisme et de la dignité. En second lieu est mis en place un module de formation sur « plaidoyer et genre », avec l'utilisation de la méthode des intelligences citoyennes comme pratique mobilisatrice, destinée à permettre l'émergence de 20 relais parmi les collectifs de jeunes femmes ayant un savoir faire quant à la logique et les outils qui permettent de défendre les droits des femmes et de modifier regards et comportements. Les participants impliqués dans la démarche témoigneront de situations injustes vécues. Une parole solidaire et des revendications seront issues de l'ensemble de ces témoignages, tout comme des projets, des initiatives dans les quartiers des innovations culturelles et sociales. Cette démarche de construction de plaidoyer a été étoffée par la mise en place d'un espace créatif et interactif de sensibilisation pour une quinzaine de jeunes lors d'une résidence d'artistes encadrée par deux artistes habitués aux « Arts performances ». Les outils artistiques de plaidoyer permettent de toucher le public plus largement, autrement, de façon plus accessible et novatrice, et d'être relayés par la presse.

À été aussi organisée une Université d'automne de trois jours sur le thème « les droits de la femme, transmission culturelle et familiale », ouverte à une cinquantaine de jeunes, qui permet de dégager des axes d'interpellation et d'action pour combattre les discriminations.

Nous illustrerons ici les modalités de développement de l'une des activités soutenues par le CISP : les consultations juridiques, ces modalités se présentant le plus souvent pour les différentes activités soutenues par le CISP selon le même schéma :

Les premières formations sont destinées à répondre aux besoins de l'urgence, celle de former les personnes qui interviennent pour porter secours aux familles sinistrées par le séisme qui a eu lieu à Boumerdès et soutenir les professionnels réquisitionnés du jour au lendemain sans préparation sur les lieux du sinistre et rapidement débordés et harassés par l'ampleur du travail. C'est dans ce but que des formations ont été proposées à ces intervenants à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau à ceux qui travaillent dans les consultations psychologiques en collaboration avec les avocats qui travaillent dans les consultations juridiques. Ces deux types de consultation ont été installés dans la région de Boumerdès et également dans la Maison des droits de l'Homme à Bejaïa. Pour toucher les populations éloignées des centres urbains juristes et psychologues se sont déplacés en de multiples villages reculés pour offrir des consultations, couplées avec des sensibilisations aux droits.

Au bout de neuf années de fonctionnement les consultations juridiques sont débordées par la demande. Ces consultations ont acquis une grande visibilité dans le territoire et sont donc victimes de leur succès. Si au départ les demandes concernaient des questions de divorce, de logement, de conflits de voisinage, d'héritage, etc., c'est-à-dire des contentieux qui relèvent de la justice ordinaire et si le rôle de conseil consistait à accompagner les citoyens dans leurs démarches et à les orienter de façon pertinente à travers le réseau alors constitué, avec le temps les demandes se diversifient. Outre celles qui concernent la justice, affluent celles qui concernent plus spécifiquement les droits de l'Homme. Aussi apparaissent de nouveaux besoins du côté des professionnels. Les avocats ne sont pas outillés, notamment pour accéder de façon pertinente aux instances internationales. Dans ce but des formations sont actuellement en cours d'organisation qui font appel à l'association italienne UFTDU. Des réunions au niveau du CISP sont en cours qui visent à préciser les outils nécessaires.

Par ailleurs l'afflux des demandes déborde sur le plan du suivi des affaires. Manquent les outils nécessaires à la gestion des dossiers et à la capitalisation des expériences. Manque une base de données qui permette d'identifier les ressources existant sur le territoire en matière d'aide juridique, comme l'aide judiciaire gratuite et qui permette d'adresser les personnes aux bons lieux. Naissent ici comme ailleurs des besoins en matière de gestion et de rationalisation du travail liés au développement et à la visibilité des actions qui nécessitent une bureaucratisation du travail et les moyens humains correspondants. Avec ce développement se fait jour une spécialisation nécessaire des professionnels, entre ceux qui défendent les victimes de la violation des droits humains et ceux qui prennent en charge le tout venant des contentieux qui relèvent de la justice ordinaire.

Par ailleurs les juristes qui travaillent dans différentes consultations juridiques ne voient pas les mêmes demandes affluer. Mais, comme le remarque un avocat au cours d'une réunion avec le CISP, la diversification des demandes entre contentieux en matière de justice et contentieux en matière de droits humains va nécessairement arriver à ceux qui pour l'instant ne traitent que de contentieux de la justice ordinaire. Ceci va impliquer pour le CIP une extension future des formations aux moyens de défense des victimes de la violation des droits de l'Homme à de nouveaux avocats.

Une importante étape du développement des activités du CISP est franchie avec le passage à l'écrit dès la fin de DDH1. Un travail de capitalisation des expériences commence avec la publication *La citoyenneté et la reconstruction du dialogue* de 2006 à 2008, fin 2008. Est publié à la même époque l'ouvrage « *De proche en proche* » relatif à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, réédité et traduit en arabe en avril 2016. Suit en 2011 l'ouvrage *Apprendre à vivre ensemble*, en deux parties, l'une *pensée*, l'autre *agir* qui retrace les expériences de réconciliation nationale en Grèce antique, en Afrique du Sud et au Rwanda, situe le cadre légal de la réconciliation Nationale en Algérie et offre une réflexion sur les moyens possibles de la mener à bien. Suivent, déjà mentionnés, les manuels en 2013 relatifs à l'éducation à la citoyenneté et au respect des droits humains, l'un concernant le programme « Graine de citoyen », l'autre la constitution de Conseils Consultatifs de Jeunes. Est en même temps confectionné un Syllabus destiné aux étudiants qui suivent les formations au certificat des droits de l'Homme. Un manuel est édité qui concerne les différentes étapes de la démarche à suivre en matière de constitution et d'écriture d'un plaidoyer. Il en est de même du

*guide juridique du citoyen, d'Un regard algérien sur les droits humains, et de Citoyenneté et État.* Est également publié un État des lieux de la prise en charge des enfants en conflit avec la loi ainsi que plus récemment en 2015, un ouvrage sur les associations algériennes<sup>146</sup>.

Autrement dit les différents domaines d'intervention du CISP sont accessibles à des publics bien plus larges que ceux que ses actions touchent directement. Ce passage à l'écrit est d'autant plus important que maintes fois a été répété en différents lieux « le trou noir » que représente pour les citoyens algériens la méconnaissance de leur culture et de leur histoire, tout comme est méconnue la littérature juridique relative aux droits de l'Homme et aux Instances internationales qui peuvent s'en rendre garantes, y compris dans les milieux professionnels du droit.

## C Extension territoriale

Les militants des droits de l'homme pour DDH1 formés à des sessions de sensibilisations aux droits de l'homme se situent dans les wilayates de Tizi-Ouzou, de Boumerdès, de Bejaïa, d'Alger et de Djanet. Pour DDH2 ils viennent des mêmes lieux auxquels s'ajoutent des militants venant de Mostaganem, Constantine, Tiaret, Bouira et d'Oran. Deux communes d'Alger spécifiques sont concernées Bab el Oued, Les Eucalyptus, par la conjugaison des formations, auxquelles s'ajoutent des formations dans d'autres quartiers de la ville. Le CISP est plus attentif à la sélection des participants et à l'ouverture des formations à différentes régions du pays. Pour DDH4 les participants, tous universitaires et impliqués au sein d'associations ou de partis politiques viennent de Bejaïa, Tizi-Ouzou, Oran, Constantine, Souk Ahras, Sétif, Skikda, Annaba, Tebessa, d'Alger, Boumerdès, Mostaganem, Sidi bel Abbès, Bouira, Batna et de Blida.

L'appui à la prise en charge des personnes victimes de violence à Si Moustapha et à Tizi-Ouzou lors de DDH1 pour les formations à la « Clinique de Concertation » s'étend pour DDH2 à Alger, Blida, Boumerdès et Akbou. De même les consultations juridiques et psychologiques s'étendent parallèlement de la région de Tizi Ouzou et les villages environnants dans le programme suivant en d'autres lieux de la Kabylie, à Bejaïa à Akbou et à Boumerdès. Ces consultations juridiques et la formation à la « Clinique de Concertation » y rencontrent un franc succès et font des émules.

Les participants se sont engagés pleinement dans les activités de sensibilisation au Travail Thérapeutique de Réseau. Les relais se sont approprié cet outil en organisant 63 journées de sensibilisations au niveau de leur secteur d'appartenance et auprès d'autres structures (Santé, Éducation, Jeunesse et sports, associations dont huit associations partenaires de Handicap International, Solidarité et Action sociale). Des sensibilisations ont également eu lieu au-delà des territoires prévus : Alger, Blida, El Oued, Batna, Sétif, Annaba, Akbou, Oran, effet de la contagion positive de ce dispositif. Ces journées de sensibilisation ont touché approximativement plus de 2520 bénéficiaires directs et 252 000, bénéficiaires indirects, c'est-à-dire les usagers de ces professionnels.

La Direction de l'Agence de Développement Social, informée des résultats de ce dispositif par deux bénéficiaires des formations au travail thérapeutique de réseau demande au CISP de former des professionnels de son secteur sur quatre régions. Cette demande est un gage quant à la pérennisation des formations, à la transmission de ces outils thérapeutiques ; elle assure une visibilité et une reconnaissance de ce travail.

Les formations à la gestion positive des conflits concernent des bénéficiaires venant d'Alger, Si Mustapha, Boumerdès, Naceria et Tizi-Ouzou lors de DDH1 et s'étendent à des bénéficiaires lors de DDH2 venant d'Akbou, Alger et Blida.

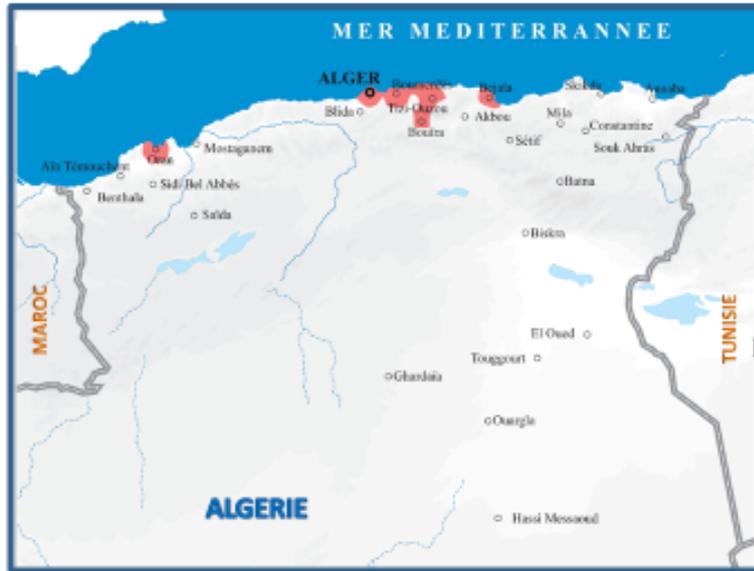
Actuellement le CISP étend son action en intervenant directement et indirectement dans le sud du pays, à Djanet à travers les militants des Droits de l'Homme qu'il a formés, ainsi qu'à Ghardaïa, Touggourt, Ouargla, Tamanrasset, Béchar dans le cadre de « Mémoire de femmes » qui diffuse dans le grand Sud l'approche de la « Clinique de Concertation ». Un ambitieux projet dans le Grand Sud, « Voix du Nord, Voix du Sud » est en cours de démarrage

---

<sup>146</sup> *Les associations algériennes. Des acteurs émergents en quête de reconnaissance, 2015.*

actuellement qui vise, comme le montre son intitulé, à établir des liens entre les professionnels et les militants des associations du Nord et du Sud et à soutenir le développement de ces dernières.

Voici plusieurs cartes qui illustrent l'extension territoriale de l'action du CISP depuis DDH1 jusqu'à la fin décembre 2015 (Pour un récapitulatif précis et complet concernant les personnes concernées par les différentes actions du CISP se reporter à l'annexe II) :



DDH 1 2006-2009



DDH 2 2009-2011

## 2. Le développement et les modalités d'essaimage des actions, relais et réseaux

Nous présentons ici le point de vue des acteurs, formateurs, bénéficiaires, coordinateurs et responsables sur le développement des activités soutenues par le CISP en fonction de ses domaines d'activités. L'essaimage se produit non seulement comme on l'a évoqué plus haut dans l'activité pour laquelle les bénéficiaires ont été formés, tout comme dans la sphère privée au sein de la famille et auprès des amis, mais il a également un impact dans le milieu de travail lorsque les militants associatifs travaillent. Nous aborderons ensuite la question de la transmission de la formation et celle de la construction de réseaux.

### A. Le développement des associations

En ce qui concerne le travail de la LADDH, une participante à la formation au certificat des droits de l'Homme, journaliste et informaticienne de formation, évoque les prolongements de la formation reçue :

*« Ce qui importe, au-delà de la formation reçue qui était intéressante, des connaissances académiques et des contenus pertinents, ce sont les rencontres et le travail en réseau pour aller vers d'autres projets de défense des droits de l'Homme. Nous sommes par exemple arrivés à un projet d'« École populaire des droits de l'Homme » avec un militant qui a participé à un précédent certificat et de nombreux participants à la formation soutiennent le projet et souhaitent travailler avec nous. Nous allons travailler sur la thématique des droits de l'Homme, mais je souhaite par exemple travailler sur la sécurité numérique et nous allons traiter également de l'animation de blogs ou des techniques d'écriture. » Elle ajoute : « Il faut se dire que les gens ne lisent pas beaucoup et n'écrivent plus, en dehors de quelques personnes qui tiennent des blogs par exemple. Pour ma part je pense qu'il faut faire ce passage qui est important : faire des recherches et rédiger. »*

Le vice-Président de la LADDH analyse le développement de celle-ci :

*« Avec quelques militants, nous participons au certificat des droits de l'Homme.*

*Nous avons été identifiés comme une association thématique référente des DDH. Le CISP a postulé sur cette thématique.*

*En 2005, la ligue avait pris une nouvelle direction : l'axe renforcement des capacités des militants, mais nous avons besoin d'outils, de savoirs et de maîtrise. La formation de la société civile était nécessaire. Le CISP a renforcé la ligue et lui a donné un axe stratégique. Le projet du CISP a bien répondu à ce besoin de formation.*

*Grâce à lui, on a pu s'installer à Bejaïa, car il nous fallait de l'énergie et des finances. On a pu ouvrir un centre de documentation aux droits de l'Homme. En 2006, le centre est ouvert avec aussi l'aide des Pays Bas, une aide qui s'est poursuivie jusqu'en 2009.*

*Nous avons eu un transfert d'expertise à la LADDH car nous manquions d'outils, nous ne savions pas gérer des projets, ni le staff. Le CISP nous a aidé à dépasser le côté militant et nous a renforcés.*

*Cela a permis l'ouverture d'un bureau à Alger et des bureaux régionaux comme la Maison des droits de l'homme et du citoyen*

*Avec son souci de capitalisation, de mémoire, le CISP a beaucoup adapté et mémorisé : ce travail de mémoire a donné lieu à un guide juridique très apprécié, a donné lieu à des actes des universités d'été, a donné lieu à de la documentation accessible aux jeunes.*

*Il y a aussi l'élément de visibilité du CISP qui entraîne ses partenaires dans son sillage. Il se fait aussi par ce gros travail de transmission dans lequel nous retirons beaucoup de fierté.*

*Tout ce travail de coordination, d'apprentissage de la gestion et du suivi renforce le réseau.*

*Le CISP a aussi acquis de la légitimité grâce à la Ligue. Nous avons ensemble reçu de gros financements par l'intermédiaire des DDH et nous mêmes nous apportons une expertise de la réalité et du terrain.*

*Les projets les plus importants ont reçu des financements sur trois ans. Cela nous a permis de prendre le temps nécessaire pour constituer notre réseau et d'avoir ainsi un ancrage national.*

*Nous avons pu tisser des relations avec d'autres partenaires. »*

Il faut ajouter à ce travail la création par notre interlocuteur et le président de l'Étoile Culturelle d'Akbou d'une émission de radio à Bejaïa :

*« La radio de Bejaïa ouvre des espaces sur les sujets les plus tabous. On a une émission « l'avis et l'avis contraire » qui a lieu une fois par semaine avec un panel de personnes, des universitaires, des politiques des membres d'associations qui débattent entre eux. Tous les thèmes sont traités. On arrive à dire des choses, même des choses qui ne sont pas acceptées par la société. Cette émission existe depuis plus de quatre ans ; elle est très écoutée. Ça n'aurait pas été possible il y a dix ans. Il y a une demande sociale, ça tient à la région, Bejaïa est une ville ouverte, on peut y parler de sujets très sensibles, comme de la liberté de culte ou de conscience. Ce sont des sujets dont on commence à parler. On parle des non jeûneurs, les chrétiens commencent à avoir une voix ; il y a eu une rencontre entre musulmans et chrétiens. »*

Hocine et Malik sont responsables du Centre de Documentation des Droits de l'Homme (CDDH) à Bejaïa. Ils travaillent en partenariat avec le CISP depuis 2009, lequel les a toujours accompagnés depuis dans leurs diverses actions. Représentant de la LADDH, Hocine est aussi syndicaliste. Et le CDDH est une plaque tournante où sont accueillis et soutenus<sup>147</sup> des syndicalistes ou des travailleurs en difficulté dans leurs entreprises.

*« On a une bibliothèque très spécialisée. On y reçoit des étudiants, on fait des formations avec les mouvements associatifs, quelques séances, en fonction de l'actualité. Je n'avais pas pu suivre l'ensemble des modules pour l'ensemble du certificat aux droits de l'Homme pour des raisons professionnelles, je le fais maintenant. C'est le CISP qui était venu expliquer la démarche du contenu. Les thèmes abordés sont formidables !*

*Avant j'étais syndicaliste, j'étais à la direction nationale, ça marchait mal, j'ai été déçu par des camarades qui ont changé de cap, c'est pourquoi je suis passé aux droits de l'Homme et le CISP m'a conforté dans ce choix. Le CISP nous outille pour qu'on avance dans notre parcours et on essaye de les mettre en œuvre. Le CISP est notre partenaire privilégié, ils nous ont toujours accompagnés dans tous nos projets.*

*L'intéressant dans le travail avec le CISP c'est l'échange d'expériences, la mentalité dans le travail. Ils nous ont aidés et nous aident à travailler ensemble pour faire la promotion des droits de l'Homme. Ils nous aident aussi sur le plan de l'information, et aussi sur le plan du financement. Nous avons de très bonnes relations avec eux*

*Nous avons touché des travailleurs à Bejaïa. Actuellement nous sommes dépassés par le travail et les demandes. La première fois, il y a quatre ans, on a défendu des grévistes. On a créé une structure qui essaye d'intervenir et qui travaille aux côtés des*

---

<sup>147</sup> Nos deux interlocuteurs ont été rencontrés à la suite l'un de l'autre. Cet extrait est une combinaison des deux entretiens

travailleurs en tant que Comité de soutien. On a accompagné des travailleurs dans une dizaine d'entreprises, des entreprises comptant plus d'une centaine de personnes. Ils n'avaient pas de syndicats : on les a aidés à monter des collectifs, on les outille pour ça sur la démarche à suivre. On les a accompagnés par le réseau dont on dispose ; on a fait appel à la presse pour vulgariser leur action et on a fait pression auprès des pouvoirs publics pour qu'ils s'intéressent au sort des travailleurs. Grâce à notre action on a pu les recaser.

Nous avons créé un Comité de solidarité des travailleurs qui intervient quand il y a un problème dans leur entreprise. Il est à la résidence du centre. Chaque tâche y a ses spécialistes.

Pour ces actions, l'incontournable c'est de maîtriser les textes, les droits, et c'est de travailler avec tout le monde.

À notre niveau, toutes les dynamiques qui existent à Bejaïa passent par la LADDH. Les gens ont confiance et ils nous connaissent. Maintenant on nous sollicite directement. Nous sommes une référence sur la région parce que nous sommes partout sur le terrain sur ce thème des droits de l'Homme.

Nous avons quatre projets en cours :

À la suite d'un colloque à Alger, nous avons mis en place un collectif d'avocats qui suit les procès. C'est un Observatoire des procès pour un procès équitable. On l'a mis en place ces jours-ci, à la fin de la formation. Ils vont très bientôt intervenir dans les procès. Ils commencent à partir de décembre.

Connaissant bien le système judiciaire, nous imaginons les difficultés. On veut qu'ils acceptent notre présence. On ne nous mettra pas dehors. Les difficultés sont au niveau des magistrats. Du côté des familles on a des avocats qui font des consultations d'écoute juridique.

L'an dernier, il y a des citoyens qui ont appelé à un déjeuner public pendant le Ramadan. Il y a eu une réaction d'autres citoyens qui ont voulu empêcher le rassemblement. On est intervenu pour empêcher que ça tourne au drame et on est intervenu avec toute la société civile pour condamner cet acte.

Il y a des activités qui ont lieu chaque année à la Maison de la culture destinées au public, pendant le mois de Ramadan. Un groupe est venu voir un responsable de la Culture pour lui signifier que toute activité en dehors de la salle était interdite. Nous avons créé un Comité de veille et de sauvegarde des libertés qui intervient pour interpeller les pouvoirs publics sur leur passivité et interpeller le Ministère de la Culture pour qu'il continue les activités qu'il a lui-même définies. Ce comité doit exister chaque fois que les libertés sont menacées. On se réunit ces jours-ci pour voir le travail à venir.

On s'est réuni hier soir à Ghardaïa. On essaye d'intervenir chaque fois qu'il y a un événement public important avec la société civile, avec le mouvement associatif. On essaye de négocier, d'interpeller les pouvoirs publics pour qu'ils prennent leurs responsabilités et pour trouver des solutions.

Nous sommes associés avec le CISP actuellement pour une formation destinée aux avocats, aux professionnels des droits de l'Homme, aux médias et aux élus locaux qui sont en contact avec la population. [...]

Nous intervenons aussi ailleurs quand il s'agit de questions importantes. Par exemple sur la question des non-jeûneurs. Il y en a qui ont été arrêtés. On a organisé des débats sur la liberté de conscience, sur la liberté de culte avec des avocats : la liberté de culte est garantie par la Constitution.

Nous travaillons avec les femmes, avec les enfants sur leurs droits humains. On organise des rencontres avec les enfants. On a ramené des élèves qui ont suivi des formations sur leurs droits. On a participé à la Journée mondiale des enfants. Le CISP y a participé indirectement en finançant. On choisit des thèmes d'actualité, on l'organise ensemble. Le CISP a accompagné cette action.

Je suis content de l'avancée de notre travail. Quand on voit que le mouvement associatif essaye de travailler en collaboration, quand on voit que des journalistes sont

*acquis à notre travail et essayent de nous soutenir, quand on voit qu'un collectif d'avocats est à notre disposition quand il s'agit de cas de violation des droits de l'Homme, quand vous voyez que quand vous appelez des associations, ils viennent pour participer à l'action qu'on organise. C'est une avancée, c'est le travail de la Ligue des Droits de l'Homme soutenu par le CISP. »*

Voici l'appréciation que porte sur les projets de DDH1 et DDH2 (2006-2011), Charlotte Debussy, la responsable de ces projets au niveau de sa gestion. Celle-ci a travaillé pendant quatre ans au CISP :

*« La LADDH a été clairement renforcée à Tizi-Ouzou et à Béjaïa. Ils ont eu tout d'un coup un niveau d'activité régulier. Ils ont proposé aux militants des activités régulières ; ils ont proposé des formations régulièrement à leur siège ou lors des universités d'été. Un groupe de militants s'est constitué et fidélisé à Béjaïa et à Tizi-Ouzou. C'est clair qu'ils ont été renforcés, qu'ils ont été capables de mener et de déposer des projets au niveau des financements en leur propre nom.*

*En ce qui concerne la gestion positive des conflits avec AFAK à Si Mustapha, les participants étaient motivés pour venir. On a formé un groupe de formateurs. Ils ont mis en place par la suite des activités pour diffuser la Gestion positive des conflits dans les écoles et le milieu associatif. C'est aussi un élément de réussite. »*

Damien Baal qui est intervenu pendant plusieurs années sur la question de la toxicomanie laisse comprendre que la voix de la LADDH se fait entendre auprès de la population dans les différents lieux où elle est implantée et renchérit sur les propos de nos interlocuteurs précédents:

*« J'ai passé plusieurs jours avec deux militants de la LADDH. Il y avait deux groupes de défense des droits de l'homme, l'un à Alger, l'autre à Akbou. C'était sur la question de la toxicomanie. Les salles étaient bondées et c'était très dynamique. »*  
(Damien)

Nous évoquerons l'appréciation de plusieurs formateurs à la « Clinique de Concertation » sur son développement en reprenant d'abord les propos de Jean-Marie Lemaire, formateur à la thérapie contextuelle à « la Clinique de Concertation » et au « travail thérapeutique de réseau » :

*« J'ai commencé à travailler en Algérie en 1998, à MSF avec Eveline, après avoir travaillé avec elle en ex-Yougoslavie, au Kosovo, en Bosnie et en Albanie. Elle m'a demandé de travailler à un projet de sensibilisation à la thérapie familiale et à la thérapie contextuelle en Algérie, à Alger. C'était une période dangereuse avec des attentats, des barrages et des faux barrages partout, la fin de la tragédie nationale, avec un projet à très court terme. C'était dans le cadre des journées algéro-belges de psychiatrie, avec quelques journées sur la thérapie familiale et le Travail Thérapeutique de Réseau. Quand on a commencé il y avait trois, quatre modules de sensibilisation, ça s'est transformé en formation selon les critères européens des formations : trois années de formation validées en fin de parcours par l'EFTA (European Family Therapy Association) dont l'ILTF (L'institut Liégeois de Thérapie Familiale) et moi sommes membres fondateurs. [...] On a validé une première promotion de thérapie familiale en 2001. Il y a eu ensuite une deuxième, puis une troisième promotion et ainsi de suite. Selon les années il y avait une nouvelle promotion de recrues tous les ans ou tous les deux ans pour leur permettre de s'approprier la démarche et les motiver. Ceux que nous avons formés sont devenus des coformateurs des promotions suivantes. Ils sont devenus eux-mêmes des formateurs. C'est comme ça qu'est née l'idée des ateliers de transmission. L'adaptation au contexte algérien a été nécessaire : la thérapie contextuelle a été inventée aux États-Unis, puis*

*modifiée par les italiens et les belges, puis propagée en France. La traversée de la Méditerranée a demandé une adaptation considérable. C'est à cette époque que l'association de thérapie familiale est créée avec le but de devenir membre de l'EFTA, avec cette idée que c'est l'association algérienne qui validerait les parcours de formation, comme en France où c'est la société française de Thérapie Familiale qui les valide. [...]*

*Puis a eu lieu le tremblement de terre. On a travaillé avec des gens sensibles à la « Clinique de Concertation » qui a été enseignée dans le cadre de la formation à la thérapie familiale et au Travail Thérapeutique de Réseau. On était héritier du travail effectué en ex-Yougoslavie. On a fait des modules de formation à la gestion des détresses multiples et des sensibilisations. Ces modules étaient très proches du terrain. On travaillait dans des baraques, dans les camps, dans des shelters, dans les écoles avec des professionnels travaillant dans la proximité et la pluridisciplinarité. On a forcé le trait sur le Travail Thérapeutique de Réseau. Il y avait des personnes formées dans le cadre universitaire qui ont eu alors l'occasion de pratiquer les formations qu'ils avaient reçus. À Boumerdès la pénétration territoriale de ce travail a été très importante. C'était un territoire très sensible au terrorisme. Les Kabyles étant anti-État nous ont offert une place énorme. On a pu alors faire des formations à Tizi Ouzou à la thérapie familiale et surtout à la « Clinique de Concertation ». On y a retrouvé des gens formés lors des premières promotions. Cela a été un champ extraordinaire pour travailler la « Clinique de Concertation » qui prenait alors de plus en plus d'identité.*

*- Comment étiez vous reçus ?*

*- Les cellules de proximité nous ont super bien reçus. À Blida ou à Tizi-Ouzou on a toujours été bien reçus, avec le sens de la fête. À Ghardaïa par exemple il y avait tous les soirs un orchestre et les gens dansaient.*

*Le Ministère de la Solidarité nous a demandé de faire des formations sur 58 unités. Un de ses représentants est venu à École et Famille pendant une semaine pour voir comment on travaillait. Mais finalement ça ne s'est pas fait.*

*On a travaillé à Bab el Oued après les inondations. Ce n'était pas les mêmes conditions et moins cohérent qu'à Boumerdès. Mais ce travail a laissé des traces. Là, de nouveau on a retrouvé des gens qui avaient été formés avant.*

*Dans le cadre des rencontres en Aragon, Eveline a eu l'idée de travailler avec des associations féministes algériennes sur les événements de Hassi Messaoud : une réflexion en roue libre dans le cadre contextuel. On travaille aussi à Djanet. Dans le Sud, la thérapie familiale et la « Clinique de Concertation » fonctionnent par diffusion. Quand on y est arrivé, tout le monde savait qu'on avait travaillé avant. On y a trouvé un terrain très interactif et on a commencé à travailler avec des gens qui ont une culture de réseau.*

*À la fin des années deux mille il y a eu l'accompagnement à l'écriture de l'ouvrage « de proche en proche »<sup>148</sup>. Ce livre va être réédité en français, avec des remaniements, et traduit en arabe.*

*Je suis ravi de ce que j'ai appris en Algérie. Par exemple poser la question : qu'est-ce qui vous fait honneur dans une « clinique de concertation » est une question qui vient d'Algérie. La question de la survie, de la résistance à l'institution qui démolit, ça vient aussi d'Algérie. »*

Marie-Claire Michaud, qui assure des formations à la « Clinique de Concertation » régulièrement depuis une quinzaine d'années en de multiples lieux témoigne :

*« Après le séisme, à Boumerdès, il y a eu des drames épouvantables et tout le monde s'est mis au travail. L'encadrement avait été très bien préparé, c'était super bien organisé, les chauffeurs avaient un rôle primordial dans nos déplacements par rapport à la police et à nos conditions de travail. Ils t'aident en tout, ils sont d'une*

---

<sup>148</sup> De proche en proche

*grande fidélité, d'une loyauté vis-à-vis d'Eveline ! Celle-ci faisait tout pour qu'on se sente en sécurité. La terre tremblait et il y avait des familles qui étaient assassinées dans les parages. J'ai apprécié particulièrement le travail d'Eveline auprès des politiques au niveau des ministères et du terrain ; elle était très connue déjà parce qu'elle avait, avant le CISP et quand elle travaillait pour MSF, déjà fait un gros travail de lien et de réseau. Je l'ai ressenti plus tard notamment au niveau du Ministère de l'Éducation nationale en 2009-2010, lorsque nous avons été sollicités pour travailler à Bab el Oued.*

*À Boumerdès il y avait une demande énorme. Quand je suis arrivée à la bibliothèque de Boumerdès une centaine de personnes m'attendaient pour la formation ! Entre 2005 et 2006 la demande était phénoménale et les groupes énormes. Il y en a maintenant beaucoup moins, c'est plus régulé et à une échelle acceptable. J'avais très peur d'être là, en tant que française, pas à ma place, mais ils étaient tellement respectueux de ce qu'on apportait et tellement avides d'apprendre et d'expériences. Dans les retours entre les sessions ils disaient particulièrement apprécier qu'on parte de situations et qu'on apporte aussi notre expérience d'Europe.*

*Pour éclairer la démarche de la « Clinique de Concertation », les structures avec lesquelles on travaillait recevaient beaucoup de familles, et je pensais que tout cela allait se développer rapidement. Mais cela n'a pas été facile ; Eveline Chevalier a eu du mal à stabiliser le personnel de ses équipes, les projets n'étaient pas toujours dans la continuité les uns des autres parce que le CISP travaillait tout le temps dans les urgences, là où il se passait quelque chose. [...] Dans la dernière période, Eveline Chevalier a stabilisé la formation ; celle-ci est plus conséquente et plus affirmée depuis les cinq dernières années*

*Il y a des visages que je revois depuis quinze ans, 20 % d'entre eux qui sont restés fidèles, qui interviennent dans le cadre de « Mémoire de femmes » ou de DEM-A-R, comme des conseillers d'orientation, des psychologues, des médecins, des juristes. Au début, ceux qu'on formait attribuaient plus de valeur à ce qu'on développait au lieu d'attribuer de la valeur à ce qu'ils voulaient faire. Ce peuple a été écrasé, il veut être reconnu. Dans tout ce qu'on fait, il faut travailler à la reconnaissance de leurs compétences et à ce qu'ils soient davantage dans la création que dans le copiage. J'ai vu une nette évolution. Je vois qu'ils élaborent des concepts, qu'ils ne sont plus dans la répétition de ce qu'on a apporté, ils y mettent leur propre expérience en valeur. Il y a des groupes qui se forment, qui se font davantage confiance et qui ont du plaisir à se retrouver. Ils ont formé des comités de lecture, ils sont respectés, ils créent des liens [...]*

*Les dix ans de terrorisme ont complètement traumatisé la population. Je ne l'ai pas perçu tout de suite ; ça a laissé des stigmates énormes dans tous les domaines. La confiance a été altérée entre eux, surtout entre les générations. En plus les séismes peuvent recommencer avec des catastrophes en perspective. Je n'ai pas vu les traumatismes au début, on ne parlait pas de ça dans le milieu scolaire, psychologique et médical. Il était interdit d'en parler : il fallait reconstruire. On le voit davantage quinze ans plus tard, ils osent dire maintenant qu'ils ont peur ; avant ils ne le disaient pas... Et il y a aussi une crise économique en vue. Mais je pense que la solidarité est là, en réserve ; leur culture du collectif est la chose qui me donne de l'espoir et qui me fait avancer. »*

Le responsable du café littéraire de Béjaïa évoque l'impact des de ses activités et les prolongements qu'il envisage :

*« Beaucoup de personnes viennent régulièrement et s'informent de la suite des débats quand ils se sont absentes. Il y a d'abord un intérêt pour les sciences, la littérature ; ils acquièrent une ouverture. Il y a l'esprit de tolérance qui imprègne les habitués qui assistent à des débats contradictoires. On y apprend à reconnaître les idées des uns et des autres. On y apprend la tolérance, pas l'esprit idéologique. Il y a*

*de temps en temps des barbus qui viennent et qui interviennent : « Notre société est musulmane, elle est comme ça, elle doit rester comme ça ». Ils ont leur dogme. Des contradicteurs réagissent et argumentent. Les Kabyles sont en grande majorité conservateurs. Ça ne nous a pas empêchés d'avoir des débats très francs sur ces thèmes là.*

*On veut organiser des colloques pour réfléchir sur les limitations sociologiques de notre société qui connaît des bouleversements très profonds. Elle est en pleine régression et notre élite n'a rien qui la caractérise. Nous voulons trouver des thèmes sociétaux, comme le système éducatif par exemple, pouvoir diagnostiquer le mal qui ronge notre société, pour pouvoir entrevoir des solutions qui nous permettent de sortir du Moyen Age. On veut avoir des journaux qui reprennent ces débats, créer une chaîne de télévision, de radio pour toucher une audience plus large. Pour l'instant nous manquent les moyens et des volontaires. »*

L'association, El Ikram (Générosité), située à Annaba, a pour but d'animer des activités auprès des jeunes avec l'objectif d'améliorer les conditions d'accès à la culture et à la formation, surtout pour un public féminin. Ainsi s'exprime sa présidente :

*« Le CISP nous a permis d'élargir nos activités. Grâce à cela nous avons pu passer des conventions avec deux Maisons de jeunes et c'est nous qui les gérons maintenant. Il y a bien un directeur coordinateur mais nous gérons les adhérents et les activités qui s'y déroulent. Nous avons des adhérents et des bénévoles depuis 2012. Il y a une bonne ambiance. Nous avons progressé sur les techniques d'animation. J'ai commencé à faire un travail sur les caravanes du Sud qui sont des caravanes éducatives et de loisirs. Ainsi nous avons pu connaître beaucoup de jeunes et avons organisé des formations sur l'audiovisuel. Nous avons eu des échanges avec la Wilaya, avec la Direction de la Culture, avec la DASS, et avec le Ministère de la jeunesse et du tourisme. Cela a donné de l'ampleur à notre association : 120 femmes sont adhérentes dans l'une des deux maisons des jeunes. »*

La coordinatrice de la tenue au CISP du certificat des droits de l'Homme observe :

*« Parmi les bénéficiaires des formations au certificat il y a ceux qui sont dans des associations qu'ils dirigent. Pour eux le bénéfice direct des formations c'est de pouvoir transmettre ce qu'ils ont appris ici aux militants de leur organisation : ils le font de façon organisée, ils se font les relais de ce qu'ils ont appris. D'autres ne sont pas engagés dans une association, ils le font pour un développement personnel. C'est un bénéfice parce qu'ils sont exposés à des points de vue différents, au débat. Le fait de ne pas être d'accord avec un intervenant ou un participant leur permet d'apprendre à réfléchir, à argumenter, à débattre.*

*À la fin des sessions ils sont fatigués. Il y a une cohésion du groupe. Le groupe fonctionne très bien, il y a un esprit collectif ; il y a aussi un esprit d'individualité, il y a des actifs, des opiniâtres. Je suis, très, très positive par rapport à ce certificat parce que moi-même j'ai vécu une expérience similaire à Belgrade qui a changé le parcours de ma vie : C'est très important d'avoir un lieu un peu neutre, qui les sort de leur famille, de leur milieu. Ils se retrouvent avec des gens de partout, l'Algérie est très diversifiée. Ils apprennent ce qui n'est pas disponible à l'Université, ils échangent avec les intervenants sur ce qui les interpelle. Ça va influencer leur parcours, j'en suis sûre. Ils n'en sont pas encore conscients parce qu'ils sont encore dans le processus. Ce certificat est très, très important. »*

Des membres de l'association Tudhert :

*– Avec le travail avec le CISP on est à une étape, puis on a sauté une étape. Au début on a fait du porte à porte. Si on ne franchit pas une étape, c'est qu'on n'a pas bougé, pas évolué. Avec le CISP on a franchi une étape du vécu de l'association.*

*Ça nous a appris à grandir. On a même un savoir de plus par rapport aux formations si on constate ce dont on a parlé. Il y a quelques années on ne parlait pas de ça quand on parlait d'associations, on parlait de folklore.*

*– Le CISP dans son existence nous a permis de nous asseoir dans la continuité, déjà. Nous au niveau du bureau on sait qu'il y a un organisme, si on a un projet on va pouvoir le lui soumettre obtenir un financement, ça nous permet de nous inscrire dans la continuité.*

*Il y a aussi les formations avec le CISP. Il y a une transmission des savoirs faire, une transmission qui n'est pas du tout négligeable. Personnellement j'ai beaucoup appris avec les gens du CISP avec la rédaction d'un rapport, cette transmission que j'ai beaucoup appréciée. Il y a aussi les formations proprement dites qui contribuent à l'épanouissement et au renforcement des capacités. Quand un membre du bureau est épanoui sur le plan technique et sur le plan politique aussi, il peut agir d'une manière directe ou indirecte sur l'environnement il peut monter des projets qui sont pas mal pour l'association.*

*– Je continue sur les formations elles permettent de créer des liens avec d'autres associations ce qui permet de créer des réseaux. D'ailleurs en août par exemple, un club avait un souci ; ils visaient des associations qu'ils voulaient contacter, ma formation m'a permis de rencontrer ces gens et de servir de relais avec ce club. »*

## **B. Les relais de l'action et des formations**

Le CISP s'emploie activement à former des relais de son action et à les susciter. Le message qu'il tente de faire passer en ce sens est bien entendu, ce d'autant plus que les succès des actions des bénéficiaires dans leurs associations suscitent des demandes en ce sens.

*« Si on n'est pas un relais, c'est qu'on n'a rien fait »,* nous dit une jeune femme qui a suivi l'Université d'automne et qui répond ainsi sans détour aux attentes du CISP en la matière. Sitôt cette première session suivie, elle s'emploie spontanément à faire de la sensibilisation auprès des femmes qu'elle côtoie sur leurs droits, envisage de faire de l'initiation aux droits de l'Homme pour les enfants dans l'établissement scolaire où elle enseigne le français, parle tout autour d'elle, y compris à ses amis qui résident à l'étranger, de l'Université d'automne et de ce qu'elle y a appris, envisage d'organiser dans son association des tables-rondes, des projections de films et débats, en reprenant les manières de faire dans l'organisation et la présentation des ateliers qu'elle a suivis, de structurer l'association dans laquelle elle milite, une association qui s'occupe d'artisanat, de développement local économique visant l'émancipation et l'autonomisation des femmes de sa ville, Timimoun.

Voici le témoignage de deux parents d'élèves responsables de l'association de parents d'élèves qu'ils ont créée. Ils ont été formés par l'Étoile Culturelle d'Akbou et ont suivi dans le cadre de l'ECA des formations données par le CISP. On remarquera que la plupart des effets de l'action de ce dernier y figurent : la capacité à essaimer de « proche en proche », l'enthousiasme et la satisfaction dans l'action, la convivialité, l'engagement, la mobilisation et le soutien des familles en retour et donc le succès de l'action au-delà des attentes, l'organisation, la capacité créatrice. On y perçoit aussi la vigilance du CISP à saisir les occasions de renforcer l'action et de la porter à une plus grande échelle :

*« Depuis notre association avec l'Étoile Culturelle d'Akbou les parents ont changé de vision de ce qu'est une association de parents d'élèves : une petite association archaïque.*

*Depuis notre arrivée, grâce à notre approche avec l'ECA et grâce à la nouvelle loi sur les associations et grâce aussi à l'agrément qui nous permet d'être une association à part entière, tout ça nous a donné l'idée de travailler en dehors de l'établissement : on peut faire des activités en dehors de l'établissement, ce qui fait qu'on travaille dans l'établissement avec les enfants ; on travaille dans l'établissement avec les enseignants*

*et on travaille avec les parents. En travaillant en partenariat avec l'ECA, ceci nous a permis de faire des conférences-débats en faveur des parents qui ont un lien avec l'établissement lui-même.*

*La première conférence qu'on a faite l'an passé sur le thème école et famille, comment accompagner l'enfant à la réussite scolaire a été un très grand succès, ça a été une grande première. C'est la première fois qu'une association de parents d'élèves faisait ce genre d'activité. On s'est inspiré d'École et Famille dans la région. Ça a eu un très grand écho, ça a été une très grande réussite, la salle était archi comble avec les mamans, les papas, des enseignants, des directeurs. Tout le monde est venu, la presse était présente aussi. Donc une très grande réussite pour une première. Cette année, toujours en partenariat avec l'ECA, on a fait une conférence-débat sur un thème très important : la violence en milieu scolaire. Ça a été aussi une très grande réussite grâce aux conférenciers qui étaient présents et à la présence des directeurs d'établissements.*

*On a réussi à sensibiliser les parents sur la violence, on a réussi à changer la façon de voir des parents, même sur la façon d'éduquer leurs enfants grâce à la présence des collègues et de ces conférenciers.*

*– Ça a permis à notre association de bénéficier d'une autre image.*

*On a fait ça avec l'ECA et on a fait d'autres activités avec eux, des événements. Il y a eu la fête de l'enfance qu'on a faite avec eux l'an passé et cette année aussi, qui ont été chacune une grande réussite. C'est pour vous dire que l'apport de l'ECA c'est dans le contenu, l'aide matérielle et le fait qu'on se sent bien avec eux.*

*– J'irai dans le même sens Il y a deux ans on était ambitieux dans nos projets quand on a commencé. On a beaucoup discuté avec l'ECA, ils nous ont politisés, ils nous ont donné du courage. On ne s'attendait pas à un tel succès. Les parents ont parlé de notre côté humain. L'ECA a un très grand rayonnement dans la région, c'est une référence. Toutes les associations qui se sont créées dans la wilaya l'ont été grâce à l'apport de l'ECA, d'une manière ou d'une autre.*

*– Ce qui a surtout changé pour moi depuis que je travaille avec l'ECA, c'est la force qu'ils m'ont donnée, c'est au niveau de mon engagement dans mon travail en tant que président de l'association de parents d'élèves [...] On a assisté à des conférences données par l'ECA, c'est une expérience extraordinaire non seulement au niveau de la satisfaction, au niveau du travail avec les enfants avec la satisfaction du travail accompli, c'est ce qu'on sent, du travail accompli autour des enfants. Grâce à l'Étoile ça nous a permis de connaître d'autres personnes, d'autres associations, d'approfondir nos connaissances.*

*– Comme ça, on essaye toujours d'améliorer notre action, de faire plus par rapport à l'apport, l'expérience d'autres associations qui ont réussi. Tout ça ne serait pas arrivé sans le partenariat avec l'ECA ; on serait passé à côté de quelque chose de très important.*

*– Grâce aux séminaires à L'Étoile culturelle autour de la gestion des conflits avec DEM-A-R avec la vision qu'on a acquise, ça nous a permis de faire ça sans brusquer, sans imposer : Au début il y avait des conflits avec le directeur de l'établissement qui n'acceptait pas notre façon de voir. Grâce à ces séminaires ça nous a permis de bien gérer ce conflit, sans cassure entre l'association et l'établissement. Il y a eu depuis un changement de directeur qui soutient complètement notre action.*

*– Ça nous aide, mais surtout, pour les parents c'était nouveau. Ce qui nous a donné des ailes c'est l'encouragement des parents, la vision des parents. À chaque fois qu'on veut faire quelque chose, ils répondent présents. Ils voient autre chose. Tout ce qu'on essaye de faire pour eux, pour leurs enfants pour l'établissement, ils le voient, ils le sentent. On est les premiers dans ce domaine là au niveau de la wilaya à toucher les parents, à les mettre dans nos préoccupations et sur ces deux thèmes.*

*Les parents à la fin de la conférence, elle devait durer deux heures, ça a duré trois heures et demi. Les parents avaient soif de parler, d'écouter. Ils écoutaient. Des parents disaient : « Je suis à côté de la plaque, ce n'est pas comme ça que je dois*

*éduquer mes enfants. » Il y a la violence à l'école et la violence à la maison. Et finalement les gens n'ont entendu que ce deuxième aspect. Et sur la violence, quand on parle de violence en milieu scolaire, c'est la violence entre les enfants, la violence entre les enfants et les enseignants, la violence entre les enseignants et les parents d'élèves, c'est un tout.*

*– Notre activité au niveau des parents a un impact. Sans eux on n'aurait pas l'ambition de continuer.*

*On a vu DEM-A-R, il y a toutes les professions, médecins, travailleurs sociaux, des gens de tous milieux.*

*– Sur le Travail Thérapeutique de Réseau il y a eu des réunions auxquelles Mr W... a assisté pendant deux sessions. Pendant celles-ci nous avons eu l'idée de lancer un appel à toutes les associations qui gravitent autour de l'enfant pour organiser des séminaires de formation destinées à des écoliers.*

*– Toutes nos activités sont régulièrement actualisées sur face-book où on a 7 pages qui sont visionnées par d'autres. On a été sollicité par des associations de Boumerdès de Tizi-Ouzou, de Bejaïa, par des parents d'Alger. Notre activité a été mutualisée avec deux institutions privées. Nous sommes en contact avec des associations qui sont avides de changer leur fonctionnement et de suivre le chemin qu'on a tracé. Notre activité a été mutualisée. On a une page face-book avec d'autres associations qui nous demandent notre soutien. Beaucoup d'associations nous appellent.*

*On a donné à réfléchir aux gens, on a allumé une étincelle. Maintenant il y a des établissements qui n'avaient pas d'association de parents d'élève ; on les aide à en créer.*

*On a associé deux associations de parents d'élèves à notre association ; on a l'idée d'en associer un troisième et on va travailler avec ces trois associations.*

*Il suffit d'avoir la volonté et l'engagement. Ce grâce à l'ECA, grâce à quelqu'un comme Mouloud qui n'a jamais l'air fatigué. Il n'y a qu'à suivre son exemple en le regardant ; ce qu'il fait est extraordinaire, il suffit d'être convaincu et ça se réalise.*

*Avec d'autres associations partenaires qui étaient présentes lors des journées de festivités, on intervient depuis trois ans dans un établissement situé dans un quartier déshérité où les enfants sont difficiles, livrés à eux-mêmes. Pour des animatrices du Centre d'Écoute et d'Information des Jeunes qui interviennent directement dans un quartier où il n'y a aucune infrastructure de jeunesse. On a essayé de combler les vides de cette école. On a constaté un changement radical dans le comportement des élèves, dans le comportement des parents, on a même réussi à réduire l'influence dont parlait le collègue tout à l'heure (le salafisme).*

*– Nous avons travaillé avec les inspecteurs du primaire grâce au CISP. On a eu deux réunions : à la première on a regroupé les directeurs, les associations de parents d'élèves, la Fédération des parents d'élèves de Bejaïa. On leur a présenté les différents outils avec lesquels on intervient, les outils que le CISP a confectionnés : les jeux de coopération, la gestion positive des conflits, le manuel du CIDDEF. Nous avons remis une quinzaine de livres différents à chaque établissement. Parmi les présents il y avait une quinzaine de chefs d'établissement. L'un d'eux a proposé d'organiser une conférence pédagogique où il y a eu une cinquantaine d'enseignants. On leur a présenté l'exposition sur les droits de l'enfant et les outils. Nous avons sillonné 14 écoles primaires où nous avons fait des animations, surtout à l'approche des examens : les psychologues scolaires ont essayé de déstresser les enfants et de leur donner confiance. Et il y a des écoles qui maintenant sont en demande par rapport à ça. »*

Un militant qui travaille de longue date avec la LADDH et suit actuellement la formation au certificat prépare avec cette dernière des formations pour les nouveaux militants. « Nous avons intégré des modules du CISP. Ce sont des compléments qui nous aident beaucoup sur le terrain. »

Une autre militante dans le milieu associatif, qui a suivi la formation au certificat, montre que les formations reçues ouvrent l'éventail des champs où les droits de l'Homme peuvent être travaillés. Elle évoque sa participation à un projet « l'Université de la Citoyenneté » à Oran, un collectif au sein duquel elle a beaucoup travaillé notamment sur des activités et des formations dédiées aux droits des femmes et à la promotion des droits humains au sein des associations. C'est ce travail qui l'a incitée à suivre la formation :

*« Il y a eu des échanges intéressants entre les participants. Il y avait des choses nouvelles pour nous, comme « le droit à la santé » ou « le droit au logement ». Ce ne sont pas des thématiques ou des volets qui nous étaient familiers. J'ai par exemple travaillé sur la promotion des valeurs des droits humains au sein des associations. Par la suite le cycle de formation m'a ouvert des portes, il m'a donné plus d'assurance. J'ai intégré un programme de renforcement des capacités des ONG, le programme Concerté pluri-Acteurs (PCPA), par exemple, puis par la suite j'ai pu intégrer un projet avec l'ONG Handicap International. »*

Dans le cadre d'une subvention en cascade un militant associatif qui notamment préside un club culturel, « le banquet de Platon » raconte :

*« On est avec le CISP sur pas mal de choses. C'est magnifique ! Mais ce n'est pas un besoin vital parce que je n'ai pas besoin de plein de choses, il y a les espaces universitaires, on peut demander aux bibliothèques, ou aller dans la rue, et les associations peuvent nous prêter ce dont on a besoin.*

*Depuis qu'on a suivi la formation des jeunes dans l'action culturelle on l'a reproduite, on a fait des tables rondes sur l'engagement dans la vie culturelle. On a un jour le matin où on va dans les facultés. Notre but c'est la promotion des valeurs citoyennes égalitaires à travers nos actions. On va les reproduire un peu partout. On a fait une table ronde la semaine passée, deux tables rondes sont prévues cette semaine, pendant les portes ouvertes. On tourne dans les universités, le matin on fait des expositions des travaux de l'association, l'après midi on fait les tables rondes sur l'engagement. »*

Une militante féministe qui a suivi plusieurs formations au CISP, actuellement chef de projet au CISP pour « le Monde selon les femmes » :

*« Même si le projet est fini, on a programmé d'aller dans d'autres associations qui n'ont pas ou peu bénéficié des formations à l'Est, à Constantine, à Sidi bel Abbès pour étendre la thématique du genre et transmettre ce que j'ai acquis.*

*Il a des personnes qui ont participé aux formations qui interviennent aussi dans les écoles. Une personne que j'ai rencontrée fait des scènes de théâtre dans les universités. Je lui ai demandé de le faire aussi dans l'université où j'enseigne. Je continue, bien que le projet se termine. »*

En matière d'essaimage le CISP estime que généralement l'une ou l'autre de ses interventions auprès d'un bénéficiaire va toucher cinq personnes de son entourage immédiat et une dizaine de personnes dans son entourage professionnel ou militant. Non seulement les entretiens confirment cette appréciation, mais il semble bien qu'elle soit sous-estimée. Outre l'essaimage direct de leur activité militante, associative, nos interlocuteurs font allusion à l'impact qu'ont les formations ou l'activité militante sur la manière dont ils exercent leur profession par ailleurs :

Un membre de l'association Tudhert constate :

*« J'ai suivi la formation sur la gestion des conflits, au niveau professionnel, dans l'industrie où je travaille, il y a un impact, ça m'a permis vraiment d'avancer dans ma vie professionnelle quand c'est stressant, qu'il y a quelque chose entre l'employeur et l'employé. Il y a vraiment un impact là-dessus. »*

Un autre membre de cette association raconte :

*« Pour moi je suis fonctionnaire au niveau de la commune, de l'agglomération. Ça me permet une organisation un peu spéciale par rapport aux collègues. J'arrive à organiser mes tâches d'une manière associative au niveau du bureau déjà. J'arrive à exploiter certains outils que l'association m'a donnés au niveau de la profession, que ce soit le reporting, que ce soit un diagramme et aussi les PV. J'arrive à faire des PV au niveau du bureau, mais de la manière associative. Il y a aussi la communication. On arrive à mieux communiquer d'une manière spéciale, associative, au niveau du travail, du monde professionnel. »*

Ce militant associatif ajoutera que son action se faisant connaître sur le territoire de sa commune, il a été convoqué par le Maire afin de lui montrer « comment amener des fonds pour les associations de la région ». Bien que ce dernier n'ait pas donné suite à sa présentation, il mentionnera que « le maire a été émerveillé par son exposé » et que l'idée lui a bien plu. Il conclut qu'il dispose là d'un atout, qu'il a été en situation de faire des propositions, même si elles n'ont pas eu de suite.

Un certain nombre de militants des droits de l'Homme, notamment enseignants dans leur vie professionnelle disent avoir modifié leur manière d'enseigner à la suite des formations reçues. C'est le cas par exemple d'un autre membre de cette association qui dira que la formation à la gestion positive des conflits l'a beaucoup aidé en tant que professeur, lui permettant de mieux communiquer avec ses élèves et de mieux gérer sa classe.

C'est le cas également de cette artiste enseignante :

*« Avant j'avais un rapport intuitif à l'art ; la formation m'a appris à être structurée, j'ai beaucoup appris des formations sur les techniques d'apprentissage : comment faire passer un message, comment recentrer un groupe d'élèves, comment porter ça dans la manière d'enseigner. Ce sont des techniques qui sont moins académiques, moins cartésiennes. »*

La directrice d'un centre pour handicapés, psychologue, qui travaille depuis 2003 avec le CISP et qui intervient actuellement avec lui comme co-formatrice consultante dit avoir appliqué la formation à la « Clinique de Concertation » auparavant dans ce centre :

*« Ça a vraiment renforcé mes compétences, c'est une technique que j'utilise avec mes collègues. C'est une démarche que j'ai appliquée quand j'étais directrice d'un centre comme celui-ci à Boumerdès. Les professionnels qui travaillent autour de moi, les travailleurs sociaux, les psychologues ils connaissent très bien. Ils n'ont pas eu la chance de participer aux formations des 10 modules, mais quand on faisait des journées de sensibilisation ils ont toujours été sensibilisés et je commence à le faire de temps en temps parce que j'ai beaucoup d'activités avec deux ou trois personnes. Et c'est grâce à cette formation que je fais des formations avec les mêmes formateurs avec le CISP dans le Sud en associant le CISP dans le projet « Mémoire de femmes ». J'ai intégré cette formation dans le projet [...] La formation m'a surtout appris à respecter sérieusement mes engagements parce que le Travail Thérapeutique de Réseau ça ne dépend pas que de toi. Si tu assistes à une autre formation ça ne dépend que de toi si tu participes ou pas. Il y a tout un tas de gens qui vont demander après toi sinon. Par exemple je pouvais participer à une formation sur l'autisme j'ai attendu, attendu et finalement décidé de ne pas participer. Si je ne participe pas, ça a une influence sur moi, pas sur d'autres. »*

Un essaimage direct concerne l'importation du Travail Thérapeutique de Réseau par la gestionnaire des programmes de DDH1 et DDH2 dans le volet relatif aux droits de l'Homme pour l'introduire dans le travail de l'ONG Médecins du Monde, présente sur le territoire algérien. Malgré une appropriation perçue comme « lourde, longue, compliquée et difficile » par ses bénéficiaires, la responsable de cette ONG en a fait la découverte et perçu tout l'intérêt pendant ses quatre années de travail au CISP et a commencé à la mettre en œuvre dans sa propre organisation en faisant appel à des formateurs algériens formés par le CISP.

Outre les relais qui émanent du CISP à travers la formation de formateurs, il y a ceux qui résultent d'initiatives des bénéficiaires et des partenaires qui forment à leur tour des professionnels ou des militants associatifs.

Florence Buseyne, formatrice aux jeux de coopération nous dit :

*« J'ai formé beaucoup de gens aux jeux de coopération qui reprennent à leur tour ces formations auprès de publics divers : des juristes, des psychologues des psychocliniciens, des animateurs de quartier, des infirmières. J'ai travaillé avec trois associations, la Ligue de Prévention, dans plusieurs quartiers, avec l'association AFAK et avec l'Étoile Culturelle d'Akbou. Ce sont les trois lieux où j'allais régulièrement, en particulier pendant cinq ans pour « Graine de citoyen ». Je continue. J'ai eu des groupes de 22 à 39 personnes formées. »*

En réalité c'est depuis 2008 qu'elle propose cette formation. Elle la introduite d'abord à Bab el Oued au sein de l'équipe du service de pédiatrie du CHU.

La directrice du Centre d'écoute d'Akbou dit former en retour des formations reçues du CISP des jeunes militants associatifs des professionnels et des jeunes gens :

*« On a des contacts avec d'autres associations qui ont des activités similaires et nous leur avons déjà dispensé des formations.*

*Par exemple avec l'association de Djanet, d'ailleurs le CISP est partenaire sur ce projet. Ils ont des centres d'animation et une association qui s'appelle « Sona'a El Hayat » qui a quasiment les mêmes activités que nous. En ce moment, ils montent un CCJ et nous avons formé les animateurs et les jeunes.*

*Quand j'étais à l'association AFAK de Bordj Menäïel, qui avait déjà des relations de partenariat avec le CISP, j'avais déjà commencé les formations et tout. À un moment, je crois qu'il y a eu des problèmes, ils ont arrêté leurs activités pour un moment, mais maintenant, ils redémarrent et je forme des animateurs parce que c'est l'association qui m'a formée, c'est la moindre des choses que de rendre la pareil. [...]*

*J'ai formé aussi des jeunes à l'association « Tudhert » ; ils ont plusieurs activités comme le théâtre pour enfants, un projet d'échange avec des enfants du Sud algérien, etc. J'ai donc formé des jeunes, 2 ou 3 fois, aux techniques d'animation.*

*– F : Donc en plus d'être directrice du Centre d'écoute, tu continues à être formatrice ?*

*– Oui, ça me permet, ça reste ce que j'aime faire et j'espère continuer longtemps à former des jeunes.*

*– F : Selon toi, quelle est la chose la plus importante dans le partenariat avec le CISP ?*

*– Un jour, le CISP partira ou bien ils ne pourront plus financer les activités, car c'est bien le risque dans le milieu associatif, mais la formation restera. Pour moi, la formation et les acquis que nous avons pu avoir le CISP sont capitaux. D'ailleurs, je demanderais bien au CISP ou aux autres bailleurs de fonds de nous former davantage, surtout pour les gens comme moi, qui sont déjà formés, qui ont la méthodologie, mais je me sens encore en besoin de formation afin de donner encore plus au Centre d'écoute.*

*Qu'il y ait des financements ou pas, ce n'est pas un souci pour moi, mais j'ai du personnel derrière qui a besoin de recevoir un salaire. Si demain il n'y a plus de financements, je pourrais probablement rester, mais les animateurs iront chercher un travail rémunéré ailleurs ou rentreront tout simplement chez eux.*

*– F : Penses-tu que les jeunes s'approprient justement ce message ? Est-ce que les jeunes se sentent investis ou est-ce que tu as l'impression qu'il y en a qui sont là par hasard ?*

*– Alors, ça dépend. Il y a des jeunes et leur structure qui veulent continuer, aller plus loin, ils viennent au Centre d'écoute pour voir la pratique après la théorie, particulièrement quand il s'agit de travailler avec des enfants. Il y a vraiment des jeunes qui en veulent vraiment. Il y en a d'autres que tu formes une fois et que tu ne revois plus jamais. Personnellement je pense que s'il y a 2 ou 3 % de ces jeunes qui s'accrochent, on est déjà dans le bon. Mais j'avoue que la plupart des associations avec lesquelles nous avons travaillé aiment ce que nous faisons et aimeraient aussi être la relève. Il y a des demandes pour devenir formateurs, d'autres demandes pour continuer les activités que nous leur avons transmises.*

*– F : Tu penses donc qu'il y a une sorte de vivier dans lequel on pourrait trouver des volontaires pour être formateurs ou animateurs ?*

*– Oui, tout à fait. »*

### **C. La construction de réseaux**

L'inscription dans des réseaux représente une étape importante dans le développement de la société civile à travers ceux qui s'engagent dans sa construction. C'est pourquoi le CISP incite les bénéficiaires des formations à construire de tels réseaux, s'emploie à les soutenir en ce sens et y participe directement.

Le développement des réseaux dans les différents domaines d'action du CISP, des synergies et des effets multiplicateurs qui en résultent est un indicateur important du développement de la société civile. On voit actuellement de multiples réseaux se constituer :

*« Comme algériens chacun est dans son coin, chacun milite seul. Les formations nous ont permis de travailler en réseau, en collaboration, de nous entraider. Par exemple en ce moment quelqu'un à Bejaïa a besoin de créer une association pour concrétiser son projet, on va l'aider à le faire. À Constantine aussi un monsieur veut créer une association partenaire pour faciliter les choses. Il veut un partenariat pour faire une formation sur les droits artistiques et culturels, on va l'aider.*

*Au niveau des réseaux il y a du travail à faire. On a des personnes de Boumerdès, de Tizi-Ouzou, d'Alger, d'Oran, de Constantine avec lesquelles on est en réseau. On se consulte, par rapport à nos idées, par rapport à nos projets quand on se voit tous en formation. Et puis il y a internet, les mails on se consulte sur ce qu'il faudrait faire dans telle ou telle région. Je suis coordinatrice de l'ordre national des interprètes et traducteurs officiels. Je me rends bien compte que dans certaines régions sur les droits humains on dit : « C'est quoi ça ? » Ils ne savent pas que ça existe. Et il y a des régions qui, avec l'arabisation ont régressé », nous dit la juriste Dalila.*

On observera à propos de ces derniers points que par rapport à l'évaluation menée pour le compte de L'UE sur l'état et le développement des associations en Algérie, les auteurs de cette évaluation soulignent la grande faiblesse du recours au web par les associations algériennes. Notre évaluation montre au contraire un grand souci d'utilisation de ces moyens par les jeunes militants du milieu associatif formés par le CISP, d'ailleurs plus que dans les milieux professionnels du soin de l'éducation et du contrôle, en ce qui concerne l'extension et la mise en réseau des thérapeutes contextuels, pour diffuser l'information concernant les actions entreprises, faciliter la mise en réseau et rassembler des militants en vue d'action communes.

*« J'utilise l'aspect formatif que m'a apporté le CISP. Dans certaines écritures comme avec l'UNICEF j'insiste sur les besoins de formation des jeunes et des cadres associatifs. Douze associations ont profité du travail en réseau depuis mon association « réseautage ». Cela marche, on commence à travailler ensemble ! », dit aussi la présidente d'EL IKram.*

Les professionnels qui ont suivi la formation à la thérapie contextuelle disent qu'ils conseillent à tous leurs collègues de suivre cette formation quand l'occasion se présente et qu'ils leur donnent à lire les textes liés à celle-ci.

Il n'en résulte pas pour autant automatiquement des initiatives en matière de création de réseau, de réunions entre professionnels sur les acquis, même si cela apparaît nécessaire :

*« Maintenant je pense qu'il faut un réseau. On a été les premiers formés, on doit rester en réseau et essayer de continuer, sinon on ne va pas améliorer les choses, on va stagner. Avec le temps on va oublier, on va stagner. Il faut qu'il y ait des supervisions, réactiver les choses, les gens, voir si d'autres choses ont été faites. »*

Un élément qui favorise l'essaimage, surtout la construction de réseaux, concerne notamment les conditions dans lesquelles se déroulent les formations. Le choix du résidentiel est particulièrement propice à l'essaimage. Les participants, jeunes pour la plupart, ont le temps d'y nouer des amitiés lors du temps passé ensemble à l'occasion des pauses, des repas pris en commun et des soirées. D'autre part le CISP prend bien soin quant au choix des bénéficiaires formés d'y faire participer des personnes qui travaillent ou militent dans des structures différentes et proviennent de territoires différents.

Au cours des entretiens nos interlocuteurs ont souligné l'importance qu'a revêtu, à leurs yeux, pendant les formations, la présence de membres d'autres associations, en particulier la présence de participants venant de différentes régions. Ils notent à la fois qu'ils se sentent moins seuls, isolés et perdus dans leur action, qu'ils découvrent que beaucoup d'associations existent disséminées dans nombre de territoires dont ils ignoraient l'existence, et que ceci constitue un puissant encouragement à poursuivre leur engagement. Ils insistent particulièrement sur la difficulté que les gens ont à communiquer entre eux depuis les années noires en raison des traumatismes subis et de leurs séquelles, en raison des peurs et appréhensions qu'ils ont à l'égard tant des autorités que des terroristes. Aussi lorsqu'ils ont répondu à la question portant sur ce qu'ils avaient reçu et qu'ils n'attendaient pas ont-ils mentionné de façon unanime cette présence qui les a surpris et dont ils ont souligné pour eux l'extrême importance. Ce pour deux raisons essentielles : d'abord ils ne disposent pas d'espace de parole libre où ils peuvent rencontrer des militants venant d'ailleurs. D'autre part ils voient dans cette présence des personnes sur lesquelles ils peuvent s'appuyer, autant de personnes ressource pour mener leur combat et leurs différentes activités. Les amitiés nouées lors des formations renforcent évidemment ces différents effets. Ajoutons que ces rencontres se font dans des conditions confortables. Les militants associatifs se plaignent de l'absence de lieux disponibles pour se rencontrer au sein même de leurs associations, nombre d'entre elles ne disposant pas de siège à cette fin, faute de moyens suffisants, les obligeant à des réunions itinérantes. Cette interconnaissance est un fort encouragement à poursuivre l'action qui se fait dans des conditions difficiles. C'est pourquoi elle est souvent à l'origine de la construction spontanée de réseaux. Outre que le CISP les incite à en créer, cette interconnaissance et la confiance qu'elle induit en représentent les conditions.

*« Lors de la dernière formation à la gestion positive des conflits au CISP nous nous sommes rencontrés quatre fois. Il y a un lien assez fort entre les participants et on est en train de mettre en place un petit réseau. Donc c'est pour valoriser la formation en premier lieu et essayer de faire connaître les activités de chacun. Prochainement il va y avoir la première activité : on va travailler avec l'association de chacun des participants C'est un travail de partage d'expériences. Que chacun des membres à*

*Oran, à Annaba, à Alger à Constantine travaille à promouvoir le travail associatif. On va faire un partage d'expériences, faire des comptes rendus de la formation parce que la formation était vraiment très intéressante, très, très riche. C'est un retour d'expérience en fait. Que chacun d'entre nous, quand il arrive chez lui, il essaye de mettre en place des outils, de les pratiquer, de se demander : Qu'est-ce que ça donne ? Est-ce que ça évolue ? Est-ce que ça porte des fruits ? Ça a permis de mettre en place un petit réseau entre plusieurs associations différentes », dit un jeune membre d'une association.*

Il faut noter ici que la constitution de ce réseau est l'aboutissement de multiples rencontres avec le CISP, plusieurs des membres de l'association ici concernés ayant suivi plusieurs des formations dispensées par le CISP.

Une jeune femme algérienne qui connaît le CISP depuis 2006, lorsqu'elle a suivi la formation de l'Université d'été et qui a travaillé au CISP depuis un an et demie observe :

*« Je constate que ceux qui ont été formés par le CISP ont franchi un seuil d'autonomisation. Par exemple pour les CCJ, une dynamique s'est créée et il y a en tout cas une demande pour en créer d'autres. Au niveau associatif je vois chez les jeunes plus d'engagement et plus d'implication. On leur a demandé, lorsqu'ils recevaient des documents qu'ils les transmettent aux membres de leur association dès qu'ils les avaient reçus. Il y a un suivi, je les appelle et je vois qu'ils les transmettent. Avant ils ne le faisaient pas. Pour les Universités d'été je constate qu'elles ont permis de créer un réseau entre les militants, les gens des associations. J'ai rencontré énormément de monde en 2006, on se connaît maintenant, le partage n'est pas automatique mais on sait qu'ils sont là. Parmi ceux qui ont suivi le certificat, pas tous, mais une partie d'entre eux ont continué dans ce volet là, moi par exemple, y compris professionnellement. Certains ont continué à s'investir dans les droits humains comme ceux qui travaillent avec des avocats pour soutenir les militants des droits de l'homme. À Oran, les jeunes du collectif « citoyenneté jeunesse » qui ont participé au certificat continuent à faire de la sensibilisation.*

*– Voyez-vous un lien entre ces actions et la « Clinique de Concertation » ?*

*– Oui ça peut s'imbriquer, quand par exemple pour une famille qui rencontre de multiples difficultés, où il y a des problèmes d'école, du chômage, un travail mal rémunéré, des violences, la « Clinique de Concertation » est mobilisée et il y a à côté des associations qui traitent du chômage, de l'éducation, de la non-violence. Ces associations offrent des services à la place de l'État. On fait des plaidoyers pour la reconnaissance de la place de cette société civile. Cette reconnaissance de la société civile qui rend service facilite la prise de risques. »*

Voici le constat porté par le vice-président de la LADDH sur le développement de la Ligue et de son essaimage :

*« Je connais le CISP depuis 2006, depuis le premier projet de DDH1, suite aux événements en Kabylie à Bejaïa : Eveline Chevalier était venue auparavant à Bejaïa pendant une phase d'émeutes en 2001.*

*Il y a eu un contexte qui voulait une sorte de reconstruction entre le pouvoir et la Kabylie : il y avait un volet d'aide psychologique et médicale et un volet d'initiation aux DDH.*

*La Ligue était dans une maison des droits de l'Homme et du citoyen à Tizi- Ouzou. Il y a eu aussi en 2007-2008 à l'université de Bejaïa un mouvement nommé « Vivre ensemble et réconciliation nationale » qui impliquait aussi les étudiants de différentes régions comme Oran.*

*En 2009, le DDH2 se met en place et j'en étais le référent ; c'était dans le prolongement du DDH1 : on a intégré la région de Bejaïa et un autre public cible : les*

*enfants, la jeunesse au travers de l'Étoile Culturelle d'Akbou et de la LPSJE de Tizi-Ouzou.*

*L'image et les particularités de la ligue des DDH font peur aux partenaires qui nous voient comme étant subversifs et cette image nous oblige à faire attention.*

*Nos actions doivent tenir compte de nos partenaires par rapport à notre mandat initial ; pour ce mandat j'essaie de trouver le juste milieu, de garder notre légitimité, mais aussi de ne pas forcément entraîner le CISP ! Le fait d'être prudent peut être parfois fatigant !*

*La LADDH a gagné un réseau de professionnels experts entre 2006 et 2016 : avec des juristes, des enseignants, des universitaires.*

*Les militants de la Ligue sont des personnes de la société civile et nous bénéficions d'un réseau d'associations qui savent travailler ensemble, sans forcément toujours avec l'aide de la Ligue. Certaines sont devenues des leaders d'opinion comme des collectifs, des syndicats. Un mouvement de solidarité s'est développé au travers des « cellules d'écoute ».*

*Ainsi la LADDH est un pivot ! Par exemple les avocats se mobilisent pour le respect des DDH et ils se mobilisent maintenant entre eux, sans nous ! Nous inscrivons ceci dans nos rapports d'activité et nous faisons des rapports intermédiaires pour la Communauté européenne.*

*Nous sommes maintenant très médiatisés dans la presse, la radio et la télévision privée.*

*Je crois que nous sommes arrivés à nous autonomiser et, par exemple, nous pouvons seuls présenter un projet à la Communauté européenne sur les sujets : renforcer la société civile aux DDH et à la pratique démocratique ; renforcer les relais de la société ; pour des procès équitables, avec des sommes conséquentes pour ces projets.*

*Ce pays se cherche dans les DDH. Il y a une demande, donc la possibilité d'une durabilité dans ce partenariat : LADDH-CISP*

*La construction d'un état de droit se voudrait en route... Nous avons des projets thématiques renforcés.*

*En ce qui concerne la question de la durabilité de notre action : de par nos rapports conflictuels avec le gouvernement, nous n'avons pas accès à l'aide de l'État. Nous sommes dépendants des finances extérieures. Il faudrait peut être diversifier les finances venues de l'extérieur. Notre durabilité est vraiment en fonction du contexte politique du pays. Nous sommes des militants qui prenons des risques, mais nous devons pérenniser nos actions. Les moyens feront la différence.*

*Le fait cependant d'être formés nous a renforcés.*

*Nous voudrions être considérés comme un partenaire utile à la société algérienne et au pays.*

*Avec le CISP, je voudrais qu'on passe du projet au programme. La stratégie du certificat et des relais doit nous permettre de nous ouvrir sur de nouvelles stratégies et sur de nouveaux axes. Comme par exemple travailler avec des journalistes, avec des élus locaux, avec des juristes.*

*Le projet DEM-A-R, par exemple, est un projet qui est parti dans tous les sens et a été trop ambitieux, il y a trop de choses et on en perd le lien. On perd l'œil aussi sur les résultats. Il y a également trop de verticalité.*

*Le travail doit se faire à deux niveaux : celui de la diffusion visant les changements de mentalité, celui du pouvoir, c'est-à-dire des comités de pilotage.*

*L'axe de réflexion doit se faire actuellement sur la médiation et la médiatisation. Nous avons identifié quatre relais possibles : les médias, les élus locaux, les professionnels du droit et les lieux où se trouve la jeunesse. Nous devons avoir les moyens d'avoir accès à ces quatre axes, ce qui nous donnera accès à l'État.*

*L'axe à renforcer ce sont les relais, car ce sont eux qui vont nous mener à plus d'indépendance.*

*Nous ne sommes pas dans un pays stable, il est plein de turbulences et le suivi doit être suivi d'un retour. »*

## D. Information et société civile

D'une façon générale le CISP et ses partenaires invitent systématiquement des journalistes lorsqu'ils organisent des actions sur la voie publique ou lorsqu'ils mènent des actions d'envergure. Ils ont ainsi un réseau de journalistes en appui de leurs actions afin de les diffuser auprès du grand public. Des acteurs de la société civile peuvent aussi être invités à intervenir à la radio, parfois même à la télévision. On a vu que la LADDH et l'ECA ont été à l'initiative de la création d'une émission de radio qui se fait le relais des thèmes relatifs aux droits de l'Homme qu'ils abordent.

Quelques extraits d'entretiens cités montrent aussi que les jeunes formés par le CISP et ses partenaires se saisissent des moyens du web pour diffuser leurs actions, faire connaître leur existence afin de travailler en commun et en réseau. Nombre d'entre eux communiquent sur face-book, ont un site, etc.

On évoquera deux projets en cours de réalisation présenté par un étudiant en formation à la LADDH. Il s'agit de la création d'un réseau, « Notre réseau », créé il y a deux ans sur un site internet couplé avec un second site, un site d'information, « les douaniers de l'information » du milieu associatif qui doit être lancé prochainement : « *Dès qu'on une information on la diffuse, on la passe à tout le monde* ». Ils ont également le projet d'établir en collaboration avec *Amnesty International* et le CISP une cartographie des associations existant sur l'ensemble du territoire algérien :

*« Dans le cadre d'une subvention en cascade notre association va créer un web-télé-info pour favoriser les initiatives citoyennes et organiser l'identité locale. On l'a proposé aux pouvoirs publics. Ils ont aimé le projet et nous accueillent à bras ouverts et on va pouvoir avoir accès comme on veut à toutes les structures de jeunesse au niveau de la wilaya. »*

## E. Projets et réflexion en cours<sup>149</sup>

Le CISP envisage de soutenir la seconde Ligue des droits de l'Homme, sachant que compte tenu de la dispersion de ses militants ce travail ne sera pas facile. Il est actuellement à la recherche d'interlocuteurs.

Par ailleurs il concentre son attention sur le soutien des défenseurs des droits de l'Homme, particulièrement le groupe des avocats qui doivent se lancer bientôt dans leur travail de suivi des procès pour en relever les éventuelles violations des droits humains ainsi qu'au renforcement de leur compétence : rencontres avec le réseau des avocats à Bruxelles et volonté de travailler avec eux, formation des avocats par l'UFTDU, une association de défense des droits de l'Homme sur les aspects les plus techniques requis pour défendre ces droits devant les instances internationales.

À l'occasion de la préparation de la formation en cours sur la « Clinique de Concertation » il est question de relancer le partenariat avec l'AFAK et avec l'ADS sur Blida, d'étendre cette formation aux professionnels d'Akbou dans le cadre des multiples activités de l'ECA, notamment autour des enfants en difficulté, de continuer à organiser rencontres et stages de professionnels avec leurs homologues en France et en Belgique. D'une façon générale Le CISP organise régulièrement de multiples rencontres entre de jeunes militants associatifs algériens et les structures belges ou françaises qui peuvent les soutenir ou les former, ou des rencontres entre jeunes français et algériens qui militent dans les CCJ.

On a noté déjà le projet ambitieux du Grand Sud qui conjugue actions et formations.

---

<sup>149</sup> Ceux-ci sont issus de quatre réunions de copilotage des actions avec les partenaires concernés et les coordinateurs des projets qui ont eu lieu entre juillet et septembre 2015.

Le bilan fait sur les consultations psychologiques et juridiques abritées dans les locaux de la LADDH montre que les professionnels du droit qui travaillent comme bénévoles sont débordés par l'augmentation des demandes des citoyens, par la diversité des objets des demandes, par la multiplicité des situations de détresses multiples et des difficultés d'orientation qui en résultent. L'afflux des demandes de consultations n'a fait qu'augmenter depuis l'ouverture de ces consultations en 2009.

Des différents constats répertoriés ressort la nécessité de bénéficier d'outils sur la gestion et le suivi des dossiers, de mener un travail de capitalisation des expériences, de réfléchir sur les activités qu'il faut maintenir, de faire des profils des situations, d'identifier le réseau et les potentialités en matière d'orientation comme pour les médiateurs de justice et l'aide judiciaire et de créer une banque de données à cette fin.

Une réunion de copilotage des projets du CISP avec deux de ses principaux partenaires, consacrée à l'organisation des journées et conférences à prévoir, sur leur cadence et sur les thèmes abordés met en lumière leur intérêt. Le vice-président de la LADDH et le président de l'Étoile Culturelle d'Akbou en relatent leur réception et leurs effets. Transparaît dans cette forme de bilan comment travaillent ensemble le CISP et ces deux partenaires. Elle illustre on ne peut plus clairement leurs préoccupations communes en termes de maximisation des effets avec le minimum de moyens. Est également perceptible l'élément de convivialité systématiquement introduit dans les différentes activités du CISP : outre le ton des échanges et parfois les rires, on entend régulièrement tout au long des réunions le tintement des petites cuillers dans les tasses à café.

*S – « Les journées de sensibilisation aux droits de l'Homme touchent un large public. Les cas évoqués en rapport avec l'actualité répondent à une demande, par exemple à propos migrants à Bejaïa. Les gens demandent à se rencontrer et à discuter. À la fin se constitue un noyau, avec toujours des prolongements, comme ça a été le cas par exemple avec le collectif Solidarité avec les travailleurs et un renforcement du réseau associatif.*

*M – Maintenant la question c'est de savoir combien il y a de personnes touchées. Il y a un noyau et un impact sur le terrain, mais se sont-ils engagés sur le plan individuel, politique ? On peut le savoir parce qu'ils viennent à travers des réseaux associatifs d'étudiants, de syndicalistes, toujours à travers des connexions. C'est important d'identifier cette dynamique de groupe, ça permet d'évaluer le projet dans sa globalité.*

*E – Ça pose la question de la cohérence entre les différentes actions du CISP.*

*M – Il faut savoir qui sont, parmi ceux qui viennent, cette cinquantaine de personnes qui viennent régulièrement, ce que ça leur apporte. Est-ce un apport de connaissances ? Est-ce que ça renforce leur engagement pour aller plus loin ? Qu'est-ce que ça agite en eux ?*

*S – D'abord ça renforce leur engagement. Parfois ils sont indécis et ne savent pas dans quel espace s'engager. J'ai vu le nombre de collectifs, d'associations de cadres communaux qui viennent dans le CDDH, c'est incroyable ! Une soixantaine de personnes à la fois dans un bureau, c'est vraiment incroyable ! Ils viennent parce que c'est un espace neutre, parce que c'est un espace hyperlégalisé, il n'y a pas une activité qui n'ait été légalisée. Ils se disent aussi qu'ils ont un réseau de journalistes, et qu'ils vont pouvoir en profiter. C'est aussi un espace sécurisé, ils n'ont pas de papiers à montrer. J'ai toujours vu à travers ces séminaires que les gens faisaient connaissance. Après, en termes d'impact et de visibilité je vois qu'ils agissent, en dehors de la ville. L'autre jour un syndicat s'est créé au bureau, un syndicat des diplômés de DEA. Ça permet d'autres cadres, d'autres dynamiques. On a constaté dernièrement avec DDH1 et DDH2 qu'on avait un cadre assez rigide avec des thématiques préétablies. On s'est rendu compte à la fin que les gens décrochaient facilement parce qu'ils n'étaient plus disponibles. Là, c'est flexible. En termes d'intérêt aussi c'est différent, ils ne s'engagent pas, il n'y a pas cette demande d'engagement de*

*devenir militants des droits de l'Homme. On ne leur demande pas non plus leur identité associative ou syndicaliste. Je pense d'ailleurs que c'est l'activité qui, pour nous, marche le mieux.*

*M – Tous les points que Saïd vient d'évoquer sont aussi vrais pour nous. Les publics sont très différents, L'ECA est aussi un espace commun à toutes les associations de la région. C'est un lieu très fréquenté où viennent beaucoup d'étudiants, des enseignants, des gens qui viennent du milieu rural, c'est déjà pour eux un moment de rencontres, ce sont en même temps des temps collectifs qui réunissent des gens autour d'une thématique. Les intervenants sont de qualité, les thématiques sont très diversifiées. Les gens sont très preneurs.*

*Et ce qui est intéressant aussi c'est ce qu'on fait avec les enseignants et les parents. Ça a permis de créer des liens entre les parents, les enseignants et les métiers de prise en charge, comme les psychologues et les sociologues. Chaque année il y a eu deux journées ; à la première il y a eu plus de 120 personnes, à la seconde plus d'une centaine.*

*Ce volet enseignants-parents-enfants ça a vraiment un impact. On a aussi des rencontres avec les associations pour les mettre en avant. Ce sont des temps de convivialité, d'échanges très forts pour ce genre d'activité. On a intégré aussi des conférences dans les fêtes de la citoyenneté. Les conférences sont appuyées par des expositions. Toutes les associations de la ville sont présentes. On met ensemble tous les outils qui existent, on échange et il y a la conférence.*

*Pour l'impact immédiat, c'est vraiment un carrefour d'apprentissages de la citoyenneté ; c'est aussi un carrefour de rencontres pour les associations naissantes. À travers ça, il y a aussi les jeunes qui sont actuellement dans l'association pour l'écologie ou ceux qui forment la commission culturelle. Ils viennent. Tout cela renforce les gens. Et puis ça fait des événements qui sont en outre médiatisés. Et quand c'est médiatisé, l'impact n'est pas seulement local, il communique à travers les organes de presse. On a eu quand même la télévision qui vient de temps en temps.*

*E – Vous choisissez vos thèmes ou bien se sont les intervenants étrangers ? Est-ce que ça correspond à vos besoins en Algérie ?*

*S – Pour les journées qui répondent à l'actualité, comme quand on est interpellé sur les migrations, ça répond à l'urgence. Sinon, parfois, il y a des thèmes centrés sur le renforcement des connaissances. On a deux volets : le renforcement des connaissances et l'engagement. La mise en réseau permet aussi d'organiser des solidarités, de mobiliser, de faire des plaidoyers. On a d'autres thématiques plus générales, comme celui de l'abolition de la peine de mort, plus les dates anniversaires. Ça permet d'aller plus loin : Les séminaires ont un prolongement ; ce n'est pas juste venir et s'en aller. On fait ça avec la presse. Il y a toujours un plaidoyer dedans, comme pour l'abolition de la peine de mort. C'est une occasion de s'informer sur les lois et les dispositifs juridiques. En ce qui concerne les intervenants on n'invite pas toujours des étrangers. Quand on en a l'opportunité il y a toujours une expertise étrangère qui vient. Ils sont là, à l'écoute, c'est un autre regard et il y a toujours plus de monde. On ne parle pas de la peine de mort en Algérie. Avec un regard extérieur on interroge la vérité à travers les participants et la réalité algérienne.*

*Je suis très attentif à impliquer les enseignants de l'Université. On les invite dans d'autres actions, on a aussi le vice-bâtonnier des avocats. On a le doyen de la Faculté de médecine de Bejaïa. Ils ouvrent vraiment leurs portes, on a un vrai partenariat. Il y a une interaction avec les compétences locales. Ils cherchent la visibilité, à mettre en avant leur savoir ; ils viennent aussi pour développer leurs connaissances. Il n'y a pas d'espace de rencontre, pas vraiment de lien entre la société civile et l'Université ; quand on peut le mettre en œuvre on le fait. Au-delà de ça, il y a le fait que les gens viennent parce qu'il y a de la matière grise, en plus ils mobilisent leurs étudiants. On a un « mérite » d'étudiants, ils viennent soit pour leurs propres besoins, soit pour nous donner un coup de main.*

*E – Ça leur donne l'oxygène qu'on n'a pas à l'Université. Ils confrontent leurs connaissances avec la réalité du terrain. C'est intéressant, il y a des interactions là aussi.*

*M – Les militants aussi qui ont des connaissances quand ils assistent à des conférences de ce genre, ils remettent en cause leur direction. C'est ce qu'ils mettent parfois en avant. Ils se confrontent entre eux dans leurs idées et comme on n'est pas là, dans un cadre structuré, ça crée un débat presque houleux. Chacun peut parler, on sent la confrontation des idées entre les participants qui élèvent le débat, plus qu'avec le conférencier. On l'a observé plusieurs fois, c'est intéressant comme exercice.*

*S – Ceux qui viennent comme enseignants, chercheurs, viennent aussi pour confronter leur légitimité. On est dans une société où les élites ont été déconsidérées. J'en vois que ça valorise. Et ça crée des liens. On voit comment se font les connexions.*

*M – Il faut quelquefois recadrer les gens. Ça fait dix ans qu'on est là et on sait que la Kabylie est un terrain très, très glissant.*

*E – Les espaces que vous créez tous les deux, à Alger, ce qu'on fait avec le CIDEFF on n'a pas les forces pour en faire autant, on ne convoque pas les mêmes personnes, on n'a pas les mêmes espaces. Il faut voir ce qui est le plus porteur en termes de dynamique. Je préférerais qu'on fasse des conférences citoyennes, des concertations et des débats ; qu'est-ce qu'en tant que CISP on peut faire ? De toute façon on est sous une chape de béton et rien ne bougera. Qu'est-ce qu'on peut évoquer avec les partenaires ? Qu'est-ce qu'on peut faire à El Biar qui ouvrirait ?*

*M – Si on n'a pas des moments comme ça de temps en temps pour nous booster, nous montrer qu'on est utile, nous on flanche aussi. Il faut que les autres nous fassent parler, nous fassent vivre ce qu'on vit, puissent nous dire que ce qu'on fait les intéresse.*

*E – Qu'est-ce qu'on pourrait faire en plus, avec des énergies, avec des petits points ? Il faudrait mutualiser ce qu'on fait. On le fait avec la même dynamique avec les formations »*

Viendra ensuite un débat sur les formations en cours pour le certificat aux droits de l'Homme et sur la manière de s'y prendre pour obtenir l'assiduité des participants, en équilibrant la rigueur exigée sur ce point, qui prévient et limite l'absentéisme, avec une démarche fondée sur la confiance.

## Chapitre 4 : Demandes, faiblesses, suggestions, et appréciation générale des activités du CISP

Si la demande de la part de nos différents interlocuteurs et de façon constante, qu'il s'agisse de notre propre évaluation ou des évaluations antérieures, vise à recevoir des formations plus longues, d'avoir plus de suivis, plus d'accompagnement, plus d'informations accessibles sur les activités du CISP ceci est bien évidemment une preuve de leur utilité aux yeux de ses bénéficiaires : La demande déborde, parallèle aux besoins exprimés en raison de la diffusion concernant l'existence du CISP et ses contributions. La difficulté pour nous consiste à hiérarchiser les priorités, de discerner ce qui permettrait une plus grande efficacité au moindre coût. Nous présenterons surtout les demandes qui apparaissent le plus fréquemment.

Les critiques à l'égard du CISP sont très rares et sont le plus souvent la conséquence des conditions de travail de l'équipe du CISP, ou d'un contexte qui échappe à ceux qui les formulent, ou encore d'une méconnaissance de la philosophie qui guide son action. Nos interlocuteurs font aussi des suggestions.

### 1. Les demandes

#### A. Les demandes de suivi

Malgré une préoccupation constante du CISP sur le suivi des formations et des actions et sur leur mise en œuvre effective, les demandes d'accompagnement et de suivi, qu'il s'agisse des formations ou du fonctionnement des associations dont les membres ont reçu des formations est massive sinon générale à quelques exceptions près. Elle concerne non seulement les membres des associations, mais aussi et ceux qui ont suivi les formations à la « Clinique de Concertation » et à la thérapie contextuelle.

Nous évoquerons ce que dit de la nécessité des suivis le président, particulièrement chevronné, de l'Etoile Culturelle d'Akbou lors d'une réunion de co-pilotage des formations proposées aux associations par le CISP, où il ressort d'une évaluation effectuée à la fin d'une formation qu'un suivi surtout est demandé par les participants :

*« Toutes ces formations qu'on donne aux associations sont très importantes, mais le suivi est beaucoup plus important que ça. Nous-mêmes dans une structure déjà grande, on aura toujours besoin de quelqu'un qui vienne de l'extérieur, parce que il y a des choses qu'on a déjà dans le subconscient qu'on ne voit pas encore parce qu'on est sur place. Que quelqu'un nous demande ce qu'on a fait, ce qui nous reste à faire est important. Le plus souvent on se dit on a le temps, ce n'est pas grave, on n'est pas bousculé. Dans les faits on ne sait pas exactement ce qu'on a pondu. Quand on prend quelqu'un de l'extérieur en équipe et qu'on discute de ce qu'on a fait et va faire, l'exercice nous fait avancer. Ce qu'on fait ici au niveau du CISP ça nous booste. Quand on n'a pas de pression on le fait, mais... Cet exercice nous fait avancer dans la conception même qu'on a de l'activité. Même ici on a du mal à cibler une personne ressource pour le suivi des associations. »*

La question est de savoir ici si les financeurs des programmes sont prêts à soutenir ce type de travail peu spectaculaire en termes de résultats chiffrés, qui s'inscrit dans une durée qui ne coïncide pas avec celle de ces programmes, et dont les résultats se manifestent sur une durée plus longue encore et plus difficiles à évaluer. Par ailleurs ce travail exige un certain investissement en personnels et suppose une disponibilité supplémentaire des formateurs expatriés, tant que les professionnels formateurs algériens ne sont pas encore en situation d'organiser eux-mêmes la relève. La demande exprimée concerne d'ailleurs moins souvent des

formations supplémentaires que des ateliers de travail et des supervisions. Ces demandes émanent des jeunes qui suivent les formations proposées aux OSC, les formations aux droits de l'Homme et des professionnels formés à « Clinique de Concertation » ainsi qu'à la thérapie contextuelle :

*« Je suggère qu'on reprenne les ateliers contextuels puisqu'il y a des gens qui sont prêts à le faire comme la SARP, cette association qui est la seule association en Algérie à avoir un volet psychosocial »,* nous dit Sabrina qui travaille avec le CISP comme co-formatrice consultante. Dans ce cas il pourrait être envisagé d'initier petit à petit des formateurs co animateurs de ces ateliers.

Cette suggestion n'est pas isolée, puisque plusieurs psychologues et psychiatres demandent également cette forme de suivi pour ne pas perdre ce qu'ils ont appris. De même émanent des demandes de soutien à la mise en réseau des professionnels formés à la thérapie contextuelle.

Il semble bien que le vivier de formateurs existe en matière de « Clinique de Concertation », mais que ceux-ci attendent, dans certains cas, par timidité ou manque d'assurance une autorisation du CISP pour se lancer. Du moins il reviendrait à l'équipe du CISP de susciter et encourager des initiatives en ce sens.

## **B. Les demandes d'information sur les activités du CISP**

Le point précédant est largement lié à une demande très largement exprimée d'un regret en matière d'information sur les différentes activités en cours du CISP. Est ici en question la visibilité des activités du CISP pour ceux qui en ont été les bénéficiaires ou en sont les bénéficiaires actuels ou potentiels. Ainsi des partenaires qui travaillent avec le CISP actuellement, ou qui sont en cours de formation, disent ignorer les activités du CISP qui ne sont pas en relation directe avec le programme dans lequel s'inscrit leur action ou la formation qu'ils suivent. Cette ignorance constitue évidemment un frein à des demandes concernant d'autres formations, ou des demandes de soutien de telle autre activité et limite donc les possibles. On a pu ainsi noter, lors d'entretiens que l'information donnée sur d'autres formations ou activités du CISP ignorées par nos interlocuteurs et qui portaient précisément sur celles qu'ils auraient aimé suivre suscitaient leur intérêt. Cette ignorance se manifeste non seulement de la part de personnes qui commencent pour la première fois une formation, mais aussi de partenaires qui connaissent le CISP depuis longtemps. Plusieurs de nos interlocuteurs qui ont bénéficié d'actions qui ont été clôturées regrettent non sans une certaine déception de ne plus avoir de nouvelles du CISP et de ne pas être informés de ses activités. Cela concerne par exemple des bénéficiaires des formations à la « Clinique de Concertation » : *« Je ne reçois plus de P.V. des modules de formation à la « Clinique de Concertation », c'est triste ! Et aller chercher l'information est trop compliqué »,* nous dit une psychologue par ailleurs fort engagée.

On peut penser que cet oubli, ou cette rupture du lien, en tout cas vécu comme tels peuvent freiner des demandes de consolidation, de soutien à la pérennisation des actions entreprises sous une forme ou sous une autre lorsque l'élan est retombé faute d'avoir pris l'initiative de trouver ou d'organiser de véritables relais. Peut-être que de disposer d'un listing tenu à jour des personnes qui ont suivi ces formations et leur envoyer régulièrement les comptes-rendus ne serait pas superflu. Outre qu'il permettrait de maintenir les liens, il représenterait une forme de formation permanente qui pourrait avoir pour effet d'inciter les bénéficiaires et les partenaires à prendre des initiatives et à aller plus loin et constituerait un encouragement en ce sens.

Cette rupture du lien concerne aussi le cas de personnes qui ont vu les bénéfices des actions menées à Bab el Oued, comme un directeur de collège qui a lui-même pu suivre partiellement une formation à la GPC :

*« On regrette de ne pouvoir continuer cette expérience bénéfique pour les enfants et les familles. Ça a permis de travailler beaucoup mieux avec les enfants et les professionnels. On n'a plus d'information sur les activités du CISP, on n'a plus de contact, sauf quand Selma m'appelle. »*

- Vous souhaiteriez être informé ?
- Oui.

Beaucoup de jeunes militants associatifs, quand ils ne créent pas eux-mêmes leurs réseaux souhaiteraient avoir accès non seulement à la connaissance des activités du CISP, mais à celles relatives aux associations, aux personnes à contacter dont ils pourraient avoir besoin afin de développer leur propre association, faire intervenir les personnes pertinentes, etc. Pour ces différentes raisons certains souhaiteraient pouvoir accéder aux coordonnées de l'ensemble des personnes ressources.

Dans le projet du DDH1 figurait l'intention d'établir une lettre de liaison, une liste électronique des personnes ressources, un annuaire des associations du réseau. Une personne devait être recrutée, chargée de la mise en place de cette partie du projet.

Faute de moyens suffisants, de la pression permanente du travail en urgence et d'une charge de travail qui met les professionnels du CISP au bord du *burn-out*, ceci n'a pu aboutir, le site actuel du CISP ne répondant pas à ce jour à toutes ces intentions.

L'ensemble de ces attentes, regrets, ignorances est sans conteste un frein relatif au développement des actions entreprises par ceux qui travaillent, ont travaillé avec le CISP, bénéficiaires ou partenaires et des personnes actuellement en cours de formation. Compte tenu du fait que certains se soient plaints du manque d'assiduité de certains bénéficiaires des formations et du manque de rigueur dans la sélection de ces derniers, il en ressort que des personnes plus motivées n'ont pas eu accès à ce dont ils auraient mieux tiré parti que les moins motivés.

Ceci nous amène à développer un point déjà évoqué à propos des formations : celui de la part du travail de bureau nécessaire tant pour le travail du CISP que pour celui des acteurs avec lesquels il travaille. Ce travail nécessaire à l'efficacité, à la pérennité et à l'ancrage des actions, à l'investissement sur le long terme des bénéficiaires et des partenaires des programmes du CISP réclame évidemment les moyens humains correspondants.

Sur cette question de l'information, les bénéficiaires et partenaires du CISP proposent la même solution : une lettre d'information régulière sur le web.

Averti de ces besoins, on a vu pourtant que des projets en ce sens sont soutenus par le CISP comme un inventaire des associations existant sur le territoire de l'Algérie actuellement en cours avec le partenariat d'Amnesty International qui répond à l'une de ces demandes et que le CISP a publié récemment un ouvrage sur les associations algériennes<sup>150</sup> :

### C. Développer les subventions en cascade

Plusieurs personnes ont évoqué l'intérêt des subventions en cascade et celui qu'il y aurait à les développer.

Deux arguments sont avancés : ce sont les petites associations qui travaillent dans la proximité qui portent le changement, elles manquent d'outils et de moyens. Les soutenir à moyen ou long terme représente un investissement pour l'avenir :

*« Le travail du CISP est extrêmement important car il s'engage dans la durée. Mes propositions : c'est d'aider la fondation des petites associations de quartier pour apprendre à dialoguer avec les autorités locales ; il y en a déjà et, partout, elles ont besoin d'outils pour trouver leur place au milieu des grandes et par rapport aux institutions. Je l'ai réalisé en travaillant avec ANE 1 et ANE 2 et j'ai vu que le changement venait de la proximité et des associations de quartiers. Le CISP développe des actions plus concrètes, plus pratiques, grâce aux subventions en cascade. J'attire l'attention à ce propos sur la nécessité d'accompagner dans la proximité la gestion de ses projets, d'adapter les outils au langage des bénéficiaires, d'être à leurs côtés. Les subventions en cascade me paraissent d'une grande importance et produisent de bons résultats !*

---

<sup>150</sup> *Les associations algériennes. Des acteurs émergents en quête de reconnaissance, 2015.*

*Sans aucun doute les actions du CISP sont efficaces sachant qu'elles demandent du temps parce qu'elles s'appuient sur le changement de regard, de manière d'être », nous dit une responsable de projets du CISP.*

*« Au CISP il y a eu l'idée des subventions en cascade, c'est formidable, ça permet aux petites associations comme la nôtre de s'initier, de faire un pas dans le montage de projets. Les petites associations croient que cet appel à projet n'a pas pu ramener beaucoup d'associations locales. Mais sur le principe je crois que c'est pertinent de proposer des projets simplifiés pour des petites associations qui ne peuvent pas soumettre de gros projets avec de gros bailleurs.*

*– Les subventions en cascade j'y reviens. Qu'ils trouvent une formule au CISP pour des associations qui font un travail merveilleux avec de moyens dérisoires dans des régions reculées », soulignent deux militants de l'association Tudhert, partenaire du CISP.*

Trois autres types de demandes ont été exprimés.

Les bénéficiaires des formations au certificat des droits de l'Homme souhaiteraient faire intervenir des intervenants engagés dans des expériences de terrain, de même ils souhaiteraient avoir l'occasion de rencontrer des participants des promotions précédentes pour bénéficier de leur expérience. Ils souhaiteraient un appui leur permettant de se mettre en réseau non seulement entre eux mais aussi avec des organisations de la société civile. Ils souhaiteraient également que soient initiés des groupes de lectures sur les thématiques traitées et pouvoir bénéficier de supports d'information et de documents de travail.

D'autres estiment qu'il faudrait que le CISP puisse les aider à monter des projets économiques en faveur des jeunes et des femmes en milieu rural :

*« Il faut allier l'économie et le social, il faut équilibrer les deux. Beaucoup de jeunes sont au chômage dans ma région (Batna) c'est le plus fort taux de chômage. Ils sont mécontents, c'est tout à fait normal. Ils demandent du travail. Le logement vient après. »*

Par rapport à ces mêmes besoins, le coordinateur des CCJ à l'ECA suggère la création d'un Conseil économique des jeunes : *« Il y a une forte demande dans le pays, à Batna, Alger, Sétif, Kuba... »*. Un militant associatif évoque lui aussi des actions à entreprendre vis-à-vis des jeunes chômeurs.

Un autre type de demande s'exprime, celle des professionnels qui dans le Grand Sud sont en train de terminer leur formation à la « Clinique de Concertation » qui souhaiteraient pouvoir bénéficier également d'une formation à la thérapie contextuelle, *« puisque celle-ci est à la base de la « Clinique de Concertation » et du Travail Thérapeutique de Réseau. »*

Un des responsables du CDDH de Bejaïa estime qu'il faudrait développer le soutien aux migrants et aux réfugiés.

À ce propos il y a un volet important du travail du CISP dont il n'a pas été fait état dans ce travail, c'est précisément tout le travail d'assistance aux réfugiés sahraouis, depuis 1984, cet important volet du travail du CISP ne figurant pas dans la demande d'évaluation. Le CISP a commencé son intervention en Algérie par cette assistance. Le coordinateur actuel de cette mission au CISP, Roberto Barbagli, évoque ce travail :

*« J'en suis actuellement le coordinateur et il y a un chef de mission sur place. On a là bas sur place uniquement des algériens et des sahraouis. On y mène des activités avec des volumes importants. J'y vais les plus souvent possible. Notre présence en Algérie est un rôle de soutien, on ne doit pas remplacer la société civile, on est là pour la soutenir. Notre analyse là, c'est que notre présence et notre impact sont importants. Je suis convaincu que nous y sommes des acteurs stratégiques, – on est là depuis 83, cela fait longtemps – et on a été une inter médiation entre les*

*Nations Unies et les autorités sahraouis qui ne sont pas reconnues par le système international (pas le Polisario mais uniquement le Croissant Rouge). Nous apportons des garanties pour les différents acteurs et aujourd'hui on est très engagé, entre autre, dans ce qui concerne le monitoring de la distribution : sa qualité et son équité dans la distribution. On est pour l'Algérie des acteurs clés pour les camps de réfugiés. » Il ajoutera que ce rôle clef rend compte du fait que la place du CISP pour ses autres activités est tolérée et le protège.*

## 2. Faiblesses

Certaines d'entre elles apparaissent liées au défaut d'information concernant les activités du CISP, d'autres à l'ignorance des conditions de travail de l'équipe du CISP ou du contexte dans lequel il s'inscrit, ou encore à l'ignorance de son travail réel. D'autres tiennent à une vision personnelle d'un travail idéal, d'autres expriment les limites effectives du travail du CISP, comme par exemple la préparation considérée comme insuffisante de certaines formations, comme on l'a vu, à propos du projet DEMocratie-Avenir –Racines (DemAR).

Hassiba Laidli dans son évaluation des formations à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau souligne deux manques dont les niveaux, écrit-elle, sont liés à des aspects d'organisation : la durée des sessions de formation, la transmission de l'information auprès des responsables institutionnels qui autorisent leurs professionnels à suivre ces dernières. On abordera ici le deuxième point.

On peut estimer que la part la plus importante de l'information en direction des responsables institutionnels directement concernés doit venir des formés eux-mêmes qui rendent compte de ce qu'ils ont appris. Dans ce cas on peut trouver souhaitable qu'au terme des formations, il soit demandé à ceux qui les ont suivies d'en faire un compte rendu sous une forme ou une autre à leurs responsables et de réfléchir avec eux à la manière pertinente de le faire. Informer et rendre compte est toujours intégré, par exemple au dispositif des « Cliniques de Concertation ». Dans sa démarche le CISP a toujours compris l'importance de l'information des autorités directement concernées sur ses activités et a pris de manière constante le soin de les en informer. Qui plus est, les réunions qu'il anime font l'objet d'un compte rendu systématique adressé à ces autorités : par politesse, par souci de transparence, pour leur rappeler son existence et dans l'espoir de les intéresser à leur contenu. En outre un collectif de professionnels qui a acquis de la légitimité représente un *pouvoir social* susceptible d'être perçu comme une menace en tant que groupe représentatif des intérêts d'une population et donc concurrent de ces autorités représentatives. Dans ce cas il serait utile que le CISP, lorsqu'il propose une formation, imagine un support qui donne à ces autorités une idée plus détaillée de son contenu, même s'il est possible qu'ils ne commencent à s'y intéresser vraiment que lorsqu'ils ont en ont des échos positifs concrets.

Sur la question de la formation des professionnels relais à la « Clinique de Concertation » les résultats obtenus ne sont pas ceux qui étaient attendus. Par exemple pendant les différents modules consacrés à cette formation dans le cadre de DEM-A-R, sur les quarante personnes inscrites n'ont été présents que trois professionnels, sans qu'on sache s'il fallait imputer cet absentéisme à la formation elle-même. Sabrina citée plus haut évoque le fait que les formations étaient plus courtes, la démarche moins participative, le travail de terrain moins exigeant, le soutien des formations par des textes à lire très faible, la sélection des participants moins rigoureuse et, ajoute-t-elle, il y avait une ambiguïté quant aux destinataires des formations : s'agissait-il de formations à la « Clinique de Concertation » ou bien de formations de professionnels relais à la « Clinique de Concertation ». Elle observe qu'au CISP personne ne suit véritablement le sujet et que la préparation de la formation est insuffisante, en raison notamment de l'absence de réunions préparatoires entre les formateurs, ces différents manques s'expliquant par le fait que les personnes qui devraient assurer ce travail au CISP sont débordés de travail.

Une des coordinatrices de projets au CISP montre également les conséquences de la lourdeur de la charge de l'équipe :

*« Il faudrait davantage réfléchir au partenariat avant d'écrire le projet. Il faudrait impliquer réellement le partenaire avant l'écriture et non pas mettre son non juste pour plaire au bailleur et obtenir des fonds.*

*Il faudrait s'arrêter un mois ou plus, régulièrement, sans activités, juste pour évaluer les actions de chacun, les retombées, les projets à venir. Réaliser des évaluations 2 ou 3 fois durant un même projet, en présence des bénéficiaires, afin de les considérer acteurs à part entière, de valoriser leur participation et de s'appuyer sur leur regard, leur énergie, leurs besoins. »*

La directrice du Centre d'écoute à Akbou illustre les déconvenues et les dysfonctionnements qui peuvent résulter des conditions dans lesquelles travaille le CISP, essentiellement une équipe en effectif très limité au regard de l'étendue des actions. Ses membres en outre connaissent un turn-over important au regard du temps que demande leur propre formation pour être en capacité d'animer, gérer les programmes de manière autonome. Certains sont partis à l'étranger, d'autres s'estiment insuffisamment rémunérés. Le CISP pour pouvoir survivre et payer son équipe peut être amené à ne pas respecter le principe de la participation de ses partenaires à toutes les étapes de l'élaboration des projets, en particulier lorsque *les appels à projets arrivent souvent à la dernière minute*, comme l'explique le coordinateur de la mission auprès des réfugiés. C'est ce que reproche une personne formée par le CISP devenue formatrice à son tour qui en indique les conséquences :

*« La chose qui ne me plaît pas trop avec le CISP si je puis dire, c'est qu'il y a des associations partenaires avec lesquelles tout marche bien, mais d'autres qui ont beau être formées, elles n'avancent pas, le CISP continue à écrire les projets à leur place et ça, pour moi, ce n'est pas censé être l'objectif parce que le CISP ne sera pas toujours là, les associations ont besoin d'être autonomes.*

*Je ne dis pas que le CISP est fautif, mais il faut travailler avec les associations qui veulent faire des choses, qui veulent être formées, faire un bon suivi avec elles pour qu'elles soient autonomes et pas pour finir par leur écrire leurs projets, parce que bon, au bout de 7 ou 8 ans de formation et de soutien de la part du CISP, si on constate qu'il n'y a pas de résultats, qu'elle n'est pas capable d'écrire un bilan ou un rapport, c'est qu'il y a un souci.*

*Je ne parle pas de l'ECA, je pense à AFAK où j'ai déjà travaillé. Tout le monde savait que le comptable n'était pas compétent, mais le CISP finissait par faire son travail, surtout pour les bilans de fin d'exercice comptable.*

*Il y a autre chose que je souhaiterais dire. J'ai été formée par le CISP, mais on m'a rarement appelée pour former à mon tour ; sachant que d'autres associations me sollicitent, je ne comprends pas pourquoi le CISP ne m'appelle pas. La dernière formation de Florence à laquelle j'ai assisté, c'est quelque chose que j'aurais vraiment pu faire, c'est un sujet que je maîtrise et surtout, je maîtrise les langues du pays, tout le monde peut me comprendre, alors que ce n'est pas le cas avec le français. Je ne comprends pas pourquoi le CISP a formé des formateurs pour ne pas faire appel à eux et continuer à solliciter les mêmes formateurs qui nous ont formés.*

*S'ils pensent que nous, en tant que personnes formées à l'animation et à la formation avons mal été formés ou s'ils pensent que nous n'avons rien appris, c'est qu'il y a un souci et qu'il faudrait faire une évaluation à part pour ça. Pourquoi former 30 personnes en leur disant qu'on ferait appel à eux pour qu'à la fin, certains partent à l'étranger et les autres restent ici à ne rien faire, pour certains.*

*Dernièrement, le CISP m'a appelée pour former des éducateurs dans plusieurs régions. Je n'ai pas trop apprécié que tout se fasse, tout soit planifié et organisé alors que je n'ai pris part à aucune réunion. On m'a écrit une semaine avant la date de la formation, ils ont choisi le co-formateur alors qu'un travail d'équipe devrait au moins*

*se faire entre personnes qui se connaissent un tout petit peu et qu'elles aient le temps de se préparer à deux et ils ont choisi la thématique sur laquelle je devais communiquer, c'était Graine de Citoyen. Donc voilà, un planning très serré, avec peu de retours à la maison, annoncé une semaine à l'avance. C'est-à-dire que la première fois où ils m'ont donné l'opportunité d'être formatrice, d'être reconnue en tant que telle, la démarche n'a pas été au rendez-vous. Ce n'est pas d'être payée qui m'intéresse, j'ai d'ailleurs reçu très peu de cachets en tant que formatrice, car je le fais bénévolement en général. Mais la démarche de former des gens, de ne plus demander après eux et de les appeler la veille d'un événement, je ne trouve pas ça très bien et ça me pose problème.*

*Chacun doit parler pour lui, mais en général, je pense qu'il faut faire un suivi assidu avec les associations partenaires pour qu'elles puissent s'autonomiser par la suite ; c'est quand même ça l'objectif. Ce n'est pas productif de faire le travail des autres, de choisir leurs activités, de gérer l'association comme on veut, c'est la chose qui me déplaît avec le CISP. C'est que même si des associations sont petites et viennent de démarrer, il faut leur donner la chance de participer, d'être écoutées parce que c'est elles-mêmes qui connaissent les besoins et attentes des populations avec lesquelles elles travaillent. Parfois, on écrit des projets immenses, mais au final il y a peu de résultats, je pense que ça revient au fait qu'on ne devrait pas faire le travail des autres, mais leur faire faire les activités dont ils ont besoin. »*

On notera cependant qu'avec le renforcement de la direction du CISP, un des objectifs actuels de celui-ci est d'accroître le rôle des partenaires aux différents niveaux de participation des projets.

Mme Leila Tadj, formatrice, récemment intervenue sur les Droits sociaux, économiques et culturels et les dynamiques socio-économiques, dans le cadre du Certificat des Droits de l'Homme souligne sévèrement de multiples aspects qui lui paraissent dysfonctionner, tant au niveau de ce certificat qu'à un niveau beaucoup plus large quant au fonctionnement du CISP :

*« Les droits civils et politiques ont été priorisés par les bénéficiaires car plus simples à aborder et beaucoup plus souvent médiatisés donc plus visibles, au lieu de se tourner vers les droits socio-économiques et culturels qui seraient d'une plus grande aide pour eux dans le contexte algérien en général, et de leurs parcours individuels en particulier. [...]*

*Au vu de mon expérience des rencontres avant et après les formations auraient dû être formellement programmées et contractuellement fixées qui auraient permis au CISP et aux intervenants de mieux s'organiser pour fournir aux intervenants des savoirs et des outils qui leur auraient permis de se faire leur propre opinion en connaissance de cause et en toute responsabilité qui est – faut-il le rappeler – la philosophie même des droits de l'homme. [...]*

*L'absence au niveau local, d'un relais stable compétent en la matière participant à toutes les sessions n'a pas facilité les liens entre les différents intervenant.e.s, ce qui m'a causé davantage de travail en amont pour expliciter à chaque fois l'ossature des modules et leurs liens pour répondre aux divers questionnements qui se sont posés aux apprenants et ce, malgré les louables interventions du directeur pédagogique pour éviter des redondances entre intervenants.*

*Il y a beaucoup de rêves à tous les niveaux, mais avec la force de « l'effet club Rotary », c'est-à-dire des gens qui sont trop souvent entre eux. [...].*

*Les desseins n'étaient pas les mêmes entre les différent.e.s intervenant.e.s dans le sens où je voulais apporter davantage de contradictions aux débats pour introduire l'indispensable notion attachée aux droits humains dans leur pratique courante à savoir « le raisonnable », ce qui n'était pas le cas de tout le monde.*

*Pour réintervenir, je reviendrais plutôt vers les fondamentaux, c'est-à-dire sur ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas en termes de principes (comme le travail bâclé, le savoir vivre, l'engagement, la responsabilité, ...etc.).*

*Ce qui est triste, c'est qu'il y a un manque cruel de capacités techniques au niveau du CISP. Il y a un besoin de réflexion en amont sur la présentation du Certificat qui ne sera désormais plus délivré par l'Université de Lyon : il est nécessaire d'en informer le public et d'en expliciter les contours. Il y a trop de turn-over au niveau du staff interne du CISP ce qui dégrade la qualité des services proposés, faute de mémoire institutionnelle structurée.*

*Faute de temps et par rapport aux niveaux disparates des bénéficiaires, les outils proposés en formation avec tous les changements que connaît ce pays et les processus de réformes où peuvent permettre des pratiques corruptrices, il aurait fallu approfondir certains sujets et en réorienter d'autres. À l'inverse il y a les sujets qui ont été traités de façon très étendue, comme les droits politiques parce que c'était ce qu'il y avait de plus évident pour les bénéficiaires, compte tenu de l'actualité nationale et internationale : la presse, les élections, la liberté de culte...etc.*

*Il faudrait davantage développer la variété des publics cibles et des partenaires. Les bénéficiaires et partenaires sont toujours les mêmes au sens où ils appartiennent aux mêmes « communautés » pour la majorité des activités du CISP.*

*Il faudrait augmenter les exigences en vue d'assurer plus de « qualité » au niveau de la sélection des bénéficiaires (avec un processus de sélection plus ouvert) afin d'avoir des groupes plus homogènes.*

*Le travail que fait le CISP est globalement intéressant, mais là encore, le problème du CISP est le travers de beaucoup d'ONG internationales qui fonctionnent sur financement de l'UE. Elles oublient que ce sont des interventions sur des parties de processus en cours et qui exigent beaucoup de modestie, du temps et de la rigueur.*

*La prétention de changer la société n'est pas le but. Les changements durables viennent d'une volonté intérieure. [...]*

*Il faut regretter, écrit cette interlocutrice qui a pris la peine de demander son évaluation afin d'ajouter aux propos précédents ce qui suit :*

*1. L'absence de concertation et coordination entre les intervenants qui auraient permis d'optimiser les différentes interventions pour valoriser le temps alloué à chaque intervenant et faciliter la compréhension générale de l'articulation et des contenus des différentes interventions du certificat.*

*2. La faiblesse dans la maîtrise du temps : tout d'abord, la notification tardive de l'agenda final qui sera encore par la suite modifié jusqu'au jour même de l'intervention conduisant à la réduction de près de moitié du temps alloué !!!*

*3. L'absence de concertation et de clarification y compris en termes de format et de délais concernant la documentation écrite (rapport, publication, actes, etc...) attendue des intervenants.*

*Il est donc, indispensable pour CISP, gestionnaire du programme, de prévoir les temps nécessaires pour : une concertation/coordination organisée, une communication à temps du déroulé du cours, et enfin, pour une clarification contractuelle des pièces écrites qui seront produites (qui fait quoi, etc.), de leurs format et échéancier y inclus les temps de consolidation. »*

Si cette formatrice a souligné le manque de coordination entre les formateurs qui interviennent pour le certificat des droits de l'Homme, d'autres, les responsables de l'équipe de six ou sept formateurs de la formation à la gestion positive des conflits de 2006 à 2011 regrettent le manque de réunions de travail avec les autres formateurs, ceux qui interviennent notamment sur la « Clinique de Concertation » ou sur le certificat des droits de l'Homme. Pourtant, disent-ils, a été évoqué à un moment le besoin de travailler ensemble à un projet global du CISP : « C'était séduisant de faire quelque chose d'intégré et Eveline avait plein de

*bonnes idées. Mais nous n'avions pas que ça à faire. Quand on venait une semaine à Alger, on y allait en apportant le maximum d'outils. Notre objectif c'était les participants. En revenant à Namur on retrouvait nos autres soucis* ». Ils mentionnent aussi le fait qu'au démarrage, le projet devait se dérouler sur plusieurs années et que d'année en année ils ont disposé de moins en moins de financement jusqu'à n'en avoir plus du tout. Mais, très soucieux de voir pérenniser leur travail par la formation de formateurs relais, lorsque les programmes dans lequel ils intervenaient arrivaient à leur terme, ils ont réussi à former une douzaine de formateurs relais avec des bouts de chandelle. Ils auraient alors souhaité pouvoir former 3 ou 4 formateurs payés à cette fin et indépendamment du CISP. « *Tout était en place, il nous a manqué un peu de moyens pour résister au temps. Et à Namur notre travail en Algérie n'était pas assez porté par l'équipe pour qu'ils apportent une aide financière* ». Sont ici soulignées les limites des interventions des expatriés, ici la nécessité de devoir au préalable intégrer les temps de préparation de coordination, de consolidation, d'évaluation, de suivi...et bien sûr de pouvoir rémunérer ces temps supplémentaires, tout comme les nouveaux formateurs afin d'assurer la pérennité de l'action.

On notera à ce propos que l'équipe de Namur n'est pas la seule à avoir les mains liées par sa propre institution. Pour les mêmes raisons financières le certificat des droits de l'Homme ne fera plus l'objet d'une validation par l'Université catholique de Lyon.

Par ailleurs le regret exprimé par L. Tadj quant à la place insuffisamment accordée aux droits économiques et sociaux demande qu'on s'y arrête. Sont en jeu en fait ici, outre la question d'une issue au chômage des jeunes, les effets humainement très destructeurs de la mondialisation. Comme le souligne Tariq Ramadan<sup>151</sup>, « les approches et les discours purement politiques sur les États de droit, la citoyenneté effective, la fin de la colonisation, l'indépendance des nations, l'aide au développement et à l'autonomie se sont vidés de leur sens. À l'heure du marché mondial, de la spéculation tous azimuts et des transactions financières virtuelles, les anciennes réalités de la domination, de la mise sous tutelle des États du Sud, de la colonisation ont changé de nature et de noms, mais elles n'ont pas disparu ». Et l'auteur d'en appeler à un front de résistance Sud-Sud-Nord pour agir de concert.

Soutenir les syndicalistes, les travailleurs en grève font bien partie des actions du CISP avec ses partenaires, tout comme les conférences qui ont trait à la mondialisation ainsi que le soutien des initiatives des associations qui ont pour but notamment d'aider les femmes à s'organiser entre elles dans la création d'entreprises de productions locales. Poursuivre la réflexion sur d'autres formes sociales de production et d'économie, comme l'économie solidaire, la création de banques solidaires, le micro-crédit, réfléchir sur l'idée d'un revenu d'existence universel, lequel fait aujourd'hui son chemin sur différents continents, encourager le développement des initiatives en ce sens, compte tenu de l'importance du chômage des jeunes pourrait constituer un champ d'approfondissement des actions entreprises.

Lié à cette situation est le risque que représente l'absence de travail des jeunes engagés dans les associations. Pour le responsable pédagogique de la formation au certificat des droits de l'Homme, comme pour d'autres formateurs, il s'agirait de porter attention à ce risque :

*« Le plus grand risque pour le certificat, selon moi, c'est que les jeunes ne trouvent pas de travail. Les jeunes sont formés, mais ils n'ont pas d'emploi. On les informe et on les incite à aller voir la panoplie des offres de l'État algérien en matière d'aide à la création d'entreprises. Les connaître est un préalable, ce qui ne veut pas dire qu'ils trouveront un emploi. Nous réfléchissons à comment les aider à prendre en compte la problématique de l'emploi. La professionnalisation ne doit pas se limiter à l'action dans l'association, ils doivent trouver un emploi ailleurs, sinon tout ce travail n'est qu'un coup d'épée dans l'eau. Nos jeunes ne sont pas au courant de l'existence, par exemple de la Chambre des jeunes entrepreneurs. Ils ne veulent pas y aller. Aller chercher de quoi vivre n'est pas encore leur priorité. »*

---

<sup>151</sup> Tariq Ramadan, « Les musulmans et la mondialisation », Islam et démocratie, *Pouvoirs*, Paris, Seuil, 104, 2003, p. 97-110.

On remarquera ici que l'engagement dans la vie associative peut alors représenter un palliatif, avant la recherche d'un travail, indépendamment du désir de soutenir le développement du pays. Si l'absence d'un travail représente une déperdition au regard de l'engagement, celui-ci comme les différentes formations suivies, outre qu'ils accroissent leurs compétences de départ quant à leur recherche de travail, comme par exemple les formations à la gestion de projet où à la gestion des associations, pourront être exportées et investies dans la sphère du travail.

Des critiques plus acerbes concernent la validation des formations à la thérapie contextuelle.

Dans les sociétés bureaucratiques modernes, le diplôme et sa reconnaissance par la société comme condition d'exercice d'un nombre important de professions vont de soi. Pourtant le CISP a eu « au moins une dizaine de retours de protestations amères sur le fait que la formation à la thérapie contextuelle n'avait pas été sanctionnée par une attestation », nous rapporte une chef de projet du CISP.

*« Je ressens une très forte frustration ou une déception parce qu'il n'y a pas eu de retour, on n'a pas été validé. On a besoin d'être validé. Quand je reçois des familles, j'hésite à dire que je suis thérapeute contextuelle, je ne m'en sens pas le droit. Revenons aux valeurs du CISP. C'est un organisme très engagé, très sérieux. Cette formation a pris beaucoup de temps. On a rendu un travail de fin d'année et on n'a pas eu d'écho : on était en attente, qu'est-ce qui fait qu'on n'a pas été validé ? Que nos travaux n'ont pas été corrigés ? On a respecté les délais. Et puis rien ; c'est frustrant. Vis-à-vis de soi. Même avec nos familles : c'est légitime, pas légitime de dire je suis thérapeute contextuel ? Je ne peux pas m'affirmer thérapeute contextuel. Je n'ai pas eu de retour de la part de mes formateurs surtout du responsable pédagogique de la formation. Et pourtant on était tellement impliqué »,* dit un psychiatre.

Un psychiatre lui aussi formé à la thérapie contextuelle avait mentionné le frein que représentait la non validation de la formation, à l'organisation de collectifs destinés à travailler ensemble sa pratique. Son vécu en termes de non reconnaissance constitue un frein évident à la diffusion par les formés de son intérêt. Elle constitue du même coup un frein à la constitution d'un réseau de professionnels qui pourraient s'en réclamer. Tout comme elle constitue un frein à l'engagement dans la formation et le Travail Thérapeutique de Réseau, compte tenu de la continuité qui existe entre les deux démarches. Comme le dit une de nos interlocutrices : « *la thérapie contextuelle est un morceau qu'on ne peut pas arracher du travail thérapeutique de réseau.* »

Par ailleurs les professionnels formés à la thérapie familiale contextuelle se plaignent de ce que cette formation ne soit pas reconnue et validée officiellement par les autorités universitaires concernées et souhaiteraient le soutien du CISP à cette fin. Il faut noter à ce propos que si cette formation est dispensée dans plusieurs pays européens, sa nouveauté ne lui a pas permis encore d'être officiellement reconnue et validée véritablement dans ces pays, compte-tenu du flou, des rivalités entre écoles et des rapports de force existant en ce domaine et qu'il en est de même *a fortiori* de la formation à la « Clinique de Concertation » plus récente, plus nouvelle, plus novatrice et moins connue et par conséquent moins répandue encore.

Cette absence de validation, pour certaines des promotions formées à la thérapie contextuelle, correspond à un échec de la part de ses promoteurs à l'époque où ils ont entrepris de la faire reconnaître par les psychiatres universitaires d'Algérie. Ceux-ci l'ont intégrée dans leurs formations, mais selon des conditions de méthodes et de qualité qui ne satisfont pas aux critères exigés par l'European Family Therapy Association, l'organisme qui délivre les validations. Ils ont préféré se retirer plutôt que de s'engager dans des conflits de légitimité. Cette carence ne concerne pas les formations à la « Clinique de Concertation » validées par l'ILTFou par l'AFCC qui délivrent des attestations.

Par ailleurs des bénéficiaires de formations à la thérapie contextuelle, à la « Clinique de Concertation », au Travail Thérapeutique de réseau, plus particulièrement lorsqu'ils sont psychiatres, ou psychologues suggèrent que les institutions et les Universités soient sensibilisées à ces formations.

À propos de la transmission plusieurs jeunes du milieu associatif qui suivent au moment de l'évaluation en cours une formation à la gestion de projet envisagent de rendre compte de ce qu'ils ont appris le plus souvent de manière orale et à travers la pratique, comme le montrent quelques extraits d'entretiens cités. Ils n'envisagent pas le passage à l'écrit. Or, comme le montre par exemple tout le travail écrit effectué au niveau de la LADDH, la capitalisation et la mémoire qu'elle représente aux yeux de ses membres constituent une étape et un outil de travail importants quant au développement des activités et permettent de résister au turn-over des militants. Nombreux sont aussi ceux qui ont déclaré avoir appris à rédiger des projets grâce à l'appui du CISP. Sans doute serait-il utile d'insister sur l'intérêt qu'il apporte aux bénéficiaires, malgré l'importance du temps de travail qu'il exige, un des intérêts du passage à l'écrit étant aussi son rôle formateur. En ce sens peut-être serait-il intéressant d'encourager ou proposer des réunions de travail autour de l'apprentissage de l'écrit, en particulier pour les bénéficiaires du certificat des droits de l'Homme qui clôturent leur formation par la soutenance d'un mémoire portant sur un thème relatif aux droits de l'Homme.

Par rapport à la cohérence entre elles des actions et des formations, il est arrivé que plusieurs de nos interlocuteurs se posent la question de sa lisibilité. Bien qu'au fond, comme cette évaluation le montre de bout en bout celle-ci représente une dimension essentielle de l'action du CISP, elle ne l'est pas pour tous. Peut être peut-on ici distinguer deux niveaux, celui qui concerne la présentation du CISP à l'extérieur, sa communication, thème qui rejoint le thème de la demande d'information régulière sur ses activités et la demande du maintien d'un lien avec l'ONG et celui qui concernerait sur le fond des rencontres entre les responsables des différentes formations susceptibles de mettre en lumière les champs de recouvrement et les spécificités complémentaires. Ceci permettrait d'explicitier plus clairement la démarche du CISP dans ses rapports avec l'extérieur.

### 3. L'Appréciation générale des activités du CISP

Malgré ces réserves, nos interlocuteurs, à l'unanimité, ont porté un jugement positif sur l'action du CISP tant dans son contenu que sur ses formes.

Voici le point de vue d'un représentant de bailleurs de fonds en Algérie sur les activités du CISP qu'il suit de près :

*« Le CISP est une très bonne organisation, on travaille très bien avec eux, on n'a aucun problème financier avec eux, c'est un partenariat facile. Quand on n'est pas sur la même longueur d'onde, ils n'hésitent pas à le dire, ce qui est rare. Ils se font souvent l'avocat du diable, ce qui n'est pas la position européenne. Comme les algériens sont très polis, le CISP ouvre la voie et ils peuvent alors parler de leurs difficultés lors des réunions de consultation. [...]*

*Les associations algériennes dites nationales font des actions dans des petites villes ; ils n'ont pas une culture de mouvements transrégionaux, le CISP arrive à l'avoir. [...] La stratégie du CISP c'est une vision englobante, à la différence d'autres ONG. [...]*

*Au CISP ce n'est pas l'aspect technique, mais la dimension politique et démocratique dans laquelle ils s'engagent. On a opté pour les subventions en cascade. Il n'y a que le CISP avec lequel on travaille vraiment qui soit capable de les porter. Sont-ils capables de garder leur indépendance par rapport aux positions européennes ? Je ne vois qu'eux qui le soient et qui puissent résister au fait de devenir une agence de financement des projets européens.*

*Le CISP fait un travail héroïque, avec une résilience extraordinaire.  
Il y a eu des projets où le CISP a eu un pouvoir d'« empowerment », d'effet de groupe, d'appartenance à une même communauté, les gens sont portés. Si le CISP partait, on ne pourrait mettre un tiers de notre budget sur les droits de l'Homme. »*

Le point de vue de Soraya A. ancienne journaliste travaillant comme avocate pour des ONG internationales depuis dix ans :

*« L'important dans le CISP c'est qu'ils essayent d'intégrer la tolérance et la citoyenneté dans les organisations de la société civile, au niveau des jeunes, dans toutes leurs actions, pour que les jeunes soient actifs, qu'ils prennent leur place dans le développement du pays. C'est une valeur très importante. La spécificité du CISP c'est de réunir les acteurs francophones et algériens avec l'idée de promouvoir les rapports entre la société civile et l'État, avec l'idée que les associations voient les pouvoirs publics comme des partenaires, et qu'ils doivent être complémentaires. C'est un plus par rapport aux programmes G1 et G2 pour la société civile où c'est très peu développé. Le CISP nous apporte des clés pour comprendre les insuffisances du mouvement associatif, pour comprendre que le mouvement associatif peut offrir une expertise par rapport aux publics cibles, qu'il peut servir de modèle pour les pouvoirs publics. »*

Voici ce que dit avoir appris la coordinatrice de plusieurs projets du CISP avec lequel elle a travaillé pendant plusieurs années et le bilan qu'elle tire des actions auxquelles elle a participé :

*« Ce que j'ai appris, ça a été le fait d'écrire des projets à partir des réalités de terrain que je découvrais auprès des institutionnels et du monde associatif, grâce à la coordination de projets. [...]. Nous avons ensemble recensé des besoins et réfléchi à des propositions d'activités appropriées. Donc lors de la gestion d'un projet, c'est la découverte, auprès des populations cibles, des réalités, des compétences et des limites. L'écriture de nouveaux projets était utile et fascinante.*

*Cela a été d'ouvrir le dialogue entre les responsables et les professionnels de terrain.*

*Cela a été de permettre la reconnaissance de ces professionnels par leur tutelle. Par exemple, former des professionnels de la santé par des experts européens, et quelques années après soutenir et accompagner ces mêmes professionnels à animer des formations ! En effet, ce qui a été le plus intéressant pour moi c'est de permettre la transmission des savoir faire et d'accompagner la reconnaissance des acquis de certains formés : des jeunes aux Eucalyptus, des professionnels de la santé formés à la thérapie contextuelle. [...]*

*Ce dont je suis fière c'est du fait que toutes les actions aient été menées en temps et en heure au niveau de l'organisation et de planification, plus des liens qui se sont créés et de l'écoute des différences. C'est aussi la participation à une forme de prise de conscience du rôle citoyen, de la responsabilité individuelle et collective.*

*C'est aussi d'avoir mis ensemble des personnes qui avaient peur les unes des autres. »*

Une assistante de programme qui travaille au CISP depuis huit ans fait une évaluation nuancée de chacune des différentes formations, au regard de leur utilité pour la société algérienne, de ce qu'on peut attendre des personnes formées et de leur assiduité aux différentes sessions, en hiérarchisant entre elles les formations selon ces critères. Il y a celles dont on sait qu'elles auront un effet soit au niveau professionnel ou chez la personne concernée et dans son entourage, celles dont on peut craindre qu'elles n'aient qu'un effet limité :

*« La « Clinique de Concertation » existe depuis 2003, elle est très utile, très intéressante et a toujours bien marché. J'ai constamment des appels de gens que je ne*

*connais pas, qui ont entendu parler de ce concept et qui voudraient suivre des formations. Il y a une demande, il n'y a pas de désistement lors des formations et les absents ont des excuses valables. »*

Elle conteste l'utilité de la formation des avocats relais, en raison du taux d'absentéisme des participants. Elle questionne l'utilité des formations données aux membres des associations, non seulement parce que certains participants en ont un usage purement utilitaire, et qui, par exemple, bien qu'absentéistes demandant des attestations de présence qu'ils feront valoir ailleurs, ou bien parce qu'ils cesseront leur activité associative lorsqu'ils trouveront un emploi. Elle rejoint ici le questionnement du directeur pédagogique à propos du certificat aux droits de l'Homme qui considère comme cruciale l'emploi des jeunes formés, ailleurs que dans leur association sous peine d'échec des formations et voit les limites de la formation au certificat des droits de l'Homme pour les mêmes raisons. D'où la question qu'on pourrait se poser au niveau de la sélection des personnes retenues pour les formations : cela aurait-il un sens de ne recruter que des personnes disposant d'un emploi ? Peut-on se contenter de faire le pari selon lequel ce qui aura été semé aura nécessairement un effet, direct ou indirect ? Accepter simplement une certaine déperdition ?

La Gestion positive des conflits et le programme « Graines de citoyens » lui apparaissent très utiles et nécessaires en raison du nombre des personnes qu'elles touchent directement, les jeunes et les professionnels, de leur possibilité de diffusion et de la demande émanant de l'Éducation nationale. Quant aux formations à la « Clinique de Concertation » et celles portant sur le genre, leur utilité tient à leur usage quotidien :

*« La Clinique de Concertation et la Gestion Positive des Conflits sont utilisées dans le travail de tous les jours. Quant au Monde selon les femmes, on compte sur les femmes. C'est intéressant de travailler sur les stéréotypes, sur les croyances, d'aller vers le droit des femmes. Ça donnera des résultats par la suite. Parce que tu vis avec cette question tous les jours, ça ne reste pas dans le cadre d'une association, c'est personnel. Ça va se transmettre si ce n'est dans une institution ou une association ce sera chez elle, avec ses enfants, dans la rue, là où tu vis. Ça a une très grande importance. Moi-même ce que j'ai appris sur les discriminations m'a mis en conflit avec certaines personnes ; parce que tu as un autre regard. Je suis en porte à faux avec certaines personnes parce que j'ai complètement changé d'idées là-dessus, je suis autrement, là. »*

Voici le point de vue du formateur et coordinateur du volet « Graines de citoyen et citoyenneté », formateur des avocats et formateur au niveau des formations pour l'obtention des certificats sur les droits de l'homme :

*« Ce qui est excellent dans le travail du CISP c'est le travail avec les institutionnels. On ouvre discrètement les fenêtres, on évite la provocation. Le travail du CISP depuis de longues années est fondamental et indispensable, pour amorcer le changement, mais c'est un investissement à long terme. Les actions du CISP, je ne suis pas en mesure de les mesurer ! Nous avons besoin de temps car c'est dur d'analyser les attitudes ancrées. On sent que le germe a pris. Le fait de faire venir des gens de loin est important. En faisant venir des gens de loin cela développe des espaces de dialogue et de socialisation. Notre travail reste ingrat, mais pour moi l'essentiel est qu'il y ait des rencontres. Ce qu'il faut faire est peu mesurable car en fait on travaille sur des comportements. Il faut continuer l'essaimage et ratisser large sur le territoire national. Il faut davantage développer l'idée des relais et les certificats et surtout avoir une attitude de discrétion et non d'emphase. »*

Celui d'un psychiatre :

*« Ce que j'ai reçu a des résonances très positives en moi, Pour moi le CISP ça n'est pas n'importe quel organisme, il a fait sa place, il s'est imposé, il a créé ses*

*propres fondements en Algérie, ce sont les projets qu'il propose, les gens avec lesquels il travaille. »*

D'une psychologue :

*« Je pense que le CISP permet aux professionnels d'être à la hauteur de leur mission et donne la chance aux autres d'en être informés par les bénéficiaires et les effets qu'ils y voient. »*

Celui d'un des responsables du CDDH de Bejaïa :

*« Notre partenariat avec le CISP est très positif. On a mis en place des projets dont beaucoup de gens ont bénéficié. Et on constate que ça a porté beaucoup de fruits sur le terrain. C'est donc un partenariat très positif. »*

Suivent des points de vue représentatifs de l'ensemble des points de vue exprimés par les membres d'associations ou structures militant pour les droits humains :

*« Ce sont des gens qui savent ce qu'ils font ! »*

*« C'est très utile à l'Algérie. Le travail des formateurs, les idées qu'ils développent sont très utiles au changement dans ce pays. Ça donne du courage aux gens, ça donne de la force et du savoir. Ça nous renforce au quotidien. On est beaucoup plus à l'aise pour communiquer, pour convaincre, sensibiliser, pour argumenter auprès des populations. »*

*« Le CISP est vraiment nécessaire. C'est utile et nécessaire. Sa nécessité est dans leurs formations, dans les contacts qu'on peut nouer, les échanges, les informations. On en a vraiment besoin. On ne se sent pas seul. En Kabylie, déjà le fait de savoir qu'on est partout, même si on est une minorité à défendre une cause c'est déjà beaucoup, ça nous renforce. »*

*« Quand on croit à une cause la question n'est pas celle de l'Europe ou d'autres. On est réprimé, etc. [...] On a besoin d'être conscientisés, de sensibiliser les gens afin surtout de prendre conscience, ce n'est pas facile comme ça. Et le manque de communication joue un rôle très important. »*

*« Ces activités sont vraiment nécessaires car le travail social en Algérie a un caractère administratif pur. Il ne prend pas en compte les besoins psychologiques des individus et des familles. Cette méthodologie peut pallier ce vide. »*

*« J'ai du CISP une vision de l'extérieur, ils font un travail formidable avec la LADDH et avec l'ECA. C'est le partenariat, les échanges, même si on n'est pas toujours d'accord. »*

*« Le CISP nous donne l'espoir que les choses changent. Ce n'est pas facile pour eux. Ils font un très bon travail. Le fait de soutenir les associations c'est le plus important. Avec la nouvelle loi sur les associations ça n'aide pas. Avoir le CISP à ses côtés c'est important. »*

#### 4. Si le CISP doit un jour quitter le pays ?

Dans leur évaluation globale du travail avec le CISP, en fin d'entretien, comme le montre l'extrait ci-dessus revient presque toujours directement ou en filigrane le besoin de tiers que représente le CISP pour échanger : « les Algériens ne se connaissent pas ».

— « *On n'a pas en Algérie d'organisme comme celui-là, des personnes qui font de leur mieux pour former les gens. Déjà d'avoir un lieu pour parler de manière libre de sujets tabous, de la cause qui vous tient à cœur, c'est rare. Non, non, ils ne doivent pas partir !*

— *S'ils partent on part avec eux ! »*

La coordinatrice de nombreux projets au CISP, on l'a vu, a dit sa fierté d'avoir permis à des personnes qui avaient peur les unes des autres de dialoguer.

Un des résultats importants de l'action du CISP est précisément d'avoir réussi à faire travailler ensemble des concitoyens qui ne se connaissaient pas, ce parce que le repli, consécutif à la peur résultant des multiples traumatismes subis, les en dissuadait. Comme on a pu le constater au cours de ces pages, beaucoup ont mentionné spontanément ce repli et l'heureux soulagement que représentaient pour eux la prise de conscience par la médiation du CISP de ce qu'ils n'étaient pas seuls à vouloir s'engager pour modifier le cours des choses dans leur pays et l'importance que revêtaient à leurs yeux les rencontres avec d'autres personnes issues de diverses régions. Nombreux sont aussi ceux qui ont évoqué, que ce soit dans la cadre universitaire où ailleurs, le peu d'occasions qui se présentaient à eux pour se rencontrer et discuter entre eux, et l'existence d'espaces neutres à cette fin, sans même mentionner l'absence de locaux disponibles. Cette fonction de médiation nous paraît sans doute la raison majeure du maintien nécessaire de la présence du CISP en Algérie.

Certains professionnels en Algérie peuvent estimer qu'ils ont assez grandi pour pouvoir se passer de l'aide du CISP et prendre le relais. C'est le cas par exemple de l'ECA, bien que son directeur l'appréhende :

*« Je crains la coquille vide, où est la relève des gens qui vont remplacer les leaders ? Où sont les interlocuteurs solides ?*

*Nos projets sont complexes à porter ; et en tant que partenaires nous n'avons pas forcément une vue globale des activités, tant au niveau de celles du CISP que des nôtres. Il nous faut arriver à une maîtrise de leur mise en œuvre. Il nous faut une autre dimension : du transfert dans les structures locales et pouvoir nous décrocher de ce monde pour avoir la possibilité de nous dégager de l'expertise du CISP.*

*Nous sommes en train de le faire afin d'arriver à porter des méga projets comme ceux du CISP. »*

Les deux responsables du Centre de documentation sur les droits de l'Homme de Bejaïa considèrent qu'ils peuvent maintenant se passer du soutien du CISP :

:

*« S'ils partent nous avons les moyens de continuer, certes dans ce pays rien n'est stable, tout dépend de la situation et si le pays retrouve ses rails. Ils nous aident à retrouver ces rails, on pourrait faire sans eux.*

*– Nous avons capitalisé suffisamment. On a maintenant un capital, on a acquis beaucoup de choses pendant ces années là. Nous avons acquis quand même une certaine expérience pour mener à bien des projets. Si le CISP part, ce sera une perte, mais les formations acquises nous permettrons d'exister, d'aller au-delà, de pérenniser notre travail. »*

On note aussi que dès la fin de DDH1, plusieurs des partenaires du CISP, formés à la gestion comptable de leurs structures ont pu obtenir seuls des financements auprès de diverses ambassades, tandis que plus tard, certains d'entre eux comme la LADDH ou l'Étoile Culturelle d'Akbou ont bénéficié directement de financements de la Communauté européenne.

Cependant, bien plus précaire est la situation de la LADDH au niveau de l'ensemble du pays qui redoute l'avenir, comme l'exprime son vice-président :

*« Ma grande préoccupation est la transmission et la prise de risques. Quelle est notre stratégie ? Nous savons que la LADDH dépend à 100 % de finances extérieures. Nous pouvons avoir des projets à trois ou quatre ans, et après ? Quelle est notre pérennité ? Il serait dommage de tout déconstruire dans tout ce qui a été construit depuis 2006. C'est une crainte toute personnelle. ....*

*Le CISP est là pour renforcer la société civile. Celle-ci a une grande demande. Nous sommes complémentaires, mais nous sommes conscients de nos faiblesses. Nous avons besoin l'un de l'autre pour nous étendre sur le plan national. Le CISP postule sur de gros budgets et il aide à l'articulation. Nous postulons sur une délégation à Alger*

*L'apport le plus important du CISP est au niveau de l'appropriation. Mais nous sommes conscients de nos faiblesses internes dans nos organisations, conscients de la limite parfois de nos compétences professionnelles. On se dit : je me sens dépassé, j'ai beaucoup de tâches, où est la relève ? L'appropriation doit être graduelle. On pourrait avoir des espaces d'apprentissage, d'appropriation. Mais qui va mener ce travail ? En avons-nous les moyens ? Le CISP doit nous aider à nous approprier sur cinq ans au moins dans la graduation des activités. Nous avons besoin d'accompagnement. »*

Le besoin d'accompagnement, de suivi est la demande la plus fréquemment exprimée par nos interlocuteurs, quelle que soit l'activité. Et les évaluations antérieures y font toutes référence. Seule semble faire exception l'Étoile Culturelle d'Akbou en raison de la nature et de l'ampleur de ses activités, tout comme le Centre de Documentation des Droits de l'Homme de Bejaïa en raison de la *masse critique* qu'ont atteinte ces deux structures et de leur rayonnement au-delà de leur sphère initiale d'action et maintenant bien au-delà de la région où s'exerce leur influence. Ceci nous incite à souligner qu'un certain seuil de développement doit être atteint ou dépassé pour que les diverses activités de la société civile auxquelles le CISP apporte son soutien puissent se déployer sans celui-ci. Il en est également ainsi de la Ligue de Prévention et de Sauvegarde de la Jeunesse et de l'Enfance créée sept ans avant sa rencontre avec le CISP en 2002, qui jouissait déjà d'une réputation et d'une crédibilité certaines. Malheureusement cette structure a dû récemment arrêter ses activités en raison du blocage par les autorités, des fonds qui leur ont été alloués par l'UE pour les financer.

Certains soulignent ou laissent entendre dans leur propos que la fonction de tiers qu'il occupe est fondamentale dans le contexte algérien, comme nous avons pu observer ailleurs, en France ou en ex-Yougoslavie l'importance de cette fonction : dans ce dernier pays, malgré tout ce qui a été mis en place pour assurer les relais, l'action entreprise selon la même démarche, bien que reconnue comme nécessaire et efficace par les institutions, s'est rapidement effondrée. En France il en est de même dans bien des lieux où l'association École et Famille s'est retirée faute de subventions, malgré la demande des institutions et des professionnels qui voyaient avant tout dans leur aide le rôle de tiers extérieur qu'ils ne pouvaient trouver par définition dans leur institution.

Un deuxième élément est à prendre en considération, que connaît trop bien l'équipe du CISP : les facteurs du contexte qui font obstacle à la pérennité des actions : il y a d'abord les risques, plus particulièrement pour ceux qui s'investissent plus directement dans la promotion et la défense des droits de l'Homme, comme les militants de la LADDH et l'épuisement auquel peut conduire cette prise de risque. Il y a aussi le turn-over professionnel, un phénomène qui

s'amplifie en Algérie comme en Europe, la précarité facteur de mobilité obligée, le chômage des jeunes et la crise économique. Les formateurs déplorent de façon constante les déperditions qui en résultent chez les jeunes qui s'engagent. Il y a aussi le fait que ceux-ci risquent de se désengager lorsqu'ils fonderont une famille, ce qui concerne d'abord les femmes, alors qu'on observe leur présence relativement massive dans les formations à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, dans les associations féministes. Il y a encore la pression des parents inquiets pour leur avenir qui s'opposent à leurs fils, lesquels, au lieu de chercher activement du travail « perdent leur temps » dans le travail associatif, ou les parents qui s'opposent à leurs filles quand celles-ci doivent, pour suivre des formations, être hébergées au dehors ou rentrer tard le soir.

Si nous avons observé certains de ces phénomènes dans l'aire géographique, pourtant beaucoup plus restreinte, où intervient l'association École et Famille<sup>152</sup> en France où, si tout n'est pas à recommencer beaucoup doit l'être, on peut comprendre *a fortiori* la crainte exprimée par plusieurs de nos interlocuteurs que tout s'effondre si eux-mêmes s'arrêtent au motif qu'il faut toujours tout recommencer. Beaucoup redoutent ce départ pour cette raison et ajoutent que la présence du CISP les aide à ne pas abandonner.

Il faut aussi prendre en compte les difficultés rencontrées du côté des administrations maintes fois exprimées lorsqu'il s'agit de créer une nouvelle association : refus, réponses qui tardent ou n'arrivent jamais... Certaines d'entre elles n'ayant pas leur agrément fonctionnent de façon très précaire. Dans ces conditions, avoir le CISP à ses côtés est important pour les militants.

Un troisième élément nous paraît devoir être mis en avant, notamment pour ce qui concerne les prises en charge médico-psycho-sociales. Les modèles qui ont cours en matière d'administration et d'évaluation des activités des services d'aide ou de soin s'appuient sur un raisonnement en termes de flux, c'est-à-dire en termes d'entrées, de sorties et de durées de prise en charge en vertu d'un modèle standard calqué sur l'idéal médical traditionnel, curatif et libéral, selon lequel une personne malade entre dans un circuit médical, est prise en charge et en sort guérie, ou du moins sort avec un protocole de soin précis à respecter – la prescription. Ainsi des familles entrent, sortent, reviennent et il est donc difficile d'établir des statistiques fiables en matière de flux. Ceci est interprété en termes de dépendance, contradictoire avec une stratégie d'autonomisation des familles.

Une politique de tissage de liens fiables au sein des relations familiales et entre les partenaires institutionnels, la création de groupes de parole et d'entraide des familles et des relations avec les professionnels qui, selon les personnes suivies, s'apparentent à des relations amicales, amènent les professionnels qui suivent la démarche du CISP à proposer une toute autre interprétation : la pérennité du lien est considérée comme un aboutissement et comme la vérification de ce que les objectifs poursuivis sont atteints. Il s'agit également moins d'éviter le « surinvestissement » par les familles et les professionnels et d'éviter la « dépendance » qui en résulte, que de traiter collectivement la « délégation massive » qui peut peser sur les professionnels et les déborder, compte tenu du cumul des difficultés rencontrées par les familles et d'ouvrir, à partir de là, à un partage des responsabilités à leur égard. De fait les professionnels formés à la « Clinique de Concertation et à la Thérapie contextuelle au lieu de fustiger la notion de dépendance, en revendiquent l'existence en termes de dépendance mutuelle et d'attachements. La pérennité des liens créés est le corrélat de l'appropriation par les familles et les professionnels de la démarche apprise auprès des formateurs. C'est ainsi que les familles soutiennent les actions des professionnels algériens formés à sa démarche, qu'elles amènent d'autres familles dans les consultations juridiques et de thérapie contextuelle, substituant ainsi au fil du temps une saisine directe par celles-ci au relais effectués par les pairs. Il pourrait d'ailleurs être envisagé dans ce contexte de proposer la création d'habitants relais jouant un rôle d'entre-deux entre des familles en difficulté et les professionnels.

La nature du lien, où « l'existential » et le « fonctionnel » sont considérés comme indissociables et comme un atout, crée une dépendance réciproque et des solidarités entre les professionnels et les familles, entre les professionnels entre eux, entre les familles, entre les

---

<sup>152</sup> Site : [ecoleetfamille.fr](http://ecoleetfamille.fr)

professionnels et les membres du CISP. Ce qui est sans doute à nos yeux la marque la plus manifeste du succès de cette ONG, aussi iconoclaste puisse paraître cet argument, bien que comme on l'a vu, certaines personnes aient manifesté tristesse et frustration de n'avoir plus de nouvelles du CISP. Ce qui est vrai pour le domaine psychosocial l'est aussi, à un moindre degré sans doute, pour les autres domaines d'action du CISP. La métaphore ou la présence de l'amitié est trop fréquente pour être négligée en tant que facteur spécifique de mobilisation, à condition que soit évité le phénomène « Rotary Club » et que les bénéficiaires soient avertis du danger qu'il représente. Le rôle de « l'intrus » en « Clinique de Concertation » est là pour le rappeler et éviter son apparition.

Un autre élément est encore à prendre en compte. Sur le fond un résultat essentiel de l'action du CISP est un changement de regard réciproque sur autrui, qu'il s'agisse des parents sur leurs enfants, des professionnels sur les familles et sur les enfants, des professionnels sur leurs pairs, des professionnels sur les institutions, comme sur l'action politique ; et un changement par voie de conséquence des attitudes et des comportements au niveau des pratiques professionnelles, des pratiques associatives et des relations intrafamiliales qui engagent l'avenir. Il est clair que de tels bouleversements ne peuvent s'enraciner qu'avec le support d'actions qui s'étalent dans la durée et exigent un long suivi, compte tenu de la multiplicité des obstacles mentionnés.

Une formatrice considère ainsi :

*« Avoir une vue planifiée par le haut, vue par le haut du changement social, peut faire croire que les effets ne sont pas aussi forts que ceux qu'on attendait. On ne peut attendre de trois jours de formation et de quatre ateliers que des jeunes fassent des projets. Il faut les prendre là où ils sont et avoir une méthodologie. La méthodologie, c'est la base c'est le type de compétence qu'on veut développer. Et il faut rajouter du temps, imaginer des objectifs plus limités avant d'en arriver là.*

*Dans ces conditions les ateliers me paraissent plus efficaces que les conférences pour l'établissement de la confiance, pour permettre la prise de parole, le développement d'un argumentaire sans se sentir jugé, qui permette la construction d'une valeur commune avec un langage commun. Pour favoriser tout cela les groupes qui se connaissent, qui ont l'habitude de travailler ensemble et qui sont suivis peuvent alors être dans un processus avec une méthodologie. Ce travail peut prendre un an. En trois heures on ne peut qu'effleurer les choses. Si on veut que ça débouche sur une action il faut un processus avec une méthodologie et un écrit sur papier sur : Ce qu'on pense, ce qui vient de notre réalité à nous, quel est le problème de notre réalité concrète ? Qu'est-ce qu'on peut mettre en place ? Et comment on va le faire. »*

On notera que la demande du CISP concernait une sensibilisation, non une véritable formation et que la formatrice a selon elle obtenu des résultats intéressants et que dans certains cas les conférences auprès d'un public déjà en partie formé s'avère adéquat. Par ailleurs le modèle proposé correspond peu ou prou à la démarche du CISP. Cependant il est vrai que les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des attentes, même si dans la plupart des domaines d'intervention du CISP, les résultats les dépassent largement.

## **5. La place du CISP : un strapontin précaire**

Il y a un autre facteur important à prendre en compte à propos du départ du CISP : c'est celui du départ volontaire de ceux qui assurent la responsabilité de ses programmes, c'est-à-dire des membres de l'équipe du CISP elle-même. Nous avons en effet pu constater l'épuisement des plus actifs de ceux-ci. L'un d'entre eux a évoqué un arrêt de travail de six mois en raison d'un *burn-out*. Une autre responsable de projets, au bout de sept années de travail au CISP a démissionné suite à l'accumulation de sa fatigue et des répercussions de celle-ci sur son moral. Ces faits illustrent les conséquences les plus directes de la faiblesse de ses moyens humains, de la dépendance de ces derniers quant à leur rémunération des contrats obtenus, du manque de

temps dévolu à la réflexion autour des actions à entreprendre, de la nécessité de devoir s'engager dans la rédaction d'un nouveau projet dès la mi-parcours du précédent afin de pouvoir rémunérer les responsables des différents projets et assurer la continuité du travail, c'est-à-dire du manque de moyens dévolus au fonctionnement. Quand l'urgence n'est pas celle du terrain sur lequel il faut intervenir, elle est déplacée en interne dans le fonctionnement quotidien au niveau de la hiérarchie des tâches qu'il faut prioriser. Tout cela induit un sentiment de précarité permanent. La pérennisation des actions est la condition de leur efficacité, particulièrement lorsqu'il s'agit de développement des peuples et non d'actions dictées par l'urgence des situations. De ce point de vue le CISP d'Algérie dispose de deux atouts majeurs : La responsable technique de ses programmes est avec quelques uns de ses fondateurs une des plus anciennes des personnes engagées dans les actions du CISP. D'autre part, comme on l'a déjà évoqué plus haut, l'équipe d'expatriés qui interviennent dans les actions du CISP a assuré avec elle la continuité depuis les débuts de ces dernières.

À ces éléments négatifs il faut aussi ajouter le fait, alors que les activités du CISP en Algérie étaient en plein développement, une nouvelle orientation du siège du CISP, liée aux événements internationaux, lequel n'a pu suivre, au niveau des moyens alloués au CISP d'Algérie, l'expansion de ses activités, tandis qu'Eveline Chevalier était nommée dans le même temps coordinatrice des projets relatifs aux droits de l'Homme en Afrique, cette charge de travail supplémentaire induisant l'abandon de nouveaux projets.

De cet ensemble de circonstances auxquelles s'ajoute l'impossibilité de prendre le temps du recul nécessaire à la réflexion d'ensemble sur la programmation peuvent résulter lassitude, découragement, voire dégoût et frustration. Seuls les retours positifs du terrain, lorsqu'elle a l'occasion de les percevoir, permettent à l'équipe de demeurer mobilisée et de tenir plus longtemps malgré toutes les difficultés auxquelles elle est confrontée.

Cependant faute de pouvoir planifier les actions, les coordinateurs du CISP ont réussi malgré tout avec l'arrivée d'un nouveau coordinateur de projet expatrié compétent pour le projet « Voix du Nord Voix du Sud » à travailler en amont de l'appel à projet sur le thème de l'interculture entre le Nord et le Sud de l'Algérie puis à affiner sa construction jusqu'à l'écriture de ce projet.

Cette pression a d'autres effets, celui de négliger des activités pourtant programmées ou envisagées qui feraient gagner du temps dans le travail et accroîtrait son efficacité, en particulier un travail de bureau qui faciliterait la mise en réseau, accroîtrait la capitalisation des actions et l'accessibilité du CISP déjà évoqués. Elle a aussi pour effet de limiter le temps nécessaire à la formation en interne des différents chefs de projet associés aux deux membres expatriés du CISP. Actuellement pourtant les deux responsables du CISP s'attellent, depuis que s'est renouvelée l'équipe, à faire d'avantage participer ses membres au travail commun dans le but de les former.

Enfin c'est aussi devoir mettre en veilleuse de beaux projets en cours de route, faute de pouvoir en accompagner la suite, comme le projet relatif à « l'exonération », un projet qui s'inscrivait dans le cadre de la loi sur la Réconciliation nationale, et de renoncer à engager certains des nouveaux beaux projets imaginés.

Par ailleurs si le rôle du CISP et de ses partenaires est de plus en plus apprécié au niveau local par les APC et, au niveau de deux ministères, celui de l'Éducation nationale et celui de la Solidarité qui passent des conventions avec celui-ci pour former leurs personnels, la place du CISP est malgré tout fort précaire, tant au niveau des bailleurs de fonds que des pouvoirs publics. Il n'a jamais obtenu à ce jour d'agrément quant à son existence. Très récemment un projet dans un contexte extrêmement compétitif n'a pas été retenu par l'UE.

## Conclusion

Le lecteur ne peut pas n'avoir pu constater, au fil de ces pages, la grande homogénéité des discours des bénéficiaires et des partenaires du CISP, en particulier quant à la cohérence entre eux des contenus des diverses formations et actions soutenues et quant à la constance de leurs effets. Il aura également perçu l'importance de la cohérence qui se manifeste entre les connaissances, les expériences acquises et les manières d'être, quelles que soient les formations suivies et les actions entreprises. On ne peut qu'être frappé par l'écart qui existe entre l'envergure des projets, leurs résultats et les moyens humains qui les ont permis, c'est-à-dire une très petite équipe. La mobilisation et souvent l'enthousiasme transparaissent dans les propos de nos interlocuteurs, que l'efficacité des actions et des formations dans leur contenu, leur pédagogie et leur suivi ont su leur insuffler. Et ce alors que ceux-ci la plupart du temps sont des bénévoles et que les obstacles sur lesquels ils butent sont innombrables et les risques pris importants, pour les défenseurs directs des droits de l'Homme particulièrement.

Nul doute que l'efficacité des actions du CISP tient à l'originalité du contenu de sa démarche, à l'efficacité du dispositif de ses actions et à la pérennité, la qualité des liens qu'il a su établir tant avec ses partenaires, ses bénéficiaires que ses formateurs.

Malgré la précarité de sa position, puisque le CISP n'a pas d'agrément officiel, il bénéficie de la reconnaissance de ses actions là où elles sont présentes et ce des les débuts de son implantation en Algérie et malgré son intervention sur des sujets qui peuvent fâcher. Il y est parvenu grâce à la pertinence de ses actions, à des retours positifs de la part de ses bénéficiaires institutionnels et à un gros travail de présentation et d'explication. C'est le cas de plusieurs maires, de chefs de wilaya, de daïras. Les projets menés à bien n'ont pu l'être qu'avec l'accord et le soutien des directions des ministères concernés, ceux de la Santé, de la Jeunesse et des sports, de la Solidarité et de l'Éducation nationale. Des demandes de formation par le Ministère de l'Éducation ont été adressées au CISP en faveur de leurs employés à différentes reprises. Des contrats sont en cours de signature sur des projets avec ce ministère, ou déjà signés.

Il est inévitablement très difficile d'évaluer l'impact d'un travail qui s'étale sur plus de dix années, ne serait-ce que parce que celui-ci peut se manifester et ne peut se mesurer que selon des temporalités fort différentes. Certains de ces effets sont immédiats. Des familles vont mieux et à la génération suivante ses membres ne reproduiront sans doute pas ce qu'elles ont vécu. Les enfants formés à la philosophie pour enfants travaillent mieux et sont plus respectueux de leurs camarades et des adultes. D'autres effets ne se manifesteront que plus tard, lorsqu'ils seront adultes. Les enseignants d'une école qui ont été formés à la gestion positive des conflits et sensibilisés à la question des droits de l'Homme formeront jusqu'à la fin de leur carrière un grand nombre d'enfants qui pourront quinze ans ou vingt ans plus tard transmettre ce qu'ils ont acquis à leurs propres enfants et développeront peut-être dans leur travail certaines des attitudes apprises. Les jeunes qui ont participé directement ou indirectement aux CCJ seront peut-être des leaders associatifs ou politiques fiables d'ici une quinzaine d'années. Le développement du Travail Thérapeutique de Réseau et de la « Clinique de Concertation », par le biais des formateurs relais peut largement s'étendre sur le territoire du pays si on se réfère à l'accroissement rapide de la demande de formation dans ce domaine. Les femmes militant dans de multiples associations et qui ont suivi les différentes formations qui leur étaient ouvertes peuvent devenir le fer de lance d'un changement profond. Surtout, le lien et la conjugaison des actions entreprises et ce, sur les mêmes territoires, peut favoriser la pérennité des acquis et freiner l'usure et l'essoufflement. S'il est difficile de mesurer l'impact des actions directes du CISP, encore plus difficile est-il d'évaluer l'extension de leur diffusion au sein de la société, d'autant plus que les associations bénéficiaires ont grandi, ont attiré de nouveaux membres et se sont multipliées durant la période observée.

Ce qui frappe l'observateur au terme de cette étude c'est l'ampleur des synergies qui se sont développées à partir des différents lieux, groupes cibles, bénéficiaires et partenaires depuis le début de DDH1 jusqu'à aujourd'hui. Au départ les actions qui pouvaient sembler éparses, localisées, bien que correspondant à une vision claire de l'objectif poursuivi se sont rassemblées selon un rythme qui s'est accéléré rapidement ces dernières années. Globalement elles laissent voir un paysage de liens à la fois enchevêtrés et en extension géographique constant, dans lequel les acteurs, par leur interconnaissance, leurs rencontres à travers les réseaux qu'ils ont créés, non seulement sont sortis de leur isolement et de leur peur les uns à l'égard des autres, mais étendent avec la force nouvelle de leurs collectifs leurs multiples actions, entraînés par le succès qu'elles rencontrent continument.

Les prévisions du CISP quant aux effets attendus de ses actions, lesquels sont, dès ses débuts, bien souvent dépassés, semblent bien correspondre dans leur contenu et leurs moyens à des aspirations profondes de ceux auxquels s'adresse cette ONG et répondre à celles-ci. Elles témoignent d'une vitalité de la jeunesse algérienne dont a su se saisir le CISP pour organiser et démultiplier une dynamique porteuse de changements de fond.

« Effet papillon », démultiplication des synergies concourant à un vaste changement silencieux de fond ou essoufflement, il est nécessairement impossible de conclure sur ce que produira ce qui a été non seulement semé, mais déjà réalisé, en particulier en raison de l'instabilité sur de multiples plans que connaît ce pays. Ce qu'on sait c'est l'importance du nombre des personnes touchées directement par ces actions, à des titres divers et à des degrés variables. C'est aussi la constitution de « noyaux » de militants actifs bien implantés dans le paysage algérien. Les exemples d'action à Bab el Oued ou aux Eucalyptus montrent, après plusieurs années d'arrêt des projets, que des actions se poursuivent, quand bien même les déperditions sont importantes. Par ailleurs la capitalisation des expériences du CISP à travers ses publications portant sur l'ensemble de ses actions avec ses partenaires, elle, demeure et laisse présager une influence à terme importante.

Dans la perspective de la prolongation de ce travail, il serait intéressant de mener une étude spécifique sur un territoire particulier, comme celui d'Akbou, où la concentration des synergies a été particulièrement importante et se démultiplie depuis sept ans, pour en évaluer l'impact auprès d'un échantillon représentatif de la population visée par son action.

## ANNEXES

### Annexe I : Des chiffres et des lieux

À partir des différents rapports d'activité du CISP sont ici présentés les chiffres concernant les personnes concernées par les différentes activités du CISP et les lieux où elles se sont déroulées :

DDH1 : 2006-2008

- Université d'été : **79** militants et étudiants de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Boumerdès, Bouira et Oran.

**30** militants des droits humains relais à la Maison des droits de l'Homme à Tizi Ouzou

Entre **150** et **200** militants associatifs et militants des droits humains ont participé à des activités citoyennes.

- Formation d'animateurs aux droits de l'Homme en contact avec les jeunes et les enfants : **60** personnes, dont 17 sélectionnés à la fin, à Tizi-Ouzou.

Animation et formation aux droits des enfants au Centre d'accueil pour enfants d'AFAK, **30** à **45** enfants par jour

Sensibilisation à la Gestion Positive des Conflits dans **3** écoles primaires à Boumerdès, **11** écoles dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

- Appui à la prise en charge des personnes victimes de violences à Tizi-Ouzou et Si Mustapha

**2000** consultations psychologiques,

**1200** consultations juridiques

- Formation à la Gestion des Détresses Multiples et Sévères : **30** personnes

- Formation à la « Clinique de Concertation » : **50** personnes : région de Tizi-Ouzou  
**134** présents lors de la journée de clôture de la formation

DDH2 : 2009-2011

- Environ **800** militants des droits humains ont bénéficié sur trois années des activités des Maisons des Droits de l'Homme et du Citoyen d'Akbou de Bejaïa et des activités d'AFAK à Boumerdès, dont plus de **200** nouveaux membres lors de la troisième année du programme.

- **800** personnes ont utilisé les fonds documentaires de ces deux MDDHC

- Une moyenne de **30** participants ont suivi les formations aux droits humains et à l'implication citoyenne, certains thèmes ayant regroupé plus de 60 personnes. Plus de **1050** personnes ont été touchées directement durant trois années

- Les événements et conférences organisés par le CDDH de Bejaïa ont touché environ **1250** personnes

- Les séminaires organisés avec l'AFAK ont touché environ **720** personnes

Au total **6660** personnes à des titres divers ont bénéficié des activités de ces trois lieux.

- **3000** citoyens des zones isolées ont bénéficié des campagnes de diffusion du droit algérien

- **2840** citoyens ont bénéficié de consultations juridiques

- Mise en place du certificat aux droits de l'Homme qui forment **40** personnes venant d'Oran, Tiaret, Mostaganem, Constantine, Alger, Bejaïa, Tizi-Ouzou, Boumerdès.
- **323** personnes ont été formées à la Gestion Positive des Conflits.
- **60 animateurs** ont été formés à la philosophie pour enfants.
- **2000 adolescents** ont bénéficié du programme « Graine de citoyen ». Et plus de **542** jeunes de l'École du Jeune Citoyen d'Akbou ont bénéficié d'un encadrement particulier
- Les tournées théâtrales des deux troupes d'enfants d'AKAK et d'Akbou ont touché environ **5000** personnes.
- **40** personnes bénéficient de la formation de personnes relais à la « Clinique de Concertation »
- **120** personnes environ sont impliquées dans le Travail Thérapeutique de Réseau (de manière indirecte environ **500 professionnels** touchés). Ces professionnels sensibiliseront 1200 nouveaux professionnels (40 x 30)
- 372 000 usagers** bénéficieront du Travail Thérapeutique de Réseau (1240 professionnels x 100 usagers x 3 ans)
- **68 journées** de sensibilisation à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau ont touché plus de **2520 professionnels**.

DDH4 :

Les chiffres présentés ici s'arrêtent au début du troisième trimestre de l'année 2015

- **82** cadres associatifs menant des actions dans les régions d'Alger, Oran, Kabylie Constantine Batna sont formés à la gestion de projet et aux droits de l'Homme, soit 2 membres de chacune des **30** associations sélectionnées.
- 170** jeunes formés dans le cadre du certificat aux droits de l'Homme sélectionnés sur leur engagement dans la société civile et leur niveau d'études supérieures.
- **30** personnes relais à la formation aux droits de l'Homme choisis pour leurs compétences d'enseignants en droits humains et de leur engagement (20 la dernière année).
- **20** avocats formés aux droits humains du réseau de la LADDH.
- **18** OSC ayant reçu une subvention en cascade et choisies en fonction du côté novateur de leurs propositions en matière de droits humains.
- Environ **6300** jeunes et universitaires bénéficiant des conférences sur les droits de l'Homme, dans les universités des 4 zones.
- **120** jeunes se sont engagés dans des mini rencontre résidentielles (Université d'été, Université de printemps)
- **15** jeunes issus du milieu associatif ont suivi des formations à l'élaboration de mini documentaires sur les droits de l'Homme.
- **216** adultes animateurs pour le manuel « Graine de citoyen ».
- **6125** jeunes recevant l'outil « Graine de citoyen » sur les trois territoires choisis où des activités ont déjà été initiées par les partenaires.
- **360** professionnels de l'éducation touchés directement par les formations à la GPC, « Graine de citoyen » et les troubles du comportement chez l'enfant.
- **550** élèves ont suivi des activités de prévention de la violence à l'école.
- **193** jeunes ont bénéficié des activités scolaires de l'École du Jeune Citoyen dont 148 filles.
- **192** jeunes dont 110 filles fréquentent comme adhérents le Centre Sidi Ali d'Akbou.
- Environ **4400** jeunes, dont la moitié de filles, ont bénéficié des sensibilisations à la citoyenneté active et aux droits des enfants sur le territoire d'Akbou.

- **130** jeunes sont dans les CCJ sur Akbou, Chelatta, Batna, Biskra, Skikda, Guelma.
- Environ **5000** personnes ont bénéficié des sensibilisations sur les CCJ sur les 6 territoires.
- **50** participants ont bénéficié des rencontres France /Bejaïa sur les CCJ.
- **462** personnes ont bénéficié de consultations psychologiques sur le territoire d'Akbou, et **120** personnes de consultations juridiques.
- **30** personnes formées à l'Université d'automne relative au genre, à la discrimination et aux violences faites aux femmes.
- **30** personnes formées dans le cadre du projet « Le Monde selon les femmes ».
- **185** professionnels de l'Éducation Nationale, formés à la GPC et **400** enfants bénéficiaires par an dans le cadre des actions croisées sur la commune de Bab el Oued à Alger.
- **60** professionnels suivent des formations à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau, dont une trentaine à Akbou.
- Plus de **500** personnes ont fréquenté l'espace de travail sur la « Clinique de Concertation » et le Travail Thérapeutique de Réseau et **18** associations ont été formées à la gestion de projet aux Eucalyptus où a été créé un CCJ.

## **Annexe II : Méthodologie**

La présente étude a été effectuée à partir des données suivantes :

Des rencontres, des entretiens enregistrés exploitables (plusieurs ont été inaudibles) ou pris en note et des questionnaires (une quinzaine) soit un nombre total de 96 rencontres, c'est-à-dire 152 personnes rencontrées, sans compter celles qui étaient présentes lors des réunions de copilotage.

Parmi les personnes rencontrées une quinzaine ont répondu à un questionnaire, des personnes en cours de formation à la « Clinique de Concertation ».

La majorité des entretiens a été effectuée par F. Cherfi qui en a traduit certains en français, d'autres par M.-C. Michaud, effectués parfois en binôme avec F. Cherfi et 16 par A. Chauvenet, (en prise de notes).

Parmi ceux-ci :

Des entretiens en individuel : 78

Des entretiens réunissant deux ou trois personnes : 7

Des focus groupes : 6

Des réunions de copilotage du CISP : 4

Une réunion autour de journalistes

Les entretiens concernent :

Les partenaires principaux du CISP et la responsable technique de celui-ci : 11

Des assistants et responsables de projet du CISP : 9

Des formateurs expatriés travaillant en Belgique ou en France : 16

Des bénéficiaires, le plus souvent partenaires : 50

Des familles bénéficiaires indirects des formations (CdC, EJC, Centre d'écoute) : 4

Des jeunes, enfants et adolescents : 2

Directeur de collège et responsable Éducation nationale : 2

Concernant les formations suivies, nombre d'entre eux ayant suivi plusieurs formations :

Formations à la thérapie familiale et contextuelle : 5

Formations à la « Clinique de Concertation » et au Travail Thérapeutique de Réseau : 22

Formation à la Gestion Positive des Conflits, non inclus ceux qui ont suivi les formations au certificat des droits de l'Homme qui en ont également bénéficié : 16

Formations sur « Le monde selon les femmes » et lors de l'université d'automne : 7

Formations des organisations de la société civile (gestion des associations et engagement) : 12

Formations au certificat des droits de l'homme : 4

Juristes formés aux droits de l'Homme et responsables de structures ayant directement trait aux droits de l'homme : 5

Nous nous sommes appuyés également sur les comptes-rendus portant sur les contenus et les méthodes des différentes formations données par les formateurs, sur les comptes-rendus des débats, des ateliers et des évaluations par les bénéficiaires qui les suivent, sur les évaluations menées sur plusieurs projets par des organismes extérieurs et sur les projets et les rapports narratifs du CISP.

Les questions ci-après du guide d'entretien valent pour les questionnaires  
Elles ont été adaptées en fonction des interlocuteurs : formateurs, partenaires, jeunes gens, familles...

## **GRILLE D'ENTRETIEN À L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES**

**FÉVRIER 2015**

Dans le cadre d'un travail de bilan évaluatif effectué à la demande du CISP sur son activité depuis 2006 à nos jours, nous nous permettons de solliciter votre participation à ce travail d'évaluation en répondant aux questions qui suivent.

Nous privilégions les entretiens dans notre méthode, mais nous sommes bien conscients de l'étendue de votre charge de travail, aussi nous nous permettons de vous proposer ou de vous envoyer ce questionnaire par mail ce qui peut alléger votre participation.

---

-**Antoinette Chauvenet**, sociologue, Directrice de recherche CNRS/ École des Hautes Etudes en Sciences Sociales/IRIS

-**Eveline Chevalier**, Responsable technique " Protection - Citoyenneté - DDH " pour la zone Afrique - Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (C.I.S.P), Algérie

- **Marie Claire Michaud**, responsable du développement d'Ecole et Famille (France)

(- **Faiza Cherfi**, consultante pour le CISP en Coopération et Développement.

### **PRESENTATION PERSONNELLE :**

### **PRÉSENTATION DE VOTRE ORGANISME :**

### **POINT DE DÉPART DU DISPOSITIF, DE L'ACTION PROPOSÉE :**

1. Comment avez-vous été informé (e.s) de l'existence des actions du CISP dont vous avez bénéficiées ?
2. A quelle époque avez-vous bénéficié de ce service ?
3. Pour quel motif y avez-vous eu recours ? Quelles sont les valeurs véhiculées par le CISP qui vous ont donné envie d'y participer ?
4. Combien de temps cela a-t-il duré ?
5. Est-ce terminé ? En cours ?

### **LA PARTICIPATION À L'ACTIVITE PROPOSÉE :**

6. Sur quelles bases pensez-vous que le CISP vous a demandé de participer à cette activité ? à partir de quel élément ?
7. Quel élément, de votre côté, avez-vous mis en valeur pour être retenu ?
8. Comment avez-vous été accueilli au début de l'activité ?
9. Comment vous êtes-vous senti ? Comme un partenaire important ?  
Veuillez donner un exemple.
10. Votre participation à cette activité a-t-elle été prise sur votre temps personnel ou sur votre temps professionnel ?

11. Qu'avez-vous à dire **sur le fond et sur la forme** de l'activité ?

**LES EFFETS IMMEDIATS :**

12. Qu'est-ce que ce service, cette activité vous ont apporté sur le plan professionnel et sur le plan personnel ?
13. Qu'est-ce qu'elle vous a apporté et que vous n'attendiez pas ?
14. Qu'est-ce que vous attendiez et que vous n'avez pas trouvé ?
15. Etes-vous resté en contact avec le CISP (un(e) coordinateur/coordinatrice du CISP) ou avec le formateur/la formatrice, l'intervenant.e ? Comment et à quel sujet ?

**LES EFFETS À LONG TERME :**

16. En quoi cette activité a-t-elle influencé vos comportements, vos engagements de votre vie professionnelle et/ou personnelle ?
17. Pensez-vous utile de reconduire cette activité ? Pour quelles raisons ?

**LES AMÉLIORATIONS À APPORTER :**

18. Voyez-vous des limites dans cette activité ?
19. Ce qu'il faudrait faire pour aller plus loin, l'améliorer ?
20. Comment percevez-vous la méthode utilisée lors de l'activité ?
21. Conseilleriez-vous à quelqu'un de faire la même activité que celle que vous avez suivie ?
22. L'avez-vous déjà fait ? A combien de personnes ?
23. Souhaiteriez-vous explorer d'autres thèmes avec le CISP ? Sous quelle forme ?
24. Quelle est votre évaluation globale du travail avec le CISP ?

**Commentaires**

***Merci de votre contribution !***

## Annexe III : Productions

